# sciences humaines en traduction

Les livres français aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Argentine

Sous la direction de Gisèle Sapiro

INSTITUT FRANÇAIS

# Sciences humaines en traduction

## Les livres français aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Argentine

sous la direction de Gisèle Sapiro

Étude réalisée par le Centre européen de sociologie et de sciences politiques (Paris) dans le cadre d'une convention avec l'Institut français, opérateur du ministère des Affaires étrangères et du Développement international pour l'action culturelle extérieure de la France.

**L'Institut francais est l'opérateur**
**du ministère des Affaires étrangères et du Développement international**
**pour l'action culturelle extérieure de la France.**

INSTITUT FRANÇAIS

8-14 rue du Capitaine Scott - 75015 Paris
www.facebook.com/institutfrancais.pageofficielle
www.institutfrancais.com
Président Xavier Darcos
Directrice générale déléguée Anne Tallineau
Secrétaire général Pierre Colliot

**Département Langue française, Livre et Savoirs**
Directeur, Christophe Musitelli
Directrice adjointe, Judith Roze
Responsable du pôle Idées et savoirs, Mathieu Potte-Bonneville
Responsable des éditions, Nicolas Peccoud

creative commons

À l'initiative de cette étude, le département Langue française, livre et savoirs de l'Institut français, soutient la traduction des productions éditoriales françaises vers les langues étrangères et la participation française à la circulation internationale des échanges intellectuels, accompagne les initiatives du réseau français à l'étranger, conseille ses acteurs en favorisant leur mise en relation avec chercheurs et experts, et propose des dispositifs originaux de sensibilisation aux apports de la réflexion française contemporaine.

Isbn 9782354761127 (epub)

Le format ePub a été préparé par Ligaran à l'aide de la technologie Mybookforge.

*À la mémoire d'André Schiffrin, qui fut un grand passeur de la pensée française aux États-Unis.*

Cette étude a été menée au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Elle a été réalisée par une équipe internationale dirigée par Gisèle Sapiro (CNRS-EHESS) et comprenant : Alejandro Dujovne (CONICET), Heber Ostroievsky (UNGS, Buenos Aires), Marcella Frisani (CESSP), Jill McCoy (CESSP), Hélène Seiler-Juilleret (CESSP) et Gustavo Sorá (CONICET).
Nous tenons à remercier vivement les éditeurs, traducteurs, responsables de droits étrangers, agents (en particulier la French Publishers' Agency) et représentants étatiques (notamment le CNL et les Bureaux du Livre français de New York, Londres et Buenos Aires) pour les riches entretiens qu'ils nous ont accordés et pour leur aide tout au long de cette recherche. Merci aussi à Judith Roze, Lucie Campos, Christophe Litwin et Mathieu Potte-Bonneville pour l'intérêt qu'ils ont témoigné pour ce travail. Et à Lucile Dumont qui a traduit le Chapitre 6, ainsi qu'à Mauricio Bustamante qui a été conseiller statistique pour le traitement des données sur l'Argentine.

# Introduction

*Gisèle Sapiro*

- **Les canaux de la circulation internationale des idées en sciences humaines et sociales**
- **Traduire les sciences humaines et sociales : conditions et obstacles**
- **Les facteurs favorisant la traduction**
- **Méthodologie de l'enquête**

La présente étude vise à porter au jour les conditions sociales de la circulation internationale des ouvrages en sciences humaines et sociales par voie de traduction. Elle est centrée sur l'importation d'auteurs français dans trois pays : les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Argentine. Les études de cas présentées ici entendent dégager de façon générale les enjeux et facteurs qui interviennent dans ces échanges, tout en cernant les spécificités des situations locales. Ces enjeux et facteurs relèvent de deux logiques distinctes, celle qui régit le champ éditorial et celle qui est propre au champ académique. Dans les deux cas, elles reflètent, d'une part, l'histoire des différents champs nationaux, de l'autre, leur encastrement dans des champs transnationaux (les champs académique et éditorial étant fortement internationalisés). Cette enquête s'est davantage focalisée sur les enjeux éditoriaux car c'est de là que surgissent les principaux obstacles à cette circulation, même si les deux sont difficiles à démêler. Il s'agissait d'un côté de cartographier ce qui circule, de l'autre de restituer les points de vue des principaux médiateurs dans les échanges éditoriaux : éditeurs, agents, chargés de cession et traducteurs.

S'il n'est pas l'unique mode de communication en sciences humaines et sociales, comme on le rappellera dans la première partie de cette introduction, le livre demeure un des principaux vecteurs des échanges intellectuels internationaux. Ce qui pose la question de la traduction et des obstacles qu'elle rencontre, ainsi qu'on le verra dans la deuxième section. La méthodologie de l'enquête sera exposée dans la dernière section.

## Les canaux de la circulation internationale des idées en sciences humaines et sociales

La circulation internationale des idées en sciences humaines et sociales emprunte des voies diverses que l'on peut différencier selon le support, oral ou écrit, selon la langue adoptée (langue d'origine ou langue du pays d'accueil), et selon le public visé. Le public se distingue, selon une première division, entre le public académique et le public non académique, mais cette première division ne doit pas masquer les différenciations internes à chacun de ces publics : entre le public des pairs et celui des étudiants d'une part, et parmi les pairs, entre ceux de la discipline et ceux d'autres

disciplines ; entre le grand public dit « cultivé », qui souhaite enrichir ses connaissances, les professionnels intéressés par les résultats de recherches les concernant directement, les experts qui y cherchent des données pour nourrir la réflexion sur les politiques publiques ou privées, et les groupements politiques qui y trouvent des éléments de critique sociale. L'articulation de ces trois dimensions, support, langue et public visé, permet de distinguer les canaux de transmission et de circulation au niveau international.

La communication orale dans des colloques internationaux, qui créé les conditions pour la discussion et la confrontation immédiate, se prolonge assez fréquemment par la publication des actes dans le cas des colloques, mais leur multiplication, la tendance à juxtaposer les communications sans rendre compte des discussions qu'elles ont suscitées, et le fait qu'ils soient souvent publiés par des presses universitaires ou des éditeurs marginaux, les condamnent à une diffusion limitée. Les éditeurs, comme le public semble-t-il, préfèrent souvent les monographies ou les ouvrages collectifs conçus comme tels selon une problématique et un plan élaborés au préalable à un assemblage aléatoire de communications pointues réunies après coup. En outre, ils sont rarement publiés en plus d'une langue, la trace écrite restant généralement dans celle qu'emploient les organisateurs.

Si, à l'instar des communications à des colloques, les conférences à l'étranger consistent souvent en la première présentation de résultats destinés à être publiés par la suite, elles sont aussi un moyen de valorisation de travaux déjà publiés, souvent des livres, et peuvent être un instrument de diffusion des résultats de ces travaux dans une autre langue que celle de la publication. Cette diffusion est également susceptible de s'effectuer auprès d'un public non académique intéressé par tel ou tel thème (par exemple, un public de militants). Même si internet permet à la communication orale de sortir du cadre local et assez restreint où elle se tient, la communication orale – l'enseignement mis à part – n'est conçue que comme un support accompagnant (en amont ou en aval) le travail d'écriture.

Le livre et l'article en revue (sur support papier ou numérique, ou les deux) sont les deux formes convenues de restitution des résultats de la recherche par écrit. Les revues scientifiques touchent un public relativement restreint de chercheurs spécialisés dans une ou deux disciplines. À la différence des sciences de la nature, où il est généralement réservé à la vulgarisation, le livre continue à jouer un rôle majeur dans la production des savoirs en sciences humaines et sociales. Certes, son poids relatif varie selon les disciplines : central dans les disciplines les plus littéraires, comme la philosophie et l'histoire, il décroît à mesure qu'on va vers les disciplines qui ont adopté le modèle des sciences de la nature comme la psychologie ou l'économie. La sociologie et l'anthropologie occupent une position intermédiaire entre ces deux pôles. En outre, la publication d'ouvrages assure aux résultats de la recherche, qu'il s'agisse de travaux inédits ou de synthèses, une diffusion non seulement au sein de la communauté scientifique élargie (par-delà la discipline ou la spécialité dans laquelle elle s'inscrit), mais aussi hors du monde académique. Il est également un vecteur majeur des échanges intellectuels internationaux.

Pour tous les types de publications, et plus encore pour les ouvrages, le potentiel de diffusion à l'international dépend de plusieurs facteurs. En premier lieu, la centralité de la langue dans le système mondial des langues (l'anglais arrive largement en tête, suivi de loin du français)[1]. Deuxième facteur, la centralité du pays de publication sur le marché international du livre (les États-Unis et le Royaume-Uni occupent une position plus centrale que l'Inde ou l'Afrique du sud). Troisièmement, la centralité intellectuelle mesurée selon le capital symbolique accumulé dans le domaine concerné (par exemple, la philosophie allemande ou française jouit d'un prestige supérieur à la philosophie américaine). Quatrièmement, la notoriété de l'auteur. Cinquièmement, la réputation de la marque associée au support de publication, revue ou éditeur, et, sixièmement, l'importance de son dispositif de diffusion/distribution (par exemple, en France, les grandes maisons généralistes comme Le Seuil, Gallimard et Fayard s'opposent sous ce rapport aux petites maisons indépendantes et aux presses universitaires ; mais certains petits éditeurs peuvent avoir accumulé un capital symbolique suffisant pour avoir une diffusion assez large, comme ce fut le cas des Éditions de Minuit, avec notamment, dans le domaine qui nous occupe, la collection « le sens commun » dirigée par Pierre Bourdieu, qui a introduit nombre d'auteurs et d'ouvrages étrangers en France).

La diffusion peut se mesurer aux ventes d'ouvrages et de revues (qui comptent aussi des abonnés). Mais le meilleur indicateur de la visibilité internationale au sein du champ académique est la citation, car elle permet de mesurer l'impact. Une enquête menée par le CNRS en 2004 avait constaté le faible taux de citation de revues françaises aux États-Unis. Si ce résultat reflète le relatif déclin de la position de la langue française dans le monde, elle ne suffit pas à conclure à la non visibilité des publications en français. D'une part, elles circulent dans l'aire francophone et dans les pays où le français est la première ou deuxième langue étrangère, ce qui est le cas aux États-Unis et au Royaume-Uni ; certes, cette circulation est variable selon les disciplines et s'observe plus dans les sciences humaines que dans les sciences sociales (mis à part la psychologie pour les premières). Même dans les pays anglophones, réputés les plus fermés, certains ouvrages publiés en français sont susceptibles de trouver un écho par-delà les spécialistes de la France, comme en témoignent les recensions – certes rares – dans des revues généralistes (*American Historical Review* publie par exemple des comptes rendus de livres en français) et dans la presse spécialisée sur les livres, en particulier le *Times Literary Supplement*, mais aussi la *London Review of Books*. Il arrive parfois qu'ils aient une réception dans la presse généraliste étrangère (en Argentine ou en Italie par exemple) sous forme d'entretiens avec l'auteur-e, lorsqu'ils font écho à des sujets d'actualité. Cependant, si deux économistes français, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, ont pu faire la une du *New York Times* et être cités dans le *Herald Tribune*, c'est grâce à une

1 Abram de Swaan, « The Emergent World Language System », *International Political Science Rewiew*, n° 3, 1993, et Id. *Words of the World : The Global Language System*, Cambridge, Polity Press, 2001.

publication en anglais (et sans doute aussi au fait que l'un d'eux, Emmanuel Saez, est en poste à l'Université de Berkeley). Cette première réception a préparé le vaste succès du livre de Thomas Piketty, *Le Capital au XXIe siècle*, aux États-Unis, à la suite de sa parution en anglais chez Harvard University Press en 2014, puis dans le monde entier.

Publier en langue étrangère est évidemment la condition pour toucher un public non francophone, qu'il soit restreint au monde académique ou plus large. Si les revues françaises sont faiblement citées aux États-Unis, les ouvrages d'auteurs français traduits en anglais le sont en revanche beaucoup... Ce sont bien sûr pour la plupart de grands noms, ceux de Barthes, Foucault, Derrida, Bourdieu, qui ont les taux de citation les plus élevés au monde, mais certains travaux d'auteurs plus jeunes et moins connus auparavant ont pu trouver un large écho à la suite de la publication de leur ouvrage en anglais dans la dernière décennie (c'est le cas notamment de Pascale Casanova pour son livre sur *La République mondiale des lettres*, publié au Seuil en 1999 et dont la traduction a paru chez Harvard University Press en 2005 ; et bien sûr du livre de Thomas Piketty cité ci-dessus, dont l'immense succès est considéré par les éditeurs comme un phénomène éditorial inédit).

Concernant la publication en langue étrangère, deux stratégies sont possibles : la publication directe dans la langue en question et la traduction. La première est adoptée de longue date par une fraction d'universitaires de petits pays qui sont tournés vers l'international : parmi les langues centrales choisies, il y avait autrefois l'anglais, le français et l'allemand ; si le français demeure une option, c'est l'anglais qui l'emporte désormais (tel est le cas aux Pays-Bas, en Israël, dans les pays scandinaves et désormais les pays d'Europe de l'Est). Un nombre croissant d'universitaires allemands choisit de publier directement en anglais. Cette stratégie commence à se développer en France, pas seulement pour les articles, mais aussi pour les livres (le sociologue Bruno Latour, par exemple, publie ses ouvrages parallèlement en anglais et en français).

Comment publier un ouvrage directement en langue étrangère ? On peut soit écrire directement en anglais, soit faire traduire ses écrits et céder ses droits en premier à un éditeur étranger en réservant les droits pour la langue d'origine. Sous ce rapport, les sciences humaines et sociales se différencient nettement de la littérature, pour laquelle la première option procède d'un choix de changement de langue d'écriture qui n'a concerné que peu d'écrivains dans l'histoire (Beckett et Ionesco étant parmi les exemples les plus célèbres), et la seconde ne se pratique qu'en cas de risque de censure dans le pays d'origine.

Si la publication directe en langue étrangère est une option qui commence à se répandre pour les articles, elle demeure assez marginale en France pour les ouvrages, étant donné la maîtrise linguistique qu'elle requiert, et demeure confinée à certaines disciplines, comme l'économie et la finance, ou bien à des collaborations scientifiques avec des auteurs anglophones. Par-delà le problème de la compétence linguistique, ce choix pose la question de la langue de communication adéquate en sciences humaines

et sociales. Celles-ci doivent-elles adopter une langue universelle suivant le modèle les sciences de la nature ? Il y a évidemment des arguments en faveur du choix de l'anglais comme langue d'écriture : cela faciliterait la communication au sein de la communauté scientifique, réduirait les problèmes de compréhension et le risque d'erreurs et de contresens, qui sont fréquents lorsqu'on passe d'une langue à l'autre, supprimerait le temps et les coûts de la traduction, qui constituent à l'heure actuelle un obstacle à la circulation des idées. Cependant, il y a aussi de solides arguments, d'ordre pratique et épistémologique, contre l'adoption d'une langue unique en sciences humaines et sociales : sur le plan pratique, l'inégalité devant la langue anglaise constitue un obstacle qui ne pourrait être levé que par une formation bilingue dès l'enfance et au cours des études supérieures, ce qui demande une transformation totale des politiques éducatives ; sur le plan épistémologique, plus fondamental, on peut faire valoir que la traduction constitue un enrichissement parce qu'elle favorise la réflexivité et conduit à dénaturaliser les catégories de la pensée, parfois issues du sens commun – elle constitue ainsi un garde-fou contre la standardisation de la pensée. D'autant que l'écriture en sciences humaines et sociales est moins formalisée qu'en sciences de la nature, elle implique une dimension historique, fait place à la narration, recourt parfois à un langage littéraire, métaphorique, à des jeux de mots, qui la rendent dans certains cas, sinon intraduisible, pour le moins difficile à transposer dans une autre langue.

La traduction reste donc le principal moyen pour qu'un livre touche un public non francophone, en ce qui nous concerne ici, et il est souhaitable qu'elle le reste afin de préserver la diversité linguistique, gage de réflexivité et de rupture avec le sens commun, ce qui ne doit pas empêcher de favoriser le multilinguisme qui, loin de nuire aux langues, démultiplie les chances de communication entre elles.

## Traduire les sciences humaines et sociales : conditions et obstacles

Si la traduction en sciences humaines et sociales partage nombre de propriétés avec la traduction littéraire, elle présente aussi des particularités qui ne sont pas suffisamment prises en compte dans la réflexion sur ses conditions[2]. C'est pourquoi une enquête spécifique à ce secteur était nécessaire. Dans nombre de pays, une partie des ouvrages de sciences humaines et sociales s'inscrit dans l'édition généraliste, ce qui n'est pas sans conséquences sur la forme qu'ils prennent. Cependant, l'ensemble de la production dans ce domaine participe du marché du livre académique, qui constitue un marché à part, ayant ses logiques propres. Sur le marché du livre anglophone, l'édition académique constitue même un secteur spécialisé séparé de l'édition généraliste. Ce secteur est dominé par les grands éditeurs scolaires britanniques, qui concentrent le capital économique. En effet, au

2 Gisèle Sapiro (dir.), *Traduire la littérature et les sciences humaines : conditions et obstacles*, Paris, DEPS (ministère de la Culture), 2012.

Royaume-Uni, les sciences humaines et sociales sont dépendantes, d'un côté, de l'édition pour l'enseignement supérieur, marché rentable sur lequel règne le groupe Pearson (mais aussi Sage, désormais désengagé de la traduction) ; de l'autre, de l'édition scientifique, dominée par les conglomérats Elsevier, Springer, Wiley-Blackwell, Taylor & Francis (avec Routledge qui traduit quelques titres de penseurs français), Thomson et Wolters Kluwer. Le marché de l'édition savante en sciences humaines et sociales est de ce fait également partagé entre le secteur à but non lucratif et le secteur commercial. Le premier est l'apanage des presses universitaires, dont les plus réputées sont aussi les plus anciennes et les mieux dotées, à savoir Oxford University Press et Cambridge University Press. À l'autre pôle, on trouve des éditeurs indépendants à but lucratif, pour lesquels la traduction représente un investissement à long terme : de ce pôle relèvent Polity Press, premier importateur de sciences humaines et sociales françaises sur le marché anglo-américain, et un groupe d'éditeurs engagés (les « *radical publishers* »). Aux États-Unis, le secteur des sciences humaines relève exclusivement (à quelques exceptions près) des presses universitaires, hiérarchisées selon la taille, l'ancienneté et les moyens dont elles disposent, les presses de Harvard, Princeton et Yale se situant au sommet. Il faut remarquer l'interpénétration croissante des marchés britanniques et américains, les maisons ayant souvent une antenne outre-Atlantique ; cette interpénération profite plus aux éditeurs anglais qu'à leurs confrères américains qui vendent une grande partie de leur production en Amérique du Nord, alors qu'Oxford UP, Cambridge UP et même Polity Press, à une échelle plus modeste, sont devenus des éditeurs « globaux ». En Argentine, les sciences humaines et sociales occupent une place importante dans l'édition généraliste, étant peu investies par les maisons et groupes espagnols qui leur préfèrent le secteur plus rentable de la fiction, et elle fait l'objet d'un investissement constant d'éditeurs à qui elles permettent de se construire une image de marque, notamment par la traduction ; ces éditeurs sont davantage en mesure de négocier l'acquisition de droits que les presses universitaires, souvent démunies.

Si les obstacles à la traduction en sciences humaines et sociales sont du même ordre que ceux qui entravent la circulation des œuvres littéraires, ils revêtent dans ce secteur une forme spécifique. Sur le plan économique, le problème du coût de la traduction, évoqué comme premier obstacle par tous les enquêtés, est accru du fait de la vulnérabilité du livre de sciences humaines et sociales en général sur le marché du livre anglo-américain, comme l'explique ce responsable éditorial d'une ancienne et prestigieuse presse universitaire britannique :

> Translation is just part of a long-term story about academic publication in the English-language world, and it's absolutely not immune, in fact it's the opposite of immune, it's exposed to the pressures almost uniquely because it does have the additional cost base, translation, which isn't the case in other native language publications, you see, so, you know, it's not a very cheerful story, but I think it's true, and I think it has the French government and other institutions anxious about it. I think it's important that people recognize that the problems around translation are not translations' fault, if you know what I mean. It's not to do with translations,

> per se, it is a bit, but it's not…it's to do with just the vulnerability of a publishing, of a business model in a context where all academic publishing models are vulnerable. (Entretien n°6)

Différents facteurs sont évoqués par les acteurs pour expliquer la fragilisation de ce marché, sur lesquels on reviendra au chapitre 1 : la crise générale que traverse le marché de l'édition avec les fusions-acquisitions et les logiques de rationalisation, la réduction des budgets que les bibliothèques consacraient aux livres (au profit des abonnements aux revues scientifiques), l'essor du marché du livre d'occasion pour les manuels et livres de cours (*handbooks* et *textbooks*), et enfin les coupes budgétaires des universités qui ont réduit leur dotation aux presses universitaires[3].

Ces facteurs négatifs pourraient être compensés par la valeur ajoutée de disposer d'un livre en traduction sur ce marché, mais, à part pour quelques grands noms qui fonctionnent comme des marques (« *brand names* »), c'est plutôt le contraire qui s'observe : les livres en traduction tendent à se vendre moins bien, ce qui rend les éditeurs réticents à faire l'investissement qu'ils requièrent en temps et en argent.

De ce fait aussi, les aides sont considérées comme indispensables. Côté français, elles proviennent de deux sources principales, le ministère de la Culture, par l'intermédiaire du Centre national du livre, et le ministère des Affaires étrangères, notamment à travers le Programme d'aide à la publication et d'autres fonds (détaillés dans l'annexe 3 qui récapitule les aides disponibles). La prise de conscience du relatif déclin de la position de la langue française dans le monde a en effet conduit le Gouvernement français à mettre en place dans la seconde moitié des années 1980 une politique de traduction depuis et vers le français, alors que jusque-là, c'est la promotion de la langue française dans le monde qui était privilégiée (sur cette politique et les instances qui sont impliquées dans sa mise en œuvre, notamment l'Institut français, voir annexe 4). La contribution de l'action publique à différents niveaux de la chaîne de production (sélection, financement de la traduction, promotion de l'ouvrage traduit) sera abordée tout au long de cette étude.

Mais les obstacles ne sont pas qu'économiques. Il peut y avoir des obstacles politiques et culturels. Ceux du premier type se rencontrent rarement dans les pays étudiés ici, mais peuvent survenir dans les échanges avec des États d'autres régions du monde. Quant aux écarts culturels susceptibles de constituer des obstacles, ils s'observent à tous les niveaux, malgré l'harmonisation croissante des pratiques sur le marché mondial du livre, depuis les modes de présentation des ouvrages dans les catalogues de « Droits étrangers » des maisons d'édition (voir chapitre 4), jusqu'aux méthodes de valorisation des livres après-coup, en passant par la langue et les clauses des contrats (droit d'auteur *vs.* copyright, montant des avances, taux des *royalties*, etc.), mais aussi par les normes éditoriales et scientifiques

3 Ces facteurs avaient déjà été identifiés par John B. Thompson, *Books in the Digital Age : The Transformation of Academic and Higher Education Publishing in Britain and the United States*, Cambridge (UK), Polity Press, 2005, et Id. « L'édition savante à la croisée des chemins », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°164, 2006, pp. 93-98.

(bibliographie, appareil critique, index). La question des droits numériques a particulièrement suscité des tensions au cours des négociations ces dernières années (voir chapitre 1 et annexe 6).

Les marchés du livre anglo-américain et argentin offrent un poste d'observation privilégié pour comprendre les transformations actuelles du marché mondial de la traduction et leur impact sur le domaine des sciences humaines et sociales. Les premiers sont deux pays centraux dans leur aire linguistique, les États-Unis étant parvenus à renverser l'hégémonie britannique depuis les années 1960. L'investissement dans les sciences humaines et sociales françaises contemporaines a certainement constitué à cette époque, pour les éditeurs américains, un mode de démarcation et de distinction sur le marché anglophone par rapport à leurs confrères britanniques qui dominaient le marché des classiques. De même, pour les éditeurs argentins, les sciences humaines et sociales françaises sont un moyen de s'affirmer contre la domination qu'exercent les grands groupes espagnols dans l'aire hispanophone (sans parvenir pour autant à renverser le rapport de force) et aussi face aux autres pays latino-américains, où ils sont les premiers importateurs d'ouvrages du français (avec le Mexique). Du fait de cette concurrence, les éditeurs des différents pays oscillent entre coopération et cloisonnement. La coopération se traduisant par les politiques de coédition et de co-publication qui, dans le cas de la traduction permet de partager les coûts et implique la répartition des territoires de distribution des ouvrages. Cette pratique est mise à mal par l'essor de la vente de livres en ligne, qui intensifie la concurrence en déterritorialisant en partie la distribution. Ainsi, nombre d'éditeurs britanniques et américains nous ont dit ne plus accepter de partager les droits d'ouvrages, notamment en raison des différences de prix, pour les premiers. Les uns et les autres ont mis en place des antennes de l'autre côté de l'Atlantique pour assurer eux-mêmes la diffusion de leurs ouvrages sur le territoire étranger. En Amérique latine, les refus auxquels se heurtent régulièrement les tentatives de mettre sur pieds des projets de coéditions, y compris des tentatives institutionnalisées comme celle des responsables français de l'action culturelle dans le cône sud, sont révélatrices de ces logiques compétitives.

On se concentrera ici sur les échanges éditoriaux et donc sur les traductions d'ouvrages sous droits. Les ouvrages appartenant au domaine public posent un problème différent, celui des retraductions, qui sont rarement entreprises, en raison de la concurrence des anciennes traductions. Seule une nouvelle édition critique, étoffée par une introduction et un appareil de notes conséquent, peut justifier une telle entreprise, comme nous l'a expliqué cet éditeur de textes philosophiques classiques aux États-Unis :

> If you're translating a work that's already in the public domain, chances are that it's already been translated. So you don't have that one prospect, but you do have the fact that you're competing. And it's really heightened, because you don't have a monopoly on the market like you do in the case of licensing translation rights to a contemporary work.
> – *So that's why the apparatus, and the fact that it's a new and better translation, is really important, because those are going to be the major selling points.*

> – Exactly. So, I mean it's, this kind of publishing that we do had become just very, very competitive in the past 20, 25 years. We have, it's not uncommon for us to find that we're looking at a work that has been, that we're competing with four or five editions. You know, there's Penguin, there's Oxford Modern Classics, there's Norton, Cambridge University Press, I mean, the list just goes on and on.
> – *Why would you say that it's been particularly difficult in the past 20 or 25 years ?*
> – I suspect that it's coincided with library budgets declining, and university presses who were not previously active in this field, like Oxford and Cambridge, have said, well, this area that is traditionally the preserve of commercial publishers, is something that we want to get into too because there's an adoption base for these books and, you know, I think they think that they can't afford not to. And so some of these publishers that weren't very much interested in this market are now much more interested in it. (Entretien n°20)

## Les facteurs favorisant la traduction

Les chances d'accès d'un livre de sciences humaines à la traduction dépendent de plusieurs facteurs qui rejoignent ceux évoqués précédemment concernant les chances de diffusion en langue originale : la centralité de la langue d'écriture, qui accroît ces chances, les traductions circulant principalement des langues centrales vers les langues périphériques[4] ; le capital symbolique collectif accumulé par une discipline ou un domaine dans une langue ; le capital symbolique individuel enfermé dans le nom de l'auteur ; le capital symbolique de l'éditeur ; le thème du livre ; la réception nationale et internationale de l'œuvre ; le capital social de l'auteur.

Le capital symbolique collectif accumulé par une discipline dans une langue témoigne de la relative autonomie de la circulation des livres de sciences humaines et sociales par rapport aux logiques de marché. Les disciplines les mieux représentées parmi les traductions de sciences humaines du français en anglais sont la philosophie et l'histoire (voir Annexes 1 et 2). Certes, cela s'explique en partie par la place importante du livre dans ces disciplines, à la différence des sciences comme l'économie et la psychologie, où l'article est le support privilégié de la communication.

Le capital symbolique individuel se transfère automatiquement du nom propre de l'auteur-e aux œuvres qui lui sont attribuées. Il peut être illustré par le cas des auteurs de la *French Theory*, notamment Barthes, Derrida et Foucault, qui sont encore parmi les plus traduits aux États-Unis. Il en va de même pour Deleuze, Althusser et Kristeva, dont tous les livres continuent de paraître en traduction. Ce capital symbolique personnalisé n'est pas complètement indépendant du précédent : les chances d'accéder au statut de « grand auteur » varient selon le prestige dont jouit la tradition nationale à laquelle appartient l'auteur-e dans le domaine concerné : ici la philosophie française. De ce fait, les éditeurs américains (comme anglais) cherchent constamment de nouveaux noms, de nouveaux penseurs français à l'instar d'Alain Badiou et Jacques Rancière qui ont émergé dans la dernière décennie. On notera que, mis à part Bourdieu (dont l'œuvre comprend aussi une

4 Johan Heilbron, « Towards a Sociology of Translation. Book Translations as a Cultural World System », *European Journal of Social Theory*, vol. 2, n°4, 1999, pp. 429-444.

importante part théorique), il s'agit d'œuvres spéculatives, qui voyagent plus aisément que les études empiriques.

L'entreprise est pourtant difficile et risquée. Il s'agit parfois de « monstres », selon le terme employé par un éditeur au sujet d'un ouvrage d'Alexandre Kojève qu'il voulait faire traduire. L'éditeur doit s'assurer non seulement d'un financement du projet, mais aussi de la collaboration de traducteurs capables d'assurer cette tâche de longue haleine. Certains projets sont titanesques, comme la traduction des séminaires de Derrida engagée par The University of Chicago Press (voir chapitre 6).

Si nombre de ces auteurs sont « rentables », la valeur symbolique l'emporte ici sur la valeur économique. En témoigne le fait que les éditeurs continuent généralement à publier les ouvrages de ces auteurs même lorsqu'ils n'en vendent que peu d'exemplaires. Mais ils savent reconvertir ce capital symbolique en capital économique par les ventes sur le long terme, et le faire fructifier à travers les rééditions permanentes, nouveaux recueils et, plus rarement, les nouvelles traductions. C'est le cas par exemple de la retraduction du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir chez Knopf en 2009, sortie pour le soixantième anniversaire du livre, après qu'on se fut aperçu que la première traduction en anglais, publiée en 1953, était incomplète. Réalisée par deux professeures d'anglais, elle a été contestée par des philosophes et spécialistes de l'œuvre de Beauvoir, donnant lieu à une controverse[5]. Ces controverses ne font en fait qu'amplifier l'importance prêtée à l'auteur-e et accroître son capital symbolique.

L'accumulation de capital symbolique pour ces grands noms opère selon « l'effet saint Mathieu » décrit par Merton, comme on l'a montré dans le cas de Bourdieu[6]. La traduction étant une forme de consécration dans le monde académique comme dans le monde éditorial, la circulation internationale accroît ce capital symbolique. Toutefois, le pouvoir de consécration à l'échelle internationale n'est pas distribué de façon égale entre les pays. Les États-Unis jouissent à ce titre d'un crédit supérieur aux autres, qui ne tient pas seulement au rôle de l'anglais comme langue véhiculaire, mais aussi à l'hégémonie américaine à la fois sur le marché mondial du livre et dans l'espace académique international. La diffusion internationale des auteurs de la *French Theory* ainsi que leur traduction en d'autres langues a été médiatisée par leur réception aux États-Unis.

Le capital symbolique de l'éditeur est une variable non négligeable dont le poids varie entre le domaine littéraire – où Gallimard arrive en tête avec 29% des titres traduits entre 1990 et 2003[7] – et le secteur des sciences humaines et sociales – où ce sont les éditions du Seuil qui arrivent en tête, avec 15%

---

5 Toril Moi, « The Adulteress Wife », *London Review of Books*, vol. 32, n° 3, 11 février 2011.

6 Gisèle Sapiro and Mauricio Bustamante, « Translation as a measure of international consecration. Mapping the world distribution of Bourdieu's books in translation », *Sociologica*, n° 2-3, 2009.

7 Gisèle Sapiro, *Les Échanges littéraires entre Paris et New York à l'ère de la globalisation*, étude réalisée dans le cadre d'une convention avec le MOtif (Observatoire du livre d'Île-de-France), CESSP, avril 2010. http://www.lemotif.fr/fichier/motif_fichier/143/fichier_fichier_syntha.se.paris.new.york.paris.pdf.

des titres parus en traduction anglaise de 2010 à 2013, ce taux étant le même pour les ouvrages aidés par le Centre national du livre entre 2002 et 2012 (voir annexes 1 et 2). Certes, ce capital symbolique n'est pas indépendant de celui des auteurs figurant à leur catalogue, comme l'illustre le cas de Galilée, l'éditeur de Derrida ; et Le Seuil s'est imposé internationalement dans ce domaine en tant qu'éditeur de Barthes et de Lacan, puis de Bourdieu. Mais ce transfert a permis à la maison de se construire hors de ses frontières une image d'éditeur novateur de sciences sociales, image qui rejaillit sur les nouveaux venus au catalogue. Le fait que ce soient des éditeurs généralistes, plutôt que des maisons d'édition savantes comme les PUF, qui arrivent en tête, y compris dans le domaine des sciences humaines et sociales, rappelle le décalage entre les champs éditoriaux francophone et anglophone, le marché du livre académique étant confiné dans ce dernier au secteur à but non lucratif et à quelques éditeurs indépendants à but lucratif.

On a donc vu que les ouvrages théoriques circulaient plus facilement que les études empiriques. Concernant ces dernières ou les ouvrages d'auteurs débutants, même si les données sur leur profil sont prises en considération (position universitaire, publications, distinctions, invitations à l'étranger), ce qui entre en ligne de compte dans le processus de sélection est avant tout le thème du livre, qui varie d'un pays à l'autre au gré des modes intellectuelles et de l'actualité (par exemple, l'alimentation et la religion, en particulier l'islam depuis le 11 septembre, sont des thèmes de prédilection du marché anglophone), son traitement (l'originalité de l'approche), et l'écriture (les éditeurs anglophones préférant un style narratif et fluide à une approche décrite comme « structurale »). Le thème d'un ouvrage peut constituer un obstacle à la publication même pour des auteurs ayant déjà un titre traduit en anglais. Ce facteur peut donc venir contrebalancer la politique de suivi des auteurs, quand il ne sert pas de prétexte pour suspendre ce suivi lorsque le premier titre ne s'est pas bien vendu.

Enfin, le capital social spécifique de l'auteur est un facteur très important étant donné l'importance du réseau universitaire dans la circulation internationale des livres. En effet, les presses universitaires et même les éditeurs indépendants opérant sur ce marché s'en remettent beaucoup aux avis d'experts du monde académique, comptant aussi sur leur relais pour la promotion des titres traduits. Il faut préciser que ce capital social n'est pas indépendant du capital symbolique spécifique de l'auteur, c'est-à-dire de la reconnaissance internationale qu'il a acquise et qui se manifeste par les invitations à faire des communications dans des colloques et à donner des conférences à l'étranger. Ce facteur favorise là encore les chercheurs confirmés au détriment des plus jeunes qui doivent précisément construire ce capital.

## Méthodologie de l'enquête

Cette étude se fonde sur une enquête qualitative et sur des analyses de données quantitatives. L'enquête qualitative comprend une campagne d'entretiens menée en 2012 auprès d'acteurs de l'intermédiation (95 au total),

des observations, des dossiers de presse et des archives. Concernant les pays anglophones : 75 entretiens, dont 38 aux États-Unis, 21 au Royaume-Uni (y compris 2 en Écosse), 16 en France[8]. Les enquêtés comptaient 39 femmes et 38 hommes (dans deux cas, ils étaient deux pendant l'entretien). Du point de vue des catégories professionnelles, les enquêtés comprenaient : 37 éditeurs étrangers (dont 23 aux États-Unis et 13 au Royaume-Uni ; 25 hommes et 12 femmes) ; 16 traductrices (6) et traducteurs (9), dont 8 aux États-Unis et 7 au Royaume-Uni ; 15 chargé-e-s de cession chez des éditeurs français (dont 14 femmes et un homme) ; 6 agents littéraires (dont un homme et 5 femmes, toutes à la French Publishers' Agency) ; deux responsables du Bureau du Livre français (à New York et à Londres) et une médiatrice institutionnelle. Pour l'Argentine, au total 20 entretiens ont été réalisés (14 hommes et 6 femmes), dont 13 avec des éditeurs (11 hommes et 2 femmes), 6 avec des traducteurs (3 femmes et 3 hommes), un avec la responsable du Bureau du Livre français de Buneos Aires.

**Nombre d'entretiens par catégorie et par pays**

| Catégorie | Etats-Unis | Royaume-Uni | Argentine | France | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Éditeurs | 23 | 13 | 13 | | 49 |
| Traducteurs | 8 | 7 | 6 | | 21 |
| Agents littéraires | 6 | | | | 6 |
| Cession de droits | | | | 15 | 15 |
| Représentants étatiques | 1 | 1 | 1 | | 3 |
| Médiateur institutionnel | | | | 1 | 1 |
| Total | 38 | 21 | 20 | 16 | 95 |

L'enquête quantitative se fonde sur l'analyse de diverses bases de données : bases de données du Centre national du livre, du Bureau du Livre français, des PAP Hemingway, Burgess et Victoria Ocampo, et de la Chambre syndicale du livre en Argentine. Ces bases ont été dans tous les cas complétées et recodées. Pour l'Argentine, les données sont exhaustives des années 1990 et 2012. Pour les États-Unis et le Royaume-Uni, il n'a pas été possible de produire une base exhaustive, les données réunies sur la plateforme IFVerso n'ayant pas pu être mises à notre disposition. Il a donc fallu se contenter d'analyses partielles, selon les bases existantes, qui permettent néanmoins de donner des indications sur les tendances et la distribution des traductions entre éditeurs (français et étrangers) et entre disciplines (voir annexes 1 et 2).

Les chapitres 1, 2 et 3 analysent la situation des traductions de sciences humaines et sociales françaises aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Argentine. Le chapitre 4 déplace le regard vers les principaux médiateurs

8 Nous avons réexploité une dizaine d'entretiens réalisés pour une précédente enquête (en 2009-2010) avec des agents et traducteurs américains, ainsi qu'avec des chargé-e-s de cession.

français au sein du monde éditorial, à savoir les responsables de cession de droit, leurs pratiques professionnelles et les obstacles qu'elles ou ils rencontrent dans leur travail. Le chapitre 5 est consacré aux traducteurs du français en sciences humaines et sociales, leurs profils et leurs conditions de travail sur le marché anglo-américain. Le chapitre 6 propose une étude de cas : l'entreprise de traduction des séminaires de Derrida.

En annexe sont développées des approches transversales : outre l'analyse quantitative de la base de données de livres ayant reçu une aide du CNL pour la traduction en anglais entre 2002 et 2012 (annexe 1) et celle, réunie par le Bureau du Livre français de New York, des ouvrages de sciences humaines et sociales traduits du français en anglais entre 2010 et 2013 (annexe 2), les aides, prix et résidences sont récapitulés dans l'annexe 3 ; l'action culturelle de la France à l'étranger dans le domaine des sciences humaines et sociales est présentée de façon synthétique dans l'annexe 4 ; la French Publishers' Agency fait l'objet de l'annexe 5 et les enjeux de l'édition numérique sont abordés dans l'annexe 6. Des recommandations sont proposées à l'issue de cette étude pour l'action étatique dans ce domaine.

# Chapitre 1

# Quoi de neuf après la *French Theory* ? Les traductions sur le marché du livre académique aux États-Unis

***Gisèle Sapiro***


- **Le processus de sélection**
- **La spécialisation des presses universitaires : fin de la French Theory ?**
- **Les « raisons » de traduire**
- **La négociation des contrats**
- **Les aides à la traduction**
- **Les conditions du travail de traduction**
- **Les stratégies de promotion**
- **Annexe : Traduire le Dictionnaire des Intraduisibles**


Le succès mondial de la *French Theory* a largement été médiatisé par la réception des œuvres de philosophes français aux États-Unis, dans le cadre de laquelle s'est construit ce label (qui n'a jamais existé en France)[9]. Plus que celle de la France, ce succès est donc l'expression de la centralité acquise par les États-Unis dans le domaine des sciences humaines et sociales. Elle reflète aussi la centralité de l'édition américaine dans ce secteur comme dans d'autres, son aptitude à donner le ton. Un livre traduit aux États-Unis a des chances d'avoir une diffusion au-delà des frontières de ce pays (en anglais ou en traduction dans une autre langue), en raison à la fois de la centralité de la langue anglaise sur le marché mondial des traductions[10], de la position dominante de l'édition américaine sur ce même marché (qui fait qu'elle est souvent suivie dans ses choix de traduction par des éditeurs d'autres pays), et de l'hégémonie américaine dans le champ international des sciences humaines et sociales. C'est pourquoi publier ou être traduit aux États-Unis constitue une véritable consécration pour un-e chercheur-e en sciences humaines et sociales : ceci est vrai désormais pour les chercheur-e-s français comme pour les autres, signe du relatif déclin de la position

9 François Cusset, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.

10 Johan Heilbron, « Towards a Sociology of Translation. Book Translations as a Cultural World System », *European Journal of Social Theory*, vol. 2, n°4, 1999, pp. 429-444.

de la France sur cette scène internationale, où elle exerçait auparavant une suprématie semblable (hégémonie qui n'a pas totalement disparu et qui continue à exister dans certaines régions comme les anciennes colonies françaises, les pays francophones et certains pays d'Amérique latine, tels que l'Argentine ; voir chapitre 3). D'autant que la rareté des traductions rend cette marque de consécration très distinctive.

Comment s'opère le processus de sélection ? Obéit-il uniquement à des critères de qualité scientifique, ce qui justifierait l'assimilation d'une traduction à un titre d'excellence ? Où est-il l'expression de considérations de rentabilité propres au marché éditorial, ce qui le disqualifierait comme tel ? Notre enquête sur les logiques qui président aux choix des éditeurs américains et sur les contraintes auxquelles le travail d'importation des ouvrages de sciences humaines et sociales français aux États-Unis est confronté montre que la réponse se situe entre ces deux hypothèses. Cela tient en bonne partie à la situation de l'édition en sciences humaines et sociales dans ce pays.

Les publications scientifiques, sciences humaines et sociales incluses, constituent aux États-Unis un secteur éditorial à part, confiné presque entièrement aux presses universitaires et à quelques rares éditeurs indépendants comme Univocal Publishing (éditeur artisanal se réclamant de Deleuze) ou à but non lucratif comme The New Press (fondée par André Schiffrin au début des années 1990), à l'exclusion des biographies et de quelques ouvrages d'auteurs en vue, tels que Noam Chomsky, qui trouvent un accueil dans le secteur de l'édition à but lucratif (*trade*). C'est plus encore le cas pour les traductions. Le départ d'André Schiffrin de Pantheon Books en 1990, qui signait la fin de l'investissement de cette maison, autrefois éditrice de Foucault, dans les sciences humaines, marque ce tournant[11].

Les presses universitaires, sur lesquelles nous nous centrerons ici, sont en effet des entreprises à but non lucratif dont la mission première, pour laquelle elles reçoivent leur dotation de la part des universités, est de divulguer et diffuser le savoir produit par le champ académique. Les traductions entrent dans le cadre de cette mission, comme l'explique cette éditrice d'une presse universitaire prestigieuse :

> I firmly believe that in the fields in which I acquire, particularly, you know… I have a kind of primary assumption that intelligent work, intelligent scholarship is being produced in languages other than English. To me, that's a fundamental part – you now from an acquisition editor's point of view, this is a kind of basic thing, right ? Everything kind of has to fall from it. So if you don't believe that, then you're not going to be alert to what's going on. (Entretien n°19)

Du fait de leur caractère non lucratif, ces presses ne sont pas soumises à des obligations de résultats en termes de profit comme les éditeurs commerciaux. Elles sont néanmoins tenues de couvrir leur frais et de rentrer dans leur

11 André Schiffrin, *L'Édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique, 1999 ; Id. « L'édition anglo-américaine entre dépolitisation et commercialisation : l'exemple des essais et des presses universitaires », in Gisèle Sapiro (dir.), *Les Contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde, 2009, pp. 81-92.

fonds, ainsi que le souligne cette autre éditrice dirigeant une ancienne maison prestigieuse :

> You know, we're a not-for-profit organization, which means that we, at the very least we want to break even with… all the costs we want to earn back. We like to make money if we can, to help support the program, but if we break even we're OK. (Entretien n° 16)

Or la contrainte économique est devenue de plus en plus pesante, comme le rappelle un éditeur travaillant pour une autre presse universitaire :

> And happily, luckily university presses take seriously their mandate to sort of publish, to distribute knowledge, and so it's not all about the bottom line. But, you know, more and more it matters. (Entretien n° 29)

Cette situation tient à divers facteurs[12]. Outre l'accroissement général des contraintes économiques sur le marché du livre, avec le processus de rationalisation et de concentration qui a conduit à la disparition d'un grand nombre de librairies indépendantes[13], il y a des facteurs spécifiques au marché du livre académique. Premièrement, le marché captif des bibliothèques universitaires, qui acquéraient les éditions en couverture reliée (*hardcover*), s'est fortement restreint, notamment en raison du coût élevé des abonnements aux revues scientifiques éditées par des grands groupes qui en font une source de profit (le nombre de monographies savantes acquises par les bibliothèques a chuté de plus de 25 % entre 1986 et 1998[14]). Cette concurrence déloyale a sapé ce qui assurait la stabilité de l'édition en sciences humaines et sociales, en livre comme en revue. Un tel changement dans les pratiques d'acquisition des bibliothèques universitaires a eu une incidence directe sur les ventes d'ouvrages en sciences humaines et sociales, ainsi que le raconte un traducteur en sciences humaines qui a observé cette évolution au cours de sa carrière :

> You know, as academic libraries stop buying books, a library like Harvard – Widener used to buy everything that came out, and it doesn't do that anymore. Even Harvard ! And libraries with smaller budgets have cut back even more drastically. So an academic monograph, they used to be able to count on 5 000 copies and now they're lucky if they sell 1 000 for a book that is not universally perceived as having a wide audience. (Entretien n° 7)

Deuxièmement, les coupes budgétaires des universités en raison de la crise ont, dans beaucoup de cas, réduit les dotations aux presses, de plus en plus tenues de faire preuve de leur aptitude à assurer elles-mêmes leur viabilité, voire de reverser à leur établissement une part de leur revenu. Ceci a entraîné

---

12 Voir notamment John B. Thompson, *Books in the Digital Age : The Transformation of Academic and Higher Education Publishing in Britain and the United States*, Cambridge (UK), Polity Press, 2005, et Id. « L'édition savante à la croisée des chemins », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n °164, 2006, pp. 93-98.

13 John B. Thompson, *Merchants of Culture : The Publishing Business in the Twenty-First Century*, Cambridge, Polity Press, 2010.

14 Selon les chiffres que donne John Thompson, « L'édition savante à la croisée des chemins », art. cité, p. 94.

une réduction du personnel des presses universitaires les moins dotées : « *We have a really good list, and we've got fewer staff, which is the other side of that…I mean, [the University] cut our very small subsidy at the last minute during the budget process…* » (Entretien n° 22).

Troisième facteur, évoqué par une éditrice travaillant pour une petite presse universitaire, la concurrence des livres d'occasion – dont le marché s'est fortement développé dans le domaine de l'édition académique depuis les années 1980 – ou piratés, que les étudiants, public captif de ces presses, préfèrent à l'achat d'un nouveau livre :

> It's very sad ! I mean, I'm not proud of us, but um… like all university presses now, we are understaffed, we're sort of fighting all of these tides, like used-book markets, pirated books, libraries don't have buying power… and we have to find the most efficient ways for our editors to work. (Entretien n°27)

Pour diversifier leur production, certaines presses universitaires ont tenté d'investir le secteur marchand par le biais des ouvrages dits de la « *midlist* », qui se différencie d'un côté de la *frontlist* des nouveautés fortement mises en avant et promues, de l'autre de la *backlist*, à savoir le fonds. Mais elles n'ont les moyens de concurrencer les éditeurs commerciaux ni sur le plan des acquisitions (notamment en raison des avances élevées à verser aux auteurs en vue ou aux ouvrages ayant un potentiel de vente important) ni sur le plan de la stratégie de vente. Cet éditeur évoque le cas d'un essai écrit par un écrivain reconnu qu'il avait fait traduire mais qui n'a pas rencontré le succès attendu :

> So in general the books are difficult for university presses and in some ways the trade books are the most volatile part of our list. Scholarly books, we have a much better sense of the market, how they will be received, how many copies will be sold, um, trade books are, you know, of course, the books that can really take off and sell a lot of copies, but there are many more failures than there are successes. The most obvious trade books that we would acquire, or the books that have the greatest success chances in the marketplaces, are really likely to be priced out of our range. The real trade book from the French is going to go to a trade publisher who will be able to pay the kind of advance that a trade book would require (Entretien n° 24).

Bien qu'il faille distinguer les grandes presses universitaires les mieux dotées des autres, le seul secteur commercial que ces presses ont investi de façon satisfaisante est celui des publications à intérêt régional, pour lesquelles elles disposent d'un atout du fait de leur dispersion sur le territoire étasunien contrairement aux éditeurs à but lucratif très concentrés autour de New York et, dans une moindre mesure, en Californie. Ces publications régionales, à vocation commerciale, soutiennent le secteur académique, comme l'explique cette éditrice :

> Well, the reality of it is that most of the books we publish don't pay their way. But we do have a few other lists that help to support the scholarly lists. […] those are what we call our regional trade lists ; and if you've looked at the catalogue you'll see books like "Fossils of Indiana", I think that was a recent one. Fields guides, butterfly guides, those are perennial sellers for us. And those do help to balance the books. (Entretien n° 28)

Elle cite également les revues, lesquelles, pour les presses qui en publient (comme par exemple The University of Chicago Press ou Indiana University Press), sont une autre source de revenus aidant à soutenir le livre, surtout lorsqu'il s'agit de revues scientifiques et médicales :

> Journals help to support the book division. And mostly because of their rights sales. Subscriptions really are not… they're not doing as well as they used to. It's the sales of licensing agreements to the content, through things like JSTOR or Project Muse. (Entretien n° 28)

La fragilisation du secteur du livre a un effet redoublé sur les traductions, car elles constituent des entreprises à la fois plus coûteuses en temps et en argent et plus risquées quant à leur rendement, ce qui suscite des réticences croissantes à leur égard, comme le décrit cet éditeur :

> And so when you're talking about, in addition to the regular kind of production costs associated with a book, also with a translation fee, right, and then the additional time involved in doing it. It's pretty, you know, it's, the odds are stacked against a sort of standard scholarly book that would be a translation, it's kind of hard to make the case around here, I would say. (Entretien n° 29)

Pour cette éditrice travaillant dans une petite maison peu dotée, de tels obstacles sont devenus rédhibitoires :

> So you put up all those obstacles at a time when most university presses are just struggling to survive and that's why we almost categorically just say we don't do translations anymore. (Entretien n° 27)

Il faut donc avoir de bonnes « raisons » de traduire, par-delà la volonté aussi générale qu'abstraite de diffuser le savoir, et celles-ci se révèlent plus rares que les raisons de refuser un livre en traduction. Pourtant, entre 2002 et 2012, 263 demandes d'aide ont été déposées par des éditeurs américains auprès du CNL, contre 161 par des éditeurs anglais (pour une analyse de ces demandes, voir annexe 1 ; ces chiffres ne sont qu'indicatifs de la demande, certains projets n'aboutissant pas, d'autres étant menés sans recours à l'aide du CNL) ; et depuis 2010, au moins 270 traductions du français en anglais ont paru chez un éditeur américain ou anglais selon les données réunies par le Bureau Français du livre à New York (les traductions faites par des éditeurs anglais circulant de plus en plus aux États-Unis et vice-versa ; pour une analyse de ces données, voir annexe 2). Il y aurait donc, malgré tout, encore des raisons de traduire certains ouvrages du français.

Ce chapitre s'appuie d'une part sur 23 entretiens réalisés avec des éditeurs américains au cours de l'année 2012, et 8 avec des traducteurs de sciences humaines et sociales (7 en 2012, 1 en 2009 dans un autre cadre)[15]. D'autre part, il se fonde sur des analyses quantitatives réalisées à partir de trois bases de données, que nous avons vérifiées, triées et recodées (voir annexes 1 et 2) : celle des demandes d'aide à la traduction agrées par le CNL entre 2002 et 2012 ; la base constituée par le Bureau du Livre français (BLF) de New

15 Ces entretiens ont été conduits par Jill McCoy et Gisèle Sapiro.

York dans le cadre d'un recensement mené pour les périodes 1990-2007 ; et les données que le BLF a réunies pour la période 2007-2009[16].

Seront abordés successivement le processus de sélection des livres à traduire du français, le paysage éditorial et la spécialisation des presses universitaires, les obstacles rencontrés tant du point de vue du montage financier que du travail de traduction, les stratégies éditoriales et les moyens de promotion et de diffusion mis en œuvre par les éditeurs. On s'interrogera sur le rôle de l'action publique à chaque étape, à travers les différents types d'aides (CNL, PAP, Institut français, *French Voices*), le travail du Bureau du livre à New York et celui de la French Publishers' Agency, qui représente nombre d'éditeurs français, avec le soutien du Gouvernement (voir annexe 5).

## Le processus de sélection

Comment les éditeurs repèrent-ils les livres à traduire ? Deux sources principales sont mentionnées : les échanges entre éditeurs (ou leurs représentants) d'un côté, le réseau académique de l'autre. Les échanges entre éditeurs empruntent deux circuits : les rencontres, en particulier lors des foires internationales qui permettent de concentrer et de démultiplier les échanges ; les envois de catalogue ; à quoi il faut ajouter les rencontres personnelles qui se tiennent à rythme plus ou moins régulier mais qui ne concerne qu'une petite partie des éditeurs et des chargés d'acquisition ou de cession des deux côtés.

Si nombre d'éditeurs continuent à fréquenter les foires de Francfort et de Londres, certains nous ont confié ne pas prospecter par ce biais ou avoir renoncé à s'y rendre. Le témoignage d'un d'entre eux qui dit avoir voulu acquérir à cette occasion plus de titres qu'il ne pouvait en publier et a dû de ce fait abandonner des projets en cours de route est éloquent :

> I have to say that when I went to Frankfurt, I don't know whether you've been to the Frankfurt book fair, it's quite astounding, and I found myself wanting to acquire the rights to many more books than I had the resources to translate and indeed there are a number of translations that we contracted that fell by the wayside ; we just were never able do them. So we placed them under contract, in some cases we paid a non-refundable advance on them, but I, you know, we're not talking six figures here, modest amount, but…then it just proved to be impossible to finance the translation. (Entretien n° 24)

Un autre éditeur témoigne avoir voulu prendre part à des enchères autour du livre d'un auteur dont la cote monte sur le marché international des sciences humaines, mais avoir réalisé qu'il n'en avait pas les moyens :

> Um, as I said, we try to, if we can get the large ones, we tried to make a bid on [nom de l'auteur] a couple of years ago after Frankfurt, even though it was not a major [nom de l'auteur], it was newspaper jottings, and when I went back with an offer,

16 Nous n'avons pas agrégé ces données parce qu'elles ont été recueillies selon des modalités différentes et qu'elles sont toutes deux incomplètes (c'est notamment le cas de la seconde pour les années 2008 et 2009, ce qui fait qu'il était préférable de ne pas fusionner les bases). L'usage que nous en faisons ici est donc indicatif.

> the publisher came back to me and said that, well, we're starting at 10 000 dollars, and I was like, "ah, you can't start at 10 000 dollars, this isn't even a major [nom de l'auteur] !" So I'm not, I'm not gonna be able to be in the running for something like that. (Entretien n° 31)

Les informations sont plus régulièrement transmises par des échanges à distance, que le courrier électronique a facilités. L'envoi de catalogues est le mode d'échange professionnel privilégié dans le monde éditorial, mais sa consultation requiert un investissement en temps que tous les éditeurs ne sont pas disposés à – ni en mesure de – faire. C'est pourquoi les représentants des éditeurs français – services de cession ou French Publishers' Agency, qui constitue son propre catalogue à partir d'une sélection effectuée au sein de celui des éditeurs qu'elle représente – proposent souvent un choix ciblé, ou recourent à la pratique du « pitch » qui permet d'attirer l'attention sur un ouvrage en particulier. Cette pratique suppose cependant un réseau d'interconnaissance, qui favorise l'attention et le crédit prêtés à telle ou telle information. Les éditeurs américains se déclarent généralement satisfaits de l'information qu'ils reçoivent par ce biais :

> But, no, French publishers do a really good job in keeping us apprised of what they're publishing now. I receive catalogues on a regular basis from Fayard and Odile Jacob and Presses de Sciences-Po and so on and so forth. And I think that the representative house down in New York City does a pretty good job of keeping us apprised of many other projects as well. And if they could sort of produce a few markets for the books, that would be a good idea. And so, again, in many respects it's a similar position to what I look at as far as Anglophone scholarship is concerned. There is no problem on the supply side. The demand side is a more awkward set of circumstances. (Entretien n° 23)

Les liens personnels noués entre les éditeurs ou leurs représentants favorisent fortement les échanges. Ces liens ont été déstabilisés par le *turnover* dans l'édition américaine, *turnover* qui touche désormais l'édition française. En même temps, les liens tissés à distance *via* internet, pour être « faibles »[17], n'en sont pas moins efficaces : le fait de connaître un nom constitue déjà un principe de tri dans les flux d'informations qui leur arrivent quotidiennement. Ainsi tel ou tel éditeur a cité les noms de la directrice de la French Publishers' Agency (FPA), Lucinda Karter, et de la chargée de la non-fiction dans cette agence, ou encore celui de la chargée des cessions du Seuil pour la langue anglaise. On reviendra sur le travail de la FPA, agence subventionnée par le gouvernement français.

Malgré la différence significative entre la France et les États-Unis du point de vue de l'édition des sciences humaines et sociales, et malgré le constat d'une assez grande dispersion – ou diversification – des échanges (selon le nombre de connexions entre éditeurs français et américains), les « affinités électives » entre éditeurs jouent un rôle non négligeable dans ce domaine comme en littérature. Columbia UP a entretenu des liens privilégiés avec Fayard (17 titres traduits entre 1990 et 2007 selon la base du bureau du

17 Mark Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n°6, 1973, pp. 1360-1380.

livre à New York), ainsi qu'avec Le Seuil (11) et Gallimard (10). Pour The University of Chicago Press, c'est Gallimard qui arrive en tête (14), suivi de Fayard (7) et du Seuil (6). Dans la période récente, selon les données du BLF concernant les années 2008-2013, Harvard UP a noué des relations étroites avec Le Seuil (6 titres sur les 11 parus). Du côté français, Galilée entretient des relations privilégiées avec Stanford UP et Fordham UP.

Cette densité des échanges entre certains éditeurs tient parfois au suivi de l'œuvre d'un auteur comme dans le cas de Galilée (Derrida et Bernard Stiegler chez Stanford UP, Jean-Luc Nancy chez Fordham UP), mais ce n'est pas nécessairement le cas : à part Kristeva qui est son auteure phare (14 titres publiés, 11 en provenance de Fayard, 3 de chez Gallimard), Columbia UP a fait traduire un ou deux titres d'une vingtaine d'auteurs (voir *infra*). Les cessions du Seuil à The University of Chicago Press, Harvard UP ou Stanford UP concernent des auteurs différents, ce qui est un indice à la fois de sa réputation et du crédit accordé à ses choix, des affinités électives entre ces éditeurs et de la régularité des échanges.

Si la réputation de l'éditeur compte beaucoup dans l'attention qui sera portée à tel ou tel ouvrage, nombre de responsables d'acquisitions au sein des presses universitaires craignent de s'engager dans des échanges avec des éditeurs généralistes français relevant du secteur commercial, en raison de l'asymétrie des positions qui, comme on l'avait noté ailleurs[18], constitue une sorte de renversement des rapports de force franco-américains sur le marché de la traduction. Les moins connus doivent parfois même apporter des gages – « se vendre », comme le formule une éditrice – pour pouvoir entrer en négociation avec un confrère français. Cette éditrice se souvient ainsi de la réponse d'un éditeur sollicité, qui n'avait jamais entendu parler de ses presses et qui demandait des garanties quant à leur crédibilité :

> I know that in one instance I really had to sell the Press to a French publisher. I remember they said, "Well, we've never heard of you, can you show us why we should work with you ? [… ] It was funny. So I sent off catalogues and other things to show them the kinds of things that we do and talked about our history in publishing in that area. So it was kind of "well, this is a new one !" But I think once people realize that we do have a pretty strong interest and once they realize that we have a strong publishing record in those areas, they are more interested in working with us. (Entretien n° 28)

L'interconnaissance permet le plus souvent de surmonter cette appréhension, redoublée par l'obstacle de la langue. À défaut, elle peut être levée grâce à l'intervention d'un intermédiaire connu des deux parties, en l'occurrence la French Publishers' Agency, que plusieurs éditeurs américains interviewés ont mentionnée comme une « ressource » précieuse :

> But the French Publishers' Agency is a great resource, I'm sure. I'm not in touch with a lot of the smaller French publishers, and it's nice to have that kind of resource. (Entretien n° 31)

18 Gisèle Sapiro (dir.), *Traduire la littérature et les sciences humaines : conditions et obstacles*, DEPS (ministère de la Culture), 2012.

> Lucinda [Karter]'s very responsive, and sometimes people sitting in Paris are not as responsive. Sometimes, I mean, look, I speak French, I can call somebody up in France and all that, but my French is not that great. So… (Entretien n° 18)

Outre le travail d'intermédiation de la French Publishers' Agency, des actions ont été entreprises pour favoriser les rencontres entre éditeurs des deux pays. Une tentative a eu lieu en 2007 dans le cadre des rencontres professionnelles organisées par le Syndicat national des éditeurs, mais les éditeurs invités provenaient tous du secteur commercial et n'ont pas compris de quoi il était question lors de la présentation par Sophie Barluet de l'état des sciences humaines françaises (certains ont demandé, en aparté, s'il s'agissait de biographies…[19]). La rencontre organisée à la Maison française de New York University en 2010 a en revanche attiré nombre d'éditeurs de presses universitaires. Elle avait pour objectif de dresser un état des lieux de l'édition en sciences humaines et sociales aujourd'hui en France et aux États-Unis, avec une première journée destinée aux professionnels de l'édition, et une deuxième matinée à des étudiants. Dans cette optique, ont été invités, côté français, six responsables éditoriaux de sciences humaines de grandes maisons françaises[20].

Le réseau académique constitue l'autre source principale des projets de traduction, et c'est souvent le plus efficace et le mieux informé puisqu'il se fonde sur la lecture des ouvrages par un expert. Les éditeurs académiques ont souligné l'importance de ce réseau qu'ils cultivent avec grand soin, comme nous l'explique par exemple cette éditrice d'une prestigieuse presse universitaire :

> So I kind of keep a little bit of my ear open… you can of course find out through your network of scholars, because real scholars, top-class scholars, you know, professors at the top universities in Britain and the US are reading things in languages other than their own, that's what scholarship is. And occasionally, that's what happens, we'll have conversations, you know, "this book came out in France right now", or "I looked at this one in Italian" or something…And I'm going to take a look at it. And from there it begins. (Entretien n° 19)

Les directeurs de collection en sont le principal relais, même si des membres de la direction éditoriale des presses entretiennent également des liens avec ce réseau, ainsi que l'attestent les citations suivantes. Les projets sont issus soit de leur travail de prospection, soit des recommandations qui leur sont faites.

Qu'elles soient faites au directeur de collection ou à l'éditeur, ces recommandations supposent un réseau de relations souvent facilitées par la venue de l'auteur :

> The French first book was a meeting with that scholar's colleague at Princeton who just said, you know if you, um, really want to be put on the map in this

19 Nous avons observé cette rencontre qui s'est tenue en mars 2007.

20 Sophie Berlin, de chez Flammarion, Paul Garapon, des PUF, Hugues Jallon, qui travaillait alors à La Découverte, Monique Labrune, qui était alors éditrice au Seuil, Hélène Monsacré, de chez Albin Michel et Anthony Rowley de chez Fayard.

> particular area you should publish this book. It's groundbreaking… And someone had recommended that to me. (Entretien n° 25)
> Some of the authors come here and give talks, and our network of scholars will say, "Oh there's so–and-so, who's coming to give a talk…" […] So that happens, too, we have people say, well so-and-so gave a great talk and… Or you see that these people are getting cited or referred to in scholarly papers, if we go to conferences and things, so you hear about names and you start looking at who those authors are and whether or not they've been translated before. (Entretien n° 16)

Parfois un professeur invité régulier joue un rôle important de passeur. C'est le cas par exemple de l'historien Roger Chartier, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et, depuis 2006, professeur au Collège de France, qui est aussi professeur à l'Université de Pennsylvanie, et qui est un des directeurs de la collection « Material texts » que publient les presses de cette université.

Là aussi les affinités électives jouent, par le biais de l'identité des maisons d'édition, des affinités intellectuelles et des relations personnelles, mais aussi à travers l'élimination systématique de tout ce qui ne relève pas de cette identité, ainsi que des adversaires intellectuels et des ennemis intimes. L'éditeur de MIT Press que nous avons interrogé affirme ainsi clairement ses préférences pour les écoles d'économie de Toulouse et de Paris :

> Since we're an elite press, trying to publish the very best people, we look mostly in France to Toulouse, Paris School of Economics, University of Paris, we don't go much deeper. Unless a person happens to have gotten a PhD from MIT, that can be very important to us. And that does apply to many, since many of the MIT PhD students are from abroad. And there's a very strong connection between MIT Economics and France. (Entretien n° 21)

Ces préférences orientent fortement le processus de sélection, c'est pourquoi il faut prendre en considération la spécialisation et l'orientation de leur catalogue.

## La spécialisation des presses universitaires : fin de la *French Theory* ?

Les presses universitaires se différencient en effet d'un côté par la taille, le prestige et les ressources, de l'autre par leurs domaines de spécialisation qui constituent leur image de marque. Sur le premier plan, les presses de Harvard, Princeton et Yale forment une élite soucieuse d'entretenir son capital symbolique en se distinguant clairement des autres, qui ne manquent pas de leur reprocher leur élitisme[21]. Plus anciennes (elles ont été fondées entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle) et mieux dotées par leurs universités que ces dernières, elles sont plus grandes et ont en outre un catalogue commercial qui leur assure des arrières confortables, limitant

21 Elles ont par exemple refusé de participer au projet Muse dirigé par Johns Hopkins University Press depuis 1993, et qui vise à regrouper les publications en sciences humaines et sociales sur une même plateforme électronique, donnant accès à plus de 550 revues et plus de 20 000 livres numériques. Elles ont privilégié J-STOR (voir annexe 6).

les conséquences négatives des prises de risques dans le secteur des sciences humaines. Elles publient entre 200 et 300 titres par an. Harvard UP a publié au moins 12 traductions du français depuis 2008, et Princeton UP au moins 10, tandis que Yale UP n'en a publié que 3.

Si leur établissement n'appartient pas à la prestigieuse Ivy League, Johns Hopkins University Press, The University of Chicago Press et The University of California Press s'apparentent à cette élite par leur ancienneté (elles ont été fondées respectivement en 1878, 1891 et 1893), leur taille, leur catalogue et leur réputation. Elles publient aussi plus de 200 titres par an et ont des revues à leur catalogue (65, 50 et 40 respectivement). Alors que Johns Hopkins University Press et The University of California Press publient peu de traductions du français (selon la base du CNL, la première a acquis au moins 3 titres entre 2002 et 2012, la seconde 8, mais elles n'ont publié chacune que 2 titres depuis 2008, selon la base du BLF), The University of Chicago Press compte parmi les principales importatrices d'ouvrages de sciences humaines et sociales du français : elle a acquis au moins 25 titres entre 2002 et 2012, selon la base du CNL, et en a sorti 13 depuis 2008, selon les données communiquées par le BLF de New York. Il faut mettre à part MIT Press, qui existe depuis 1962, et qui est la seule presse universitaire dont le catalogue est basé sur les sciences et technologie. Elle publie environ 200 livres par an et plus de 30 revues, et distribue les livres de Zone Books et de Semiotext(e) (éditeur indépendant, ce dernier a joué un rôle majeur dans l'introduction de la *French Theory* aux États-Unis et continue à être un importateur non négligeable d'ouvrages de sciences humaines traduits du français, avec 6 titres publiés depuis 2009).

Columbia UP, Cornell UP et The University of Pennsylvania Press sont également de très anciennes et prestigieuses maisons adossées à des universités de l'Ivy League, mais elles sont moins dotées et publient un peu moins de titres (entre 100 et 200 par an). Seule la dernière publie des revues (10). Les deux premières ont joué un rôle central dans l'introduction de la pensée française aux États-Unis, ce qui est encore le cas de Columbia UP, laquelle arrive désormais en tête des presses universitaires du point de vue du nombre de traductions du français ces dernières années (une vingtaine de titres publiés ou en cours de publication depuis 2009). Le désengagement de Cornell UP semble être intervenu antérieurement : 10 titres acquis ont obtenu l'aide du CNL entre 2002 et 2012 (soit trois fois moins que Stanford UP), et seuls deux titres ont paru depuis 2008. Par son ancienneté (elle a été fondée en 1892), sa taille et son prestige, Stanford UP, qui publie 130 titres par an, s'apparente à ce groupe. Elle a aussi été une des principales importatrices de la pensée française : elle a signé le nombre le plus élevé de contrats entre 2002 et 2012 (29 selon la base du CNL), et a publié au moins 10 titres depuis 2010, mais a désinvesti les traductions suite à une réorientation de la politique éditoriale de la maison (voir *infra*).

Certaines presses universitaires fondées entre 1918 et 1960 ont construit un catalogue conséquent, mais leur investissement dans la traduction est inégal. The University of Minnesota Press, fondée en 1925, compte 2 770 titres dans son fonds. Publiant 110 titres par an et 5 revues, elle s'est forgée

une image interdisciplinaire et critique dans les années 1980. Elle a publié au moins 8 titres du français depuis 2008. The Michigan State University Press, fondée en 1930, publie 170 titres par an. Elle a fait paraître trois traductions du français depuis 2008 (dont deux titres de René Girard). The University of Illinois Press, fondée en 1918, et Indiana UP, fondée en 1950, publient respectivement 120 et 140 titres par an, ainsi que 32 et 29 revues. Ces deux presses n'ont publié qu'une traduction du français depuis 2008.

Nées à la même époque (à part Northwestern UP, fondée en 1893), les autres presses universitaires sont plus modestes, publiant entre 30 et 100 titres par an (c'est le cas par exemple de Northwestern UP, de Rutgers UP, The University of Wisconsin Press, The University of Mississipi Press, The University Press of Colorado), et font généralement peu de place aux traductions, faute de moyens. Ainsi, The University of Wisconsin Press et The University of Mississipi Press en ont publié deux du français depuis 2008, Northwestern UP et The University Press of Colorado une, Rutgers UP aucune. Fordham UP constitue une notable exception : cette maison ancienne fondée en 1907, qui publie entre 60 et 70 titres par an, a fortement investi dans la traduction ces dernières années (20 titres parus depuis 2009).

On constate donc que, si les moins dotées de ces presses n'ont pas les moyens d'investir le domaine de la traduction, le degré d'engagement dans la traduction, mesuré au nombre de titres traduits, n'est pas indexé à la taille des maisons. Il est étroitement lié à leurs domaines de spécialisation, et peut être une manière de se différencier et de se constituer une image de marque dans le paysage de l'édition académique.

Les domaines de spécialisation de ces presses varient selon les disciplines et les thématiques privilégiées. La *French Theory* a été historiquement représentée par les presses universitaires de Yale, John Hopkins, Stanford et Cornell, Columbia UP et, plus récemment, par Fordham UP (à la suite du recrutement en 2004 d'une éditrice, Helen Tartar, qui travaillait auparavant chez Stanford UP, où elle avait notamment publié nombre de traductions de Derrida). Cependant, mis à part Columbia UP, qui a conservé une orientation théorique et européenne, avec la collection « European Thought », et Fordham, dont la philosophie est un des domaines de spécialisation avec la religion et l'histoire régionale, ces presses ont désinvesti la traduction en général, et la *French Theory* en particulier, pour se recentrer sur d'autres disciplines (notamment l'histoire et les études littéraires). Les explications données par les éditeurs que nous avons interrogés sont à la fois d'ordre intellectuel – le désintérêt actuel pour la théorie aux États-Unis (qui est loin d'être vérifié, comme en témoignent les allusions à Derrida et à Rancière dans les citations suivantes) et la fragmentation des connaissances –, et commercial (ces livres ne se vendaient plus) :

> I think that in the American academy, things have shifted away from theory in general, and continental theory to some extent. But it's not a collapse, it's just a contraction, and, or, better to say, a kind of fragmentation, of the academy. And this goes way back, you know, to, well, it really started with the de Man scandal, and then the rise of cultural studies and various offshoots. But there's still a great deal of interest in Derrida's work […]. (Entretien n° 59)

> […] there is definitely the sense that we are in a post-theory age, you know, French theory is not the center of things now. Although, I guess, didn't Columbia just publish another Rancière translation ? (Entretien n° 24)
> We certainly did very well with Genette and Luce Irigaray and Kristeva, but I wonder whether that is in fact something of an artifact of a previous generation. It's been a long time since major literary theorists in a foreign language have had any kind of impact as far as we're concerned at least. (Entretien n° 23)

Johns Hopkins UP a ainsi cessé les acquisitions pour la collection « Rethinking theory » que dirigeait Steve Nichols, professeur de français à l'université éponyme. Faisant suite à la collection « Paralax », qui comptait de nombreuses traductions du français, « Rethinking theory » peut pourtant se prévaloir de titres phares qui continuent à se vendre largement comme *De la grammatologie* de Derrida, et certains ouvrages de René Girard. Mais les nouveaux titres proposés à la traduction n'étaient pas « *groundbreaking* », selon le terme employé par l'éditeur des Humanities, qui parle d'une « lassitude » à ce propos. Il souligne aussi que les acquisitions reflètent les intérêts des éditeurs et directeurs de collection : Steve Nichols était un médiéviste, ce qui a marqué la collection. Les presses se sont recentrées sur les études littéraires et classiques, se spécialisant notamment dans le Romantisme, l'ère victorienne et la littérature anglaise des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, et la littérature américaine.

Stanford UP, parmi les moins bien dotées des grandes presses universitaires américaines, et qui a abandonné le secteur commercial en raison de l'investissement plus élevé et trop risqué qu'il requiert, s'est aussi largement désengagée des traductions ces dernières années, principalement en raison de leur faible rentabilité et de la méfiance de la nouvelle direction à l'égard de la *French Theory* : elles ont été réduites au nombre de trois par an toutes langues confondues (français, allemand, italien, espagnol, chinois et hébreu), et la responsable des acquisitions a été remerciée.

De même, Cornell UP, qui avait à son catalogue de grands noms comme Gérard Genette et Luce Irigaray, a abandonné le créneau de la *French Theory* (même si elle continue à publier Genette), pour se recentrer sur l'histoire. Le responsable des acquisitions dans ce domaine fait valoir en entretien que plus de la moitié des auteurs de son catalogue de l'année 2013 résident hors des États-Unis, mais presque tous écrivent en anglais. Le désengagement des traductions est flagrant : alors que ces presses avaient publié au moins 37 traductions du français entre 1990 et 2007 (soit une moyenne de 2,2 titres par an), seuls deux titres ont paru depuis 2007, l'un de Laurent Dubreuil, professeur d'études romanes et de littérature comparée à Cornell, sur la langue dans le contexte de la francophonie postocoloniale, l'autre codirigé par Edward Berenson, professeur d'histoire à l'Institut d'études françaises de New York University, qui est une traduction/adaptation du *Dictionnaire de la République* publié en 2002 chez Flammarion sous la direction de deux historiens, Vincent Duclert et Christophe Prochasson. Ce projet est comparable par sa démarche à celui engagé par Emily Apter, professeure de littérature française et comparée à New York University, et la philosophe Barbara Cassin pour la traduction du *Vocabulaire européen des philosophies*

chez Princeton UP, puisque les deux impliquaient une collaboration franco-américaine afin de recomposer l'ouvrage en supprimant et ajoutant des entrées commandées à des auteurs des deux pays (voir l'annexe consacrée à ce dernier à la fin de ce chapitre).

L'histoire est le domaine de prédilection de Harvard UP (5 des 11 traductions parues depuis 2008, avec des auteurs comme Ollender, Pastoureau et Rosanvallon), de Princeton UP (5 des 10 traductions publiées depuis 2008 en relèvent, avec des auteurs comme Le Goff, Rosanvallon, Stora et Jeaume pour son essai sur Tocqueville) et The University of Pennsylvania Press. Cette dernière se spécialise dans le Moyen-Âge, avec une extension vers l'Antiquité tardive et surtout vers le début de la période moderne (« early Modern »). Elle n'a publié depuis 2008 que 2 traductions du français : le livre de Nathan Wachtel sur les marranes, et celui de Christian Delage sur les images des procès historiques.

À partir de la base de données des traductions du français de 1990 et 2007 constituée par le Bureau du Livre français à New York, on peut proposer une rapide comparaison des politiques de quatre presses universitaires américaines, parmi celles qui ont traduit le plus grand nombre d'ouvrages du français entre 1990 et 2007. Les taux de concentration par auteur indiquent une politique éditoriale centrée sur la rentabisation du capital symbolique individuel : c'est le cas de Stanford UP, qui se spécialisait dans la philosophie continentale, et qui a publié 15 titres de Derrida, 7 de Jean-Luc Nancy, 6 de Blanchot, 3 de Lyotard, Lévinas et Rancière. Cette politique d'auteur correspondait à l'ancienne orientation philosophique et littéraire de ces presses. Dans la même logique, Stanford UP distribuait aussi aux États-Unis les traductions de Bourdieu publiées par Polity Press. Très masculin, son catalogue de traductions de français ne compte que 6 titres écrits par une femme sur un total de 65 publiés entre 1990 et 2007. Or cette politique d'auteur s'est interrompue avec le changement de direction et la réorientation de la ligne éditoriale, dans le cadre de laquelle le nombre de traductions a été, on l'a vu, réduit : il n'est plus question de publier les œuvres complètes d'un penseur, fût-il Adorno ou Derrida. Le catalogue de traductions conserve néanmoins une orientation philosophique marquée avec 9 titres de philosophie sur les 11 publiés depuis 2008 : si des ouvrages d'auteurs de l'ancien catalogue continuent de paraître (René Girard, Jean-Luc Marion, auxquels s'ajoute Bernard Stiegler, dont Stanford continue à se partager l'œuvre avec Polity Press), son auteur-phare semble désormais être Henri Atlan (3 titres).

À l'opposé, un taux de dispersion élevé signale un intérêt plus thématique. C'est le cas pour The University of Chicago Press, qui privilégie l'histoire, l'identité et le genre (gender) – huit mémoires ou correspondances de femmes sous l'Ancien Régime (Madame de Maintenon, Madeleine de Scudéry, etc.). Il en va de même pour Cornell UP qui, outre des titres de Genette, publiait surtout des travaux historiques, notamment sur l'Antiquité et l'Égypte ancienne, ainsi que sur le Moyen-Âge, domaines les plus susceptibles d'accueillir des traductions, mais aussi sur la période contemporaine.

Columbia UP, dont la politique a une orientation philosophique, historique, et littéraire, occupe une position intermédiaire, avec une concentration autour d'un auteur phare, Kristeva (15 titres), et le suivi un peu plus sporadique de dix auteurs ayant entre 2 et 4 titres traduits : Deleuze (4), Cixous (3), Irigaray (3), Corbin (3), Finkielkraut (3), Vidal-Naquet (2), Roudinesco (2), Chion (2) et Compagnon (2). L'intérêt thématique y est marqué par les livres d'Emmanuel Todd *Après l'empire : essai sur la décomposition du système américain* et de Jean-Robert Pitte sur la *Gastronomie française* ou d'Olivier Roy sur *L'Islam mondialisé*.

Il y a une certaine corrélation entre la concentration éditoriale et la concentration par auteur : Stanford UP et Columbia UP ont le ratio le plus élevé, ce qui coïncide en partie avec la politique d'auteur (24 des titres de Derrida traduits par Stanford UP ont paru chez Galilée ; 11 des 17 titres de Kristeva traduits par Columbia ont paru chez Fayard). Si cette corrélation rappelle le rôle central des éditeurs généralistes dans la constitution du capital symbolique individuel d'auteurs, ce capital symbolique se transfère en retour des grands noms à ces maisons, qui sont, de ce fait, en position de proposer d'autres ouvrages à traduire en fonction des thématiques privilégiées par leurs interlocuteurs. Bien que la logique académique joue globalement sur la part relative des disciplines parmi les livres traduits, comme on l'a montré, la logique éditoriale semble l'emporter en bonne partie dans les critères de sélection, ainsi qu'on va le voir. En témoigne par ailleurs le fait que nombre de livres traduits par les presses universitaires sont des œuvres littéraires ou des essais qui ne sont pas considérés, en France, comme relevant de la production académique.

**Tableau 1 : Concentration des traductions d'ouvrages de SHS du français en anglais autour de noms d'auteurs : comparaison entre quatre presses universitaires (1990-2007)**

| Éditeur | The University of Chicago Press | Columbia UP | Stanford UP | Cornell UP |
|---|---|---|---|---|
| Titres / Auteurs | 77 / 59 | 70 / 40 | 73 / 32 | 37 / 28 |
| Ratio | 1,3 | 1,75 | 2,3 | 1,3 |
| Titres / Editeurs français | 77 / 27 | 70 / 21 | 73 / 19 | 37 / 22 |
| Ratio | 2,8 | 3,3 | 3,8 | 1,7 |

Concernant les évolutions récentes, on a constaté que, parmi ces quatre presses universitaires, Cornell UP et, dans une moindre mesure Stanford UP, ont désinvesti le domaine des traductions. Columbia UP et The University of Chicago Press demeurent, avec Fordham, les presses universitaires qui ont publié le plus grand nombre de traductions du français aux États-Unis depuis 2008. Elles semblent cependant avoir réorienté leur catalogue.

Ainsi, Columbia UP a publié en traduction au moins 19 titres de 18 auteurs (dont deux femmes, Julia Kristeva et la philosophe Isabelle Thomas-Fogiel) et un ouvrage co-dirigé par un homme et une femme)[22], ce qui constitue

22 Nous n'incluons pas dans ce comptage le volume dirigé par Christie McDonald et Susan Suleiman *Global France. A New Approach to Literary History*, qui figure dans la base du BLF, mais qui

un taux de dispersion très élevé : seul un auteur, Barthes, a deux titres traduits, les autres n'en ont qu'un. La dominante demeure philosophique, avec une inflexion « radicale » (Balibar, Rancière, Negri, Mbembe), et la politique d'auteur se poursuit (Kristeva, Chion), ainsi que l'intérêt pour les questions d'alimentation (avec l'ouvrage de Vigarello sur l'histoire de l'obésité et celui d'Hervé This sur la gastronomie moléculaire) mais le catalogue de traductions du français se diversifie en histoire, en intégrant des titres d'histoire politique et d'histoire des religions (avec par exemple le livre de Denis Lacorne, *De la religion en Amérique* et celui de Michel Bonnin sur le mouvement des jeunes instruits à la campagne en Chine, co-édité avec The Chinese University Press). Une assez grande diversité s'observe également dans les échanges avec les éditeurs français : 14 éditeurs pour les 19 titres publiés (dont 4 provenant du Seuil, 2 de La Découverte, 2 de Galilée, le reste de onze autres maisons).

The University of Chicago Press a publié depuis 2008 au moins 17 titres de 14 auteurs (dont trois femmes, Sandra Laugier, Evelyne Bloch-Dano et Emmanuelle Saada), 3 auteurs ayant 2 titres traduits, les autres un seul. Le ratio est à peine plus concentré pour les éditeurs français (1,5) : 11 éditeurs pour 17 titres (dont 5 provenant de chez Gallimard, 2 du Seuil et 2 du Pommier, les 8 titres restants se répartissant entre les 8 autres éditeurs). Du point de vue des disciplines, on note une évolution du catalogue de The University of Chicago Press, qui rejoint la tendance générale de la hiérarchie des disciplines : c'est la philosophie qui arrive à présent en tête avec 7 titres (Derrida, Ricoeur, Cioran, Brague, Laugier, et un livre de Charles Larmore traduit du français), signe d'une réorientation prise avec l'acquisition des séminaires de Derrida (voir chapitre 6), suivie de l'histoire (4), un seul titre d'anthropologie (Descola), un de théorie et histoire de l'art (François Jullien), et des essais (de Roger Grenier et Éric Lambin).

L'orientation philosophique de Fordham UP est, on l'a déjà dit, nettement marquée (14 titres sur 20 publiés ou en cours de publication depuis 2009). Ces 20 titres émanent de 13 auteurs, le ratio étant légèrement plus concentré que pour les précédentes presses (1,5), mais sont inclus ici les contrats signés pour des ouvrages à paraître. Avec 3 titres parus depuis 2009 et 3 en préparation, Jean-Luc Nancy est l'auteur de prédilection de cette maison, qui compte aussi à son récent catalogue des traductions de Canguilhem, Atlan, Dastur, Romano, Malabou, Falque et Szendy en philosophie, des ouvrages de Delaporte sur l'histoire de la médecine et de Charpin sur la lecture et l'écriture à Babylone, un essai de Jean-Christophe Bailly sur la question animale, et les *Écrits politiques* de Blanchot ainsi que ses chroniques littéraires.

Si la concentration autour de certains noms signale une politique d'auteur, l'indice de dispersion ne signifie pas toujours un intérêt thématique : l'effet des « *brand names* » sur les catalogues des maisons d'édition est aussi observable dans les tentatives dispersées que font les presses universitaires afin d'obtenir un titre de ces auteurs très prisés lorsqu'elles ne les ont pas à

---

n'est pas une traduction (il s'agit d'un ouvrage collectif rassemblant des contributions d'auteurs américains et français).

leur catalogue. Si cette dispersion peut être provisoire lorsqu'elle correspond, comme on l'a vu dans les cas de The University of Chicago Press (qui a entrepris la publication des séminaires de Derrida) et Fordham UP, au moment de réorientation des catalogues à la suite du désengagement des éditeurs traditionnels de ces auteurs aux États-Unis, elle peut aussi demeurer occasionnelle, comme l'illustre le catalogue récent de The University of Minnesota Press, qui affiche, sur 10 titres publiés par 9 auteurs, des oeuvres de Foucault, Lyotard, Sartre, Duras et Stengers (la seule à avoir 2 titres traduits depuis 2008). La diversité des échanges éditoriaux reflète cette dispersion : ces 10 titres proviennent de 7 éditeurs (dont 2 – Sartre et de Duras – de chez Gallimard, et 2 – ceux de Stengers – de La Découverte).

Le désengagement de Stanford UP et de Cornell UP par rapport à la *French Theory* semble ainsi largement compensé par l'investissement continu de Columbia UP et celui, nouveau, de Fordham UP et de The University of Chicago Press dans le domaine philosophique. Celui-ci est le plus concentré autour de grands noms. Si les auteurs de la génération de la *French Theory* continuent à être traduits comme une valeur sûre, de nouveaux noms ont émergé, tantôt dans leur sillage et dans la tradition critique radicale (Badiou, Rancière), tantôt en philosophie des sciences (Henri Atlan, Isabelle Stengers) ou de la technologie (Bernard Stiegler). L'histoire demeure une des disciplines les plus traduites. On note néanmoins l'intérêt pour des ouvrages d'anthropologie ou de sociologie marquants comme ceux de Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, ou de Lucien Karpik, *L'Économie des singularités*. Ce qui pose la question des critères de sélection, les « raisons » de traduire.

## Les « raisons » de traduire

Si les éditeurs affirment que les critères de sélection des auteurs en traduction sont en principe les mêmes que pour les auteurs écrivant en anglais – ce qui n'est pas tout à fait exact comme on va le voir –, le niveau d'exigence est dans le cas des premiers bien plus élevé, en raison de l'investissement supérieur qu'ils demandent en argent et en temps de travail, et des nombreux obstacles qui leur sont spécifiques.

Le premier obstacle est économique : le coût de la traduction et des droits d'acquisition, le cas échéant, s'ajoutent aux frais de fabrication habituels dans un secteur déjà fragilisé, comme l'explique cet éditeur :

> Um, you know, a great problem, I'm sure this one you've heard from other publishers, is at the same time that we very much want to be international and non-parochial and make foreign publications available to the Anglophone world, there are hurdles with translations, and the hurdles are financial ones…most signally paying for the translations themselves, and to pay for a good translation *costs*, but there's also the acquisition of rights from the original publisher, so very often the criteria that we'll use for doing a translation are more demanding than the criteria that we'll use for a book that we originate on our own, that is, you know, we can imagine doing an original monograph that has fairly limited sales, but the bar will

> be set higher for a translation, so it needs to be a book that we'll expect to have a greater impact than books that we originate on our own. (Entretien n° 24)

Cet obstacle est de plus en plus souvent rédhibitoire, surtout pour les petites presses universitaires peu nanties, ce dont témoigne cet extrait d'entretien :

> I mean, we couldn't even touch, you know, I'm assuming it's at least 5 000 dollars for each translation. And there's just no way we could – and that's why I just say "reject, reject, reject" because I can't make it happen ! I can't get that money out of a rock. (Entretien n° 27)
> Those aren't books that we had any revenue expectations from. So we're likely even without the translation to probably take the collective loss on the book. But then you add the 13 000 dollar translation cost, and it's totally impossible. (Entretien n° 25)

Des éditeurs autrefois engagés dans l'importation de titres de l'étranger comme Stanford UP ou Zone Books ont restreint le nombre de traductions, ce dernier préférant se recentrer sur les publications originales de jeunes auteurs en langue anglaise en leur offrant un vrai soutien éditorial. Tel éditeur estime que tous les problèmes pourraient être résolus par de l'argent (ce qui paraît discutable au regard d'autres témoignages) : « *there isn't a single problem that a check for 25 000 dollars wouldn't solve !* » (Entretien n° 23)

La volonté de minimiser les risques liés au surcoût conduit à écarter automatiquement certains types d'ouvrages, en particulier les livres trop longs (ceux dépassant 300 pages sont souvent éliminés d'emblée par les éditeurs américains même lorsqu'ils s'inscrivent bien dans leur catalogue ; parfois, il leur est demandé de procéder à des coupes) ou les livres illustrés. Les cahiers photos des livres (*portfolios*) ne sont généralement pas repris dans l'ouvrage traduit, pour économiser l'achat des droits. L'engagement dans un projet dépend aussi très souvent de l'obtention d'une subvention, point sur lequel on reviendra plus loin.

Pour être pris en considération, les projets de traduction doivent en outre se justifier par trois critères qui ne sont pas spécifiques aux ouvrages à traduire, mais qui prennent un sens particulier dans leur cas : l'originalité de l'ouvrage, l'adéquation au catalogue et le potentiel de vente.

> Translations, I do very seldom, I do them very seldom because they are time-consuming and expensive, and as we are constantly conscious of the problems involved in trying to make budget, in trying to break even, um, anything that looks like it's going to be expensive or time-consuming is on its face something that we don't want to have anything to do with. The exceptions of course are those rare cases when a book looks as though it's going to be extremely attractive in its own right. Because they're more expensive, they have to sell more copies than the average book that we do anyway. And they have to produce something that Anglophone scholars simply wouldn't be able to produce. Those are the only criteria that I use, they're very rough and ready. (Entretien n° 23)

L'originalité se définit selon un double critère. Premièrement, la nouveauté du thème ou de la façon de l'aborder, mais ce critère ne suffit pas en soi : on attend ni plus ni moins d'un ouvrage qu'il soit « *groundbreaking* ». Deuxièmement, le fait qu'il ne puisse être traité par un chercheur écrivant

en anglais. Si l'évaluation du premier critère est confiée à des experts, le second, spécifique aux ouvrages en traduction, exclut d'emblée un certain nombre de domaines, comme les études sur les États-Unis, que donnent en exemple les deux éditeurs cités ci-dessous, ou les approches qui y sont largement développées. Par exemple, un ouvrage français de philosophie analytique a moins de chances d'être traduit qu'un ouvrage de philosophie dite continentale, du fait que le premier domaine est largement représenté dans l'université américaine.

> I can't say that we have been interested ourselves in translating any books by French scholars about America. Tocqueville did so very successfully a while ago, but… I tend, you know, we're not commissioning any books by, say, French political scientists on American politics, because we've just got a ton of American political scientists who write on American politics, and, yeah. (Entretien n° 18)
> Now, I always say, you know, in this Press, for instance, we have a wonderful US History list. Are there are lot of translations there ? No, not really. But that's common sense, you know, it's going to be probably a very rare exception for someone to have produced an original work in German or French or Italian or Spanish or simplified Chinese on US History that is going to be so mind-blowing that you feel like, you know what, I want the Anglophone audience to know this. (Entretien n° 19)

Les « raisons de traduire » résident donc dans la valeur ajoutée de l'ouvrage considéré eu égard à l'offre existante ou potentielle sur le marché étasunien. Il s'agit de combler des manques par rapport à l'offre en anglais, en se focalisant sur le type d'ouvrages que ne pourrait écrire un universitaire américain, plutôt que de considérer l'originalité des ouvrages en elle-même. D'où l'importance des études classiques ou de celles portant sur la religion, évoquées par l'éditrice citée précédemment :

> So if you acquire in certain fields, it's going to determine the way in which you see the world of scholarship, or it determines what your world is. My world is larger than an Anglophone world, and I have to believe that, because classics and ancient history have a very vigorous Western – and by classics I mean right now, Western classics, Greek and Latin. There's a very vigorous life in continental Europe, you know, important things are being thought and said and written about in the field of religion. (Entretien n° 19)

En outre, l'éditrice ou l'éditeur cherche aussi des garanties quant à l'auteur, son cursus, sa réputation, elle ou il vérifie si le nom est connu au sein de la communauté scientifique – « *A lot depends on the author's profile, if they have some name recognition here […].* » (Entretien n° 25) –, si cette personne est déjà venue aux États-Unis, si ses travaux y ont déjà trouvé un écho :

> The German first book that I'm publishing, his dissertation was actually, did get some reviews in the US, so that was kind of a signal that this is a book that's going to be interesting to a readership here. (Entretien n° 25)

L'adéquation au catalogue constitue le deuxième critère, qui permet d'éliminer d'entrée de jeu nombre d'ouvrages *a priori* éloignés des domaines de spécialisation des presses, comme le précise l'extrait d'entretien ci-

dessous. La spécialisation des catalogues se cristallise, comme on l'a vu, autour de grands domaines de connaissance (humanités, sciences sociales, sciences de la nature, sciences cognitives), de disciplines (économie, philosophie, études littéraires, histoire, sociologie), de périodes (Antiquité, Moyen-Âge, période moderne, période contemporaine), de thèmes (*Women's Studies*, alimentation) ainsi qu'autour d'auteurs.

> We won't make our decision based all on numbers. So the main things I think are fit for our list, um, whether or not we have marketing and sales channels for the book, are there any books like it here that we can put it next to, and say to a buyer at a bookstore… (Entretien n° 23)

Cependant, comme l'explique le même éditeur, la traduction peut aussi être un moyen d'investir un nouveau domaine, de « planter un drapeau », selon l'expression d'un de nos enquêtés (Entretien n° 23), ou encore de réorienter la politique éditoriale, ainsi qu'on l'a vu dans les cas de The University of Chicago Press et Fordham pour la *French Theory*.

Quant au potentiel de vente d'un ouvrage, comment se détermine-t-il ? Pour les ouvrages déjà publiés, comme c'est le cas de ceux proposés à la traduction, on pourrait penser que les ventes en langue originale constituent un indicateur sûr, qui fait défaut aux manuscrits ou synopsis de livres. Cependant, l'expérience dément l'idée d'un marché global du livre unifié : le succès d'un ouvrage est fortement tributaire de facteurs propres aux marchés nationaux. Ainsi, pour les éditeurs, le succès d'un livre en langue originale, même s'il est pris en considération, ne suffit pas à garantir le potentiel de vente de l'ouvrage dans le pays d'accueil, comme l'atteste cet extrait d'entretien :

> And so that's… to answer that part of the question, the sales in the country of origin aren't necessarily, um, a criterion by which we would or wouldn't publish the book. If it has small sales but it's a really great book and we think it does reach an audience here that it might not have reached in France or Germany, then we'll publish the book here. At the same time, we have to be careful not to have our eyes glaze over and sort of say "well, this is a best-seller in France, so it's gonna be a best-seller here." Because that doesn't translate, so to speak. But we do have some folks we can ask, we can say "what do you think about this, do you know these people ?" In non-fiction specifically, and specifically in the human sciences, we would cast people and say "so, do you know this philosopher", "do you know this person ?" (Entretien n° 31)

Plus significatif pour les éditeurs américains est le potentiel de diffusion du livre auprès d'un public qui ne serait pas en mesure de le lire dans sa langue originale. Or les ouvrages sur la France n'intéressent selon eux que les spécialistes de ce pays, qui sont en principe supposés pouvoir les lire dans le texte.

> And a question with translations, a primary question with translations, whether it's translating from French to English or English to French, is "will the audience for the book be significantly enlarged by the existence of a translation ?" And if the answer is no, then it's just not so viable. (Entretien n° 24)

> So then my next step is I have to kind of make an evaluation. And of course there can be excellent work being done, but I have to think, "Is this something that has already reached its optimal audience in its original language format ?" or is it of the kind of level of interest that there are people out there, scholarly types, who don't read French, or don't read it fluently enough to read a monograph in it, who will benefit from having this ? If I can say yes to that question, then I will start thinking more seriously. So these are just my own self-imposed questions that I ask, because to me that's the mission, right ? What a top-rate scholarly Press in the US should be doing – that we have to be bringing the best of scholarship, and each editor has a field, so…I'll give you an example of what doesn't work, say, a very, very refined, I mean scholarship totally fine, right ? – let's say a book in German on Bach's organs. For musicologists. Now, I would say that's something that doesn't meet my criteria, because it probably hasn't reached its optimal audience in the original language. Because I think that the people who are really interested in and working on Bach, the musicologists working on very specific problems, we're not talking about popularizing the work – people who can read German – and they'll be able to read that book, right ? So then I have to, I don't think that's a good use of resources. (Entretien n° 19)

Ce critère a des conséquences variables selon les disciplines : il affecte moins celles à prétention universaliste comme la philosophie, l'économie, la psychologie ou la psychanalyse, et s'applique en revanche aux sciences sociales, histoire, anthropologie, sociologie, science politique et droit, même si ces dernières produisent également des théories et des réflexions épistémologiques qui « voyagent » plus facilement entre les pays et les disciplines.

De fait, selon la base de données du CNL recensant les aides attribuées entre 2002 et 2012, la philosophie (66 titres, soit 25 % du total) et l'histoire (55 titres, soit 21 %) arrivent largement en tête des disciplines les plus demandées aux États-Unis. Suivent de loin, si on les regroupe, la théorie et l'histoire de l'art (23 titres, soit 9 %), puis, plus loin encore, la théorie littéraire (15 titres, soit près de 6 %) et la psychanalyse et la psychologie (14 titres, soit 5 %). Quant à la linguistique, elle est quasiment absente pendant cette période (2 titres : *Halte à la mort des langues* de Claude Hagège, publié par The University of California Press, et le numéro des *Cahiers de l'Herne* consacré à Chomsky, traduit chez Columbia UP).

Les sciences sociales sont globalement moins représentées du point de vue du nombre de traductions, mais cet écart du point de vue de la demande doit être pondéré, du point de vue de l'offre, par le taux de production d'ouvrages plus limité dans ces disciplines où les articles ont une plus grande importance, par comparaison aux humanités. De telles variations s'observent aussi entre disciplines : par exemple, en économie et en psychologie, les chercheurs tendent à privilégier les articles, publiés directement en anglais le plus souvent. Parmi ces disciplines, la sociologie ainsi que la science politique et le droit semblent plus recherchées (11 titres chacune, soit 4,2 %) que l'anthropologie (3 titres, dont un ouvrage d'Amselle sur le multiculturalisme acquis par Cornell UP, soit 1 %). 2 titres concernant l'urbanisme (dont un d'Henri Lefebvre), ont été acquis par The University of Minnesota Press. Nous n'avons identifié, dans cette base de titres pour lesquels une aide a été

demandée, qu'un seul titre d'économie, *Le Chômage, fatalité ou nécessité ?* de Pierre Cahuc et André Zylberberg, publié au MIT Press.

On notera par ailleurs un certain intérêt pour les essais (30 titres, soit 11,4 %), les biographies (12 titres, soit 4,6 %), les dictionnaires et anthologies (7 titres, soit 2,7 %), les ouvrages concernant la religion et l'ésotérisme (5 titres – dont trois chez l'éditeur ésotérique Inner Traditions –, soit 2 %) et dans une moindre mesure pour les ouvrages d'actualité politique (5 titres, soit moins de 2 %).

Le potentiel de vente s'examine aussi selon les circuits de diffusion envisageables pour le livre, la question essentielle étant de savoir s'il s'agit d'un livre susceptible d'être vendu dans le réseau des grandes chaînes de librairie (ce qui est assez rare pour les ouvrages académiques), ou s'il sera inscrit dans des programmes de cours.

> […] In terms of humanistic sciences, what kind of adoption potential does it have ? That's a more and more important question for us. Is this gonna be a book you can go and pick up in Barnes & Noble and read, or is this gonna be a course book ? Are they gonna adopt it in courses, and in what fashion are they gonna adopt it in courses, that kind of thing… or is it just a library book ? Do we really want to translate this book if it's only going to be a library book ? This one right here, I don't know if you know it… it's a biography and, should we do it or should we not do it ? I don't think there's anything quite like it out there right now in the US market… (Entretien n° 31)

Outre le coût financier, la traduction requiert un investissement en temps de travail qui décourage souvent les éditeurs de s'y atteler. Tout d'abord, comme tous les projets proposés aux presses universitaires, les ouvrages doivent le plus souvent être soumis à la procédure du *peer reviewing*, c'est-à-dire l'avis de deux experts extérieurs au comité. Dans le cas d'ouvrages à traduire, il faut trouver des lecteurs dans la langue d'origine. Les éditeurs contournent parfois cette contrainte en s'appuyant sur les comptes rendus scientifiques dédiés à l'ouvrage en langue d'origine, qui valent comme avis d'experts. Mais les avis positifs ne suffisent pas en soi à faire approuver le projet, la question du montage financier et du potentiel de vente de l'ouvrage intervenant à cette étape de façon décisive lors de la présentation du projet devant le comité des presses universitaires, en présence des représentants du service commercial face auxquels le projet de traduction doit être défendu.

## La négociation des contrats

S'il est agréé, un projet de traduction nécessite ensuite l'établissement de deux contrats (contre un seul avec l'auteur pour les ouvrages en anglais), l'un avec l'éditeur de la langue d'origine, généralement détenteur des droits de traduction (rares sont les auteurs français qui les conservent ou les confient à un agent ou à un autre intermédiaire), le second avec le traducteur. Des démarches doivent être effectuées parallèlement pour tenter d'obtenir une subvention.

Les contrats avec les éditeurs français sont négociés tantôt directement par les services de cession des maisons d'édition (voir chapitre 4), tantôt

par un agent, celui de l'auteur – cas peu fréquent pour les auteurs français qui s'en remettent le plus souvent à leurs éditeurs à qui ils cèdent les droits étrangers – ou celui à qui l'éditeur français a confié ses droits pour tel ou tel titre. Aux États-Unis, deux agents principaux interviennent dans le secteur des sciences humaines et sociales, Georges Borschardt, qui représente Minuit et nombre de titres des éditions du Seuil, mais qui a progressivement délaissé ce secteur depuis la création de la French Publishers' Agency (FPA) à la fin des années 1980, actuellement dirigée par une de ses anciennes collaboratrices, Lucinda Karter (voir annexe 5).

La négociation est souvent compliquée en raison des problèmes de langue, de décalages entre traditions éditoriales et juridiques nationales, et de différences de fonctionnement entre le secteur à but non lucratif et le secteur commercial. La question de la langue intervient tant dans les échanges qu'à propos des contrats. Seuls quelques grands éditeurs français disposent d'un contrat-type en anglais. À la question de savoir si elle était surprise de recevoir des contrats en français, une éditrice a admis que cela vaut à l'inverse, lorsqu'elle envoie des contrats de cession en anglais, mais, a-t-elle ajouté sur un ton de plaisanterie : *« English is a big language ! And French, is, I've been told, not as big… »*

Du point de vue juridique, cette même éditrice mentionne la clause qui stipule la compétence de la loi française en cas de litige, clause qui se retrouve dans les contrats provenant d'autres pays, mais qu'elle supprime systématiquement.

> And the other difficulty for us in terms of signing contracts is that because Indiana is a public institution, our council will not allow us to sign contracts that say we are subjected to the laws of France. So those clauses need to necessarily either remain silent in the contract, be crossed out, or there has to be some sort of neutral language written that covers the event of dispute.
> - *Is that kind of clause usually contained in a French contract when you receive it ?*
> - It almost always…it's in every contract, yes. We tend not to put it in our because of our particular circumstances, but almost every contract I receive from Europe contains, you know, "You will be subject to the laws of France" or Italy, or Germany, or whatever. But we just can't sign something like that. (Entretien n° 28)

Les écarts entre traditions et marchés nationaux se font sentir tout d'abord dans la définition de la propriété intellectuelle : alors que la législation française protège le droit moral de l'auteur, en le rendant incessible, le copyright admet qu'il puisse être vendu. L'éditeur français doit ainsi négocier une clause prévoyant le droit de regard de l'auteur sur la traduction et sur toute éventuelle modification de l'ouvrage (coupes, ajouts, changement de titre, etc.). Les éditeurs américains imposent parfois des délais intenables aux auteurs (7 jours pour un travail de vérification ou de révision qui peut prendre facilement un mois à plein temps, la réponse aux questions du traducteur en 48 heures, etc.).

La négociation porte ensuite sur le pourcentage des *royalties* reversés à l'éditeur français sur les ventes et l'avance sur droits. L'avance, lorsqu'elle est accordée, se situe entre 250 dollars pour les auteurs débutants inconnus aux États-Unis, et 5 000 dollars pour des auteurs plus installés, la moyenne

s'établissant autour de 1 500-2 000 dollars (en littérature, les avances sont un peu plus élevées, la somme de 3-4 000 dollars assez courante). Les écarts entre les pratiques se ressentent surtout dans la négociation des *royalties*, que les éditeurs américains tendent à calculer sur le prix de vente réel (*net price*), c'est-à-dire après remises (*discounted price*), alors que les éditeurs français insistent pour qu'ils le soient sur le prix de vente au catalogue (*list price*). En effet, la loi française interdisant les remises supérieures à 5 %, les droits sont toujours calculés sur le prix de vente officiel. Plusieurs éditeurs américains ont évoqué ce point de désaccord :

> […] the two major problems that we face, first of all the royalties are usually calculated by foreign publishers on list prices rather than on discounted prices, and the second is the disposition of electronic rights. We want them ; they don't want to give them up. Even though they can't do a damn thing with them, because we own the intellectual property in the English language translation concerned. Eventually when they're brought to the table, they will agree to license the electronic rights for a royalty, which is actually more substantial than in percentage terms than the royalty on physical books. (Entretien n° 23)
> I mean, there's always an amount to be paid up front against royalties, and the royalties tend to be – again, I'm thinking of the extra expenses here – the royalties tend to be higher than what we would pay on a comparable scholarly monograph that we're originating. For one thing, the French will always ask for royalties on list price whereas our standard is to offer royalties on net price. And of course there's a huge difference between those. The contracts never really consider the discounted prices. The net price for us is the discount, you know, we generally assume for a scholarly book that, you know, in the grand scheme of things, we count on selling things at a discount of about 30 percent off of the list price. And authors are paid royalties on what we have actually taken in rather than…so, you know, if it's a 20 dollar book, they're being paid royalties not on 20, but on 14.
> - *OK, but the French publisher will want them on 20.*
> - The French publisher will want them on 20. 20 being a totally hypothetical price, because nothing is… and, you know, with, it's not unheard of in American publishing to pay royalties on list prices. An agented book by a major author will have the royalties on list, so it some ways, it's a conflict not only of the cultures of American publishing and French publishing, but of scholarly publishing and trade publishing. (Entretien n° 24).

En outre, les taux proposés par les éditeurs américains sont généralement assez bas : 6 % pour les premiers 5 000 exemplaires vendus en couverture reliée (*hardcover*), 7 % au-delà, et 5-6 % pour les tirages en couverture brochée (*paperback*). L'agent ou le service de cession négocie généralement ces taux à la hausse. Ainsi, dans un cas, l'offre faite à ces taux, avec une avance de 500 dollars, a été renégociée par la FPA, qui a demandé que l'à-valoir soit porté à 2 000 dollars et les *royalties* à 7,5 % sur le prix du catalogue des exemplaires en couverture reliée jusqu'à 5 000 exemplaires, 10 % après, et à 8 % sur tous les exemplaires vendus en couverture brochée. L'éditeur américain lui a accordé les 2 000 dollars à condition d'avoir les droits numériques pour le format *e-book*, sur lequel il proposait de reverser 25 % des gains, et a offert les taux 7 % pour les premiers 10 000 exemplaires en couverture reliée, 9 % ensuite ; en revanche, il a dit ne pouvoir dépasser 6 % pour l'édition en couverture brochée. Ces conditions ont été acceptées

par l'éditeur français. La FPA obtient assez aisément une hausse de l'avance, plus difficilement des *royalties*. Généralement, l'éditeur américain est prêt à monter au taux de 10 % voire 12,5 % s'il est prélevé sur le prix de vente réel (*net price*).

La négociation porte aussi sur l'étendue de la cession dans l'espace et dans le temps. La durée de la cession est généralement limitée à 7-8 ans (parfois 10 ans), avec la possibilité de renouveler le contrat au-delà de cette limite. Auparavant, les problèmes de distribution justifiaient, aux yeux des éditeurs français, la répartition des droits selon le territoire de distribution, entre éditeurs américains pour l'Amérique du Nord, et anglais pour l'Europe et les anciennes colonies britanniques (ce qui leur permettait de partager les coûts de la traduction). Dans nombre de cas, l'éditeur qui avait acquis les droits pour la langue anglaise en cédait l'exploitation à un confrère outre-Atlantique sur son territoire, les droits de cette cession revenant généralement à 80 % à l'éditeur français, et à 20 % à l'éditeur détenteur des droits en anglais. Cependant, les éditeurs américains, comme leurs confrères anglais, réclament désormais de plus en plus souvent les droits mondiaux, en raison des possibilités de vente par internet qui ont reconfiguré les enjeux de la distribution (voir le témoignage d'une éditrice à ce propos dans l'extrait qui suit). Les transformations dans les modes fabrication et de distribution ont donc une conséquence directe sur les conditions de la cession.

> Usually I'm pretty clear about what I want in terms of rights up front, and I'm almost always asking for exclusive worldwide rights for the English. That doesn't give us the right to sign further translations, but it just allows us to the sell the book in English throughout the world. (Entretien n° 28)

L'évolution technologique induit d'autres changements dans les pratiques qui nécessitent des réaménagements dans les clauses juridiques. Les droits numériques semblent avoir particulièrement posé problème, nombre d'éditeurs français ayant refusé de les céder. Interrogée sur les relations avec ses confrères français, une éditrice répond :

> Yeah, I find that they're mostly agreeable, and it's not been any trouble to go to them and talk about terms in the contract and expect that they will be accepted. I've found there are some that are more difficult than others, but I think that's true in anything that you do. But for the most part, one of the things that I've had the hardest time getting accepted by the French is the fact that we do want electronic rights, and that we're not talking about free copies over the Internet. We're talking about sales of electronic books for all the various reading devices ! I think people are starting to catch on everywhere, but still I find many contracts that will come, you know, first drafts, they won't have a clause that covers those kinds of sales. (Entretien n° 28)

Les revenus sur les ventes de livres numériques se répartissent le plus souvent à 75/25, mais certains éditeurs (comme Princeton University Press ou The University of Chicago Press) exigent désormais 85 % ou 90 % des revenus, ne reversant que 10-15 % à l'éditeur français (voir Annexe 6). Les possibilités de réimpression rapide et le support électronique rendent aussi caduques les clauses concernant le tirage initial du livre et le nombre d'exemplaires devant être disponibles en stock.

> And then there are a lot of things about, you know, the other print clauses. And those things are getting a little outdated because we don't keep a lot of copies in stock anymore, especially when we're talking about electronic publications – then we're not keeping any stock. And often these contracts say that the book is considered out of print when you have fewer than 100 copies in stock, and it's like "Well…" Or that some of these things just don't reflect publishing reality any longer. (Entretien n° 28)

Dans ces négociations, les éditeurs américains apprécient généralement la médiation de la FPA, non seulement sur le plan linguistique mais aussi sur les termes mêmes du contrat, comme en témoignent les extraits d'entretiens suivants avec des éditeurs chargés des acquisitions travaillant dans deux presses universitaires différentes :

> And [the FPA has] been very helpful in those few cases where a non-English contract is concerned. It's more a matter of the content and terms rather than the language of presentation that can be a problem. (Entretien n° 23)
> I also find that working with the French Publishers' Agency, they can make sure that the contracts are in English and that has been a real plus because oftentimes the contracts will come in French and even though we have people here with expertise in French, we often have people who are working on contracts who have no idea what these things say and they're taking others on their words. And so it's good for everyone who's working on a book to understand what we're obligated to in the contract. (Entretien n° 28)

Une fois le contrat signé, le service de cession ou l'agent français n'est pas au bout de ses peines : encore faut-il obtenir l'à-valoir (qui, dans certains cas, arrive très en retard, ou jamais), et suivre les étapes du choix d'un ou une traducteur/rice et de l'avancement de son travail. Les cas de non-respect des délais sont fréquents. Il s'avère parfois au terme de l'échéance fixée par le contrat que l'éditeur n'a même pas engagé la traduction. Les services de cession sont généralement assez tolérants, privilégiant l'intérêt de l'auteur, mais n'hésitent pas à rompre les contrats (avec l'accord de l'auteur, voire à sa demande) lorsqu'une autre opportunité éditoriale se présente. Il arrive aussi que des presses universitaires (y compris parmi les plus réputées) abandonnent un projet de traduction déjà engagé en raison de la réorientation de la ligne éditoriale ou de restrictions budgétaires.

## Les aides à la traduction

Les démarches pour obtenir une subvention, même si elles ne sont pas toujours à la charge de l'éditeur américain, constituent une étape supplémentaire dans la procédure. En effet, les coûts additionnels font que la traduction est rarement envisagée sans subvention.

> If someone can write a check and can assure as opposed to saying "there's a likelihood" that there's money, if someone can say "this project would come with a 7 000 dollar check you would not have to apply for", you know, then as soon as I get the contract, I send the check ! And I hope it doesn't sound as though I'm coming across as lazy. But we can't, it would be hard to describe how hard the staff works just to keep up with the English-language books. (Entretien n° 27)

> We have a sort of a compilation of the places we turn to, something that the assistants have, it's sort of like a little Wiki that's internal to the process, it's a resource that editors and assistants turn to when looking for grants. I think it's fairly comprehensive, I'm sure there are things that are not included that could be, it's based on just what we've come across in the past and what people are aware of and it very much depends on the book, because, you know, let's say we're paying a translator, but we don't have to pay very much of an advance to the proprietor, whether it's the author of the publisher, but it's a book we're expecting to sell at least moderately well, um, then we can treat that translator's fee as an advance and you know, for us to pay 15 000 dollars for an advance that we know is going to have a limited readership, primarily a scholarly audience, you know, that's a lot of money. And then, you know, you're still usually paying something for rights to the proprietor and you add that all up and it can be close to 20 000 dollars, which is for us a very big investment. (Entretien n° 25)

Les aides proviennent le plus souvent du gouvernement français. Les autres sources sont plus rares : certaines fondations, comme la fondation Florence Gould, qui décerne aussi un prestigieux prix de traduction du français avec la French-American Foundation, peuvent participer au financement de publications d'ouvrages en traduction en fonction de leur intérêt pour le thème ; mais cette intervention reste en définitive assez peu fréquente. Un petit nombre de chercheurs financent la traduction par leurs propres moyens, sur leurs fonds de recherche, ou avec l'aide de leurs établissements de rattachement. Sciences Po, par exemple, finance intégralement les traductions des ouvrages de ses chercheurs en langue anglaise, et les Presses de Sciences Po ont un accord avec Palgrave concernant les publications des chercheurs du CERI, lesquelles sont systématiquement examinées pour une éventuelle traduction dans une collection qui leur est dédiée. Mais les universités et la plupart des centres de recherche en sciences humaines et sociales en France n'ont pas les moyens de prendre en charge des traductions d'ouvrages (certains centres le font uniquement pour des articles acceptés dans des revues étrangères). De ce fait, seuls les ouvrages produits dans le cadre de contrats de recherche sont susceptibles de bénéficier d'un financement conséquent, voire intégral, pour une traduction en anglais.

Les aides du gouvernement français proviennent du Centre national du livre (CNL) – qui dépend du ministère de la Culture –, du ministère des Affaires étrangères et, depuis sa création en 2010, de l'Institut français. Le CNL prend en charge entre 30 % et 40 % du coût de la traduction après avoir confié l'examen du dossier, soumis par l'éditeur français, à une commission qualifiée. Outre le « sérieux » du projet, l'obtention de l'aide est tributaire de trois éléments : l'existence de deux contrats, l'un avec l'éditeur, l'autre avec le traducteur, les conditions faites au traducteur ou à la traductrice dans le cadre de ce contrat, et la qualité de la traduction (sur le fonctionnement du CNL, voir chapitre 4).

Géré par les services culturels de l'Ambassade de France, qui confie la sélection des projets au Bureau du livre, le « Programme d'aide à la publication Hemingway » apporte un soutien à la traduction et à la publication d'ouvrages traduits du français en anglais pour un montant allant de 500 à

6 000 dollars, cette aide n'étant en principe pas cumulable avec celle du CNL (même s'il y a des exceptions pour les gros projets). L'Institut français prend de son côté en charge l'achat des droits pour un montant qui va de 500 à 7 000 dollars.

En plus du programme Hemingway, les services culturels de l'Ambassade de France ont lancé en 2006, avec le PEN American Center, la collection *French Voices*, qui vise à représenter « *the very best of contemporary French writing in every field* ». Outre la valeur du livre en français, trois autres critères interviennent dans la sélection des projets de traduction, effectuée par un comité composé de traducteurs, chercheurs, éditeurs et représentants des instances qui sont parties prenantes : l'actualité (l'ouvrage doit être paru dans les six ans précédant la demande), son intérêt pour le marché américain et la qualité de la traduction. D'un montant de 6 000 euros, cette distinction est accordée à l'éditeur et au traducteur (2 000 au traducteur ou à la traductrice et 4 000 à l'éditeur). La procédure est plus souple que celle du CNL, la demande pouvant être soumise par une des parties (l'éditeur américain, l'éditeur français, l'agent ou le traducteur), et le contrat de traduction n'étant pas requis (une lettre d'intention de l'éditeur américain suffit). Depuis son lancement, *French Voices* a distingué 26 titres de non-fiction, la plupart de sciences humaines et sociales (voir la liste des lauréats en annexe à ce chapitre).

Toutefois, ces subventions sont souvent considérées comme insuffisantes par les éditeurs américains, qui citent en contre-exemple l'aide plus substantielle octroyée par le gouvernement allemand. En outre, la plus conséquente, celle du CNL, est soumise, on l'a vu, à des conditions de qualité de la traduction, de rémunération de la traductrice ou du traducteur au-dessus d'un tarif minimum, et de respect des délais fixés par le contrat, conditions qui ne sont pas toujours respectées.

## Les conditions du travail de traduction

L'issue de la demande étant incertaine, les presses adoptent parfois une tactique consistant à suspendre le taux de rémunération du traducteur ou de la traductrice à l'obtention de l'aide financière, comme le signale cet éditeur :

> One tactic we've used is trying to write contracts with translators that are on a sliding scale, you know, "if we get adequate subvention up to a certain amount, we're going to pay you this full amount, if we get lesser subvention, we will pay you *no less than*" …
> - *Oh, I see. And that generally works with the translators ?*
> - Yeah, I mean, it won't work with the professional translator really earning his or her living by that, it has worked in the past with some other people who are looking to piece together work and may find it beneficial to have an item on their vitae. (Entretien n° 24)

Une autre tactique pour contourner l'obstacle financier, consiste à solliciter ou à accepter les services de traducteurs bénévoles ou rémunérés de façon symbolique. Il s'agit souvent d'étudiants mais parfois aussi de

chercheurs confirmés qui entreprennent ces projets par intérêt personnel (voir chapitre 5), sans escompter une rémunération.

> So I mean a book would really have to have a fairly significant market for it to survive. Now there are some translators who are at universities and their fees aren't as heavy, for them it's almost like writing a book, but many translators are, you [know], this is how they're making their living or they'd rather be doing their own work, so when they do this they're expecting to be paid, you know, a reasonable fee for the amount of work that goes into it. (Entretien n° 25)
> One of the books I worked on, we had a very hard time trying to find someone to translate for the fee we were willing to pay. 13 040 dollars… and I think the book was 350 pages. Which is, you know, still good, it's not an unreasonable sum, but the translators who were, I think, working in the UK, and the exchange rate was working against them at the time, and so there are UK translators who are unwilling to take on projects from American publishers because of the exchange rate right now, they're losing a couple of thousand dollars. (Entretien n° 25)
> Yeah, I mean, we have done that, I've been involved with projects like that. I mean, um…it's certainly, yeah, labors of love from highly qualified people, or…that's what we like, um… (Entretien n° 16)

Dans certaines disciplines, comme la philosophie, la traduction est en effet une activité intellectuelle reconnue comme participant du travail de recherche et de réflexion, et, de fait valorisée dans les carrières (voir chapitre 5). Elle requiert des compétences et un degré de spécialisation assez élevé. Elle est parfois pratiquée collectivement, dans le cadre de séminaires ou d'ateliers, comme l'illustre le travail mené autour des séminaires de Derrida (voir chapitre 6).

Cependant, confier la traduction à des personnes non expérimentées et non professionnalisées est un pari risqué, qui pose fréquemment des problèmes de respect des délais, de fiabilité et de qualité des traductions, voire de réalisation même du travail commandité, comme l'évoque cet éditeur :

> One of the problems is that without strong institutional or foundation support, we often find ourselves trying to do translations on the cheap, and that means too often say, hiring a graduate student who has the linguistic ability but isn't a professional translator and doesn't really have the sense of what goes into a translation. And so in some cases those translations just never happen, the manuscript is never delivered. In some of the cases here the manuscript was delivered and it required a huge amount of line-by-line editing. (Entretien n° 24)

En effet, une fois la traduction faite, elle nécessite souvent un travail d'édition serré, parfois même une révision ou une reprise intégrale, qui doit être confiée à un autre traducteur, ce qui allonge considérablement les délais et multiplie les risques d'erreur et les problèmes de forme. Ce travail d'édition est de moins en moins assuré par les presses universitaires (il en va de même pour la relecture d'épreuves, quand elle n'est pas externalisée, comme l'impression, auprès d'entreprises étrangères, notamment dans les pays anglophones du Tiers-Monde, qui offrent des services à bas prix ; voir chapitre 5).

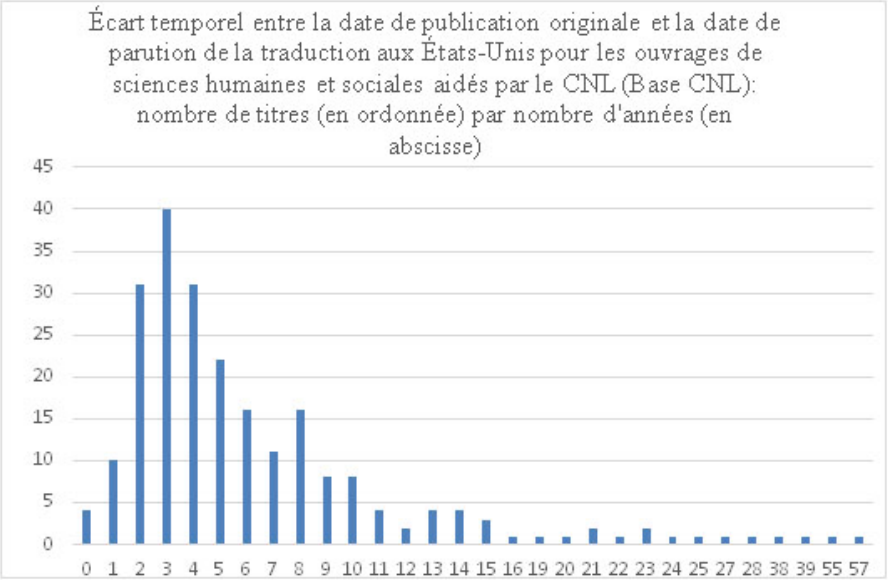
Or même des traductions qui, à la relecture de la seule version anglaise, peuvent paraître correctes se révèlent parfois problématiques. Des erreurs de

traduction grossières sont parfois pointées par l'auteur-e à la relecture, si la traduction lui est soumise et si elle ou il prend le temps de la vérifier. De telles interprétations fautives sont parfois repérées une fois le livre publié, ce qui a conduit dans un cas un éditeur à faire reprendre intégralement la traduction et à la publier comme une seconde édition. Ces erreurs ont des conséquences graves pour la recherche et constituent un des obstacles majeurs à la bonne circulation des idées.

Au travail éditorial s'ajoute l'appareil critique (références, bibliographie, index) pour lequel les presses universitaires, davantage soumises aux normes académiques que l'édition française, sont parfois plus exigeantes. Le comité scientifique des presses peut ainsi demander l'ajout d'une bibliographie, ou son extension si elle est trop restreinte, ce qui requiert un investissement de l'auteur, ainsi que l'inclusion d'un index, ce dernier induisant de nouveaux coûts. L'auteur est parfois invité, quand il ne le propose pas de lui-même, à rédiger une introduction spécifique pour l'édition anglaise. Les citations doivent souvent être vérifiées, ou recherchées dans les traductions existantes (une éditrice du secteur commercial a mentionné un cas où la traductrice avait traduit elle-même du français en anglais toutes les citations de Hegel…). Lorsqu'elles n'existent pas, il faut les faire traduire depuis la langue d'origine par un autre traducteur. Un traducteur nous a dit avoir une fois refusé d'insérer les extraits d'une traduction existante en raison de sa mauvaise qualité : il a préféré retraduire et s'en est expliqué dans une note. En définitive, il s'agit donc bien à la fois d'une nouvelle « mise en texte » et d'une nouvelle « mise en livre », pour reprendre les termes de Roger Chartier[23].

Ces difficultés expliquent que le délai moyen de publication des traductions par rapport à la date de parution du livre en langue originale est assez long : concernant les livres qui ont bénéficié de l'aide du CNL pour la traduction en anglais à la demande d'un éditeur américain, ce délai est de 6,8 ans en moyenne. Sur 230 ouvrages, seulement dix ont paru en traduction un an après leur publication, dont 3 ouvrages d'actualités et de politiques, 2 biographies et 2 essais, c'est-à-dire des livres à rotation plus rapide. Mais le délai ne dépasse dix ans que pour 33 titres sur 230 (soit 14%). Plus de la moitié des titres (124, soit 54%) ont paru en traduction entre 2 et 5 ans après leur sortie, le délai le plus fréquent étant de 3 ans.

23 Roger Chartier, « Du livre au lire », in Id. (dir.), *Pratiques de lecture*, Paris-Marseille, Rivage, 1985, p. 61-82.




## Les stratégies de promotion

Peu de livres issus de ces presses sont distribués en librairie, mis à part les librairies académiques et quelques librairies indépendantes. En effet, la concentration autour des chaînes a entraîné la disparition d'un grand nombre de librairies indépendantes aux États-Unis[24], or les chaînes se montrent peu intéressées par des ouvrages académiques à rotation lente et à faible rendement. Même les librairies académiques privilégient les livres à plus grande diffusion, manuels, « *readers* », ouvrages de synthèse, au détriment des ouvrages de recherche, les traductions pâtissant là encore de l'image dévaluée qui leur est associée aux États-Unis[25], à l'exception de ceux des grands auteurs. Et, comme on l'a vu en introduction, les acquisitions par les bibliothèques se sont fortement réduites. Outre la vente en librairie, la meilleure chance de succès d'un livre est d'être inscrit au programme d'un cours de façon récurrente, ce potentiel étant, comme on l'a vu, vérifié par les presses universitaires dès la phase d'examen du projet et pris en considération comme critère de sélection.

S'agissant du marketing, les presses universitaires, en particulier les petites, disposent de peu de moyens. Nombre d'entre elles font néanmoins paraître des publicités dans les hebdomadaires spécialisés sur le livre, comme *The New York Review of Books*, mais de façon très sélective, et rarement pour des traductions. Dans ces conditions, internet est le principal outil de

24 John Thompson, *Merchants of Culture. The Publishing Business in the Twenty-First Century, op.cit.*

25 Voir Gisèle Sapiro, *Les Échanges littéraires entre Paris et New York à l'ère de la mondialisation*, étude citée.

promotion : les listes de diffusion, page facebook pour les ouvrages, twitter, comptes rendus et blogs. Mais ce sont surtout les comptes rendus dans les revues scientifiques qui assurent aux livres une visibilité sur le long terme et les constituent en ouvrages de référence pour la discipline et au-delà.

Parmi les activités promotionnelles, les interventions publiques de l'auteur pour présenter, discuter l'ouvrage sont très prisées par les éditeurs. L'action des services culturels de l'Ambassade de France est importante à cette étape, du fait qu'ils aident à financer la venue de l'auteur, parfois en partenariat avec les universités auprès desquelles ils tentent de susciter des invitations (voir encadré), à côté d'autres activités de valorisation comme la participation à l'organisation d'événements et de manifestations (par exemple, le festival Walls and Bridges organisé à New York par la Villa Gillet en 2013 pendant dix jours et qui incluait des débats, des lectures et des performances dans les domaines des arts, de la littérature, de la philosophie et des sciences sociales[26]).

### Les tournées d'auteurs organisées par le Bureau du Livre français de New York

Entre 2009 et 2013, le Bureau du Livre français à New York a invité 30 auteurs de non-fiction pour des tournées, dont deux à deux reprises (Bernard Stiegler et Dominique Kalifa). Sur ces 30 auteurs (voir la liste ci-dessous), on compte 6 femmes (soit 20 %). Ce sont pour la plupart des chercheur-e-s en sciences humaines et sociales (seuls 4 sont écrivains ou essayistes), représentant une variété de disciplines (philosophie, histoire, anthropologie, sociologie, science politique, critique littéraire, histoire de l'art, cinéma), mais les philosophes arrivent largement en tête (10, soit un tiers de l'ensemble), suivis des historiens (6). Les thématiques sont diverses, mais on y retrouve des sujets suscitant un grand intérêt dans le monde académique américain, notamment la religion (en particulier l'islam) et les questions de genre. À côté de quelques aînés biens connus du public américain, comme Stiegler et Todorov, on trouve de jeunes chercheurs comme Elsa Dorlin, Olivier Godechot et Julie Ramos, une bonne partie des autres ayant entre 40 et 50 ans. Cette rapide analyse montre le double souci du Bureau du livre de s'adapter à la demande et d'introduire de nouveaux auteurs. La participation à la promotion des livres traduits (qui concernait au moins un tiers de ces invitations) s'inscrit clairement dans le premier objectif. La baisse du nombre de tournées en 2013 (3 contre entre 6 et 10 les années précédentes) est due à une réorganisation de la stratégie pour adosser ces tournées à des thématiques et des manifestations, comme, dans le domaine des sciences humaines et sociales, le lancement d'un programme avec le Collège international de philosophie, et un cycle sur les revues françaises et américaines prévu pour l'automne 2014.

| 2009 | 2011 | 2012 |
|---|---|---|
| **Elsa Dorlin** | **Albert Dichy** | **François Noudelmann** |

26 http://www.villagillet.net/en/portal/walls-and-bridges/

| | | |
|---|---|---|
| **Emmanuel Guibert** | **Christophe Bertossi** | **Guillaume Leblanc** |
| **Olivier Godechot** | **Denis Lacorne** | **Laure Adler** |
| **Pap Ndiaye** | **Frédéric Worms** | **Michel Agier** |
| **Dominique Kalifa** | **Jean-Christophe Bailly** | **Olivier Wieviorka** |
| **2010** | **Jean-Pierre Filiu** | **Stéphane Beaud** |
| **Bruce Bégout** | **Lucie Ramos** | **2013** |
| **Christophe Bertossi** | **Nicolas Tenzer** | **Bernard Stiegler** |
| **Dominique Kalifa** | **Olivier Abel** | **Christian Delage** |
| **Éric Hazan** | **Pauline Peretz** | **Joëlle Zask** |
| **François Dosse** | **Bernard Stiegler** | |
| **Judith Revel** | **Tzvetan Todorov** | |
| **Olivier Abel** | | |

Les tirages, négociés jusqu'à présent lors du contrat, demeurent assez faibles (entre 400 et 1 000 en couverture reliée, entre 600 et 2 000 en couverture brochée), sauf lorsqu'il s'agit d'ouvrages pour lesquels les espérances de vente sont élevées (jusqu'à 10 000), sans que celles-ci se vérifient toujours. La vente de 1 000 exemplaires est considérée comme un bon résultat, il est rare qu'on dépasse les 2 000 exemplaires (mais certains titres atteignent 5-6 000 exemplaires). Toutefois, la principale caractéristique des ouvrages des sciences humaines et sociales est qu'ils continuent à se vendre sur la durée du contrat de cession. Ce sont des ouvrages à rotation lente, visant un public spécialisé et ciblé, mais qui est susceptible de se renouveler, surtout quand le livre entre dans un programme d'enseignement. Nombre de ces ouvrages sont appelés à devenir au moins des ouvrages de référence, au mieux des classiques de la discipline, processus auquel leur traduction en anglais contribue par la consécration qu'elle représente en soi, comme nous l'avons évoqué en introduction.

S'il tient en bonne partie à des raisons économiques dues à la crise que traverse l'édition académique depuis les années 1990, le relatif désengagement des presses universitaires dans les traductions du français ne se réduit pas à cette conjoncture. Il est aussi l'effet de la « globalisation » qui, dans le sillage de la déconstruction, a relativisé l'importance de la production européenne, avec le courant *postcolonial* et celui des *Subaltern Studies.* Si, sous ce rapport, on observe dans l'édition en sciences humaines et sociales une tendance comparable à celle que nous avons constatée dans l'édition littéraire, la production française des années 1960-1970, en grande partie « classicisée » sous l'étiquette de la *French Theory* au cours de son importation aux États-Unis, demeure une référence majeure qui est l'équivalent de l'existentialisme en littérature. En outre, les sciences humaines et sociales produites en France ne souffrent pas du même discrédit que la littérature française contemporaine, stigmatisée dans l'édition commerciale comme formaliste et narcissique. Au contraire, elles continuent

à susciter l'intérêt, le respect et la curiosité de la communauté académique, de façon évidemment variable selon les disciplines et les spécialités. La quête incessante de nouveaux « noms » en témoigne (la question nous a souvent été posée). Mais à côté de ce phénomène auctorial, une grande diversité de titres paraît en traduction aux États-Unis, même si elle est loin de refléter la richesse de la production française. Il faudrait analyser séparément les obstacles propres au monde académique à une meilleure circulation des idées entre les deux pays. L'un d'eux est certainement le format des articles de revues, qui font que les chances d'un universitaire français de publier dans une revue scientifique américaine de sa discipline sont très faibles. La politique de traduction de revues françaises en anglais mise en œuvre par le CNL ne palliera pas cette défection, tant que ces revues ne feront pas partie de l'univers de références des chercheurs américains[27]. Étant donné l'importance déjà relevée de la circulation des personnes, une des stratégies de l'Institut français et des services culturels de l'Ambassade de France pourrait être de favoriser la venue d'auteurs en amont de la publication d'une traduction, dès la sortie d'un ouvrage en français, ou simplement lorsque l'auteur a déjà à son actif quelques articles ou chapitres d'ouvrages publiés en anglais. L'expérience montre que cette première réception auprès d'un public francophone aux États-Unis favorise le tissage de liens et l'insertion dans des réseaux. De même, la subvention de recueils d'articles, ne correspondant pas nécessairement à un ouvrage en français, pourrait être un moyen d'introduire un auteur et de le rendre plus visible sur la scène américaine, la publication de ce type d'ouvrage étant plus courante outre-Atlantique. Enfin, nous espérons avoir montré que l'action concertée avec le monde académique est, dans ce domaine, un impératif incontournable, du fait même du mode de fonctionnement des presses universitaires et des logiques qui président à la circulation des idées et des productions en sciences humaines et sociales.

### Les lauréats du programme *French Voices*

**2013**

Bernard Debarbieux et Gilles Rudaz, *Les Faiseurs de montagne*, CNRS Éditions (2010), University of Chicago Press (à paraître)

Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Gallimard (2005), University of Chicago Press (2013, traduit par Janet Lloyd)

**2012**

Ivan Jablonka, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus*, Seuil (2012), sans éditeur américain (traduit par Susannah Dale)

Laure Murat, *L'Homme qui se prenait pour Napoléon*, Gallimard (2011), University of Chicago Press (à paraître fin 2013, traduit par Deke Dusinberre)

Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle Raison du Monde : essai sur la société néolibérale*, La Découverte (2010), Verso Books (à paraître, traduit par Gregory Elliott)

Sylvie Lindeperg, *« Nuit et brouillard ». Un film dans l'histoire*, Odile Jacob (2007), University of Minnesota Press (à paraître 2013, traduit par Tom Mes)

27 Yves Gingras et Sébastien Mosbah-Natanson, « Les sciences sociales française entre ancrage local et visibilité internationale », *European Journal of Sociology*, vol. 51, n°2, 2010, pp. 305-321.

**2011**

Antoine de Baecque, *L'Histoire-Caméra*, Gallimard (2008), Columbia University Press, (2012, traduit par Ninon Vinsonneau & Jonathan Magidoff)

Antoine Lilti, *Le Monde des salons : sociabilité et mondanité à Paris au XVIIIe siècle*, Fayard (2005), Oxford University Press (à paraître, traduit par Lydia Cochrane)

Elisabeth de Fontenay, *Sans offusquer le genre humain*, Éditions Albin Michel (2008), University of Minnesota Press (2012, traduit par William Bishop)

**2010**

François Bon, *Daewoo*, Fayard (2004), sans éditeur américain (traduit par Alison Dundy & Emmanuelle Ertel)

Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Zizek, *Démocratie dans quel état ?*, La Fabrique (2009), Columbia University Press (decembre 2010, traduit par William McCuiag)

Stéphane Lacroix, *Les Islamistes Saoudiens*, PUF, 2010, Harvard University Press (2011, traduit par George Holoch)

Marylène Patou-Mathis, *Mangeurs de Viande*, Plon-Perrin (2009), sans éditeur américain (traduit par George Holoch)

Marc Crépon, *Vivre avec : la pensée de la mort et la mémoire des guerres*, Hermann (2008), University of Minnesota Press (à paraître, traduit par Michael Loriaux)

**2009**

Emmanuelle Saada, *Les Enfants de la Colonie*, La Découverte (2007), University Of Chicago Press (2012, traduit par Arthur Goldhammer)

Louis-Georges Tin, *L'Invention de la culture hétérosexuelle*, Éditions Autrement (2008), MIT Press (2012)

Henri Atlan, *Les Étincelles de Hasard, Tome 1, Connaissance spermatique*, Seuil (1999, 2003), Stanford University Press (novembre 2010, traduit par Lenn Schramm)

François Dosse, *Gilles Deleuze et Félix Guattari*, La Découverte (2007), Columbia University Press (2010, traduit par Deborah Glassman)

Marie-Monique Robin, *Le Monde selon Monsanto*, La Découverte (2008), The New Press (2010, traduit par George Holoch)

**2008**

Bruce Bégout, *Lieu Commun*, *Le Motel américain*, Allia (2003), Otis Books/ Seismicity Editions, (2010, Colin Keaveney)

Père Patrick Desbois, *Porteurs de Mémoire*, Lafond (2007), Palgrave MacMillan (2009, traduit par Catherine Spencer)

Samir Kassir, *Histoire de Beyrouth*, Fayard (2003), University of California Press (2010, traduit par Malcolm Debevoise)

**2007**

Jean Starobinski, *Les Enchanteresses*, Seuil (2008), Columbia University Press (2008, traduit par G. Jon Delogu avec une préface de Victor Brombert)

Maurice Blanchot, *Écrits Politiques*, Éditions Léo Scheer (2003), Fordham University Press (2010, traduit par Paul Zakir)

**2006**

André Comte-Sponville, *L'Esprit de l'athéisme*, Albin Michel (2006), Viking (2007, traduit par Nancy Huston)

Malika Zeghal, *Les Islamistes marocains*, La Découverte (2005), Markus Wiener (2008, traduit par George Holoch)

## Annexe : Traduire le *Dictionnaire des Intraduisibles*

### *Jill McCoy*

Des « Intraduisibles », chaque langue en a, et dans le domaine de la philosophie, ils abondent. En allemand, français, arabe, italien, russe, et grec, on peut citer respectivement *Geist, aimer, sharia, stato, pravda, logos*… Pour reprendre les termes du linguiste Benveniste, les mots pris dans la « différence commensurable des langues » sont le sujet de l'ambitieux *Vocabulaire européen des philosophies*, alias le *Dictionnaire des intraduisibles*, publié en 2004 à Paris chez Seuil/Le Robert sous la direction de Barbara Cassin, directrice de recherche au CNRS. Comme ses titre et sous-titre le suggèrent, l'objectif de l'ouvrage est de répertorier et définir les termes clés du lexique philosophique. Dans la plupart des cas, puisque ces termes viennent de langues très diverses, cela implique aussi de traduire les intraduisibles, bel oxymore dont la contradiction constitue la matière même de l'ouvrage.

Même s'il est fait de traductions, le *Dictionnaire* est un ouvrage en français, et traduire le dictionnaire lui-même – c'est-à-dire, changer sa métalangue – est un tout autre projet rajoutant des niveaux de complexité. Dix ans après sa publication, l'ouvrage fait l'objet de traductions, adaptations, et déclinaisons dans plusieurs langues, européennes et non-européennes : en arabe, en espagnol, en portugais, en persan, en ukrainien et en russe. Les versions roumaines et anglaises seront bientôt achevées.

C'est Peter Osborne, éditeur de *Radical Philosophy*, la revue britannique de philosophie fondée en 1972, qui est à l'origine du projet de traduction anglaise du *Dictionnaire*. Le projet s'impose comme un moyen de remettre en question une tradition philosophique anglo-américaine trop obstinément analytique, vue souvent comme fermée à la « critical theory » et indifférente aux différences de langues. Un *Dictionnaire* en anglais serait non seulement une arme contre le « nationalisme ontologique » et la domination croissante du *globish*, cet anglais simplifié, il serait aussi un moyen de « réécrire » l'histoire de la philosophie pour le monde anglophone en embrassant la question de la langue et de la théorie.

Routledge, la maison d'édition américaine initialement intéressée par le projet, regimbe désormais. Une autre possibilité se dessine : après deux évaluations positives de la part de lecteurs extérieurs et avec l'approbation du comité interne, Princeton University Press (PUP) décide d'entreprendre une édition du livre en langue anglaise, l'imaginant en termes d'un « *blue chip project* ». Le livre paraîtrait dans *Translation/Transnation*, la collection dirigée par Emily Apter au sein de PUP. Apter, professeur de français et de littérature comparée à NYU, spécialiste des problèmes de traduction, et auteur de *The Translation Zone : A New Comparative Literature* (PUP, 2005) et *Against World Literature : On the Politics of Untranslatability* (Verso, 2013), en serait un des éditeurs. Apter travaillera avec Jacques Lezra, professeur d'espagnol, portugais et littérature à New York University, et Michael Wood, qui est le Charles Barnwell Straut Class of 1923 Professor of English and

Comparative Literature à Princeton University. PUP a puisé dans son propre budget afin de débloquer les 100 000 dollars nécessaires au financement de la publication. Plus tard, les presses seront remboursées à hauteur de 60 000 dollars, en partie par l'Union européenne et en partie par le Centre national du livre (CNL), ce dernier accordant à PUP jusqu'à 30 % du coût total de la traduction. Le *Dictionary of Untranslatables : A Philosophical Lexicon* paraîtra en *hardcover* au prix de 65 dollars l'exemplaire. Il n'y a pas de version électronique prévue, le Seuil ayant refusé d'en céder les droits numériques.

Traduction et adaptation, car à chaque fois que le *Dictionnaire* est traduit, il s'agit d'une nouvelle entreprise tenant compte d'un monde intellectuel et culturel différent, avec un lectorat particulier. Les *Dictionnaires* sont à la fois des livres et des aventures, des *data-mined objects* ouverts au commentaire et issus de la recherche scientifique contemporaine. Dix ans se sont écoulés depuis la parution de la version française, il faut donc procéder pour la version anglaise à une importante mise à jour. Le *Dictionary of Untranslatables* reprend certaines entrées du *Dictionnaire*, mais elles sont souvent réécrites ou adaptées. Des imprécisions dans l'original sont également corrigées. De toutes nouvelles entrées y voient le jour : « *Subject* », par exemple, apparaît, alors que « multiculturalisme », présente dans la version française, disparaît. « *Mitmensch* » et « *neighbor* » deviennent deux entrées distinctes. L'entrée « perruque » (« *wig* » en anglais) reste, mais elle est entièrement remaniée. « *Homo sacer* », notion politique de Giorgio Agamben qui décrit l'homme soumis au pouvoir souverain, est également rajoutée, ainsi que « *planetarity* », une entrée écrite par Gayatri Spivak, figure majeure de la critique littéraire et des *Subaltern Studies* aux États-Unis. Une notice « *Media* » a également été introduite. La version américaine compte, au total, une quinzaine de nouvelles entrées. La philosophie analytique reste très peu présente dans le dictionnaire, et les grands noms de la philosophie empiriste britannique sont rarement mentionnés. Pas de Locke, pas de Hobbes, pas de Charles Darwin non plus – certains auteurs phares de la science sont effectivement absents. Selon Emily Apter, c'est un raisonnement plutôt « méditerranéen » qui prévaut ici, inspiré du monde intellectuel français.

Presque 400 contributions, anciennes et nouvelles, sont signées par 150 philosophes et écrivains tels Judith Butler, Daniel Heller-Roazen, Ben Kafka, Kevin McLaughlin, Kenneth Reinhard, Stella Sandford, Robert J. C. Young, ou Alain Badiou, Charles Baladier, et Emmanuel Faye du domaine français. Quant à la traduction des entrées rédigées en français à l'origine – celles parues dans la version publiée par Seuil en 2004 – ainsi que des nouveaux articles écrits dans des langues autres que l'anglais à l'occasion de la nouvelle publication (« praxis » d'Étienne Balibar, par exemple), ont fait appel à un groupe de traducteurs expérimentés dont Jeffrey Mehlman (traducteur de Laplanche, Derrida, Lacan, Blanchot, Vidal-Naquet, entre autres) et Steven Rendall (Le Goff, Bénabou, de Certeau, Genette, Doubrovsky). Les trois éditeurs prennent en charge la relecture des entrées selon une division de l'alphabet en trois parties. En plus de l'attention soigneuse que les trois éditeurs prêtent à chaque entrée, le manuscrit entier est sujet à un « *copy-*

*editing* » méticuleux par PUP. La maison d'édition américaine a également insisté pour qu'un index général ainsi qu'une bibliographie soient rajoutés au volume.

Ses éditeurs espèrent que Le *Dictionary of Untranslatables* sera « utilisé » comme le livre de référence qu'il est : un lexique pour étudiants, chercheurs, et lecteurs généraux curieux de découvrir l'histoire multilingue des idées qui forment le socle de la philosophie. Pour Emily Apter, il aidera à sensibiliser les étudiants à ce qu'est la traduction. Quand ceux qui n'ont jamais pensé, par exemple, que « plaisir » chez Freud pourrait être autre chose que « *pleasure* », découvriront « *Lust* », tout un monde nouveau s'ouvrira…

La parution de la version anglaise du Dictionnaire, cet ouvrage-cartographie des « différences philosophiques », devrait coïncider avec la conférence annuelle de l'American Comparative Literature Association en 2014.

# Chapitre 2

# Au marché des idées. Les enjeux de la traduction du livre savant français au Royaume-Uni

***Marcella Frisani***

- **Les médiateurs**
- **Le marché éditorial britannique**
- **Du « buzz » au festival**
- **Annexe : Polity Press, le premier importateur de sciences humaines et sociales françaises**

Pour cartographier l'espace de circulation des idées et des œuvres en français vers le marché britannique de la traduction, l'étude suivante se focalise sur trois catégories de médiateurs, relevant des champs intellectuel, éditorial et institutionnel. La première partie débute par l'analyse d'une fraction de l'espace intellectuel britannique, située à l'intersection des champs universitaire, artistique et politico-activiste. Elle se termine sur la participation des opérateurs publics aux échanges intellectuels, à travers les actions d'incitation à la traduction. La deuxième partie se concentre sur l'espace éditorial britannique à travers l'étude d'une population de dix éditeurs. Les logiques prévalant aux pôles de l'édition commerciale (*trade*) et à but non lucratif (*non-profit*) seront étudiées afin de mieux définir où et comment la production intellectuelle française trouve sa collocation, avec un succès parfois inégal. La troisième partie aborde le processus de circulation des ouvrages sous l'angle des pratiques adoptées par les éditeurs. Elle présente les difficultés que la production française contemporaine en sciences humaines et sociales rencontre sur ce marché. La conclusion dégagera des pistes de réflexion pour aider à orienter les stratégies de l'action publique, en vue de favoriser la diffusion des livres savants français au Royaume-Uni[28].

28 Nous remercions les éditeurs, les traducteurs et les universitaires britanniques qui ont bien voulu nous accorder de riches et longs entretiens. Nous remercions également le conseiller culturel, la directrice du Bureau du livre et les volontaires internationaux sur poste à l'IFRU entre 2011 et 2013 pour leur soutien et leur collaboration lors de cette enquête.

## Les médiateurs

La frange du champ intellectuel britannique étudiée ici constitue un réservoir de spécialistes, de traducteurs et de lecteurs qui, à des degrés différents d'implication, favorisent le transfert d'ouvrages français vers le marché britannique de la traduction. Le monde académique représente pour les éditeurs de sciences humaines et sociales un marché premier qu'ils associent de façon proche à leurs projets. En tant que lieu dédié à la production et à la transmission du savoir, l'université occupe une position prééminente dans l'économie du commerce d'idées[29]. Les liens entre le monde savant et l'édition sont organiques dans la mesure où les éditeurs rendent la recherche publique, c'est-à-dire connaissable, par un « acte » de publication, dont les universitaires dépendent pour pouvoir remplir les conditions d'avancement de carrière qui leur sont imposées[30]. Inversement, le champ académique constitue pour l'édition une ressource intellectuelle ainsi qu'un débouché essentiel. En effet, c'est dans les campus d'université que les éditeurs savants britanniques recrutent des auteurs et des « découvreurs » d'auteurs, des directeurs de collection, des lecteurs-sélecteurs à impliquer dans le processus d'évaluation par les pairs (*peer-review*), des rédacteurs de critiques, des traducteurs, et les spécialistes siégeant dans les comités d'acquisition de leurs maisons d'édition. C'est en particulier dans les départements de *French Studies*, *Modern and Contemporary European Philosophy, Art* et *Sociology* que la pensée critique française est étudiée et transmise. La cartographie des lieux les plus actifs dans l'importation de la pensée reste à faire, mais on peut d'ores et déjà signaler que les centres de recherche les plus engagés dans l'étude de la « *Contemporary European Philosophy* », par exemple, sont concentrés dans les aires périphériques (Kingston University, Surrey University, West England University basée à Bristol, Dundee en Écosse), quand les institutions centrales situées à Londres, Oxford et Cambridge semblent moins s'y intéresser.

Par ailleurs, nombreuses sont les collaborations qui se tissent entre champ éditorial et champ artistique par l'intermédiaire du champ académique. Toujours préoccupés d'anticiper, réguler et minimiser le risque financier lié à leurs entreprises, les éditeurs savants s'évertuent à définir des stratégies de multi-positionnement pour dépasser le seul périmètre du lectorat universitaire. Avec leurs responsables des acquisitions et leurs chefs de service du département marketing, ils s'efforcent de capter un public « citoyen », en misant sur les dispositions intellectuelles et avant-gardistes des acteurs du champ artistique. En effet, les questionnements engagés pendant les dernières cinquante années par les intellectuels et les philosophes

29 Louis Pinto (dir.), *Le Commerce des idées philosophiques*, Bellecombe-en-Bauges, éd. Du Croquant, 2009.

30 John Thompson, « L'édition savante à la croisée des chemins », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°164, 2006, pp 93-98.

français[31] fournissent un corpus théorique, capable de nourrir le débat esthétique sur le rôle de l'art et sur la manière de le faire agir politiquement[32]. En témoigne la collection « *Thinkers for Architects* », publiée chez Routledge, sous la direction d'Adam Sharr, professeur d'architecture à l'Université de Newcastle et responsable éditorial de la revue *Architectural Research Quarterly*. La collection compte 7 volumes parus jusqu'en 2011 ; on y retrouve entre autres *Deleuze et Guattari for Architects, Foucault for Architects, Irigaray for Architects, Bourdieu for Architects, Derrida for Architects, Merleau-Ponty for Architects*. À ce corpus se réfèrent non seulement artistes, théoriciens, architectes et urbanistes, mais aussi d'autres catégories professionnelles intermédiaires, comme les galeristes et *curators* d'institutions[33], qui les utilisent en tant qu'arguments d'autorité pour des formes variées d'expérimentation. La contribution de ce milieu (que les acteurs nomment *art worlds*) à la diffusion de la pensée française est loin d'être inconnue ou sous-estimée par les éditeurs. Une observation rapide de certains lieux de diffusion de la production en sciences humaines et sociales ne fait que confirmer ces liens : les ouvrages en traduction de penseurs français dominent largement les étagères des librairies spécialisées des institutions prestigieuses d'art contemporain telles que la Tate Modern, l'ICA (Institute of Contemporary Art) ou le RIBA (Royal Institute of British Architects). Ces points de vente constituent à la fois une vitrine et un canal indépendant de diffusion de la production intellectuelle française, susceptible d'atteindre un lectorat averti. Les auteurs sont également invités à présenter leur réflexion dans ces lieux d'art.

Enfin, les débats intellectuels ayant leur origine en France peuvent rencontrer en Angleterre l'intérêt d'un public politisé. Celui-ci est formé surtout d'activistes, de représentants des collectifs de base *(grassroots collectives)*, de dissidents se situant en marge du Labour Party et de la gauche blairiste de la troisième voie, dépourvus d'affiliation institutionnelle ou de lien à un parti politique spécifique. Les éditeurs engagés (ou *radical*) qui s'adressent à ce public[34], évoquent un lectorat plutôt proche de la gauche marxiste et révolutionnaire, impliqué dans les mouvements de critique de la globalisation et dans des campagnes aussi diverses que la lutte pour « la solution deux-États pour la Palestine », la défense de l'éducation publique et laïque ou les protestations anticapitalistes organisées par le mouvement « Occupy London » en 2011. « *We have an activist-engaged campaigning readership. [Our readers] would have higher education, but are very embroiled in campaigns around Palestinian independence or a two-state solution* », nous explique la responsable d'une maison indépendante. La

31 L'université américaine a catégorisé cette production sous le label de « *French Theory* », alors qu'au Royaume-Uni elle est désignée comme « *continental philosophy* » ou bien « *critical theory* ».

32 Voir Sarah Wilson, *The Visual World of French Theory : Figurations*, Yale University Press, 2010.

33 Entretien avec un directeur de collection d'une maison indépendante de taille moyenne.

34 On n'a pas pu vérifier dans le cadre de cette enquête dans quelle mesure une telle démarche ne serait que le résultat d'une représentation que les éditeurs se font de leur lectorat.

notion de *crossover*[35], usitée dans le milieu éditorial anglo-américain, indique cet effort de toucher un public artistique et avant-gardiste, ainsi qu'un lectorat politico-activiste (voir encadré).

Il reste à souligner l'absence, ou la quasi-absence, d'agents de médiation investissant le secteur des sciences humaines et sociales, sur le modèle des agents et des scouts littéraires. « *To put it bluntly, the money is not there for the agent* », nous explique un directeur de collection de sciences humaines et sociales chez Oxford University Press, le marché du livre savant étant trop étroit pour qu'un agent puisse en tirer profit. Il est cependant possible que des agents s'y intéressent soit pour défendre des titres à visée commerciale (*trade*), soit pour investir dans un auteur qu'ils représentent déjà et qui souhaiterait proposer un travail à épaisseur académique. Parmi les exceptions, on peut citer l'agence Susanna Lee Associates. Elle représente Tzvetan Todorov pour certains titres, dont par exemple *Freedom Against Democracy*, publié par Polity Press en 2012.

Un état des lieux concernant les soutiens, nationaux et internationaux, institutionnels et privés, dont le secteur peut bénéficier, fournit un autre éclairage quant aux conditions de circulation de cette production intellectuelle. Tout d'abord il convient de rappeler que les structures publiques n'interviennent que faiblement dans la vie culturelle britannique. Les relations entre le monde intellectuel et artistique d'une part et l'État d'autre part sont régulées par le principe de l'*arm's length*, la distance à longueur de bras à interposer entre les deux. Par ailleurs, à la différence de la littérature contemporaine, les ouvrages en sciences humaines et sociales traduits ne bénéficient pas d'un soutien de l'Arts Council ou de l'English PEN. Si les organisations quasi non-gouvernementales britanniques (*quangos*) ont reconnu la traduction comme enjeu essentiel en ce qui concerne les échanges littéraires[36], il n'en va pas de même pour les échanges intellectuels. Rares sont les titres de sciences humaines et sociales en traduction du français soutenus par l'English PEN Award « Pen Translates ». Il s'agit souvent d'essais ou d'ouvrages plutôt « *mainstream* », destinés à un large public. On peut en citer deux : Samir Kassir, *Being Arab* (trad. Will Hobson), London, Verso, 2006 ; Frédéric Gros, *A Philosophy of Walking* (trad. John Howe), London, Verso, 2013. Il faut signaler aussi l'absence de fondations privées, françaises ou britanniques, engagées dans le soutien de projets de traduction, contrairement à ce qu'on peut observer aux États-Unis (voir chapitre 1).

Le marché représente donc « une instance majeure d'évaluation et de hiérarchisation des biens symboliques », pour reprendre une formule

---

35 Sur la disparition des frontières entre édition académique et édition commerciale voir Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121-122, 1998, pp.109-118 ; en particulier p. 114.

36 Marcella Frisani, « L'invisibilité de la "contemporary fiction" en langue française dans le marché britannique de la traduction » in Gisèle Sapiro, *Traduire la littérature et les sciences humaines. Conditions et obstacles*, Paris, DEPS, Ministère de la Culture et de la communication, 2012, pp.109-136.

de l'historien Christophe Charle[37]. Or le marché éditorial britannique est caractérisé par l'abandon du prix fixe du livre (*Net Book Agreement*)[38], par l'irruption de nouveaux concurrents tels que les supermarchés et les opérateurs numériques, par la disparition progressive de la librairie indépendante au profit des chaînes. C'est dans un tel contexte extrêmement compétitif que les agences nationales chargées de la coopération culturelle au Royaume-Uni, jouent un rôle incontournable. Une étude des formes de soutien institutionnel, mis à disposition par les agences étatiques œuvrant sur ce territoire, s'impose alors afin de comprendre l'économie du marché britannique de la traduction. Ce chapitre ne se penchera que sur l'apport de la France.

Deux ministères se partagent la tutelle sur cette « économie des aides à la traduction » qui permet aux ouvrages de sciences humaines et sociales d'être soutenus. Il s'agit du ministère de la Culture et de la Communication (pour une vision d'ensemble de son action, voir chapitre 4) qui en a confié la gestion au Centre national du livre (CNL), opérateur au statut d'établissement à caractère administratif. Le deuxième, sur l'action duquel se concentre ce chapitre, est le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE dorénavant) et son opérateur délégué, l'Institut français, établissement public à caractère industriel et commercial. La création de cet opérateur en 2010 est l'aboutissement d'un processus commencé en 2006 et qui a vu son prédécesseur, Culturesfrance, reprendre les missions de l'AFAA (Association française d'Action Artistique, constituée en 1922) et de l'ADPF (Association pour la diffusion de la pensée française à l'étranger). L'Institut français s'est vu confier par décret le développement de l'action culturelle extérieure de l'État, suite à une vaste réforme qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2011[39]. Concernant de façon spécifique la mission dans la mise en œuvre de la politique du livre à l'étranger, cet opérateur poursuit des programmes déjà existants et en propose de nouveaux. Le programme d'aide à la publication (PAP), inauguré au début des années 1990 par le ministère des Affaires étrangères, demeure un instrument fondamental par lequel l'État mise sur la traduction comme l'un des axes structurant sa stratégie d'influence dans le monde. Il est constitué de deux volets : l'un concernant l'achat de cessions de droits (sur budget central dégagé auparavant par le MAE et désormais par l'Institut français à Paris) et l'autre portant sur les aides à la traduction (programme géré localement, sur crédits déconcentrés, financés par les postes diplomatiques). Pour ce qui concerne ce dernier, le programme « Anthony Burgess », du nom de l'auteur d'*Orange mécanique* et traducteur du *Cyrano de Bergerac* d'Edmond Rostand[40], est spécifique au Royaume-

37 Christophe Charle, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, coll. « L'univers historique », Seuil, 1996, p. 229.

38 Le *Net Book Agreement*, datant de 1850, était un instrument de régulation du prix de vente d'un ouvrage. En 1995, la lutte entre éditeurs et secteur de la vente, cristallisée autour du prix du livre, s'est terminée par l'abandon de cet accord et par l'introduction du prix fluctuant.

39 Décret n°2010-1695, du 30 décembre 2010.

40 Edmond Rostand, *Cyrano de Bergerac*, traduit par Anthony Burgess, London, Hutchinson, 1985 ;

Uni. Institué en 1993, il vise à « accompagner le risque éditorial »[41] des éditeurs britanniques qui investissent dans la traduction d'ouvrages français. La gestion du programme, ainsi que du budget destiné à son financement, sont confiés au directeur du Bureau du livre de Londres, agissant sous l'autorité du conseiller de coopération et d'action culturelle, lequel cumule la fonction de directeur de l'Institut français du Royaume-Uni. Le Bureau du livre de Londres est l'une des 30 implantations dans le monde chargées de mettre en œuvre localement la politique de promotion du livre français. La présence de ce dispositif dans la capitale britannique permet d'« assurer le contact avec un éditeur [anglais] », de « mener un travail de veille sur l'évolution de l'édition française et de l'édition britannique », d'« avoir une intelligence de marché », d'organiser des rencontres avec des auteurs, de monter des festivals[42], de promouvoir les débats d'idées. Cette présence permet également de mieux relayer les efforts de prospection des services de cession de droits des éditeurs français et leur assurer une efficacité dans leurs démarches à l'export. En même temps le Bureau du livre de Londres encourage les nouveaux entrants du marché britannique de la traduction, souvent de petits éditeurs indépendants, en se portant garant de leur sérieux auprès de l'édition française. L'aide à la traduction permet ainsi aux éditeurs débutants de bâtir un catalogue et de créer également le prétexte pour des relations durables de confiance.

Entre 2002 et 2011, le PAP Burgess a pris en charge jusqu'à 30 % du coût de production d'un total de 250 ouvrages en traduction anglaise tous genres confondus, parmi lesquels 111 dans la catégorie des sciences humaines et sociales[43].

**Tableau 1 : PAP Burgess : Nombre de titres et d'éditeurs britanniques aidés par an, au regard du budget annuel (2002-2006)**

| Année | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | TOTAL 2002-2006 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total titres aidés | 26 | 27 | 25 | 21 | 24 | 123 |
| Total éditeurs aidés (UK) | 16 | 18 | 18 | 18 | 15 | 85 |
| Total budget (£) | £ 20,000 | £ 25,000 | £ 27,000 | £ 26,750 | £ 27,000 | £ 125, 750 |

*Source : Bureau du livre, Institut français du Royaume-Uni, Londres*

Pendant la période 2002 et 2006 un budget de £ 125,750 a permis de soutenir un total de 25 ouvrages au titre du PAP Burgess, dont ont bénéficié entre 15 et 17 éditeurs britanniques par an.

---

nouvelle édition, London, Nick Hern Books, 1991.

41 Entretien avec un directeur du Bureau du livre de Londres.

42 *Ibid.*

43 Enquête de terrain réalisée par Marcella Frisani dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie (CESSP-EHESS), concernant la diplomatie française du livre au Royaume-Uni, dirigée par Gisèle Sapiro, en cours de réalisation.

**Tableau 2 : PAP Burgess : Nombre de titres et d'éditeurs britanniques aidés par an, au regard du budget annuel (2007-2011)**

| Année | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | TOTAL 2007-2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total titres aidés | 27 | 20 | 22 | 24 | 34 | 127 |
| Total éditeurs aidés (UK) | 13 | 15 | 16 | 13 | 21 | 78 |
| Total budget (£) | £ 25,500 | £ 30,400 | £ 26,100 | £ 30,400 | £ 35,000 | £ 146,900 |

*Source : Bureau du livre, Institut français du Royaume-Uni, Londres.*

Dans la période 2007-2011, on observe une hausse du budget affecté au PAP Burgess. Une somme totale de £ 146,900 a été dépensée pour soutenir la traduction vers l'anglais de 127 ouvrages en dix ans. On peut observer que 21 éditeurs ont bénéficié de cette aide en 2011, contre 13 en 2007.

**Tableau 3 : Nombre de titres de sciences humaines et sociales soutenus par le PAP « Anthony Burgess », par année (2002 – 2011)**

| Année | Titres soutenus |
|---|---|
| 2002 | 17 |
| 2003 | 15 |
| 2004 | 11 |
| 2005 | 7 |
| 2006 | 10 |
| 2007 | 16 |
| 2008 | 7 |
| 2009 | 9 |
| 2010 | 10 |
| 2011 | 9 |
| Total | 111 |

*Source : Bureau du livre, Institut français du Royaume-Uni, Londres.*

La lecture de ces données, correspondant à une période de dix ans, montre deux pics. En 2002, dix ans après la mise en place du programme « Burgess », 17 titres de sciences humaines et sociales ont été soutenus, suivi d'une autre hausse en 2007, avec 16 titres. On observe cependant une diminution autour de 40 % du nombre de titres aidés depuis 2008, alors que le nombre total d'ouvrages aidés reste constant[44].

44 Cette base a été réalisée à partir des données Burgess fournies par le Bureau du livre de Londres. Les titres de fiction et non-fiction ont été séparés des titres qui rentrent plus spécifiquement dans la catégorie des sciences humaines et sociales. Un travail ultérieur, mené sur chaque titre ayant fait l'objet d'un dépôt à la British Library, a permis de vérifier que la mention Burgess figurait effectivement sur la page de copyright, condition pour l'obtention du financement. N'ont donc été retenus au final que les titres de sciences humaines et sociales (à l'exclusion des autres ouvrages de non fiction) portant la mention Burgess (y compris ceux cumulant une aide du CNL).

Interrogés en entretien sur cet infléchissement, les agents qui se sont succédés sur le poste de Londres ont tendance à donner deux types de réponses. Certains évoquent la personnalité du directeur du Bureau du livre qui orienterait les décisions, en fonction de sa trajectoire intellectuelle. À des chefs de service attentifs aux sciences humaines et sociales, ont succédé des directeurs plus tournés vers l'actualité éditoriale littéraire. D'autres y voient l'expression d'une baisse d'intérêt des éditeurs savants britanniques pour les sciences humaines et sociales françaises. Il demeure toutefois difficile de trancher en l'absence de données sur les demandes déposées. Néanmoins, ces fluctuations concernant la part des traductions dans le secteur des sciences humaines et sociales ne semblent pas ébranler la foi dans la validité du programme d'aide à la traduction. Les attachés et les conseillers culturels interviewés n'hésitent pas à le défendre[45], en le qualifiant de « fer de lance », « nerf de la guerre » ou même « notre raison d'exister ».

Certes, l'intervention du Bureau du livre de Londres en faveur de la valorisation de la pensée française contemporaine est loin de se limiter au rôle de « bailleur de fonds » à l'adresse des éditeurs britanniques savants. Son action s'articule aussi à une importante programmation d'événements, visant à promouvoir les échanges intellectuels, tout en exploitant le support logistique exceptionnel dont dispose l'Institut français dans la capitale britannique[46]. En effet, à côté des programmes d'aide à la publication, le « débat d'idées » représente l'autre axe de la stratégie de diplomatie culturelle de la France à l'extérieur (voir Annexe 4). Parmi les projets réalisés par le Bureau du livre de Londres grâce au Fonds d'Alembert, on peut citer le cycle de conférences « Les dialogues du centenaire », organisé entre 2010 et 2011 à l'occasion du centième anniversaire de l'Institut français de Londres.

Il faut mentionner aussi les échanges entre professionnels et experts français et britanniques sur des questions spécifiques au marché du livre, menés en collaboration avec le Bureau international de l'édition française[47]. Se déroulant dans les locaux de l'Institut français de Londres, sous forme de journées à thème, ces événements ont concerné le secteur du livre d'art (journée franco-britannique du livre d'art, en 2008), celui du livre art de vivre (journées franco-britannique du livre art de vivre, 2011), celui de la littérature pour la jeunesse (journée franco-britannique des éditeurs de jeunesse, en 2012)[48]. L'édition savante en sciences humaines et sociales n'a pourtant pas

---

45 Bureau du livre-Institut Français du Royaume Uni, Ambassade de France à Londres, *Pour un audit de la bourse Burgess. Comparaison entre les chiffres de ventes et les montants des aides Burgess (1997-2003)*, février 2004.

46 La salle de cinéma, les salons, la bibliothèque-médiathèque, le bistrot, ainsi que l'auditorium du Lycée.

47 Le BIEF (Bureau International de l'Edition Française), ayant un statut d'association selon la loi 1901, est un opérateur facilitant les rencontres professionnelles et les échanges entre éditeurs français et étrangers lors des salons et des foires du livre autour du monde. Il réalise des catalogues regroupant la production des éditeurs français qu'il représente (les éditeurs « adhérents du BIEF »), à promouvoir dans une quinzaine de salons du livre qui se tiennent annuellement dans le monde entier. Le BIEF réalise en outre des études par pays, ciblées sur des secteurs et des marchés nationaux, afin d'aider les éditeurs français à finaliser leur prospection.

48 Cette journée s'est tenue le 23 novembre 2012, dans le cadre de la cinquième édition du « South

fait jusqu'à présent l'objet d'un investissement de ce type au Royaume-Uni. En revanche le BIEF a réalisé en 2012 un catalogue collectif en anglais et en français présentant une sélection d'ouvrages proposés par les éditeurs français de sciences humaines et sociales et de droit, pour accompagner la présence des responsables de droits étrangers à l'occasion des foires du livre dans le monde.

## Le marché éditorial britannique

D'après l'estimation du Syndicat national de l'édition, 222 titres ont été cédés vers le marché éditorial britannique en 2010[49]. Les sciences humaines et sociales (30 titres cédés) arrivent en troisième position, derrière la bande dessinée (78 titres) et la fiction (50 titres), loin devant la littérature pour la jeunesse (18), les livres d'art (15), et les essais d'actualité (14). Rappelons que ces données ne concernent que les cessions, et donc excluent les ouvrages tombés dans le domaine public, c'est-à-dire les classiques, qui représentent une part significative des traductions littéraires et de celles en sciences humaines et sociales.

**Tableau 4 : Nombre de titres cédés à des éditeurs britanniques, par catégorie (2010)**

| Catégorie | Nombre titres cédés |
|---|---|
| Actualités, essais, documents | 14 |
| Bande Dessinée | 78 |
| Beaux Livres-Art | 15 |
| Fiction | 50 |
| Jeunesse | 18 |
| Pratique | 11 |
| Sciences Humaines et Sociales | 30 |
| STM | 3 |
| Religion-Spiritualité | 3 |
| Total titres cédés | 222 |

*Source : Syndicat National de l'Édition, repères statistiques-international, 2010-2011*

Qui sont les éditeurs britanniques qui achètent, de façon plus ou moins régulière, les droits étrangers pour la langue anglaise d'ouvrages français en sciences humaines et sociales ? On distinguera trois types d'éditeurs : les « *radical publishers* » (petits éditeurs indépendants à but lucratif), les *academic publishers* ou éditeurs savants à but lucratif, et les presses universitaires à but non lucratif. Les indicateurs dont on tiendra compte pour leur analyse sont les suivants : l'année de fondation, le lieu de résidence, le

Ken Kids Festival », organisé par l'Institut français de Londres (21-25 novembre 2012).

49 Les données ici reportées dépendent des déclarations rendues par les éditeurs au Syndicat national de l'édition.

statut légal de l'entreprise, la présence d'*imprints* (« marques »), le contrôle du capital financier, la « visée globale », la production annuelle, le portfolio de revues. On s'intéressera aussi à leur identité, leurs modèles organisationnels, leur économie, leurs stratégies de survie. On notera enfin comment les éditeurs jouent avec les catégories d'« *independent* », « *academic* » ou « *trade* » afin de brouiller les pistes et toucher le public le plus large possible. Il ne s'agira ici pas tant de constituer des classifications rigides, ou arbitraires, que de prendre comme critère de classement les catégories que les éditeurs eux-mêmes utilisent pour s'auto-identifier.

## Les « radical publishers »

La première étude de cas présentée ici porte sur la situation de trois éditeurs indépendants dits « *radical publishers* », investissant le marché du livre savant, politiquement engagés et affichant une identité critique : Verso, Pluto Press, Zed Books. Ils s'auto-définissent « *radical publishers* » et ils sont actifs dans le paysage britannique depuis presque quarante ans. Le terme « *radical* » évoque l'engagement, l'action, l'urgence, le militantisme, le progressisme, l'autonomie, la volonté de créer un impact, la vocation à provoquer le changement, à fournir une alternative. Bref, il signale d'emblée une prise de position qui se forme à partir d'un refus de l'*establishment* et de son inertie. Revendiquant leur statut d'indépendants dans un paysage éditorial de plus en plus concentré autour des grands groupes, à cheval entre l'édition savante, militante et généraliste, ces éditeurs ciblent un public intellectuel, qu'ils repèrent de préférence dans les campus universitaires ou bien dans la galaxie militante de gauche. « *We're basically a political publisher, so it's international progressive politics, radical left-wing politics. Our main market is academic.* ». Leur engagement vis-à-vis de la traduction est variable : Pluto Press et Zed Books traduisent des titres ciblés, sans vraiment avoir un programme spécifique de traduction. Verso, la plus ancienne parmi ces maisons, mène une véritable politique d'acquisition des titres étrangers, grâce aussi à la présence de l'un de ses responsables d'acquisitions à Paris.

Verso – c'est-à-dire « l'autre page », par opposition à « recto » – est une maison d'édition née de la *New Left Review*[50], revue créée dans les années 1960, sur le modèle de la revue française *Les Temps Modernes*. Animée par la volonté de mettre en œuvre une opération de renouvellement de la culture intellectuelle britannique de gauche, considérée « *étriquée, provinciale, anglo-centrique* », la *NLR* a procédé à une véritable injection d'auteurs français, italiens, allemands. « Un programme systématique de traduction de textes des penseurs de ce qu'on appelle "le marxisme occidental", des gens comme Althusser, Sartre ; en Italie ils étaient très liés à l'équipe autour de "Il Manifesto" », explique en entretien un directeur de collection. Cette approche tournée vers la traduction, demeure présente chez Verso. Basée à Londres,

50 Son histoire date des années 1970 quand cette maison est fondée en tant qu'*imprint* de la *New Left Review*, une revue créée en réaction aux faits de Budapest en 1956 et résultant de la fusion en 1960 de deux revues préexistantes (*The New Reasoner* et *Universities and Left Review*).

mais ayant aussi des filiales à New York, cette maison publie 80 titres par an en couverture souple et à prix réduits. Son catalogue affiche de grands noms de la pensée mondiale contemporaine. Parmi les auteurs traduits du français on retrouve des valeurs (économiquement) sûres comme Jean Baudrillard, Régis Debray, Paul Virilio, Henri Lefebvre. Plus récemment, Alain Badiou occupe le front de la scène avec douze titres : à côté d'ouvrages à épaisseur plus philosophique (tels qu'*Ethics. An Essay on the Understanding of Evil* ; *Wittgenstein's Antiphilosophy ; Pocket Pantheon)*, on trouve des textes à visée politico-militante (tels que *The Communist Hypothesis ; The Meaning of Sarkozy ; The Rebirth of History. Times of Riots and Uprisings ; Philosophy for Militants)*. Jacques Rancière figure aussi parmi l'un des auteurs les plus traduits par Verso, avec sept ouvrages publiés dont le dernier, *Aisthesis, Scenes from the Aesthetic Regime of Art* (cédé par Galilée, traduit par Zachir Paul, lecteur à l'Université de Chicago), a été sélectionné parmi les quatre « *Recent Highlights* » placés en première page du catalogue de l'automne 2013. Affichés aux catalogues de l'été et de l'automne 2013, on trouve également un titre d'Alexandre Kojève (*The Notion of Authority*, cédé par Gallimard, dans la traduction de Hager Weslati, lectrice en Media et Cultural Studies, à l'Université de Kingston), un de Razmig Keucheyan (*Left Hemisphere*, cédé par La Découverte, traduit par Gregory Elliott), un ouvrage co-écrit par Alain Badiou, Éric Hazan et Ivan Segré (*Reflections on Anti-Semitism*, cédé par Lignes/La Fabrique, traduit par David Fernbach), un livre sur la société néolibérale par Pierre Dardot et Christian Laval (*The New Way of the World*, cédé par la Découverte, traduit par Gregory Elliott), un mémoire de Daniel Bensaïd (*An Impatient Life*, cédé par Stock, traduit par David Fernbach), et le dernier livre du philosophe et élève d'Althusser Étienne Balibar (*Identity and Difference*, cédé par le Seuil, traduit par Warren Montag, professeur d'anglais et de littératures comparées à l'Occidental College de Los Angeles) dont Verso a publié déjà cinq titres, ainsi qu'une traduction inédite du célèbre texte d'Althusser sur les appareils idéologiques d'État (*On the Reproduction of Capitalism. Ideology and Ideological State Apparatuses*, cédé par les PUF, traduit par Geoffrey Goshgarian).

Pluto Press, basée à Londres, en activité depuis quarante ans, est une maison indépendante depuis 1979 et a un effectif de 11 personnes travaillant à plein temps. Son catalogue est centré sur les sciences sociales, avec un intérêt particulier pour les sujets d'actualité (Moyen Orient, Afrique du Nord), les études internationales, la culture numérique et les « *media studies* ». La part des traductions dans le catalogue de cette maison d'édition est non seulement faible mais également en baisse. Parmi les auteurs de langue française publiés on peut citer deux figures-phare du situationnisme, Guy Debord et Raoul Vaneigem, l'auteur de référence du postcolonialisme, Franz Fanon, et un sociologue spécialiste du monde arabe, Farhad Khosrokhavar. Tout en regrettant la difficulté à avoir accès aux débats qui ont eu lieu à partir de l'après-guerre dans le champ intellectuel « européen », à cause du manque de traductions (dans leurs mots : « *impossible to obtain* »), les responsables éditoriaux de Pluto Press, ont créé une nouvelle collection intitulée *Modern European Thinkers*, qui se veut une introduction à la pensée « européenne »,

avec des ouvrages sur Badiou, Guattari, Habermas. Leur publication permet de capitaliser sur les noms de ces auteurs et de jouer un rôle dans leur importation au Royaume-Uni, tout en contournant efficacement la traduction. Pluto Press est distribuée aux États-Unis par Palgrave Macmillan.

Zed Books, maison basée à Londres, publie de la pensée critique savante et politiquement engagée, pour un total de 55 ouvrages par an, en couverture brochée (*paperback*). Entreprise ayant un statut juridique de coopérative, employant dix personnes à plein temps (dont deux responsables d'acquisitions et deux stagiaires), elle prétend, dans son catalogue, avoir eu un impact sur des générations d'universitaires et d'activistes depuis trente ans. Bien que « *committed to international issues* » et « *promoting diversity, alternative voices and progressive social change* » comme on lit dans le catalogue 2012, la maison n'a pas de programme de traductions, et rares sont les collaborations avec le marché éditorial français. Parmi les auteurs français à son catalogue, on trouve des titres de Gilbert Songe (publié en France par les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques), Pascal Menoret et Sophie Bessis (La Découverte), Mohamedd Charfi (Albin Michel) et Esther Benbassa (Lattès).

La première propriété qui est volontiers mise en avant par ce groupe d'éditeurs lors des entretiens est l'identité critique, politique, ouvertement de gauche : elle constitue un véritable « blason », une marque de prestige, un capital symbolique très volontiers affiché. « *We range from anarchists to Trotskyists, to Marxists of the older stripe, to younger dissenters, you know, who have no necessarily specific affiliation with any group. We're very broad church left* », nous explique une responsable éditoriale de chez Pluto Press, caractérisant son lectorat, situé du côté de la gauche non-institutionnelle, d'une façon qui peut paraître presque exotique au pays du "libéralisme réel".

L'aspiration égalitaire de ces maisons « engagées », définit aussi leur mode de fonctionnement et le travail en équipe. Zed Books a un statut juridique d'entreprise coopérative : « *The company is collectively run by the employees. So, it's technically owned by the employees* », précise l'un des directeurs d'acquisitions, un ancien du conglomérat Random House. La maison Verso est décrite par un directeur de collection comme étant « *un collectif à caractère politiquement intellectuel* ». Or, plus ou moins visibles, plus ou moins avouées, les hiérarchies internes à ces organisations, ainsi que les possibles conflits et concurrences en leur sein, font l'objet d'un travail d'euphémisation. Le nombre d'interruptions lors des entretiens, ponctuées de tentatives d'explication (*we're not…, it means…, I mean…, in terms of…*), portent la trace de la censure, fruit d'un compromis entre un état réel et une condition idéalisée, entre le dicible et l'indicible, à laquelle oblige le discours officiel[51]. L'absence d'organisation hiérarchique, qui fait la réputation de ces maisons, est conforme à l'image alternative que les *radical publishers* veulent cultiver, permettant d'en définir l'identité par distinction, vis-à-vis d'une « structure d'entreprise classique ».

51 Entretien avec un directeur de collection d'une maison d'édition indépendante « critique ».

La longévité de ces entreprises indépendantes œuvrant au sein d'un marché très exposé aux aléas de la concurrence montre que l'édition « militante » peut apporter des profits aussi symboliques qu'économiques. Souvent mise en avant en termes de « résistance », elle prouverait que celle qui peut être considérée comme une « *unusual structure for a publisher* » est une alternative possible et légitime à l'édition « *corporate* » (celle des grands conglomérats). Le fait d'être une petite maison d'édition indépendante, est précisément vécu comme une force supplémentaire, la faiblesse d'une telle condition étant tournée en puissance. Par exemple, lors des entretiens, des éléments tels qu'une meilleure fluidité dans la communication interne, ou bien une capacité de prise de décision plus immédiate, sont mis en avant. Ces éditeurs engagés se tournent ainsi vers le management et l'efficacité pour justifier leur mode organisationnel et leur approche. Soigner une image « militante » permet également de s'attirer les auteurs les plus politisés ou les plus engagés dans une critique de gauche. Il s'agit donc aussi d'une identité à défendre auprès des auteurs, lesquels associent le nom de l'entreprise à une certaine ligne éditoriale et aux connotations qui l'accompagnent, en lui confiant leurs manuscrits et en la préférant à d'autres. Bref, l'engagement politique constitue pour les éditeurs « *radical* » un véritable capital symbolique à investir pour redoubler la mise.

Avant même qu'elles soient sollicitées, les références aux éditeurs français sont récurrentes lors des entretiens. L'édition française militante et indépendante fait par exemple l'objet d'éloges de la part de sa directrice éditoriale de Pluto, qui la trouve beaucoup plus engagée que l'édition britannique. Le modèle cité, qui émerge tout de suite lors de l'entretien, est celui de La Fabrique et de son fondateur Éric Hazan. Cette maison constitue une référence prégnante, dont l'épaisseur intellectuelle et la portée critique sont particulièrement admirées et suscitent un désir d'émulation mimétique : « *They've just got the most amazing list. It's a wonderful list, and I've yet to find a way of saying, 'Yes, let me do this'* ». C'est plutôt avec La Découverte que Pluto Press signe des contrats. Les mêmes maisons sont aussi citées par l'un des responsables chez Verso, lequel ajoute « les Prairies Ordinaires, les Éditions Amsterdam, La Fabrique, euh… La Découverte », faisant montre de connaissance plus fine de l'édition engagée.

L'évocation du travail des éditeurs français a également pour fonction de les faire réfléchir sur leur statut d'indépendants et sur leur capacité à s'engager dans un débat intellectuel par le biais de la publication de livres. Les affinités entre l'édition indépendante critique française[52] et les éditeurs britanniques à l'identité radicale, sont parfois confirmées par des liens non seulement professionnels, mais aussi personnels et amicaux. Pourtant, elles ne suffisent pas toujours à promouvoir des opérations de traduction conséquentes (voir *infra*). Les questions budgétaires sont sans cesse évoquées

52 Sophie Noël, *L'Édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, Paris, Presses de l'Enssib, 2012. Ce volume constitue une analyse très riche de la petite édition indépendante française. Nous nous y référons pour notre questionnement autour de la notion d'indépendance concernant les éditeurs britanniques.

à ce point et si l'édition française est admirée pour la force des idées qu'elle répand et pour la validité des enjeux auxquels elle pointe, il paraît improbable d'en faire autant en Angleterre. La question est vécue avec un certain malaise particulièrement chez un responsable de Pluto Press, lequel évoque la culture anti-intellectuelle anglaise, la sanction du marché et les habitudes de lecture du public anglo-américain, comme des forces mettant à l'épreuve tout défi politique ou philosophique.

Cela pousse à poursuivre cette analyse en interrogeant les conditions dans lesquelles il serait possible pour l'édition critique britannique de soutenir sur le long terme son *ethos*, au Royaume-Uni. Comment s'expriment les tiraillements entre l'engagement éthique qui anime ces entreprises et les lois de rentabilité qui les structurent et les règlementent ? Interrogé sur ces questions, un responsable éditorial d'une maison « *radical* » insiste en entretien sur le fait que leur démarche ne consiste pas dans l'accumulation de capitaux économiques : n'ayant pas à satisfaire les attentes d'actionnaires, leur compagnie n'a pas pour finalité de réaliser de gros profits. Sa taille étant tout à fait adaptée à leurs exigences, ils ne sont pas tentés de racheter le catalogue d'une autre maison. Ces explications, qui frappent quant à la clarté de leur position, sont bien en cohérence avec le profil du *radical publisher*, dont l'identité se modèle en opposition à celle de l'édition « *corporate* », plutôt installée dans la rente. Or, le terme de « *corporate publishing* », désignant une manière de faire de l'édition commerciale visant le profit et la rentabilité des titres publiés, est aussi utilisé pour discréditer les concurrents. « [Nom de la maison], c'est du '*corporate academic publishing'*, quoi. C'est… Ils n'ont aucun… investissement politique ou intellectuel dans ce qu'ils publient. Ils publient [des livres] parce que ça marche. Donc ils sont un peu comme un mini-Routledge ». Routledge, maison du groupe Taylor & Francis, est souvent citée en tant qu'exemple typique d'une approche toute tournée vers la maximisation du profit commercial pour un investissement intellectuel minimal.

Cependant, les discours d'engagement éthique sont accompagnés d'un nombre de considérations autour de la nécessité de tirer un profit de leurs publications, en particulier de chacune d'entre elles. « *All the books we buy must be the ones that make money* » : voilà le propos qu'un responsable éditorial nous a tenu en entretien. Il synthétise ainsi la lutte sans cesse engagée par les directeurs de collection de ces maisons « *radical* », entre la capacité de consécration de l'ouvrage selon les critères d'autonomie éditoriale, et le critère représenté par le marché, avec ses verdicts sans appel, avec ses sanctions perçues comme un faire-valoir attaché à une certaine publication. Une bonne dose de prudence et un esprit de subversion modéré constituent les principes de sélection des ouvrages à publier, lesquels se doivent de répondre à une demande préexistante. Ainsi chaque ouvrage, pour qu'il génère un chiffre d'affaires conséquent, doit pouvoir compter sur un lectorat bien affirmé et le plus large et transversal possible, en évitant des sujets trop « de niche » qui s'adresseraient uniquement à un public de chercheurs.

Une double identité émerge donc, à cheval entre le marché et l'édition savante. Si d'un côté ces éditeurs engagés veulent se montrer comme libérés

de contraintes (l'exaltation des valeurs du désintéressement), de l'autre côté les pratiques adoptées, sont orientées vers la recherche d'un certain succès, même modeste. Cette double identité est rendue sans ambiguïté par le responsable de Verso, lequel nous l'explique ainsi : « On est obligé d'exister commercialement …et avec une identité politique ».

## Les éditeurs savants au pôle de l'édition commerciale

Tout en étant des entreprises commerciales positionnées sur le marché du livre savant, Sage et Continuum-Bloomsbury Academic ne revendiquent pas la dimension critique et engagée.

Sage est une compagnie anglo-américaine, ayant son quartier général à Thousand Oaks, Los Angeles, en Californie, avec des bureaux à Londres, à Singapour, à New Delhi et à Washington D.C. Avec une valeur de marché cotée autour de £ 500 millions, la maison publie 700 revues spécialisées, qui produisent 80 % du revenu annuel, alors que la publication d'ouvrages, à raison de 800 volumes par an, sur 40 disciplines, couvre les 20 % restant. En dépit du fait que son capital est toujours sous le contrôle de sa propriétaire, Sara McCune, qui l'a fondée en 1965, Sage est un acteur global et bien loin d'être une entreprise familiale aux effectifs réduits. Employant jusqu'à 1 000 salariés, Sage dessert en priorité le marché anglophone. Les achats de droits de traduction vers l'anglais proviennent essentiellement des deux marchés leaders dans le secteur des sciences humaines et sociales, France et Allemagne, la part des traductions publiées du français étant dérisoire, avec deux ou trois ouvrages par décennie. Les ouvrages sont publiés en couvertures reliée et brochée et en format électronique.

Continuum fait partie de Bloomsbury Academic, marque sous laquelle la maison d'édition éponyme a rassemblé ses publications universitaires spécialisées dans les humanités, les sciences sociales et les arts visuels. Petite maison indépendante à l'origine, Bloomsbury a réinvesti dans l'édition universitaire le capital accumulé grâce au succès planétaire de la série Harry Potter. Depuis 2011, Bloomsbury Academic publie jusqu'à 1 100 titres par an, détient à son actif neuf marques différentes (Continuum, T&T Clark, Berg Publishers, Methuen Drama, Arden Shakespeare, Bristol Classical Press, Fairchild Books, AVA et Bloomsbury Academic). Elle possède en outre un portfolio de dix-huit revues. Continuum a été fondée en 1999, suite à la fusion des catalogues académiques et religieux de deux maisons : Cassell et The Continuum Publishing Company (créée à New York en 1980). Après avoir acquis le catalogue d'Athlone Press, ancienne maison prestigieuse, fondée en 1948 comme presse de l'Université de Londres (vendue ensuite à Bemrose Corporation en 1979), Continuum a repris en 2008 les opérations de Berg Publihers, maison fondée à Oxford en 1983 et spécialisée dans les domaines de l'histoire, de l'anthropologie, des *cultural studies* – en particulier mode et design. En 2011, la course de Continuum s'arrête quand son catalogue est racheté par Bloomsbury Academic. Son bestseller, *Politics of Aesthetic*s, un livre de 112 pages de Jacques Rancière, avec une post-face de Slavoj Žižek, publié d'abord chez Athlone et ensuite dans la série « Impact » chez

Continuum en 2006, s'est vendu à 7 000 exemplaires (chiffres 2010), ce qui est considéré comme un excellent succès pour ce type de production qui dépasse rarement les 1 000 exemplaires. En 2013 Bloomsbury a publié *Deleuze and Art* d'Anne Sauvagnargues, professeure de philosophie à Paris X, experte de l'œuvre de Deleuze. Le livre a été traduit par Samantha Bankston, lectrice de *Humanities* au Sierra Nevada College, États-Unis.

Le modèle économique incarné par ces deux maisons combine les atouts du marché des revues (que ces éditeurs produisent en grande quantité)[53] et du marché du livre savant. Cette spécificité garantit leur solvabilité, ce dont les petites presses indépendantes ne sont pas toujours en mesure de faire la preuve, un aspect qui ne les favorise pas dans la compétition pour acquérir les droits étrangers. Ces deux maisons peuvent également compter sur un système de diffusion dans le réseau international des bibliothèques publiques et des bibliothèques de départements universitaires. À cet effet leurs ouvrages sont publiés en couverture reliée.

Enfin, disposer d'une crédibilité *(credentials)* leur permettant de se positionner au niveau mondial est vital, afin d'apparaître comme des concurrents ambitieux dans le marché du livre universitaire. La « visée globale » de leurs entreprises, dont le succès est largement fondé sur la puissance de la langue anglaise dominante, est un aspect mis en avant comme une image de marque. Ces deux éditeurs, publiant entre 900 et 1 100 titres par an, ayant plusieurs marques dans leur organisation, gèrent leurs opérations à partir de divers pays. Leurs sièges sont installés surtout aux États-Unis et dans les capitales de certains pays asiatiques (Singapour, Hong Kong, New Delhi), alors que Berlin figure à côté de Londres dans le cas de Bloomsbury Academic, maison qui montre ainsi un intérêt à se positionner sur le marché européen du livre universitaire.

S'auto-identifiant comme « *academic* », ces entreprises s'efforcent d'évoquer le modèle éditorial des grandes presses universitaires de tradition ancienne, que sont Oxford et Cambridge, vouées à la recherche de l'excellence. Non seulement elles essayent de capitaliser sur l'image de sérieux scientifique que ces presses ont bâtie à travers les siècles, mais elles engagent aussi d'emblée une confrontation directe avec Oxford University Press et Cambridge University Press, visant à leur soustraire des parts de marché. S'apparenter au modèle fourni par les presses universitaires, permet aussi de prendre des distances avec l'édition ouvertement commerciale, symbolisée par l'éditeur Routledge, comme le déclare cet « entrepreneur d'idées », directeur de collection dans une maison d'édition savante :

> [Our company] is much less bureaucratic than Routledge, where I worked, which is now part of Taylor & Francis, a very big, international company which is really only interested in making money. [Our company] is not only interested in making money. It does produce ideas books. (Entretien n° 38)

En même temps, ces maisons savantes à visée commerciale se distinguent

53 George Monbiot, « Academic publishers make Murdoch look like a socialist », *The Guardian*, 29 August 2011.

des presses universitaires au statut juridique de *« charity »* c'est-à-dire d'organisations caritatives à but non lucratif qui ne sont pas censées réaliser du profit. Ce statut est accordé aux presses universitaires, souvent anciennes et prestigieuses, à condition qu'elles poursuivent une mission qui serve le bien commun. De fait, détenir un tel statut représente, d'après les concurrents, une condition privilégiée, notamment au niveau fiscal, sur laquelle il n'y a pas de consensus[54]. Il en découle de récurrentes polémiques concernant le critère définissant le bien commun et les moyens par lesquels son respect est soumis à contrôle. Le statut de *charity* constitue ainsi un paramètre contre lequel ces éditeurs savants peuvent affirmer leur indépendance et se distinguer. Outre la taille, ils se différencient des précédents par l'absence de la connotation militante et engagée qui distingue les *radical publishers*, au profit d'une approche scientifique « neutre » et non-politisée qui serait garante de sérieux.

L'indépendance éditoriale est toujours mise en avant comme valeur au pôle de l'édition commerciale et revendiquée tant par l'édition académique à but lucratif que par les éditeurs radicaux. Cela impose que l'on questionne ce que la notion d'indépendance désigne pour ces acteurs, comment ils se l'approprient et de quelle fonction ils l'investissent. Tenter d'avoir un éclairage sur cette question s'avère également important pour les finalités de l'action publique qui, par le biais des aides à la traduction, vise à soutenir les maisons d'édition indépendantes, plutôt que les grands groupes. Prenons le cas de Bloomsbury Academic : bien que son capital soit coté en bourse, elle s'auto-définit indépendante, un statut confirmé par les pairs qui en 2013 lui ont attribué le prix de l'Independent Publishers Guild du meilleur éditeur indépendant académique et professionnel. « *We are a leading international academic publisher, unconstrained by the conflicting interests of conglomerate ownership or a single academic institution* », déclarent-ils dans le nouveau site web qui reconstruit l'historique de la maison[55]. Une responsable éditoriale de Continuum, interviewée avant que cette dernière maison ne soit rachetée par Bloomsbury Academic, en décrivait le statut d'indépendant en utilisant un discours assez similaire. Son « indépendance » aurait été assurée, d'un côté, par le fait d'être une maison non liée à une fondation universitaire unique et, de l'autre, par le fait que la *private equity firm* qui la possédait (Nova Capital Management) n'avait aucun intérêt dans le secteur éditorial, ce qui lui aurait permis de garder un certain degré d'autonomie :

> We are an independent publisher of humanities and education titles. We publish around 500, 600 books a year within our specialist areas and for academics and students specifically. We do some general trade publishing as well, particularly in religion, but most of our publishing is for an academic audience. […] We're independent of any academic body… or any larger publishing organisation. A lot of competitors you will find are small publishers but owned by a bigger publishing group. So, for example, Routledge are an academic publisher, similar sort of size and similar sort of publishing to what we do, but they are owned by a much bigger

54 Jessica Shepherd, « Freedom of the presses », *The Guardian*, 17 avril 2007.

55 www.bloomsburyacademic.com

> organisation called Taylor & Francis. They in turn are owned by a bigger group. So, it's much more corporate in that sense. We are part-owned by a private equity firm [Nova Capital Management, n.d.r.] who have no other publishing interest at all. So, in that sense, we are independent. (Entretien n° 50)

L'indépendance représenterait ainsi un enjeu de luttes, opposant le pôle de l'édition commerciale (représenté par les éditeurs *radical* et *academic*), en concurrence avec le pôle de l'édition à but non lucratif (représenté par les presses universitaires). D'un côté, les presses universitaires constituent le prototype de l'édition savante légitime contre lequel se façonne l'identité des nouveaux venus sur le marché du livre savant, comme Bloomsbury Academic, qui revendique son indépendance à la fois financière et vis-à-vis des institutions académiques. De l'autre côté, ces éditeurs savants, tout comme les éditeurs engagés, revendiquent leur indépendance et leur modèle éditorial, vis-à-vis d'une logique de marché qu'ils jugent comme tournée uniquement vers le profit et que les groupes et les conglomérats représentent.

Il y a un dernier aspect qu'il faut encore souligner : c'est le rapport aux institutions et aux aides publiques. En effet l'indépendance se mesure aussi vis-à-vis des soutiens publics. Il n'est pas rare par ailleurs de rencontrer des éditeurs qui font de la mise à distance des institutions un argument pour se distinguer de l'édition « assistée » par le pouvoir étatique. Or, en aucun moment les éditeurs britanniques du pôle commercial n'évoquent cette question, en situation d'entretien, lorsqu'il s'agit de présenter leur condition d'« indépendants ». Pourtant les données relatives au programme Burgess montrent que ces éditeurs du pôle commercial font largement appel aux soutiens provenant d'un marché des aides à la publication, afin de financer leurs opérations de traduction. Cet aspect ne semble pas constituer un enjeu par rapport à leur statut d'indépendants et il apparaît euphémisé lors des entretiens et dans les discours officiels.

Pour compléter cette étude sur les éditeurs du pôle commercial, on présente dans l'encadré qui suit le cas d'une maison généraliste, Seagull Books, nouvel entrant dans le marché anglophone. Fondée par Naveen Kishore en 1982 et basée à Calcutta (Inde), elle a ouvert des activités à Londres et à New York en 2005. Distribuée par University of Chicago Press, elle a à son actif un certain nombre de traductions du français en sciences humaines et sociales.

### Seagull Books. De Calcutta à Londres et New York, via Gallimard

« *The frames were not matching* ». C'est avec ces mots que Naveen Kishore, né en 1953, fondateur en 1982 de Seagull Books, raconte les débuts difficiles de son entrée dans le marché anglophone de la traduction, par la publication d'ouvrages made in Europe. « *Because I come from where I come from – Calcutta – suddenly it looked a bit strange* ». Il a fallu du temps et de la patience pour convaincre ses confrères, à Berlin comme à Paris ou à Milan, du fait qu'un Indien, installé à Calcutta, avait la capacité professionnelle et l'ardeur suffisants pour porter à terme des projets de traductions de l'allemand, du français et de l'italien. « *Once they'd begun to trust me, it led to not only being trusted but being almost protected. They've*

*all been very supportive and generous in terms of sharing information* », explique cet éditeur qui en 2013 a reçu la prestigieuse médaille d'or Goethe en reconnaissance de sa contribution à la diffusion de la culture allemande. Avec une expérience de vingt-cinq ans dans l'édition indienne et un fonds de trois cent ouvrages à son crédit (son « *Indian list* » comme il l'appelle), il est parti en 2005 ouvrir des « antennes » à Londres d'abord et ensuite à New York. Tout cela, rappelle-t-il, se passait à un moment où plusieurs éditeurs américains et britanniques allaient s'installer en Inde, découvrir les possibilités offertes par un marché anglophone émergeant. À contre-courant de cette tendance, il crée à Londres une entreprise éditoriale indépendante à responsabilité limitée et commence à bâtir un catalogue « international ». Se consacrer à l'importation de la littérature et des sciences humaines en traduction devient ainsi sa stratégie d'accès au marché mondial. « *Because we always follow our heart a lot, we can therefore afford being slightly whimsical. In this case we thought… it would be a bit tongue-in-cheek and ironic… what if we were in London and New York ?* ». Les choses sont venues petit à petit. D'abord la décision de ne pas exister en tant que « *an architectural reality* » comme Naveen l'explique, mais plutôt de s'approprier les moyens de la finance à distance et de travailler comme « *an independent tax-paying publisher incorporated in the UK with just a part-time account-person, a bank account*[56] *». « We would still be based in Calcutta, but the money you saved for the infrastructure you would use it for travelling, looking for interesting books to do* ». Sa maison d'édition produit aujourd'hui jusqu'à quarante titres par an. Elle contrôle les droits mondiaux pour la langue anglaise de certains ouvrages d'auteurs de renom tels que Paul Celan, Ingeborg Bachmann, Jean-Paul Sartre, Thomas Bernhard, Imre Kertész, Yves Bonnefoy, Mo Yan, Mahasweta Devi, Peter Handke and Hans Magnus Enzensberger. Sa *French list* compte trente-six titres, publiés dans l'espace de huit ans, dont trente dans la catégorie des sciences humaines et sociales. « *The first publishing house that I went to was Gallimard* », raconte-t-il en entretien, « *for no special, mysterious reason, just the fact that I had grown up on books that had been translated into English with the Gallimard name* ». Évidemment s'assurer les droits mondiaux en langue anglaise n'a pas été toujours facile. Mais Naveen a pu se prévaloir d'arguments convaincants pour motiver ses prétentions : « *I cannot buy rights just for India* », expliquait-il au début aux chargés de droits étrangers, « *but look at it this way : I am in truth giving you worldwide distribution … Most American presses promise you India, but they don't have regular distribution in India and are dependent on what Indian importers may order. [Also] I can promise you distribution in America and the rest of the world, because of our distributors The University of Chicago Press. Plus India because this is where I am based* ». Distribuée d'abord par Berg, Seagull Books a été obligée d'aller chercher un autre partenaire au moment où Bloomsbury Academic a racheté Berg. Depuis, sa diffusion est assurée par The University of Chicago Press, ce qui a permis à Seagull Books de devenir plus visible et d'acquérir une notoriété remarquable au niveau international. Au moment de son accès au marché éditorial européen, les propositions pour acquérir des livres arrivaient de la part des traducteurs. Parmi les plus anciens, Chris Turner. Traducteur de Virilio, Baudrillard et André Gorz, il a engagé avec Naveen un programme d'acquisition d'ouvrages de sciences humaines et sociales françaises à long terme. Ensuite, il a bénéficié des relations nouées avec les auteurs, qui le mettaient en relation avec d'autres auteurs. « *We don't "do*

56 Revisé par notre interviewé.

*books". We want to create a relationship* », explique Naveen « *We do Authors as against one off books* »[57]. Parmi les titres de sciences humaines et sociales les plus récents publiés dans la *French list*, on retrouve *Kafka. Angry Poet*, de Pascale Casanova, publié en France chez Seuil et traduit par Chris Turner, à côté de François Morin, *A World Without Wall Street ?* ; Frédéric Gros, *States of Violence* ; Gérard Mairet, *The Fable of The World* ; Pascal Quignard, *The Silent Crossing*. Mais le projet de Naveen ne s'arrête pas là. Fort d'une longue expérience éditoriale et avec l'appui du gouvernement norvégien, il a monté en 2012 une école d'édition à Calcutta. Périodiquement, des acteurs bien connus de l'édition française sont invités à dispenser des cours dans sa « School of Publishing » : Jennie Dorny, du bureau des droits étrangers chez Seuil, a été parmi les premiers intervenants avec Alan Thomas, responsable éditorial pour les sciences humaines et sociales chez The University of Chicago Press et Gayatri Chakravorty Spivak, professeure à l'Université de Columbia et traductrice. Anne-Solange Noble de chez Gallimard était là en janvier 2013, avec entre autres Ken Vissoker, responsable éditorial chez Duke University Press et Petra Christine Hardt, directrice des droits étrangers chez Suhrkamp Verlag. Pour terminer, il ne faut pas négliger le rôle que son catalogue joue dans l'ensemble de sa stratégie. Sorte d'objet d'art à collectionner, il est construit de façon à s'imposer et à ne pas disparaître dans les bureaux des responsables éditoriaux des maisons étrangères. Des auteurs sont aussi invités à écrire des paragraphes sur des thèmes spécifiques, comme par exemple « *Lost* » réalisé par Pascal Guignard. Son esthétique, soignée par son designer Suniandini Banerjee, est bien en accord avec le projet éditorial, simple et titanesque, mené par Naveen Kishore et son équipe[58].

## Les presses universitaires

Pour ce qui concerne le pôle de l'édition à but non lucratif (*non-profit)*, on présentera trois presses universitaires : d'un côté, Oxford University Press et Cambridge University Press (voir encadré) ; de l'autre, Edinburgh University Press. Les deux premières, plus anciennes, sont basées en Angleterre et ne publient que très rarement des traductions du français. La troisième, basée en Écosse, a obtenu le statut de *charity* (c'est-à-dire d'entreprise à but non lucratif) en 2004 et a récemment engagé une politique de traduction pour sa collection de philosophie, dans laquelle les sciences humaines et sociales françaises ont la part belle.

La spécificité des presses universitaires tient à leur identité complexe, combinant l'ethos d'une entreprise charitable à visée éducationnelle[59] avec les objectifs d'une entreprise éditoriale classique. Il s'agit d'un aspect important aussi sur le plan économique, puisque ce statut permet de bénéficier d'un régime fiscal d'exception. Au Royaume-Uni, les presses universitaires les plus anciennes et les plus prestigieuses, Oxford University Press et Cambridge University, occupent une position dominante sur le marché

57 Révisé par notre interviewé.

58 Judith Rosen, « The Art of the Catalogue », *Publishers Weekly*, 14 September 2012.

59 La plupart des presses universitaires britanniques appartiennent au secteur para-étatique. Il existe des exceptions comme par exemple Liverpool University Press. Le statut de *charity* est régulé par le *Charity Act 2006*.

académique.

L'histoire d'Oxford University Press, fondée en 1586, est étroitement liée à l'histoire de son université, à celle des élites que cette institution forme depuis toujours, ainsi qu'à celle de l'imprimé[60]. Oxford University Press (OUP) et Cambridge University Press (CUP) ont commencé leur expansion internationale à la fin du XIXe siècle, profitant largement de l'emprise impériale britannique. Elle inaugure ses premières opérations Outre-Atlantique en 1896 à New York[61]. L'un des symboles de la tradition intellectuelle britannique, OUP est la presse universitaire la plus grande à l'échelle globale, « ayant 50 filiales dans le monde entier, employant 5 500 personnes, publiant 6 300 titres par an, avec des ventes jusqu'à 110 millions de livres par an[62] » et possédant aussi une marque, Clarendon Press, qui publie des ouvrages académiques de prestige. La raison de son succès résiderait dans la diversification des ouvrages produits, ceux-ci couvrant le secteur de l'éducation (manuels et matériel didactique), les volumes de référence (dictionnaires) et un secteur à but lucratif, qui compense les risques du marché du livre savant. Les relations entre cette maison et le marché éditorial français sont plutôt faibles et rares sont les transactions et les projets de traduction qui voient le jour. Parmi les rares traductions publiées du français, on signale *Écrits de linguistique générale* de Ferdinand de Saussure, cédé par Gallimard, et sorti en 2003.

« *I think it's larger than Cambridge University Press and all the American university presses combined* », nous explique le directeur éditorial chargé d'une collection en sciences humaines, définissant le positionnement d'Oxford University Press relativement aux deux concurrents directs à l'échelle globale, l'un, situé en Angleterre, l'autre constitué, outre-Atlantique, par les presses universitaires américaines (voir chapitre 1). Oxford University Press est aussi un département de l'Université d'Oxford, l'une des plus anciennes universités du monde anglophone : « *The University of Oxford is the single shareholder, if you like. Formally Oxford University Press is a department of the university. So ultimately the future of the University Press is determined by the decisions and attitudes of the university itself* », nous explique notre interviewé, obligé de faire appel à des comparaisons avec l'édition commerciale ordinaire, afin de rendre plus explicite un modèle organisationnel qui semblerait assez distant par rapport aux pratiques qui dominent l'édition commerciale. La taille et la diversité de l'entreprise expliquent la difficulté, éprouvée par l'un des directeurs éditoriaux interviewés, à identifier et quantifier le nombre exact d'ouvrages qu'il publie par an : « *100 for academic [titles]. Trade [titles], if you add that in, that's probably another 25 books. If you add in reference works, that's more besides. So that gives you some sense of a scale* ». Oxford University Press arrive non seulement à amortir ses dépenses (« *to break even* ») mais

60 Michael Black, *A Short History of Cambridge University Press*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

61 John B. Thompson, *Books in the Digital Age*, Cambridge, Polity, 2005, pp. 89-90.

62 Voir le site officiel de l'Université d'Oxford : www.ox.ac.uk. C'est moi qui traduis.

aussi à produire un « *surplus* » annuel, à la hauteur de 30 %, qui est transféré à l'Université. « *We plough back our surpluses into projects that would otherwise not see the light of day* », nous explique l'un des responsables d'acquisitions chez OUP.

Les presses universitaires s'efforcent de conjuguer à la fois les logiques du champ académique et celles du champ éditorial, comme en témoigne leur fonctionnement. Pour ce qui concerne l'Université d'Oxford, des « *delegates* », c'est-à-dire un groupe de quinze universitaires, experts dans leur champ d'investigation, sont désignés par le vice-chancellier afin de représenter l'université d'affiliation et d'en défendre l'intérêt par le biais d'un secrétaire (*Secretary to the delegates*) qui fait office de *chief executive officer*. Les quinze ont le dernier mot quant au choix des ouvrages à publier : proposés par les responsables éditoriaux de la maison, leurs suggestions d'acquisition relevant du catalogue académique sont soumises à discussion lors de deux séances par mois. *"We are not the arbiters of what gets published, that is in the hands of the Delegates of the Press"*, nous a expliqué en entretien un directeur d'une collection de sciences humaines et sociales chez Oxford University Press. Un modèle semblable est en vigueur chez Edinburgh University Press : un comité formé de membres représentant le corps académique (ou « *press committee* ») approuve ou bien refuse les propositions de publication apportées par le comité éditorial des presses (ou « *editorial committee* »), sur la base d'un avis d'expert.

Edinburgh University Press, fondée en 1940, a été intégrée à l'université d'Edinburgh en 1992, et n'a obtenu son statut de *charity* qu'en 2004. Sur son site web, la maison s'auto-définit comme « *the premier Scottish publisher of academic books and journals* ». Il sera intéressant d'observer l'évolution de cet éditeur dans le cadre d'une hypothétique indépendance de l'Écosse, dont décidera le référendum en 2014. La maison, qui emploie vingt-cinq personnes et gère un portfolio de trente-neuf revues, a une production annuelle de 150 titres s'étalant sur douze disciplines. Depuis août 2013, Oxford University Press est chargée de la distribution de ses titres au Canada et en Amérique du Nord et du Sud, remplaçant désormais Columbia University Press.

Les années 2005 à 2007 ont marqué un tournant concernant la politique d'acquisition d'Edinburgh University Press vis-à-vis des sciences humaines et sociales françaises. Avec le départ d'un responsable de la collection « *Antiquities* », le baromètre penche désormais du côté de la philosophie dite continentale. Considérés trop risqués et peu rentables, les ouvrages d'histoire ancienne, que cet éditeur a publiés en traduction entre 1999 et 2007, ont été remplacés par des titres de philosophie. Dans le cadre de cette nouvelle stratégie d'acquisition, un livre de Tristan Garcia[63], *Foreign Object*, cédé

63 Romancier et philosophe, lauréat du Prix de Flore en 2008 pour son premier roman *La Meilleure part des hommes*, publié par Gallimard et sorti en traduction au Royaume-Uni en 2011 chez Faber and Faber sous le titre de *Hate : A Romance*, Tristan Garcia s'inscrit dans la voie du réalisme spéculatif (*speculative realism* en anglais). Il est proche de Quentin Meillassoux, auteur d'*Après la finitude. Essai sur la nécessité de la contingence*, publié en 2006 par le Seuil (collection « L'ordre philosophique ») avec une préface d'Alain Badiou et publié en anglais par Continuum (aujourd'hui Bloomsbury Academic), dans la traduction de Ray Brassier, professeur à l'Université américaine

par les PUF, sera publié en 2014, avec une introduction de Graham Harman, professeur à l'Université américaine du Caire.

### Edinburgh University Press. La navette entre comités

Le comité des presses (« *press committee* »), composé de treize professeurs universitaires, membres de l'Université d'Edinburgh, et son comité éditorial (« *editorial committee* ») sont les deux entités qui assurent le fonctionnement d'Edinburgh University Press. Les différentes logiques, culturelle et financière, que ces deux entités représentent, doivent s'harmoniser et s'accorder sur la base de projets éditoriaux à approuver, conformément aux normes de rigueur et de sérieux scientifique en vigueur dans l'univers académique. Il appartient aux directeurs de collection d'initier le processus d'acquisition, en sélectionnant les titres qui seront soumis à l'approbation du comité des presses. Or, loin d'être un jeu à deux, cette transaction implique un troisième acteur actif, bien que moins visible : les universitaires auxquels le comité éditorial s'adresse pour évaluer les propositions et les valider ou pas, lors de son « *peer review* » interne. En effet, une fois retenue la proposition d'un livre à traduire, qu'elle provienne d'un auteur ou d'autres sources, la phase suivante prévoit que celle-ci soit soumise à l'avis de deux experts « indépendants », qui doivent rendre un rapport de lecture. Si les avis sont positifs, les responsables des acquisitions préparent un dossier. Celui-ci contiendra les rapports de lecture, des informations financières, ainsi que des informations sur la contribution que l'ouvrage offre au champ disciplinaire spécifique. Il fera l'objet d'une discussion ouverte, lors d'une réunion mensuelle, réunissant autour de la table dans un premier moment le comité des presses et dans un deuxième moment le comité éditorial interne. C'est seulement si le comité des presses approuve les dossiers qu'il est possible de procéder à la signature finale d'un contrat pour acquérir les droits de traduction.

Pour terminer, les presses universitaires, considérées comme le haut lieu de l'édition à but non lucratif, mentionnent à tout moment la question de la rentabilité économique. « *Books on the list have to be expected to earn their keep. They have to be expected to break even, or better than break even* », nous explique un directeur de collection chez OUP. La manière dont se font les ajustements entre les dimensions symbolique, culturelle et économique, portées par les différents services et comités au sein des presses universitaires, reste à élucider. On se limitera à signaler que les questions financières sont tout aussi centrales au sein des presses universitaires, comme il ressort des discours sur les coûts de traduction. Bien qu'il s'agisse d'organisations à but non-lucratif, les sanctions du marché sont une préoccupation dont elles sont obligées de tenir compte.

---

de Beyrouth, au Liban.

## Cambridge University Press : un éditeur global

Gisèle Sapiro

Une des plus anciennes presses universitaires, Cambridge University Press, qui publie environ 1600 titres par an, dont les deux tiers en sciences humaines et sociales et arts, un tiers en sciences de la nature (sur lesquels 5% de manuels au total), a su évoluer avec son temps et s'adapter à la conjoncture de la mondialisation. Moins rentable qu'Oxford University Press, elle s'est néanmoins transformée en éditeur « global ». Le marché britannique ne constitue que 25% de ses ventes, 44% s'écoule aux États-Unis, où Cambridge a une antenne importante (dont proviennent un tiers des projets de publication), 31% dans le reste du monde. De même, la maison cède plus de droits en Asie (Chinois, Coréen, Mandarin) – qui totalise environ la moitié des cessions – qu'en Europe.

Les traductions ne représentent que la portion congrue de ces ventes à l'étranger : 2-3% de l'ensemble, estime le directeur éditorial de Cambridge UP. Il y a vingt-cinq ans, Cambridge University Press traduisait beaucoup du français : entre dix, douze et quinze titres par an. Aujourd'hui, ce chiffre est réduit à 2 ou 3 pour les auteurs contemporains, à quoi peuvent s'ajouter 2 ou 3 classiques. Cette diminution affecte aussi les autres langues : le nombre de titres traduits de l'allemand est tombé de 3 à 1, l'italien a quasiment disparu. Selon le directeur éditorial de Cambridge University Press, cette réduction tient uniquement à des raisons économiques. Les traductions subissent de plein fouet les conséquences de la fragilisation du secteur des sciences humaines, du fait du risque financier qu'elles impliquent et de leur faible rendement. Il y a pourtant bien eu quelques best-sellers en traduction comme *L'Esquisse d'une théorie de la pratique* de Bourdieu, ou quelques ouvrages historiques, notamment de François Furet, mais le succès est surtout du côté des classiques, Descartes, Voltaire, Diderot, Montesquieu. *L'Esprit des lois*, dont c'est la première traduction intégrale, se vend fort bien aux États-Unis notamment, du fait du rôle de Montesquieu dans le cadrage de la constitution américaine. Il en va de même pour les auteurs classiques allemands, Kant, Schopenhauer, Wittgenstein, Kierkegaard. Ces ouvrages libres de droits ne génèrent pas de profit pour l'édition française, mais attestent la présence intellectuelle de la tradition philosophique française dans le monde anglophone. Une édition de Condorcet par Steven Lukes et Nadia Ubinati est attendue… avec une vingtaine d'années de retard.

Mais pourquoi se donner le mal de faire traduire des livres en prenant des risques inutiles alors que tant de tapuscrits arrivent, de partout dans le monde, directement en anglais ? Ces projets de publication proviennent de plus en plus d'Europe : de chercheurs allemands, néerlandais, scandinaves qui ont choisi d'écrire directement en anglais ; les Français sont en revanche très peu présents dans ce genre d'initiative. La maîtrise de la langue est une condition de présélection, les ouvrages mal écrits en anglais sont d'emblée éliminés, car la maison n'a pas les moyens de faire du *rewriting*.

Le directeur éditorial ne cache pas son admiration pour l'édition française qui inscrit les sciences humaines et sociales dans le débat d'idées. Rien de tel au Royaume-Uni, où l'édition est touchée par l'anti-intellectualisme régnant. Certes, Cambridge fait des livres très « sérieux », mais sans les inscrire précisément dans le « débat », explique-t-il.

## Du « buzz » au festival

Le responsable chargé des nouvelles acquisitions doit être capable de se mettre à l'écoute du « *buzz* » afin de s'accaparer le bon auteur et le titre qui vont apporter prestige symbolique au catalogue et profit matériel à la maison d'édition. « *To be ahead of the game* », c'est la règle numéro un. Plusieurs stratégies de collecte d'informations se mettent en place : la lecture d'articles de revues pour dénicher les auteurs cités dans les notes en bas de page qui constituent une référence, est une phase souvent préliminaire. La fréquentation assidue de grandes conférences et colloques, ciblant des disciplines spécifiques, permet de localiser les valeurs montantes[64], « *who are the people to watch* » et de nouer des relations de confiance avec le monde académique. D'autres canaux alternatifs, tels qu'internet et les discussions ayant lieu dans les pages des blogs, sont aussi investis, permettant de reconstruire l'intérêt, « *the excitement* » pour un nouveau sujet, « *a new topic* », ou bien un nouvel auteur, « *a new thinker* », ou mieux « *a rising star* ». Bref, « *an interest is generated and a spiral grows from there* ».

Toutes ces situations présentent des indications pour des occasions à saisir rapidement afin de s'assurer les droits de traduction. La responsable d'acquisitions pour une collection de sciences humaines et sociales chez Edinburgh University Press qui nous a confié ce propos, est une jeune femme qui manifeste une vigueur particulière dans la manière de concevoir son rôle. Elle est bien déterminée à se creuser une place « *on the frontline* », à l'avant-garde de projets de traduction de jeunes auteurs français, qui seront les valeurs sûres du catalogue de ces presses universitaires. Pourtant, cette vision active du travail de responsable d'acquisitions n'est pas toujours de mise et la plupart des propositions de publication arrivent sur les bureaux des éditeurs par le biais d'autres auteurs déjà établis, avec lesquels la maison est déjà en rapport. Comme un responsable d'une maison savante indépendante, qui s'engage occasionnellement dans des projets de traduction du français, nous l'a confié :

> We wouldn't necessarily go and talk to a publisher and say, 'We've seen this book in French, we would like to publish it in English.' We react to what comes in to us, I suppose because we're in the lucky position that we have an awful lot of book proposals coming in to us anyway, I guess, from English speaking authors from around the world. (Entretien n° 43)

Les sollicitations provenant du marché éditorial français, par le biais d'envoi de catalogues ou des lettres circulaires par mail avec des informations

64 Enquêter sur les colloques et congrès auxquels les directeurs de collection participent, en vue de créer des contacts avec le monde académique, permet de se rendre compte des pratiques des acteurs ainsi que des règles de fonctionnement du marché des sciences humaines et sociales dans l'espace anglo-américain. On peut citer, parmi d'autres, le congrès annuel à New Orleans « The Middle East Studies Association » ou bien celui organisé par l'International Studies Association à San Francisco. Ils peuvent accueillir jusqu'à 6 000 participants, avec des communications étalées sur trois-quatre jours ; pendant ces congrès, les responsables d'acquisitions arrivent à enchaîner une trentaine de rendez-vous avec de potentiels auteurs. Voir infra p 102.

concernant les titres pour lesquels les droits sont disponibles, sont parfois prises avec circonspection.

> You wouldn't anticipate a real … something that is really… worth gold from that – do you know what I mean – because you would expect it's more a bidding situation. (Entretien n° 37)

S'agissant d'opérations de traduction, lesquelles rajoutent un coût de production supplémentaire, de telles suggestions requièrent une évaluation du risque assez stricte. Il est en effet important de savoir distinguer entre une situation d'enchères et une proposition d'acquisition d'un titre à valeur ajoutée, susceptible de constituer un investissement sur le long terme et qui combinerait profits symboliques et matériels. Cela ne va pas de soi, surtout si la personne chargée de prendre une décision est une nouvelle entrante qui n'a pas encore établi de liens très forts avec ses homologues à l'étranger, qui n'est pas très familière du marché éditorial français ou qui vient d'accéder au marché des achats de droits étrangers.

La manière d'approcher la recherche de nouveaux auteurs dépend aussi d'autres facteurs tels que la possibilité de lire l'original en français, de suivre l'actualité éditoriale en France, aussi bien que d'avoir une compréhension des débats intellectuels dans les deux pays. Cela implique non seulement de posséder des compétences professionnelles spécifiques ou des connaissances tout simplement linguistiques, mais aussi de connaître le monde académique, et en général le champ intellectuel, des deux pays. De ce point de vue l'action des agents du Bureau du livre-Institut Français de Londres peut se révéler utile afin de faire dialoguer toute la variété des interlocuteurs qui entrent en jeu dans ces échanges complexes (voir Recommandations).

Le marché académique, comme déjà avancé, joue un rôle crucial aussi dans le processus de sélection des ouvrages à retenir pour publication. Les ouvrages sélectionnés pour lesquels un processus d'acquisition sera mis en place doivent tout d'abord être conformes aux besoins des cursus et des séminaires programmés. « *Our publishing is becoming increasingly confined by course requirements […] the first thing our editorial board will ask is, "Where are the courses ?"* ». Savoir si l'ouvrage est susceptible d'être intégré dans les « *reading lists* », c'est-à-dire les ouvrages recommandés aux étudiants de premier, deuxième et troisième cycle, est essentiel. Le premier interlocuteur à cibler est le professeur universitaire, pour s'assurer qu'un certain ouvrage aura un marché captif. Le livre à sélectionner doit donc pouvoir compter sur une demande préexistante. « *It's no good us publishing books that are producing interesting ideas which 200 people buy, because we will go out of business* », comme nous explique le directeur d'une collection de sciences sociales d'une maison d'édition savante anglo-américaine de taille moyenne. Les autres livres, ceux qui introduisent de nouveaux éléments dans un débat critique, sont considérés comme un risque puisqu'ils doivent encore conquérir un vaste public. La seule exception est constituée par un ouvrage d'un auteur considéré « *a major figure* », un auteur au prestige international, « *who has an international platform* » et qui a déjà reçu l'attention des médias (voir chapitre 1). C'est autour de ces auteurs que les

enchères montent : « *We all want to publish him or her, because we know that those figures have market potential* ». Selon une autre éditrice d'une maison indépendante de taille moyenne, la traduction s'avère essentielle pour des ouvrages originaux d'auteurs de référence (*primary literature*), surtout dans le domaine de la « *Modern European Philosophy* ». Au contraire, un ouvrage de littérature secondaire ne sera pas évalué pour en acquérir les droits de traduction, car la production locale des commentateurs suffit à répondre à la demande, à laquelle elle est mieux adaptée.

> […] That very much raises your profile as being the publisher to watch the most exciting work that's coming out of France. Also, we want to be… the publisher of choice for contemporary continental philosophers, so for those who are writing the original text. It's like, you know, asking "Would you like to be the publisher of Immanuel Kant's books ?" Well, yes of course. [And], because you publish the original text, it also means you have the possibility to add in the dictionnaries, the introduction and the key concepts, as well. (Entretien n° 37)

Une fois le projet hypothétique identifié, la phase suivante consiste à en estimer les coûts et à vérifier la viabilité de la traduction. La règle d'or numéro deux est alors : « *To assess the risk first* ». Les directeurs d'acquisitions des maisons d'édition interrogés égrainent leur rosaire de discours désormais bien connus. « *Generally speaking, we cannot put any money at all into the translation ; so, that needs to be covered entirely by the author or a subsidy of some sort ».* Traduire un ouvrage comporte un coût additionnel en termes d'argent et de temps.

> Issues like translation can become so onerous, because you don't have as much time to work on each individual book ; that absorbs a lot of your time. It'd better be a good book that's going to sell a lot. (Entretien n° 38)

Il faut que le livre soit soutenu par une aide extérieure, car sa production peut s'avérer un luxe s'il n'arrive pas à s'imposer.

Parfois les acteurs s'appuient sur des arguments techniques et d'ordre managérial pour soutenir leur prise de position vis-à-vis de la traduction. L'organisation même de la maison d'édition, qui ne dispose pas d'un service spécifique pour les acquisitions de droits étrangers, ne peut qu'accroître les difficultés pressenties face à un tel projet, comme nous le fait remarquer le directeur d'une maison savante indépendante fondée il y a quarante ans.

Des aspects à la fois contractuels et financiers sont aussi évoqués, avec un certain nombre de critiques ayant pour objet les pratiques en vigueur au sein des départements de droits étrangers des maisons d'édition françaises qui négocient les cessions comme on le verra plus loin (voir aussi chapitre 4)

En revanche, la question de la « traduction » est rarement abordée en tant qu'enjeu intellectuel et culturel. Une telle indifférence surprend particulièrement lorsqu'on considère l'attitude de certains éditeurs indépendants qui se revendiquent d'une éthique militante et critique. Bien qu'ils se proclament « *radical* », ils sont pourtant récalcitrants vis-à-vis de la possibilité de publier des ouvrages en provenance d'autres marchés linguistiques. Or, un projet de traduction en sciences humaines et sociales naît de la volonté de décloisonner un débat intellectuel et représente un

défi particulièrement important pour des maisons d'édition à l'ambition critique. En même temps les dépenses que cette opération implique, calculées en termes de coûts vifs (payer un traducteur) mais aussi en termes de temps à y consacrer pour la recherche d'un titre et pour suivre le projet éditorial, sont prises en compte au tout début du processus d'acquisition. Autant d'éléments qui peuvent porter préjudice à la publication faute de financements à l'appui. La directrice éditoriale qui s'occupe de la gestion d'une maison « *radical* » basée à Londres, avoue qu'elle fait beaucoup moins de traductions qu'auparavant. Depuis le départ à la retraite de l'ancien propriétaire, ses nouvelles responsabilités en tant que co-propriétaire de la maison s'accordent mal avec la temporalité que la traduction impose. Aujourd'hui ses fonctions l'occupent beaucoup et elle ne peut consacrer que 20 % de son temps pour chercher de nouvelles acquisitions. Les fonctions de commande d'ouvrages sont de fait déléguées à d'autres agents de l'entreprise, qu'elle qualifie de « *plus jeunes, 20, 30 ans plus jeunes* ». Elle avoue ne pas les encourager à acquérir des traductions :

> My younger colleagues […] they're sort of 20 to 30 years younger. On the whole, they find negotiating their way through French language publishing, very difficult. I mean, I suppose maybe I've said too many times, 'Oh, you know, be careful.' You know, it's a lot of extra work. You have to be sure it's a really outstanding piece of work before we can feel comfortable or we'll make sense of it, so, maybe, I've disincentivised them, and, you know, that would be sad, and I will try to correct that. (Entretien n° 36)

Elle les met en garde quant aux difficultés propres à la traduction : des coûts plus importants à soutenir, des difficultés à obtenir des financements, des obstacles d'ordre bureaucratique dans les démarches à faire pour demander des aides à la traduction, etc. En un mot, plus de travail et plus de risques. Ainsi, une tradition que cette maison avait accumulée tend à se perdre, la culture de la recherche de textes en d'autres langues s'enlise et les compétences spécifiques que la publication d'ouvrages en traduction requiert ne sont pas transmises aux générations entrantes.

Les considérations commerciales et les contraintes économiques étant définies en amont, la traduction représente pour la plupart des éditeurs interpellés un « *stumbling block* », un obstacle. La viabilité du projet est estimée, et son financement est discuté (c'est le « *cost out* » du projet), en première instance. La décision de procéder à la négociation des droits est prise seulement en présence de garanties claires sur les capitaux à engager et sur les sources de financement disponibles. Elle peut rencontrer des difficultés déjà au stade du « *contract meeting* », une réunion des directeurs de collection qui se tient en présence des services finance et marketing, visant à discuter l'investissement à engager pour soutenir les publications envisagées. Utiliser un nombre d'indicateurs, permettant d'identifier les pour et les contre d'un projet, peut être un moyen pour minimiser les conflits entre directeurs de collections et départements. La question des ventes envisagées est au cœur du plus grand nombre de discussions et le consensus ne peut être obtenu que sur la base d'un projet « viable ».

Un livre de 400 pages est jugé trop long et sa taille peut constituer un élément de dissuasion : non seulement le coût de la traduction sera considéré comme impossible à soutenir, mais un ouvrage aussi long que pointu demandera également un effort de concentration considérable de la part du lecteur. Dans ces conditions, le titre a peu de chances d'être un succès, ni ne pourrait, pour reprendre l'expression anglaise, « *walk on its own legs* » (ce qui signifie littéralement : « marcher sur ses jambes »). Par conséquent, des stratégies doivent être élaborées du côté des éditeurs pour que leur lecteur-type puisse, d'une part, remarquer le titre et, d'autre part, s'engager à l'acheter, le lire, voire le commenter. Un responsable d'une maison d'édition savante, fort d'une expérience de vingt ans dans l'acquisition d'ouvrages français dans le secteur des sciences humaines et sociales, nous raconte l'évolution de ces stratégies :

> When I started in 1991, many academic books were 120 000, 150 000 words long. Most publishers now ask for books to be between 80 000 and 90 000 words. Lots of publishers sometimes say, 'Can you make your books 60 000 words ?' Things are getting shorter and shorter because if you want students to read them, they've got to be cheap, they've got to be accessible and they can't look too threatening. (Entretien n° 51)

Chaque titre devant être traité comme unique, le montage financier se fait par projet, c'est-à-dire au cas par cas. Réunir des fonds pour financer la publication constitue une phase préliminaire à toute négociation d'acquisition. Plusieurs contributions provenant de sources hétérogènes sont réunies pour soutenir un titre en particulier. Le risque financier qu'un éditeur prend en publiant une traduction, est ainsi efficacement transféré en partie aux auteurs mêmes, ou bien aux institutions auxquelles ils sont affiliés, ou encore aux sources gouvernementales de soutien à la traduction.

Face à l'obstacle économique, souvent considéré le plus important par les éditeurs britanniques, certains auteurs développent des stratégies pour soutenir la prise de risque de l'éditeur anglais et s'assurer que celui-ci investira dans la traduction. Ils sont ainsi activement impliqués dans le montage financier de la traduction en anglais de leur livre[66], qu'ils assurent à travers :

- la mise à disposition de fonds du centre de recherche d'affiliation de l'auteur-chercheur ;
- la recherche de fonds par le biais des sources institutionnelles disponibles (Burgess, CNL) ;
- la prise en charge personnelle du risque financier à travers l'engagement de fonds privés face à un éventuel refus de la demande de bourse.

Certains auteurs arrivent à retenir les droits de traduction qu'ils ne cèdent pas à l'éditeur français et qu'ils s'occupent de négocier séparément et de façon autonome. C'est le cas de Luce Irigaray pour *Sharing The World*, publié par Continuum en 2008 et présenté par l'auteur à l'Institute of Contemporary Art à Londres la même année.

Si l'occasion se présente, les responsables de certaines maisons d'édition savantes pratiquent un arrangement avec leurs homologues étrangers, qu'ils

appellent « *a co-publication deal* ». Avant de procéder à la production du titre, des accords sont pris entre les deux éditeurs partenaires, français et britannique. L'éditeur français propose un texte déjà dans sa version traduite, lequel se présente donc comme un manuscrit en anglais qui sera ensuite édité et publié par l'éditeur britannique. Il s'agit, par conséquent, d'un accord établi entre une maison d'édition française et la maison britannique, destiné à faire sortir le livre en anglais, sans pour autant payer le coût de la traduction. Le risque relatif aux coûts du processus éditorial lié à la traduction et à l'acquisition de droits pour l'anglais, est efficacement contourné et transféré à l'éditeur français. *« We ended up doing a co-publication deal with a French publisher, which is another way round it. So we didn't have to pay any rights, English language rights, directly »*, nous a expliqué le responsable d'acquisitions d'une maison savante indépendante. Les termes précis de ce « *co-publication deal »* et les critères de partage des coûts ne sont pourtant pas clairs.

> I think it would really vary on a case by case basis, depending on the individual publisher. In this case, they obviously arranged the translation and there was also a colour section in the book, which they funded, because we're unable to do that. Then we did all the typesetting, the practical side I guess of publishing it, printing, binding. Then they took… I think it was 200 copies of the book. The deal we had with them allows them to sell that in certain territories, and I think that's how many co-publications work. […] They aren't really set up as a book seller in any sense, they were particularly interested in being able to make the book available to their-, within the structure of their organisation. […] That was really what they were most interested in, rather than making it available outside. […] we gave them 100 – that was part of the deal with them – we gave them 100 free copies, and then they bought back 100 copies, but at a very large discount effectively. So they had 200 copies in total, of the book. […] (Entretien° 43)

Ces co-productions ne sont pas du même genre que celles souvent pratiquées avec des confrères étasuniens. Constituant un effort destiné à réduire les coûts de production de la traduction, ce dernier type d'accord prévoit le partage des frais de traduction entre deux éditeurs anglophones, souvent britanniques et américains, comme l'illustre le cas de ce directeur d'acquisitions britannique chez une maison indépendante qui a co-publié plusieurs titres avec une presse universitaire américaine. Les rapports personnels et la facilité de communication dans cette industrie sont des atouts qui facilitent les transactions et les collaborations *: « Publishing is a people industry. You have to be good to get on with people »*, nous a expliqué un directeur de collection au sein d'une grande maison savante anglo-américaine.

Une fois identifié le projet de traduction, la phase suivante est celle du *peer review*, c'est-à-dire le processus de validation et certification par les pairs. Le *peer review* est mis en place à deux reprises, une première fois pour juger du projet au stade de proposition et une deuxième fois quand le manuscrit complet en anglais est rendu. Dans les deux cas ce rôle est souvent joué par des universitaires. Il s'agit de trouver des experts (d'habitude deux) qui soient capables de maîtriser le français et qui connaissent bien le sujet traité

dans le texte proposé pour la traduction. L'analyse d'un avis d'expert réalisée pour l'ouvrage d'un auteur français publié par une presse universitaire nous renseigne sur le type de compétences requises. Les experts contactés doivent pouvoir renseigner les éditeurs sur la perspective critique dans laquelle l'ouvrage peut être placé et comment le texte à publier est susceptible de s'inscrire dans le débat académique du moment (rubrique « *content* » du compte-rendu). Outre ces compétences, ils doivent avoir une connaissance des logiques éditoriales. Ils doivent connaître la production de la maison d'édition en question et informer sur le lectorat auquel l'ouvrage peut être destiné afin d'orienter le service chargé des acquisitions de la manière dont l'ouvrage pourra trouver une collocation dans le catalogue (rubrique « *readership* »). Enfin, ils doivent aussi pouvoir situer le volume vis-à-vis de la production éditoriale des concurrents (rubrique « *competition* »). Le compte-rendu se termine sur des commentaires (« *general comments* ») mettant en valeur les aspects les plus distinctifs de l'ouvrage, dont certains seront utilisés par les responsables marketing pour sa promotion. On retrouve par exemple des commentaires du genre « *distinctive, original, significative voice in contemporary French philosophy, that deserves a presence in English* ».

Les compétences linguistiques étant cruciales, les chances de publier un texte traduit du français se réduisent dans la mesure où ces ressources se raréfient ou même disparaissent. « *It's very difficult to assess stuff in languages you don't work in [...] it's kind of chicken and egg* ». Ne pouvant pas juger du texte à la source, l'éditeur est obligé de prendre sa décision d'acquisition soit sur la base de la présentation que le responsable de droits étrangers français a fait de l'ouvrage, soit il doit passer par un traducteur. « *It's very hard to judge whether the book is any good or not. You only have the French publisher's word for it and a brief synopsis of what the book is about* », nous precise un éditeur d'une maison savante indépendante qui publie occasionnellement des livres de sciences humaines et sociales du français. Le traducteur intervient donc à un stade préliminaire si des universitaires qui lisent le français ne sont pas disponibles et un avis de *peer review* est exigé pour procéder à l'acquisition. Dans ce cas-là il leur est demandé de produire un échantillon de traduction de l'ouvrage pour un nombre de 5 000 mots environ.

Les questions techniques liées aux contrats sont la cause majeure de difficulté de relation sinon même de conflits avec les éditeurs français. En particulier les clauses concernant l'acquisition des droits mondiaux de langue anglaise (*World English Rights*), l'achat de droits, aussi bien que le prix au catalogue sont les questions les plus courantes posées par les interlocuteurs interviewés. « *The French are sometimes odd about letting English language publishers, or British publishers, take world English language rights* », nous confie la *managing director* de cette entreprise éditoriale indépendante. Si la possibilité de séparer les territoires pour la langue anglaise « *with one version of a translation available in North America, and a second translation available in, what used to be, the UK and Commonwealth* » est viable pour un titre qui se présente comme rassurant par rapport aux ventes estimées

et au public qu'il pourrait rencontrer, des doutes existent quant à un auteur nouveau qu'il faut imposer, ou bien vis-à-vis d'un titre qui se prête moins au jeu du *crossover*. « *A French publisher would say, "You can only have rights in the UK". Now, there are probably 300 people in the whole of the UK who would buy that book. I couldn't publish that book even if there were no translation fees at all* », explique ce directeur de collection d'une maison indépendante, qui considère ne pas pouvoir faire un tel effort pour un livre qui ne pourra vendre au-delà de 500 exemplaires. Bien sûr il s'agit encore une fois d'essayer de calculer le risque à prendre ; un bon titre peut perdre la première année de sa publication, mais les ventes peuvent monter, suivant le principe du cycle à rotation lente auquel obéit cette production intellectuelle. « *We always have to pay quite a hefty royalty for the translation rights. So, in the first year, it can be very difficult to make that kind of work financially viable. If they're successful, they go on to reprint, then we make it back, but it's always a bit of a gamble* », confirme cette directrice éditoriale d'une grande maison savante indépendante.

Le pourcentage des droits (les *royalties*) demandé par l'éditeur français est considéré trop élevé : « *quite often it's a bit more than we would-, it's much more than we would want to pay* », d'après l'expérience de ce directeur d'acquisition d'une maison savante indépendante. « *French publishers, sometimes ask for very high royalties which are twice as high as you'd give to an English author* » renchérit un autre, qui trouve que face aux *royalties* de 2.5 % à 5 % maximum, accordées pour un auteur anglais, un pourcentage de 8 % est excessif. En outre, les responsables de droits étrangers français calculent les *royalties* sur la base du prix de couverture de la publication traduite. Les éditeurs britanniques exigent au contraire que cela soit fait sur la base de l'argent que l'éditeur va effectivement encaisser après la vente, *« which is not how most of the rest of the world operates now. Nobody ever pays the full price. Nobody pays you what you advertise the book for »*. Le prix de couverture est seulement le prix de vente, il ne correspond pas au profit net de l'éditeur ; le libraire en effet aura acheté ce livre-là pour £ 5 plutôt que £ 10 qui est le prix au public et l'auteur n'encaissera que £ 1 seulement sur la vente. Bien sûr tous les invendus sont envoyés à Amazon qui va pratiquer une remise supplémentaire, ce à quoi il faut ajouter la remise de 35 % accordée aux auteurs que la maison d'édition publie. Si les éditeurs français insistent pour garder leurs exigences vis-à-vis des *royalties*, fixées sur la base du prix de vente en couverture, l'autre marge de négociation possible concerne l'avance demandée.

Les temps de réaction des responsables de droits étrangers au sein de certaines maisons d'édition françaises, souvent les plus grandes, est aussi un facteur de frustration dans une industrie qui joue sur la capacité d'anticipation et la rapidité de réaction. « *As an editor* », nous raconte un directeur éditorial dans une maison d'édition savante indépendante, avec plusieurs années d'expérience dans ce métier, « *I'm dealing now with 150 projects which are contracted, 40 or 50 which are just ideas, probably more than that, 300 which are published. So I have emails from 500 different authors at any one time* ». De longues hésitations de la part de l'interlocuteur français reviennent à faire

gagner la priorité à d'autres projets, probablement moins coûteux et moins compliqués à poursuivre.

Une fois sécurisés les droits, il faut chercher un traducteur qualifié capable d'entreprendre la traduction. Les éditeurs qui d'habitude s'investissent dans la recherche d'auteurs dans d'autres marchés linguistiques ont leur réservoir de traducteurs (*our* « *pool » of translators*, comme ils disent). La difficulté consiste plutôt à en trouver un disponible pour rendre le travail dans les délais fixés par contrat, normalement deux ans. D'habitude il s'agit de traducteurs professionnels qui ont accumulé une expérience dans le secteur des sciences humaines et sociales. Parfois le travail de traduction peut être pris en charge par des universitaires (voir chapitre 5). Plus récemment, afin de baisser les coûts de la traduction, des contrats sont signés avec des « *postgrads* » c'est-à-dire des étudiants de niveau master ou doctorants. « *Because we're unable to pay our translators a lot of money, we very often have to employ early career academics* ».

> In honesty many of the translations we have done in recent years, they have been done at that minimum translation cost, either the translators have worked for free or maybe as a percentage of the royalties, as opposed to [un autre catalogue], a professional translator would charge nearly 10 000 pounds. Now in the publishing climate that we're, in the economic climate we're in, that is just not viable. We have translators who are prepared to translate for free or for a percentage for the word, based on the percentage of how many copies are sold. (Entretien n° 37)

Ces étudiants sont chargés de mener à bien le « *nitty gritty* » (l'essentiel) du projet, alors qu'un professeur universitaire, expert dans le domaine spécifique et ayant déjà signé des traductions lui-même, sera chargé de la supervision. Celui-ci se limitera à faire *le « check and balance »* et il évaluera si la traduction est conforme à l'original, pour qu'elle ne soit pas jugée « *poor, unauthentic, untrue* » (voir aussi chapitre 5).Or, pour qu'une demande de financement publique (du CNL ou du Bureau du Livre) soit recevable, il faut que le contrat signé par le traducteur soit intégré au dossier de candidature et les instances institutionnelles exigent un respect scrupuleux des conditions de travail du traducteur. La Translators' Association, qui représente les traducteurs britanniques, suggère des tarifs qui ne sont pourtant pas prescriptifs et précise que les éditeurs sont prêts à payer jusqu'à 88,50 livres pour 1 000 mots. Il appartient évidemment au traducteur de négocier la facture et de fixer un prix, lequel sera plus ou moins accepté en raison de son expérience, du prestige de l'ouvrage qu'il ou elle a traduit, et de la difficulté que le travail exige.

De leur côté, les éditeurs nous ont confié que dans le cas de contrats signés avec des étudiants, acceptant de travailler parfois même gratuitement avec la motivation d'obtenir un profit symbolique et non matériel, la demande d'aide pourrait ne pas aboutir, car une des conditions requises est la professionnalité des traducteurs. De l'autre côté, plusieurs traducteurs professionnels particulièrement réputés nous ont expliqué que parfois, en vue d'obtenir le feu vert pour une aide à la traduction, certains éditeurs sollicitent

et leur demandent leur cv, sans qu'ils soient par la suite désignés en tant que responsables du projet.

Une fois le volume produit, les noms qui apparaissent sur la couverture et dans la page des crédits nous renseignent sur les différentes responsabilités assumées par un nombre de médiateurs. On y retrouve avec le nom de l'auteur, celui du traducteur, celui du préfacier et celui du directeur éditorial. Le format (couverture simple ou rigide) et le design de la couverture informent plus sur le lectorat à atteindre et les canaux de distribution (réseau des bibliothèques ou bien librairies et grande distribution) que sur le contenu, comme expliqué dans l'encadré qui suit.

### Le « *crossover* » : des sciences humaines et sociales « *arty, jazzy, sexy* »

Les préoccupations liées au calcul des ventes, conduisent les éditeurs savants britanniques à chercher des compromis et à se lancer occasionnellement dans des opérations raisonnablement commerciales, tout en maintenant une exigence en termes de rigueur académique et de distinction intellectuelle. Obligés de conjuguer passion des idées et livres comptables, ces éditeurs s'orientent vers toute publication capable de susciter un débat chez un vaste public transversal. Le *crossover* est la notion indigène par laquelle le marché éditorial britannique désigne cette production. L'aspect matériel de ces publications reflète l'effort de concilier « l'art et l'argent », l'engagement et le profit. Les titres à visée académique ne sont plus pensés comme des produits destinés à circuler dans le réseau des bibliothèques, plutôt ils sont fabriqués en vue d'être commercialisés en librairie. Un format « *paperback* », un design plus « *arty* », « *jazzy* », accompagné d'un prix raisonnablement contenu (jusqu'à £ 12), sont alors recherchés afin de rendre le titre plus attrayant, plus « *sexy* ». Caractérisé par un nombre de pages réduit (80 000 mots), le *crossover* est écrit dans un style rapide et incisif. Publié en couverture souple, il exploite le capital symbolique émanant soit du nom de l'auteur, soit de la thématique abordée, souvent à visée militante et fortement liée à l'actualité politique du moment. Bref, ces ouvrages ont « *a broader trade appeal* », comme dans les mots de cette directrice éditoriale, c'est-à-dire ils sont source de profit immédiat et possèdent le potentiel de promotion d'un bien ordinaire. « *We sometimes see some of our books as having a broader trade appeal where we feel that they're on issues that concern a lot of people and, in particular cases, are couched in a language that is more accessible* ». Ces stratégies de marketing, tout en allant à l'encontre des besoins du secteur de la vente, permettent la viabilité et « l'auto-financement » de l'ouvrage en question, qui peut être ainsi rangé dans un emplacement de choix dans les rayons des librairies. Les logiques de marketing investissent également le paratexte, par un effort éditorial déployé à deux niveaux : l'un qui consiste à communiquer avec le public par un « *blurb* » simplifié, plus « *friendly* » et l'autre visant à médiatiser le livre par le biais d'introductions signées par des intellectuels consacrés et médiatiques. « *At Continuum we started reducing the prices, we also made the blurbs on the back of the book much, much simpler. So, rather than saying something very difficult about the nature of ontology or epistemology we said, 'This book is very exciting,' stop* ». Chez Continuum la stratégie consistait à rendre les bouquins « *as unthreatening as possible for as wide a readership as possible* », avec des couvertures plus attractives, aux couleurs vives, de façon à ce que les libraires puissent les exposer sur les étagères « *cover out* »

plutôt que « *spine out* ». « *What we did at Continuum – now Bloomsbury Academic – was what Routledge had done in the 1990s and Continuum was now doing in 2002* » raconte en entretien cette ancienne directrice de collection chez Continuum. « *We made the books a bit cheaper, look a bit more sexy, look a bit more accessible. We also started to promote them a bit harder as well* ». Pour terminer, le cross-over est censé figurer aussi bien dans la librairie d'une galérie d'art contemporain, dans un lieu de vente alternatif, ou dans les mains d'un jeune étudiant en arts plastiques ou architecture. Il se présente aussi en tant qu'objet à collectionner, une « *collectable commodity* », dont l'esthétique se prête à un investissement symbolique : c'est la stratégie poursuivie pour la réalisation de la collection « Radical Thinkers » chez Verso.

Pour ce qui concerne la campagne marketing, les pratiques numériques s'imposent de plus en plus, ainsi que l'impact que les « *social media* » peuvent avoir sur les ventes. Les éditeurs parlent de *e-marketing* (consistant à envoyer des « *e-bulletins* » à une base de données d'universitaires pour les tenir au courant des nouvelles acquisitions) et de travail mené par le biais de Twitter et Facebook. À cette présence virtuelle, se rajoute la prise de contact concrète. Par exemple, un directeur de collection sera envoyé représenter la maison d'édition lors des congrès ou colloques internationaux du monde anglophone[65]. Il y arrivera, en compagnie de son collègue du secteur marketing, avec des ouvrages qu'ils étaleront sur des tables, dans un stand mis à leur disposition par l'université, ou n'importe quel autre lieu où se tient la conférence, contre le paiement d'un forfait. C'est l'occasion de vendre des livres, d'approcher des auteurs et de renforcer les liens avec la communauté des chercheurs. Ces rencontres peuvent être tenues sur trois jours et compter jusqu'à 6 000 participants. Parfois ces colloques peuvent être plutôt confidentiels, se concentrant sur deux jours, avec un nombre relativement réduit de participants (une cinquantaine), mais attirant le petit monde engagé (« *well committed* ») du « *historical materialism* » (surtout pour les éditeurs « *radical* ») ou bien du « *speculative realism* » (pour les éditeurs de philosophie).

65 Par exemple, pour le secteur de la « Modern European Philosophy », il faut citer la conférence organisée par la Society for Phenomenology and Existential Philosophy, qui se tient annuellement en Amérique du Nord.

**Tableau 7 : Liste des colloques et conférences universitaires cités lors des entretiens avec les éditeurs de sciences humaines et sociales britanniques et leur lieu de déroulement en 2014**

| NOM DU COLLOQUE | LIEU EN 2014 | DISCIPLINE | PAYS |
|---|---|---|---|
| World Congress of Political Science | Montreal | Science politique | Canada |
| Crossroads in cultural studies | Tampere | Etudes culturelles | Finlande |
| London Conference in Critical Thought | London | Philosophie | Royaume-Uni |
| African Studies Conference | Moscow | Etudes africaines | Russie |
| American Academy of Religion | Baltimore | Religion | États-Unis |
| American Historical Association | Washington D.C. | Histoire | États-Unis |
| International Studies Association | Toronto | Relations internationales | Canada |
| Society for Phenomenology and Existential Philosophy | New Orleans | « Continental philosophy » | États-Unis |
| American Sociological Conference | San Francisco | Sociologie | États-Unis |
| Historical Materialism | Londres (novembre 2013) | Etudes marxistes | Royaume-Uni |

Les recensions d'ouvrages dans des revues académiques constituent un instrument marketing essentiel : « *A good review in a good journal is probably the best advertising we can get* », nous assure un directeur de collection d'une maison savante anglo-américaine indépendante. Le type de reliure du volume et le coût de l'ouvrage peuvent constituer des éléments essentiels pour obtenir une critique. D'après le témoignage d'un éditeur, certains universitaires acceptent d'écrire une critique pour un livre à couverture reliée et coûtant autour des 60 livres, afin de l'obtenir gratuitement et de le garder dans leur bibliothèque personnelle, en délaissant au contraire un ouvrage en couverture brochée, qui coûterait £ 10, car il n'en obtiendrait pas un avantage matériel.

Du côté de la librairie et du secteur de la vente, il est intéressant de signaler une opération de création récente. Depuis 2011, un prix du montant de 1 000 livres a été fondé, au nom suggestif de « The Bread and Roses Award for Radical Publishing »[66] pour célébrer l'édition « *radical* » engagée, portant sur des thématiques « *socialist, anarchist, environmental, feminist and anti-racist* ». Le nom de l'auteur auquel le prix est attribué est annoncé le 1er mai dans le cadre de la foire du livre militant : The bread and roses book fair. Celle-ci se tient en plein centre de Londres, à Conway Hall, dans le quartier historique de l'édition britannique appelé Bloomsbury. À l'origine de ces deux initiatives, qui ont pour but d'encourager l'écriture et la publication d'ouvrages de non-fiction sur des thématiques engagées et de gauche, il y a l'Alliance of Radical Booksellers, initiée par un groupe de libraires « radicaux », déterminés à résister malgré la difficile conjoncture pour les librairies indépendantes, qui sont nombreuses à fermer. Elles témoignent aussi de la manière dont les éditeurs ciblent cette frange d'activistes qui constitue un public potentiel. Parmi les 24 éditeurs qui avaient

66 « Bread and Roses » est le nom avec lequel est connue une grève d'ouvrières ayant eu lieu en 1912, au Massachussetts, États-Unis. C'est aussi un slogan (« *The worker must have bread but roses too* ») contenu dans le discours tenu par Rose (Rachel) Schneiderman, une activiste socialiste et leader syndicale, issue d'une famille juive polonaise émigrée dans le Lower East Side de New York.

un espace d'exposition à la foire du livre B&R[67], on retrouve trois des éditeurs politiques étudiés dans ce chapitre : Verso, Pluto Press et Zed Books. Elles comptent parmi les plus solides des maisons d'édition « *radical* » britanniques.

Pour terminer, l'encadré qui suit remet le curseur sur l'action des opérateurs institutionnels. Basé sur une observation ethnographique et sur des entretiens avec des acteurs de la promotion culturelle française au Royaume-Uni, il se focalise sur un événement de grande envergure, créé en 2012, et qui s'est déroulé à l'Institut français de Londres aussi en 2013 : « My Night with Philosophers ».

### « My Night with Philosophers »

Depuis 2012, l'Institut français de Londres organise, en partenariat avec l'ENS-Ulm et la Maison Française d'Oxford, un grand événement destiné à promouvoir le dialogue et le débat entre spécialistes français et britanniques dans le domaine de la philosophie : « My Night with Philosophers ». Sorte de happening philosophique nocturne, la « Nuit » obéit à la règle du théâtre classique de l'unité de temps, de lieu et d'action, popularisée par les matchs de foot, les concerts rock et les assemblées religieuses. Sa formule joue la carte de l'excès, du « big » et du mélange du sacré et du profane. Toucher le spectateur, l'éblouir de façon efficace et durable, est le but à atteindre. Le format marathon (24 heures non-stop de débats, conférences et tables rondes de la durée entre 20 et 30 minutes chacun, de 19h à 7h du lendemain), le nombre d'intervenants (60 philosophes, entre français, britanniques et européens), de visiteurs accueillis (3000), d'événements réalisés (100), la gratuité (pas de ticket d'entrée – ce qui relève de l'inédit à Londres – et café à volonté toute la nuit), constituent les moyens pour y parvenir. Des panels, dont certains réalisés en direct avec Paris et en partenariat avec la chaîne BBC Radio 3 Free Thinking et The Institute of Ideas au Barbican, sont programmés en alternance avec des « lectures » individuelles de 20 minutes chacune, organisés autour de quatre catégories : *Knowledge, Politics, Metaphysics, Ethics*. Par une opération qui, de manière inédite, a installé un lien entre espace de la performance et philosophie, en faisant coexister le *logos*, la musique et les projections de films, l'appétit intellectuel des britanniques a été révélé et sollicité. La nuit – qui comme on le sait appartient aux amants – a aussi eu le mérite de montrer la force d'une communauté, venue « humer » de la philosophie dans les salons, dans la bibliothèque et dans la salle de cinéma de l'Institut français de Londres, situé dans le quartier de South Kensington.

L'anticipation du risque, la volonté de le maîtriser et de le contrôler, sont des facteurs qui jouent un rôle structurant dans le secteur de la production culturelle au Royaume-Uni. Cela constitue une barrière invisible à la circulation des œuvres à travers les frontières. Le marché anglophone se configure de plus en plus en tant que système auto-suffisant, autonome ; il finit par pousser à ses marges toute aventure intellectuelle, en créant

67 Pour une liste exhaustive des maisons d'édition présentes lors de cette foire voir www.bread-and-roses.co.uk.

ainsi des conditions de « niche » pour les sciences humaines et sociales françaises (voir l'annexe sur Polity Press). On conclura en insistant sur la nécessité pour l'action publique d'avoir une bonne connaissance de la manière dont fonctionne l'édition universitaire et savante britannique qui s'investit dans la publication des sciences humaines et sociales. Connaître les pratiques des partenaires étrangers permet aux postes de mieux adapter l'instrument diplomatique à la réalité du pays d'accueil. L'état des lieux dressé dans ce chapitre, concernant les modes de travail des éditeurs savants britanniques, montre que cibler symétriquement tant les éditeurs que les autres acteurs du champ intellectuel est indispensable. Aussi, ne faut-il pas négliger d'inclure au sein de ce dernier les médiateurs du monde artistique et de tout public « engagé » et « citoyen » désireux de s'informer sur l'actualité des débats intellectuels. En dernière analyse, il est indispensable que l'action diplomatique en faveur du livre savant tienne ensemble le périmètre de la promotion du livre et du soutien aux éditeurs britanniques, avec celui de la coopération universitaire, pour une défense effective et à long terme des sciences humaines et sociales françaises en traduction.

## Annexe : Polity Press, le premier importateur de sciences humaines et sociales françaises

***Gisèle Sapiro***

Fondée en 1984 par John Thompson, professeur de sociologie à l'Université de Cambridge, Polity Press est une maison d'édition savante indépendante, qui publie environ 130 titres par an, dont une moitié de manuels pour l'enseignement supérieur, un tiers de monographies originales (« *high quality scholarly books* ») visant le marché académique restreint, et 20% de livres destinés au secteur commercial. Cette politique se définit expressément à contre-courant de la tendance à la spécialisation des maisons d'édition dans le secteur académique ou commercial. Au moins neuf de ses auteurs sur dix appartiennent au monde académique. Plus particulièrement spécialisé en sociologie, science politique et théorie sociale et politique, mais couvrant aussi la philosophie, l'histoire, les études littéraires, les sciences de la communication, l'anthropologie et les *Gender Studies*, Polity a construit un prestigieux catalogue de grands auteurs, notamment en traduction, dont la liste est fièrement affichée sur son site : Pierre Bourdieu, Jürgen Habermas, T.W. Adorno, Walter Benjamin, Norbert Elias, Ulrich Beck, Niklas Luhmann, Norberto Bobbio, Gianni Vattimo, Jacques Derrida, Paul Ricoeur, Jean Baudrillard, Jean-Francois Lyotard, Georges Duby et Roger Chartier.

Avec 34 titres publiés depuis 2010, Polity Press arrive aujourd'hui largement en tête des importateurs de sciences humaines et sociales françaises sur le marché anglo-américain. Les traductions représentent en effet un quart des nouveaux titres (environ 30 par an), et proviennent principalement du français (une douzaine), de l'allemand (une douzaine), ainsi que de l'italien (environ 6 titres par an). La tentative de lancer des auteurs espagnols

s'est en revanche révélée peu encourageante, et, en l'absence d'aides du gouvernement espagnol, l'expérience n'a pas été réitérée. Les subventions qu'allouent la France, l'Allemagne et l'Italie constituent en effet un socle de l'économie de ce programme de traduction. La politique d'auteur se poursuit, pour le français, avec des titres d'Alain Badiou et de Jacques Rancière, pour lesquels Polity est en concurrence avec d'autres éditeurs, américains notamment, ainsi que de Bernard Stiegler, auteur que Polity partage avec Stanford UP. Le catalogue récent compte d'autres philosophes, notamment Paul Ricoeur, trois sociologues : Luc Boltanski, Bruno Latour, Michel Wieviorka, des historiens comme Jacques Le Goff et Serge Gruzinski, ainsi que le livre de Christian Ingrao *Croire et détruire : Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, et quelques autres noms bien connus du public anglo-américain : Paul Virilio, Hélène Cixous et Catherine Malabou (les deux seules femmes au catalogue des traductions du français depuis 2010). Polity a également acquis auprès du Seuil dix volumes de Lacan et le séminaire de Bourdieu *Sur l'État*. Une tentative d'installer le sociologue Jean-Claude Kauffman à destination d'un public plus large est en cours : elle a été couronnée d'un certain succès avec son livre sur la cuisine, *Casseroles, amour et crises*, thème très prisé au Royaume-Uni, et son dernier titre *Love Online* (en français *Sex@mour*) a été recensé dans *The Guardian*. Toujours pour le grand public, Polity a également traduit le livre à succès du psychologue clinique Christophe André, *Les États d'âme*, paru chez Odile Jacob. Outre les monographies et les essais, les biographies intellectuelles sont un genre bien représenté au catalogue des traductions de Polity, avec celle que Benoît Peeters a consacrée à Derrida, et celle, volumineuse, de Marcel Fournier sur Durkheim (qui a été toutefois raccourcie). Celle de Max Weber par Joachim Radkau, traduite de l'allemand, a bien marché. Parmi les auteurs allemands, outre ceux déjà mentionnés, Polity a publié nombre d'ouvrages de Carl Schmitt, ainsi que, pour les contemporains, des titres d'Axel Honneth et d'Ulrich Beck. Outre Norberto Bobbio, le catalogue « italien » comprend deux philosophes réputés, Giorgio Agamben et Gianni Esposito, ainsi que l'historien de l'art Antonio Forcellino, auteur d'une biographie de Michelangelo dont la traduction anglaise, en édition « *trade hardback* » tirée à 2 000 exemplaires au prix modeste de 20 pounds, a rencontré un succès, et d'une autre de Raphael parue chez Polity en 2012. Les tirages en édition « *trade hardback* » sont en effet nettement plus élevés que ceux qui ont cours pour les éditions reliée vendues sur le marché académique, et qui dépassent rarement 150 exemplaires, principalement destinés aux bibliothèques, contre 800 et 1000 pour les éditions en couverture brochée des mêmes ouvrages.

Sur les 2 000 exemplaires de la biographie de Michelangelo, 1 500 étaient prévus pour le marché nord américain, qui constitue un débouché important pour Polity Press. À l'instar de Cambridge UP, quoique dans une proportion plus modeste, et à la différence des presses universitaires américaines, centrées sur le marché national, Polity Press s'inscrit en effet dans un marché international. Distribuée par John Wiley, elle a des bureaux à Cambridge et à Oxford pour le Royaume-Uni, ainsi qu'à Boston aux États-Unis. Seules 40%

des ventes sont réalisées au Royaume-Uni, 30% en Amérique du nord et 30% dans le reste du monde, en particulier l'Europe du nord – Scandinavie, Pays-Bas et Allemagne –, le Moyen-Orient, l'Asie – Singapour, Malaisie, Chine, Japon – et, dans une moindre mesure, l'Inde qui est un marché important mais plus difficile en raison du prix élevé des livres. John Thompson voit dans cette répartition la preuve de l'importance qu'a prise le marché globalisé en anglais. Les traductions se vendent particulièrement bien en Amérique du nord ainsi qu'en Scandinavie, où l'on préfère lire en anglais qu'en français ou en allemand. Désormais bien implanté aux États-Unis, Polity Press n'est plus intéressé par le partage des droits avec des éditeurs américains, qui risqueraient de lui faire concurrence sur Amazon pour un même titre.

# Chapitre 3

# Une périphérie centrale. Traduction et édition en Argentine

***Gustavo Sorá, Alejandro Dujovne, et Heber Ostroviesky***

- **L'édition argentine dans le marché éditorial hispano-américain**
- **La traduction et l'édition d'auteurs français de sciences humaines et sociales en Argentine**
- **Aides à la traduction et maisons d'édition françaises**
- **Médiateurs : éditeurs, directeurs de collection, traducteurs**
- **L'innovation invisible**

Penser l'histoire de la culture lettrée en Argentine au cours du XIXe et du XXe siècle nous conduit à étudier la place qu'y occupent la littérature et la pensée françaises. La parole française imprimée, importée et lue en langue originale ou en traduction, traverse toute l'histoire culturelle de ce pays et confère à la France et à sa culture une place de choix[68]. Les voyages et les séjours à Paris, l'apprentissage de la langue française, l'adoption de modèles d'intervention publique, les appropriations des traditions philosophiques et politiques, etc., autant de modalités de transfert qui ont laissé des traces dans les livres, les revues et autres biens culturels dans l'espace argentin et ibéro-américain. Malgré la présence anglo-saxonne qui a tendance à l'éclipser, la France continue à exercer une influence significative dans des domaines tels que les sciences humaines et sociales, dont une des manifestations les plus concrètes et pérennes est peut-être la traduction de livres. Du fait de l'hégémonie linguistique de l'espagnol en Amérique latine et de son rôle de pivot, l'édition argentine est devenue un vecteur central dans la diffusion d'auteurs français de sciences humaines et sociales à l'échelle ibéro-américaine.

Cette perspective nous conduit à considérer la production intellectuelle des auteurs français de sciences humaines et sociales comme un facteur décisif dans la constitution de la culture écrite en Argentine. Néanmoins, nous ne disposons pas d'études globales et systématiques qui nous permettent

68 Pour le XXe siècle, voir Jean-François Botrel, « La librairie "espagnole" en France au XIXe siècle ». *Le commerce de la librairie en France au XIXe siècle (1789-1914)*. Paris, IMEC - Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, p. 287.

d'évaluer l'ampleur de cette relation d'échanges culturels, sa morphologie, ses causes et effets, ainsi que ses variations dans le temps.

Ce chapitre expose les résultats d'une enquête sur la traduction et la publication de livres d'auteurs français de sciences humaines et sociales en Argentine au cours des vingt dernières années. À la différence des enquêtes focalisées sur la réception d'un auteur en particulier ou d'un certain courant intellectuel, ce travail tente de proposer un panorama général, guidé par les questions suivantes : Quels genres, auteurs et titres ont été traduits ? Qui sont les agents qui ont traduit et publié ? Qui sont les médiateurs dans les projets de traduction et d'édition ? Quels mécanismes du marché de l'édition ont été activés à cette fin ? Sur quel système d'intérêts politiques, intellectuels et académiques repose le processus de traduction d'auteurs français en sciences humaines et sociales ?

Parmi l'ensemble des facteurs permettant de saisir toute la singularité de l'édition argentine, nous analyserons, d'une part, certains traits endogènes, c'est-à-dire, caractéristiques du marché éditorial argentin et de ses relations avec l'extérieur à travers les maisons d'édition et les intermédiaires argentins et, d'autre part, des aspects exogènes, tels que les politiques de subvention à la traduction de la part de l'État français ainsi que le rôle des maisons d'édition, auteurs et médiateurs français. Cette étude de cas permet plus généralement d'explorer la question cruciale des relations de dépendance qu'entretiennent les cultures nationales avec l'espace culturel international.

Avant d'aborder spécifiquement notre sujet, il faut rappeler quelques caractéristiques historiques et morphologiques du marché de l'édition argentin, afin de faire ressortir ses particularités au sein de l'espace culturel transnational.

## L'édition argentine dans le marché éditorial hispano-américain

À partir des années 1930, l'Argentine est devenue l'un des trois pôles principaux de l'édition en langue espagnole. Par opposition à ce qui s'est passé au Mexique et en Espagne, l'édition de livres s'y est développée indépendamment du soutien public. Les progrès rapides du système scolaire et l'émergence d'un lectorat dynamique et diversifié ont impulsé une certaine vitalité dans la production éditoriale. Dans ce contexte, la traduction a toujours occupé une place de choix en ce qui concerne la littérature et les sciences humaines et sociales[69]. Entre chacune des crises politiques et économiques qui ont frappé le pays de manière cyclique, la production éditoriale argentine a connu des périodes de stabilité. La période retenue dans la présente étude, et qui s'étend de 1983 à nos jours, en fait partie. La transition démocratique de 1983 a favorisé la reconstruction de l'espace éditorial local, malheureusement paralysée par la crise économique de

69 Voir, entre autres, Patricia Wilson, *La constelación del sur*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004 et Gustavo Sorá, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003.

1989 puis par l'implantation dans les années 1990 du modèle économique néolibéral – dont les effets les plus négatifs sont apparus à la fin de cette décennie et surtout au cours de la crise de 2001. Au-delà de la baisse sensible du nombre de nouveaux titres, l'un des indicateurs les plus évidents a été la vente de maisons anciennes et de fonds importants aux principaux groupes d'édition espagnols. Ainsi, une bonne partie du pôle commercial de l'espace éditorial, laquelle peut-être évaluée en fonction des structures des entreprises, des ventes d'exemplaires et de la facturation des ouvrages, s'est retrouvée entre les mains d'une direction étrangère. Peu de temps après le moment où la crise a atteint son paroxysme, le marché éditorial a connu une rapide remontée. Un processus qui s'est traduit par l'augmentation du nombre de titres et d'exemplaires produits ainsi que par l'apparition de nombreuses maisons d'édition, la plupart de petite taille, et qui ont, d'une certaine manière, contrebalancé le poids du pôle commercial. Pour des raisons qui sont tantôt économiques, tantôt intellectuelles, l'édition de fiction argentine a opté pour une forme de publication « sans traduction » en privilégiant la littérature contemporaine hispanophone, ce qui a favorisé un certain renouvellement littéraire. À l'inverse, les éditeurs de sciences humaines et sociales qui exercent en Argentine (ce qui inclut les filiales locales ou semi-autonomes avec une maison mère au Mexique, comme le Fondo de Cultura Económica ou Siglo XXI) ont continué à investir dans la traduction, laquelle contribue à leur identité et à leur « marquage », et par-là à la pérennisation du capital symbolique de leur entreprise. Au cours des dernières années, nous avons observé une présence accrue sur ce marché de la traduction de l'édition universitaire, un segment qui n'avait jusque-là qu'un poids très faible. Toujours en termes relatifs, la traduction de sciences humaines et sociales demeure un secteur dynamique de l'édition en Argentine, incluant autant des auteurs consacrés que des chercheurs de pointe dans les débats académiques contemporains.

La première donnée à signaler lorsqu'on étudie la production éditoriale en Argentine est, en effet, la part significative qu'y occupent les sciences humaines et sociales. En 2012, elles étaient en deuxième place, juste derrière la fiction. Les ouvrages de fiction (sans prendre en compte les livres de jeunesse qui représentent 15 % du total) arrivent en tête avec 26 % du total, viennent ensuite les sciences humaines et sociales, avec 18 % des titres publiés[70]. Ce poids important des sciences humaines et sociales est conforté par leur visibilité et l'espace qu'elles occupent dans les étalages des librairies des villes principales du pays.

Comme nous l'avons signalé, un autre point central à considérer est la complémentarité relative des pays dans l'espace éditorial en langue espagnole. Relative car quand bien même la langue espagnole fonctionne comme terreau commun des divers marchés nationaux, la géographie de cette langue n'est pas un espace symétrique sans obstacle ni contradiction. Cette

70 Nous ne prenons pas en compte les livres religieux, inclus dans les statistiques consultées. Nous ajoutons en revanche la philosophie et la psychologie. (Rapport de la Chambre Argentine du Livre, 2012).

géographie s'organise à plusieurs niveaux : autour de trois pôles principaux, Espagne, Mexique et Argentine, puis autour de centres secondaires comme la Colombie et le Chili, et enfin sur un ensemble hétérogène composé par le reste des pays latino-américains[71].

Ces différents marchés éditoriaux jouent un rôle inégal dans l'importation d'ouvrages provenant d'autres langues. Ces différences s'expriment aussi bien dans les logiques de circulation des traductions que dans les formes de complémentarité qu'on peut observer entre eux. Ainsi, l'Espagne domine nettement le marché de la traduction dans le secteur de la fiction contemporaine (notamment française), ce dernier étant le genre le plus rentable économiquement. En revanche, en Argentine ce genre occupe une place secondaire dans l'univers des traductions, laquelle est limitée (mis à part quelques exceptions) aux rééditions ou bien aux retraductions d'auteurs classiques dont les droits sont tombés dans le domaine publique. En revanche, dans le secteur des sciences humaines et sociales, l'Argentine et le Mexique talonnent de près la production espagnole.

Cette division structurale ne veut pas nécessairement dire que les ouvrages publiés à un endroit sont disponibles dans tout l'espace linguistique. Les coûts imposés par la distance, les taux de change et les barrières douanières sont autant de problèmes auxquels s'ajoutent les carences et les faiblesses des entreprises chargées de cette circulation ainsi que des disparités quant au degré de formalisation et de professionnalisation propre à chaque marché[72].

Comme nous l'avions supposé, la configuration de l'espace éditorial hispano-américain est tributaire des différents degrés d'intervention de l'État dans chacun des marchés nationaux. Les deux pôles principaux en Amérique Latine que sont l'Argentine et le Mexique, représentent deux modèles opposés dans cette relation marché-État. L'édition argentine s'est développée avec un haut degré d'indépendance à l'égard de l'État, que ce soit comme producteur ou acheteur de livres. Dans le cas du Mexique, l'État a été depuis le début – et est toujours – un acteur décisif dans la production et dans l'acquisition d'ouvrages. Bien qu'on puisse identifier précisément des politiques à long terme de soutien du livre, l'État argentin n'a pas joué un rôle déterminant dans le développement du marché du livre. Cependant, il ne faut pas négliger les répercussions des politiques éducatives engagées du primaire au supérieur sur le développement d'un lectorat croissant. Le développement et la diversification du marché du livre en Argentine, ainsi que de la traduction, ont été en majeure partie le fruit de l'initiative d'une diversité d'éditeurs non rattachés à l'appareil

---

71 *El Espacio Editorial Iberoamericano 2012*, Cerlalc, p. 14. Disponible sur : http://www.cerlalc.org/files/tabinterno/1d493d_Espacio_2012_digi_def.pdf

72 Ceci explique en partie la faible place de l'Argentine dans le classement des pays exportateurs de livres vers le Mexique ces dernières années. Si les ouvrages espagnols ont oscillé entre 18% et un peu plus de 23% du total des ouvrages importés par le Mexique entre 2007 et 2011 (même si nous ne prenons pas en compte les livres produits en Espagne mais imprimés en Asie ou au Mexique), les ouvrages argentins ne représentent qu'entre 1,3% et 2% du total dans la même période. Voir Brovtsyn Goriashko, Serguei, *El sector editorial en México*, Instituto Español de Comercio Exterior, Oficina Económica y Comercial de la Embajada de España en México, 2012.

étatique : des entrepreneurs – dont certains spécialisés dans la culture –, des activistes politiques, des philanthropes, des intellectuels, etc. Ce rapide panorama éclaire la cartographie des traductions du français que nous allons entreprendre à présent.

## La traduction et l'édition d'auteurs français de sciences humaines et sociales en Argentine

Les hypothèses et les données que nous présenterons dans ce qui suit sont le résultat de l'analyse d'une base de données des traductions des livres du français vers l'espagnol en Argentine entre 1990 et 2011. Cette base est composée de 1 822 titres, publiés par 272 maisons d'édition dans la période 1990-2011. Au-delà de l'information statistique, notre enquête s'est nourrie d'une série d'entretiens avec des éditeurs, des directeurs de collection et des traducteurs en Argentine et, dans une moindre mesure, en Espagne.

### La construction de la base de données

Une partie significative de notre recherche s'est concentrée sur la construction et la mise à jour de cette base, du fait que nous ayons été confrontés à des problèmes de fiabilité et d'uniformisation des données. D'autre part, nous nous sommes interrogés sur les modes d'organisation et de catégorisation des données. La première source que nous avons utilisée est la base de la Chambre Argentine du Livre (ISBN)[73]. Cette base est riche en données, mais pose des problèmes de fiabilité et son système de recherche reste limité. Néanmoins, cette base nous a offert une première et très large source à partir de laquelle nous avons, après un travail de vérification et de reclassement, construit notre propre base, complétée par des données recueillies auprès des maisons d'édition et par celles du Programme d'aide à la publication « Victoria Ocampo », que nous a aimablement fournies l'Ambassade de France en Argentine.

La distribution des traductions de sciences humaines et sociales de langue française par année met en évidence certaines tendances. D'une part, elle fait apparaître une différence notoire entre la décennie de 1990 et celle de 2000, laquelle a connu une forte croissance visible dans l'augmentation des titres traduits (voir le graphique 1). D'autre part, nous observons une corrélation entre, d'un côté, le marché des traductions et des publications et, de l'autre, les cycles économiques du pays. La crise, qui survient au début des années 1990, persiste pendant au moins trois années puis fait place à une période de stabilité et de croissance soutenue, où le marché du livre a le vent en poupe. Cette prospérité connaît une mise en suspens brutale avec la nouvelle crise des années 2000-2002, puis repart deux ans plus tard, entraînant une croissance notoire du marché du livre argentin. En revanche, il est difficile d'analyser précisément le double effet des politiques actuelles de restriction dans l'obtention de devises et de la contingence économique (par exemple l'inflation), qui peut avoir des répercussions négatives sur la dynamique de traduction et de publication d'ouvrages de sciences humaines et sociales provenant de la langue française.

Par ailleurs, d'après les résultats préliminaires d'une étude en cours, il ressort qu'au cours de la période étudiée ici, le nombre de traductions du français

73 http://www.isbnargentina.org.ar.

publiées par des éditeurs argentins dans le domaine des sciences humaines a toujours été supérieur à celui d'ouvrages provenant de l'anglais : plus du double dans les années 1990-1993, puis plus de 30 % dans les années 1994-2008. En revanche, dans la période 2008-2011, cet écart diminue.

**Graphique 1 : Nombre de titres de sciences humaines et sociales traduits du français, par année**

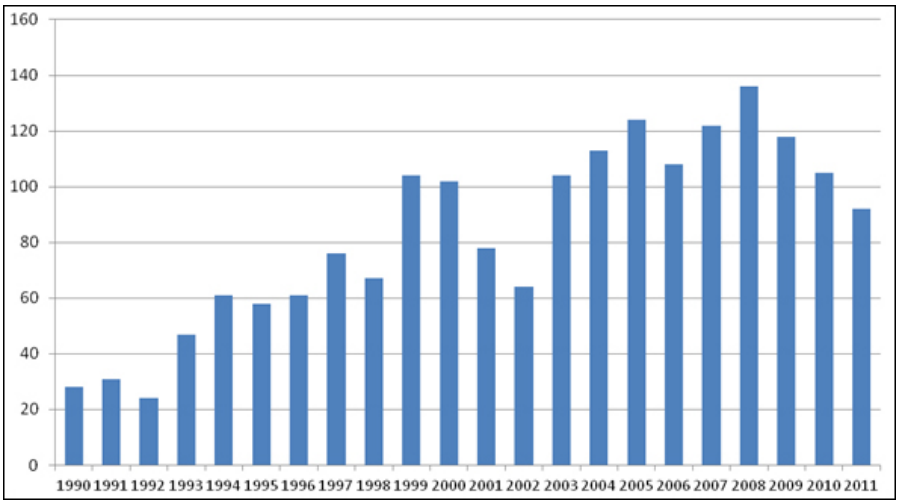


**Tableau 1 : Titres d'auteurs français de sciences humaines et sociales traduits et production générale de titres en Argentine[74]**

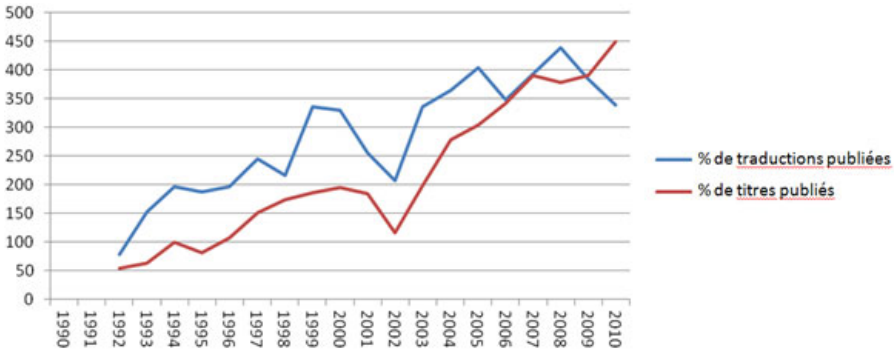
| Année | Production totale de titres (nouveautés et réimpressions) | Titres d'auteurs français de sciences humaines et sociales traduits publiés | Pourcentage de traductions de sciences humaines et sociales français sur l'ensemble des titres |
|---|---|---|---|
| 1990 | NR | 28 | *NR* |
| 1991 | 4 800 | 31 | *0,64* |
| 1992 | 7 400 | 24 | *0,32* |
| 1993 | 7 800 | 47 | *0,60* |
| 1994 | 9 600 | 61 | *0,63* |
| 1995 | 8 700 | 58 | *0,66* |
| 1996 | 9 900 | 61 | *0,61* |
| 1997 | 12 035 | 76 | *0,63* |
| 1998 | 13 096 | 67 | *0,51* |
| 1999 | 13 730 | 104 | *0,75* |
| 2000 | 14 151 | 102 | *0,72* |
| 2001 | 13 642 | 78 | *0,57* |
| 2002 | 10 346 | 64 | *0,61* |
| 2003 | 14 284 | 103 | *0,72* |
| 2004 | 18 129 | 113 | *0,62* |
| 2005 | 19 375 | 124 | *0,64* |
| 2006 | 21 182 | 108 | *0,50* |
| 2007 | 23 503 | 122 | *0,51* |
| 2008 | 22 911 | 136 | *0,59* |
| 2009 | 23 553 | 118 | *0,50* |
| 2010 | 26 387 | 105 | *0,39* |
| 2011 | NR | 92 | *NR* |

Ces données montrent la vitalité du marché des traductions de sciences humaines malgré une légère diminution au cours des trois dernières années.

74 Signalons qu'au cours des années analysées, les traductions (tous genres confondus) représentent entre 2% et 5% du total de la production éditoriale en Argentine. Au sein de ce pourcentage, les traductions de l'anglais représentent environ 50% des traductions chaque année et, en deuxième place, les traductions du français oscillent entre 12% et 18% des traductions. Le tableau 1 présente la relation entre les titres d'auteurs français de sciences humaines et sociales traduits et la production générale de titres en Argentine. Pour la plupart des années, les sources statistiques officielles ne distinguent pas la production en sciences humaines et sociales du reste et ne proposent d'informations ni sur les ouvrages traduits ni sur les langues les plus traduites. Ces carences empêchent l'analyse systématique du poids de la traduction des sciences humaines et sociales françaises dans la production totale des sciences humaines et sociales en Argentine. Les informations que nous avons pu recueillir pour certaines années nous permettent en revanche d'affirmer que la production totale en sciences humaines et sociales en Argentine (comprenant les productions originales en espagnol et les traductions) oscille pendant la période étudiée entre 18% et 20% de la production totale, et se situe en deuxième place, derrière la fiction. Les traductions du français représentent entre 2,5% et 3% du total des titres publiés en sciences humaines et sociales pour la période.

Par-delà les facteurs qui interviennent traditionnellement dans les statistiques sur l'évolution des marchés éditoriaux des pays périphériques (avec leurs crises cycliques dans les domaines économique et politique), les données relatives au segment éditorial étudié restent stables voire, pour certaines années, sont supérieures à la production générale de titres publiés en Argentine.

**Graphique 2 : Variations en pourcentage du nombre de traductions du français comparé au nombre de titres publiés, par rapport à l'année base 1991**




La division des vingt premières années (1990-2009) par périodes de cinq ans nous offre un cadre synthétique pour comprendre l'évolution de cet espace. Le tableau 2 montre à la fois une hausse du nombre de maisons d'édition investies dans la traduction et une relative stabilité du ratio entre nombre de titres traduits et nombre de maisons d'édition ayant publié des traductions durant ces quatre périodes.

**Tableau 2 : Évolution par périodes de 5 ans du nombre d'ouvrages de sciences humaines et sociales traduits du français et de maisons d'édition argentines qui ont traduit au moins un titre**

| Période | Titres publiés | Maisons d'édition | Moyenne de titres par maison d'édition |
|---|---|---|---|
| 1990-1994 | 191 | 54 | 3,53 |
| 1995-1999 | 366 | 81 | 4,51 |
| 2000-2004 | 461 | 105 | 4,39 |
| 2005-2009 | 608 | 155 | 3,92 |

Si l'augmentation du nombre de titres traduits du français paraît donc concomitante avec celle du nombre d'éditeurs investis dans la traduction de cette langue, la plupart des traductions voient le jour, et cela depuis le départ, sous l'impulsion d'un nombre restreint de maisons. Certaines d'entre elles ont une présence constante tout au long de la période, d'autres se sont désinvesties du marché des traductions, et enfin de nouvelles maisons ont fait leur apparition. En termes de nombre de traductions, les dix premières maisons d'édition, totalisent près de deux tiers (63 %) de l'ensemble entre

1990 et 1994, cette part se réduisant à 43 % dans les cinq dernières années. Nueva Visión et Paidós sont en tête pendant toute cette période, suivies par Amorrortu, Fondo de Cultura Economica et Manantial, des maisons qui ont pris une part importante mais variable dans cette importation selon les moments. Dans la décennie de 2000 une série de nouvelles structures font leur apparition, dont Libros del Zorzal, Siglo XXI Editores de Argentina, Katz, El Cuenco de Plata et Prometeo. On observe une polarisation entre les quelques maisons qui concentrent la majeure partie des traductions et la multiplication des éditeurs périphériques qui n'ont publié qu'un nombre beaucoup plus limité de traductions (du fait de l'orientation de leurs catalogues ou de leurs capacités matérielles et économiques restreintes).

D'une manière générale, nous pouvons affirmer que toutes ces maisons d'édition se situent au pôle de production restreinte, en ce qu'elles ne misent ni sur les ventes à rotation rapide ni sur la quête du grand public ; et de ce fait, s'opposent au modèle incarné par les grands groupes d'édition transnationaux comme Planeta, Santillana ou Norma[75]. Même si les catalogues de ces maisons représentent différentes politiques éditoriales, celles qui occupent une place de choix au sein de notre base se spécialisent dans les sciences humaines et sociales et visent un public universitaire.

## Aides à la traduction et maisons d'édition françaises

Nous avons distingué deux types de maisons : tout d'abord les maisons les plus anciennes et les plus engagées dans ce marché de la traduction (Nueva Visión, Paidós, Amorrortu, Fondo de Cultura Económica et Manantial), puis celles plus récentes mais qui font preuve d'un fort investissement dans la traduction des sciences humaines et sociales françaises (Libros del Zorzal, Siglo XXI Editores Argentina, Katz, Prometeo et El Cuenco del Plata). À partir de cette configuration, nous pouvons avancer quelques hypothèses sur les facteurs qui dynamisent leur activité. Nous nous concentrerons ici sur deux facteurs exogènes : d'une part, les aides à la traduction promues par l'État français ; d'autre part, la relation avec les maisons d'édition françaises dont proviennent les titres. Le premier facteur nous permet d'observer que ce flux de traductions est lié à la politique culturelle du pays européen, par-delà l'importance historique de la « pensée française » dans les dynamiques des champs intellectuels et académiques argentins. Le second facteur fait ressortir la dynamique différentielle que confèrent à ces flux le profil et les politiques éditoriales des maisons françaises.

Parmi les 1 823 titres traduits au cours des 22 années étudiées, 401 (c'est-à-dire 22 %) ont reçu des aides de l'Ambassade de France en Argentine ou bien du Centre National du Livre (CNL) qui relève du ministère français de la Culture et de la Communication.

75 La distribution des maisons d'édition en Argentine entre deux associations professionnelles reflète clairement l'opposition entre, d'une part, des grands groupes et, d'autre part, des petites et moyennes maisons : les premières sont réunies au sein de la CAP (Cámara Argentina de Publicaciones), les secondes sont affiliées à la CAL (Cámara Argentina del Libro). Presque la totalité de notre échantillon est membre de la CAL.

**Tableau 3 : Part des titres de sciences humaines et sociales traduits du français aidés parmi ceux publiés par les maisons d'édition argentines les plus actives dans leur importation (1990-2011)**

| Maison d'édition | Nombre de titres d'auteurs français de sciences humaines et sociales traduits et publiés | Nombre de titres subventionnés par le gouvernement français | Pourcentages des titres subventionnés par le gouvernement français |
|---|---|---|---|
| Nueva Visión | 224 | 74 | *33* |
| Paidós | 175 | 32 | *18* |
| Amorrortu | 103 | 28 | *27* |
| Fondo de Cultura Económica | 72 | 12 | *17* |
| Manantial | 56 | 25 | *45* |
| Siglo XXI Editores Argentina | 48 | 12 | *25* |
| Prometeo | 35 | 6 | *17* |
| Libros del Zorzal | 29 | 17 | *59* |
| El Cuenco de Plata | 29 | 11 | *38* |
| Katz | 18 | 6 | *33* |

Dans le tableau 3, on voit que ce groupe de dix maisons a reçu des aides à la traduction pour un nombre de titres non négligeable. En effet, elles concentrent au total 58 % des titres aidés ; autrement dit, à elles seules, elles ont bénéficié de 233 aides sur les 401 débloquées par l'État français. Le 42 % restant a été distribué à un groupe de 48 maisons. En ce sens, la subvention du PAP Victoria Ocampo, à l'instar de celle du CNL, ne concernent que les maisons les plus dynamiques sur le marché de la traduction. Ce constat, conforme à la politique française qui privilégie les maisons faisant preuve de « sérieux » et d'une certaine constance quant à l'investissement dans les traductions du français, pose cependant la question des chances données à de nouvelles initiatives. Autrement dit, il s'agit de savoir si cette tendance est plus conservatrice qu'innovatrice, si elle favorise les paris les plus sûrs ou bien si elle soutient la promotion de nouveaux auteurs, maisons d'édition, débats et thématiques.

Une des variables qui nous permet de donner des éléments de réponse est celle des auteurs traduits. Parmi les auteurs les plus consacrés et *de facto* les plus traduits, tous ne sont pas logés à la même enseigne : ainsi les œuvres déjà classiques de Michel Foucault et de Jacques Lacan ne sont pas aidées systématiquement, à la différence de celles d'auteurs comme Jacques Derrida, Michel Onfray, Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Julia Kristeva ou Jean-Luc Nancy.

**Tableau 4 : Distribution des aides parmi les auteurs les plus traduits**

| Auteur | Titres traduits | Titres subventionnés | % |
|---|---|---|---|
| Jacques-Alain Miller | 53 | 2 | *4* |
| Michel Foucault | 38 | 2 | *5* |
| Jacques Lacan | 29 | 2 | *7* |
| Pierre Bourdieu | 24 | 9 | *38* |
| Éric Laurent, | 23 | 3 | *13* |
| Jacques Derrida | 21 | 10 | *48* |
| Paul-Laurent Assoun | 20 | 4 | *20* |
| Alain Badiou | 20 | 8 | *40* |
| Paul Ricoeur | 16 | 1 | *6* |
| Gérard Pommier | 16 | 2 | *13* |
| Jean Allouch | 14 | 3 | *21* |
| André Green | 14 | 4 | *29* |
| Jacques Rancière | 13 | 3 | *23* |
| Georges Bataille | 12 | 4 | *33* |
| Michel Onfray | 11 | 7 | *64* |
| Robert Castel | 10 | 3 | *30* |
| Jean Laplanche | 9 | 1 | *11* |
| Maud Mannoni | 9 | 1 | *11* |
| Julia Kristeva | 9 | 4 | *44* |
| Jean-Claude Milner | 9 | 4 | *44* |
| Paul Virilio | 9 | 5 | *56* |
| Edgar Morin | 8 | 2 | *25* |
| Alain Touraine | 7 | 1 | *14* |
| Loïc Wacquant | 7 | 1 | *14* |

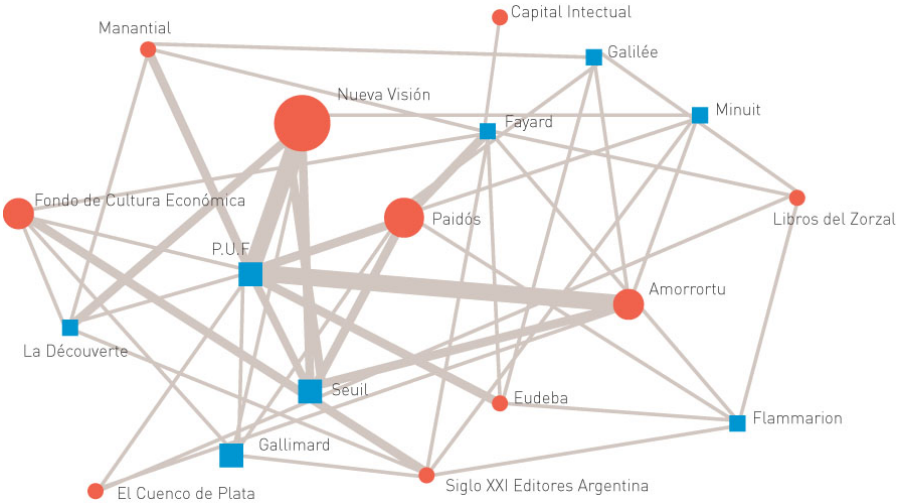
On pourrait imaginer que les aides seraient attribuées au début de la carrière de certains auteurs, et que, par la suite, leurs ouvrages seraient systématiquement traduits. Néanmoins, les cas de Derrida, Onfray ou Badiou nous montrent que, malgré l'importation réussie et pérenne de leurs publications dans les champs académique et intellectuel argentins, leurs ouvrages ultérieurs bénéficient toujours autant des aides. Par ailleurs, en observant en détail les titres traduits et aidés, il est possible de constater que, durant ces deux décennies, les aides ont été distribuées de manière sporadique, et non de manière constante. Ceci nous conduit à écarter l'hypothèse selon laquelle la concentration des aides sur un petit groupe d'auteurs consacrés aurait pu répondre au besoin de consolider ou de renforcer leur présence face à un possible manque d'intérêt du public lecteur. En fait, elle est plus l'expression de la demande des éditeurs argentins.

Si nous nous penchons sur la répartition disciplinaire, il apparaît que la philosophie, l'histoire, la psychanalyse et l'anthropologie sont les disciplines qui ont le plus bénéficié des aides accordées par le ministère français des Affaires Étrangères ou par le CNL, une répartition qui correspond à celle concernant les traductions de titres français dans leur totalité. Enfin, si l'on s'arrête sur les auteurs traduits par les maisons du groupe que nous analysons, on constate un équilibre entre les demandes d'aides à la traduction pour les auteurs consacrés et celles portant sur des auteurs moins connus des lecteurs argentins. Cette tension entre les logiques conservatrices et innovatrices dans les choix éditoriaux est décisive à l'heure où se pose la question de « la vitalité actuelle de la pensée française » dans l'échiquier de la culture argentine et ibéro-américaine.

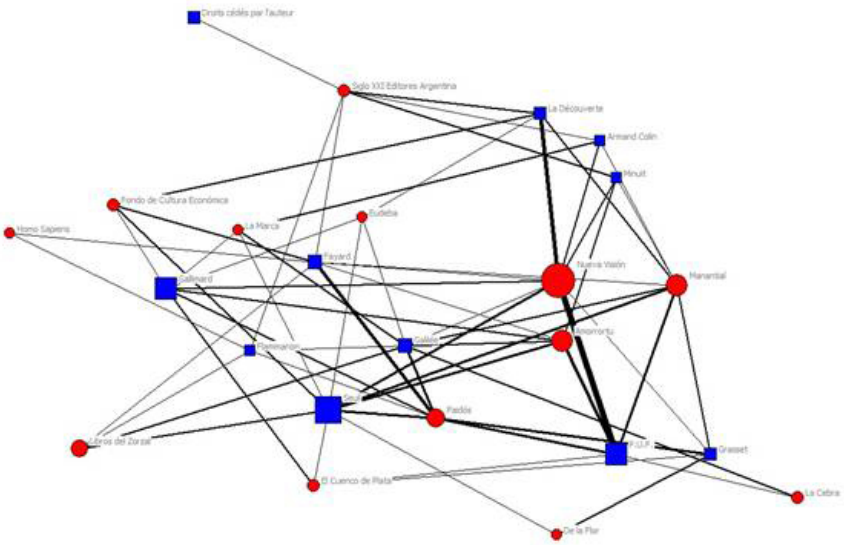
Afin de rompre avec les approches essentialistes des cultures nationales, il faut approfondir notre analyse de l'hétérogénéité interne des champs éditoriaux, académiques et intellectuels, et démontrer que cette histoire et cette sociologie des échanges des biens symboliques est bien le produit des actions d'agents spécifiques, avec des intérêts relatifs et divergents (en compétition à l'intérieur des marchés concrets). Au centre du marché des traductions se situent évidemment les éditeurs argentins, néanmoins leurs marges de manœuvre sont liées aux dynamiques de leurs interlocuteurs français. Ainsi, cette étude doit comprendre les relations traditionnelles entre les maisons d'édition de chacun des deux pays. Qui sont les éditeurs dominants du côté de la cession des droits ? Qui du côté de l'acquisition ? Quelles régularités observons-nous dans ces liens ?

Mis à part Prometeo et Katz, qui sont les maisons les plus récentes du groupe analysé (et même si le directeur de cette dernière a une vaste expérience éditoriale au niveau international), les éditeurs étudiés sont les plus investis dans les échanges et entretiennent des relations privilégiées avec le champ éditorial français. Dans l'analyse de réseaux réalisée sur le nombre de titres communs aux maisons argentines et françaises, on observe la centralité de Nueva Visión, qui entretient des relations privilégiées avec les PUF mais également avec Le Seuil, suivi de La Découverte et de Gallimard. Paidós a plus de relations avec Le Seuil, et dans une moindre mesure La Découverte, Fayard, Gallimard, Minuit et Galilée (l'éditeur de Derrida). Amorrortu traduit aussi des livres de ces éditeurs dans une proportion comparable. Parmi les maisons ayant le plus de liens avec leurs homologues français, figurent en bonne place Eudeba (une maison universitaire dont la fondation date de plus de cinquante ans) et Capital Intelectual (une structure récente qui considère la traduction comme l'un des piliers de son catalogue).

**Graphique 3 : Réseaux des maisons argentines et françaises avec 10 relations mutuelles ou plus (nombre titres traduits)**




**Graphique 4 : Réseaux des maisons argentines et françaises avec 6 relations mutuelles ou plus (nombre des titres traduits), en ne prenant en compte que des titres qui ont reçu des aides de l'État français.**




Il semble assez logique que les maisons d'édition argentines qui traduisent le plus possèdent les meilleurs réseaux de contacts, mais le phénomène le plus intéressant nous le trouvons du côté des huit maisons françaises ayant les réseaux les plus développés en Argentine : Seuil, Gallimard, PUF, La

Découverte, Fayard, Minuit, Galilée, Flammarion. À l'exception de Minuit, qui témoigne de l'importance du capital symbolique dans ces échanges, ces éditeurs sont très présents sur les foires internationales, ils disposent de départements de droits étrangers qui se sont consolidés au long des années, et leurs responsables de droits ont pour la plupart visité l'Argentine dans le cadre de sa Foire du livre ou bien dans le cadre de rencontres professionnelles au cours de la période étudiée (sur les responsables de droits français, voir chapitre 4). Du côté des éditeurs argentins les plus liés aux confrères français, ils se rendent régulièrement aux foires de Francfort et de Guadalajara et font des voyages en France afin de resserer les liens professionnels, comme ils nous l'ont précisé en entretien. Si nous analysons les maisons françaises dont les oeuvres ont bénéficié d'aides à la traduction vers l'espagnol, nous voyons que les maisons les plus aidées ont été : Gallimard, Seuil, PUF, Grasset, Fayard, Galilée, Flammarion, Minuit, Armand Colin, La Découverte. Le noyau des maisons françaises qui ont cédé le plus de droits en Argentine est presque le même que celui qui a le plus bénéficié des aides à la traduction des confrères argentins. En ce sens, il est étonnant qu'un ensemble des maisons françaises (Payot-Rivages, Agone, Actes Sud, Raisons d´Agir, La Fabrique, etc.) qui ont des catalogues analogues à la production des collègues argentins, n'apparaissent pas sur ce terrain. Cette observation ouvre la question des conditions et des mécanismes permettant à un éditeur français périphérique au réseau de rentrer dans la compétition.

Dans une perspective temporelle, la dernière analyse est complémentaire des données du tableau 1. À partir de l'année 2008, la quantité totale de titres publiés en Argentine est en augmentation, mais le pourcentage des traductions du français diminue fortement. La diminution corrélative des aides à la traduction, qui sont passées de 32 en 2008 à 11 seulement en 2010, nous renseigne sur la forte dépendance de ces variables et de l'effet d'entonnoir, sans qu'on puisse déterminer à ce stade si la baisse du nombre des traductions est due à la réduction des aides, ou si cette dernière découle d'une demande plus faible de la part des éditeurs argentins. Néanmoins, passer des structures aux agents fait apparaître une dynamique plus complexe, qui nécessite une sociologie des médiateurs et une ethnographie de leurs mondes intellectuels, de leurs modes de travail et des stratégies corrélatives. Un tel travail ne peut être qu'esquissé ici.

## Médiateurs : éditeurs, directeurs de collection, traducteurs

Nous nous contenterons de suggérer ici quelques pistes qui sont apparues lors de l'analyse d'une vingtaine d'entretiens réalisés en Argentine et en Espagne. Une question générale, qui s'impose désormais, est la force relative que chacun mobilise en tant que prescripteur ou simple intermédiaire entre les intérêts des tiers agents.

En ce qui concerne les traducteurs, nous avons pu vérifier qu'ils apparaissent rarement comme prescripteurs d'ouvrages à traduire. La plupart des éditeurs ont souligné le fait que les traducteurs ne sont pas ceux qui

proposent des titres ou des auteurs étrangers. Leurs sources sont de deux ordres bien différents : des réseaux intellectuels informels et/ou des réseaux construits avec les professionnels du livre français. Un pôle se caractérise par l'espace des intellectuels ou universitaires en position dominante, ou qui prétendent l'être, et qui généralement « font le voyage » entre les deux pays et incorporent des regards et des intérêts liés à leurs capitaux de différenciation. Le cadre dans lequel ces projets prennent forme, en ce qui concerne les sciences humaines et sociales, est presque exclusivement celui des universités où les forces qui opèrent sont moins celles du marché éditorial que celles de l'univers scientifique-académique. L'autre pôle, comme nous l'avons déjà suggéré, implique un haut degré de professionnalisation à l'intérieur des dynamiques contemporaines du marché éditorial internationalisé.

Les traducteurs se distribuent également en pôles homologues aux précédents : quelques traducteurs sont les mêmes professeurs ou boursiers qui « voyagent » et d'autres sont des professionnels expérimentés dans le travail éditorial et la traduction. Néanmoins, à partir des entretiens réalisés avec des traducteurs (en tenant compte des variations au sein de notre population d'enquêtés), ce qui prédomine ce sont les plaintes par rapport à la précarité des conditions de travail : à une mise à l'écart de l'ensemble du processus éditorial, une rétribution économique insatisfaisante, des délais trop courts, etc.

Par ailleurs, la figure du directeur de collection n'apparaît pas en tant qu'acteur majeur dans les projets de traduction. Certains éditeurs interviewés ont des directeurs de collection ou des conseillers éditoriaux plus ou moins officiels, mais en ce qui concerne la traduction, les décisions sur les projets sont souvent prises par les éditeurs responsables des maisons. En ce sens, il n'est pas étonnant de remarquer que les maisons argentines qui traduisent le plus sont celles dont les éditeurs responsables sont bien informés sur les catalogues de leurs collègues français, avec lesquels ils échangent dans les foires, ou bien avec lesquels ils ont construit de relations de confiance dans le temps.

Parmi les maisons d'édition argentines qui traduisent le plus de sciences humaines et sociales du français, il y a certaines variables qui sont plus significatives que d'autres si on veut comprendre les choix des œuvres et des auteurs français, ainsi que la signification à donner à la distribution des aides à la traduction. Ces variables sont : 1. les éditeurs (profil et trajectoire des éditeurs responsables) ; 2. la structure de l'entreprise (appartenance ou non appartenance à un groupe d'entreprises, que ce soit un groupe d'édition ou autre) ; 3. le catalogue, ce qu'on apellera le capital éditorial (ancienneté et prestige de la maison d'édition, configuration de son catalogue, ancienneté dans la publication des œuvres traduites du français, nombre et diversité de titres traduits) ; 4. l'internationalisation (participation aux foires internationales, particulièrement celle de Francfort).

## Les éditeurs. Profil et trajectoire des éditeurs responsables

La figure de l'éditeur est décisive dans la construction du catalogue et sa trajectoire sociale est un élément clé pour comprendre l'orientation générale de chacune des maisons d'édition que nous étudions. L'analyse des traductions exige de s'attarder également sur des aspects spécifiques tels que les compétences linguistiques, la formation intellectuelle ou le capital social international.

Ce sont les propriétés d'Alejandro Katz et sa trajectoire qui lui ont permis d'introduire des auteurs français dans le catalogue de Fondo de Cultura Economica (FCE) depuis sa filiale argentine (Alain Touraine, Michel Foucault, Paul Ricoeur, Pierre Vidal-Naquet, Élisabeth Roudinesco, etc.). Pendant longtemps, les contrats des traductions au FCE étaient décidés par lui. Katz a dirigé la filiale argentine du FCE de 1991 à 2006. Puis, il a créé sa propre maison d'édition : Katz editores. Cette maison fut rapidement reconnue grâce à son catalogue composé presque entièrement de traductions d'auteurs de sciences humaines et sociales d'origines linguistiques diverses (Axel Honneth, Eva Illouz, Martha Nussbaum, parmi beaucoup d'autres).

Katz est parti au Mexique à l'âge de 20 ans, où il a poursuivi ses études universitaires en langue et littérature à l'Universidad Nacional Autónoma. Avant de devenir éditeur, il a travaillé comme traducteur et critique littéraire. Il a collaboré également à différents journaux et revues culturelles mexicaines. Quand il nous a parlé de son intérêt précoce pour la culture française, Katz a souligné deux éléments :

> La proximité avec certains auteurs français faisait partie de ma vie familiale ainsi que de l'apprentissage de la langue et de la littérature française au Collège National de Buenos Aires. […] C'est cela qui a fait que l'attention que j'ai portée aux éditeurs français à Francfort a été quasi automatique : Gallimard, Seuil, Fayard, étaient de grandes marques de la pensée française vers lesquelles je me dirigeais naturellement.

En ce sens, la liste des traductions de son catalogue révèlent un intérêt constant pour la pensée française ainsi qu'une connaissance profonde des débats argentins, mais également de l'espace linguistique hispanophone. Autant d'éléments qui orientent ses paris éditoriaux. Ainsi, les noms de Louis Althusser, Michel de Certeau, Marcel Mauss, Roger Chartier, Arlette Farge ou Nicole Loraux, qui apparaissent dans son catalogue, ne doivent pas être lus uniquement comme de grands noms de la pensée française du XXe siècle, mais également comme des auteurs qui ont eu, et qui ont toujours, une grande influence dans les espaces académiques argentins et dans le développement des sciences humaines et sociales en langue espagnole. Ce sont des auteurs qui ont « fondé des écoles et des disciples » dans le cadre d'une tradition qui précédait l'introduction de ces titres dans son catalogue. Par ailleurs, et même si sa maison n'appartient pas à un groupe d'édition, Katz a tenté de couvrir une bonne partie de l'espace linguistique hispanophone. Pour cela, il a ouvert en parallèle un bureau à Buenos Aires et un autre à Madrid, et il a signé des contrats de distribution dans plusieurs pays de l'Amérique Latine.

Parmi l'ensemble des maisons d'édition étudiées, Capital Intelectual est probablement celle dont les ouvrages bénéficient de la plus grande circulation. Nous faisons cette hypothèse à partir de l'observation des titres publiés (où l'on voit la prééminence des ouvrages journalistiques et de vulgarisation qui paraissent dans la collection « Claves », proche du modèle de la collection française « Que sais-je ? »), les traductions choisies pour son catalogue et ses modes de distribution lesquels incluent la distribution en kiosques de presse. Ce profil s'explique autant par l'origine même de cette maison que par la ligne choisie par ses éditeurs. Capital Intelectual, qui fait partie du groupe d'entreprises INSUD, a été fondée par Hugo Sigman, propriétaire de ce groupe dédié à une grande diversité de produits, qui vont de la technologie agricole de pointe et de la recherche en industrie pharmaceutique à la production de films et la maison d'édition Capital Intelectual. La création de cette maison est née de la convergence entre différentes structures politico-culturelles préexistantes. Il s'agit d'une part, d'entreprises purement journalistiques, comme les revues *Tres Puntos* et *TXT* ainsi que le mensuel, publié depuis quinze ans, *Le Monde Diplomatique* (édition Cône Sud) ; et d'autre part, de la collection « Claves para todos », strictement destinée aux kiosques de journaux. Le passage de l'édition de périodiques à celle d'ouvrages s'est opéré grâce à la traduction d'ouvrages publiés par l'éditeur français du « Diplo » (Noam Chomsky, Ignacio Ramonet, Gilbert Achcar, entre autres). Outre la fondation de la maison, il faut également signaler les trajectoires de Jorge Sigal et Daniel González, qui en ont été responsables entre 2008 et 2013. Tous deux viennent du journalisme et ont travaillé précédemment au sein de l'un des périodiques de l'entreprise à laquelle appartient Capital Intelectual. Il s'agit d'une maison qui a publié, au moins au départ, des ouvrages pour le lectorat potentiel de ses périodiques, notamment *Le Monde Diplomatique*, plaque tournante de la pensée française pour ses éditeurs argentins.

Emilce Paz, la directrice éditoriale chez Paidós, a un profil différent. Dans son cas, l'éditeur constitue également une figure centrale dans l'orientation et la sélection des ouvrages à publier, mais sa trajectoire ainsi que ses pratiques de travail se traduisent par une influence plus restreinte (ou limitée). Par opposition à Katz, Paz ne possédait pas des capitaux sociaux et intellectuels en amont. Ses études de lettres à l'Université de Buenos Aires (qu'elle a dû arrêter à cause des exigences de son travail) sont ultérieures à sa formation professionnelle dans le cadre de la licence d'édition de la même université. Paz a commencé à travailler chez Paidós[76] en tant qu'éditrice de cette maison mais également chez les filières argentines des maisons espagnoles Crítica et Ariel. Ces trois marques font partie du groupe Planeta. L'origine et le développement des contacts internationaux comme les choix des auteurs et titres à traduire, ou encore la décision finale de ce qui sera publié sont autant

76 Paidós a été fondée à Buenos Aires en 1945 par Enrique Butelman et Jaime Bernstein, sous l'impulsion intellectuelle de Gino Germani, fondateur de la sociologie scientifique en Argentine. Paidós, avec FCE, est devenue l'une des maisons les plus prestigieuses des sciences humaines et sociales en langue espagnole entre 1950 et 1970.

d'éléments qui dépendent moins des compétences et des capitaux spécifiques de l'éditeur. L'influence de l'éditeur est limitée par le fonctionnement d'un appareil éditorial complexe et divisé en sections (département de presse, marketing, direction générale et directeurs de collections), déterminé par le puissant groupe espagnol. Le cas d'Emilce Paz, avec ses singularités bien entendu, est assez représentatif des éditeurs employés par les grands *holdings* : leurs schèmes de perception et d'action sont conditionnés par les contraintes économiques que les gérants administratifs et financiers leur imposent. Ainsi, l'orientation actuelle du catalogue de Paidós reflète les formes de péréquation ou d'équilibre, mais aussi les tensions entre une logique orientée vers la consommation de masse (ouvrages de développement personnel et essais pour le grand public) qui répond à ces besoins et une autre logique plus restreinte, de niche, qui donne une certaine continuité au catalogue historique de la maison.

## Structure de l'entreprise

L'appartenance ou non à un groupe ainsi que le type d'entreprise ont une incidence sur les processus de sélection des titres à traduire et sur la demande des aides à la publication offertes par l'Ambassade de France (que ce soient des aides à la traduction ou bien à l'achat des droits)[77].

Plus l'entreprise est « grande », plus les acteurs sont nombreux et moins l'individualité des éditeurs et des directeurs de collections est visible. Dans le cas de Paidós, la proposition originale d'un titre à traduire peut venir des sources les plus variées et les directeurs de collection ont également un regard d'expert sur ces propositions. Néanmoins, la « viabilité » d'un titre se décide autour de la « table » qui réunit, au-delà des éditeurs et directeurs des collections, les gérants exécutifs et les responsables financiers, presse et marketing. Cette organisation est néanmoins différente dans le cas de la filiale argentine de Fondo de Cultura Económica, quand bien même il s'agisse d'une maison internationale de grande taille reposant sur des capitaux étrangers. La logique financière à beaucoup moins de poids que chez Planeta, grâce au modèle de financement qui provient de l'État mexicain et à la priorisation du maintien du prestige académique et culturel accumulé en Ibéro-Amérique tout au long de ses quatre-vingts années d'existence. Les décisions sur le plan éditorial du FCE en Argentine sont prises dans le cadre d'un comité éditorial (« Comité d'Impression et Sélection des Ouvrages »), qui communique et négocie ce programme tous les ans en visioconférence avec « Mexique » (autrement dit, la maison mère). Comme nous l'avons déjà

77 Il est important de signaler que les éditeurs argentins ne font pas de distinction quant à l'origine de ces aides. Pour eux, c'est l'Ambassade de France en Argentine qui propose les différents types d'aides au cours de l'année au-delà des différentes sources de financement (Centre National du Livre, fonds propres de l'Ambassade locale, Institut Français, etc.). Les liens avec le Bureau du Livre local sont très fluides pour les éditeurs du noyau le plus investi dans la traduction que nous analysons ici, ce qui implique que les informations circulent naturellement entre le Bureau du Livre et ces éditeurs argentins qui sont régulièrement alertés sur les dates et modalités de présentation des différents types d'aide.

dit, au pôle opposé se trouvent des structures comme celle de Katz ou Del Zorzal, où les décisions sont concentrées en la personne de l'éditeur.

La distance entre ces types de maisons est également visible quand nous analysons les demandes d'aides à la publication (aides à la traduction ainsi qu'à l'achat des droits) déposées par l'intermédiaire de l'Ambassade de France en Argentine ou de l'éditeur français[78]. Les aides sont toujours définies comme « importantes », mais les modes de valorisation et les usages qui en sont faits diffèrent. Dans le cas de Paidós, les demandes se font principalement pour les ouvrages les plus coûteux, « de niche », « à rotation très lente », « là où le risque éditorial est les plus important », d'après ce que nous a dit l'éditrice. Les aides sont une opportunité pour développer ce type de projets mais elles ne sont pas considérées comme un élément décisif pour orienter les politiques de traduction. « …Les subventions octroyées par un pays n'incitent pas. Cela me parait positif ». Dans le cas de FCE, les aides sont valorisées de façon assez secondaire par rapport à la variable « Mexique ». Ainsi, si la maison mexicaine s'intéresse à l'ouvrage proposé par la filière argentine, ils avancent sur des contrats de cession de droits afin de le publier dans les deux pays. La maison installée au Mexique et la filière argentine ont des stratégies de diffusion différentes, vu qu'il n'est pas facile de mettre en circulation en Argentine des ouvrages importés du Mexique en raison des contraintes pesant sur l'importation de livres depuis la dernière année. L'intégration des deux marchés éditoriaux au travers de la même entreprise n'est pas toujours facile en raison des différences politiques et économiques.

Libros del Zorzal, une entreprise plus petite, organisée et contrôlée à toutes ses étapes par l'éditeur fondateur, montre que le poids des aides peut être déterminant lors de la prise de décisions. Il s'agit d'une PME qui peine à assurer la distribution et la circulation des ouvrages publiés. Au cours des dernières années, sa présence sur le marché argentin s'est consolidée, mais les possibilités d'exporter une partie de sa production à l'étranger restent limitées. Néanmoins, son éditeur, Leopoldo Kulesz, a progressivement assuré la distribution à l'étranger de certains des livres qu'il a traduits, et a confirmé des liens avec des distributeurs et des libraires dans le reste du monde hispanophone, particulièrement en Amérique Latine. Or, comme c'est le cas pour la plupart des maisons sans filière à l'étranger, les difficultés pour mener une gestion commerciale à distance conduisent à ce que la majeure partie des tirages de ces maisons ne circulent qu'en Argentine. À l'heure d'évaluer les possibilités de traduire, l'éditeur fait ses prévisions en analysant les possibilités d'insertion de l'ouvrage sur le marché argentin. L'accès aux aides joue alors un rôle déterminant afin de réduire les coûts de production dans un marché qui absorbe difficilement les tirages de cette maison, en moyenne 1 500 exemplaires. En même temps, ce dernier chiffre peut être

78 Nous nous référons en termes génériques à l'Ambassade de France car les éditeurs argentins ne connaissent pas et ne s'adressent presque jamais aux organismes spécifiques de l'Ambassade avec des noms plus précis comme SCAC, Institut Français, Bureau du Livre, etc. Comme nous l'avons signalé également à propos de la non-distinction entre les types et origines des aides, dans le vocabulaire des éditeurs et des professionnels du livre locaux il s'agit tout simplement des aides proposées « par l'Ambassade de France ».

considéré comme un seuil minimal pour compenser les coûts de l'édition d'un livre traduit. Dans le cas de ce type de maison, l'exportation est évaluée comme un « plus », une entrée complémentaire (quand ils exportent et quand les clients à l'étranger payent de façon « ferme »). Ce n'est donc pas un facteur qui peut être pris en compte lors des calculs prévisionnels ou de la publication possible d'un auteur.

## Catalogue (capital éditorial)

Quand le nombre de traductions du français dans le catalogue augmente, l'attention vers la production éditoriale française se renforce. Quand la connaissance des maisons d'édition et des catalogues français s'approfondit, quand des liens directs ou personnels se tissent avec les responsables de droits des maisons françaises, le suivi de la production des sciences humaines et sociales françaises tend à s'intensifier. L'expérience des éditeurs de Capital Intelectual, une maison relativement nouvelle et l'une des dernières à avoir intégré le groupe des maisons traduisant le plus du français, est éloquente. Les premières tentatives pour contacter une maison française prestigieuse afin d'acheter des droits étaient complexes. Jorge Sigal, directeur éditorial, raconte qu'au début, pour les éditeurs français, « nous n'existions pas ». Et il ajoute : « Ce type d'éditeur français veut que l'on édite bien leurs livres, que tu proposes un bon traducteur, que le livre circule bien, que tu aies un outil commercial. Ce qui est compliqué est de gagner leur confiance ». Et au sujet des premières traductions, il rajoute :

> Les premières traductions nous les avons eues après beaucoup de négociations et ce n'était pas facile à mener. Avant d'accepter les cessions, ils voulaient savoir qui nous étions, nos références. Nous avons su ensuite qu'ils demandaient des références sur nous à des collègues.

Le cas d'Alejandro Katz est particulièrement significatif ici. Quand il était directeur éditorial de la filière argentine de FCE, il privilégiait clairement la traduction des ouvrages d'origine française. Quand il a ouvert sa propre maison, les traductions se sont diversifiées entre plusieurs langues et des origines nationales différentes. Dans son nouveau catalogue, la production nord-américaine arrive en tête, et les ouvrages français et allemands partagent la seconde place, suivis par les italiens. Ceci pourrait s'expliquer autant par les thématiques privilégiées (philosophie contemporaine, théorie politique, neurobiologie, études culturelles, essais sociologiques et historiques, etc.), que par des conditions structurelles et matérielles. Quand il a fondé sa propre maison d'édition, Katz a fait un pari sur la nouveauté en favorisant la traduction d'auteurs à forte renommée sur la scène internationale et dont l'œuvre n'était pas encore disponible en espagnol. Dans une certaine mesure, cette innovation peut être lue comme une réponse productive aux limites structurelles imposées par l'existence du FCE. Le prestige international, un catalogue consolidé, des liens de longue date avec les maisons d'édition françaises et le pouvoir économique du FCE, marquaient une limite aux possibilités d'être compétitif avec cette maison dans l'achat de droits de

traduction d'auteurs français. Même si une bonne partie de ces auteurs avaient été intégrés au catalogue du FCE par Alejandro Katz lui-même.

## Internationalisation

La référence à la foire du livre de Francfort est incontournable. Tous les éditeurs interviewés reconnaissent l'importance de cette foire dans la construction de leurs catalogues de traductions. En ce qui concerne les négociations qui se mènent sur cette foire avec les éditeurs français, les interviewés signalent l'importance de la connaissance personnelle avec d'autres éditeurs et responsables des droits des maisons. Francfort est le lieu où l'éditeur sent de manière concrète (face à la présence physique de l'autre) les conditions telles que les décrit le responsable de Capital Intelectual : les compétences linguistiques des éditeurs sont en jeu, une rhétorique, des manières et des formes objectivées de l'habitus (la façon de s'habiller, des postures, des tics) qui transmettent les signes que cherche l'éditeur étranger pour confirmer ou non les affinités électives qui pourraient bien conduire à la négociation des droits. La compétence linguistique a une forte influence sur les relations et les pratiques professionnelles qui ont lieu à la Foire de Francfort. La capacité de lecture en français rend plus facile l'examen des ouvrages proposés, ainsi que l'accès et la découverte de livres *in situ*. Les compétences orales peuvent favoriser un dialogue minimal pour l'échange et la négociation ou bien l'amorce de liens plus personnels et amicaux qui consolident les relations dans le temps. C'est à Francfort que les catalogues et les livres passent de mains en mains. Quand le lien de confiance s'établit et si la relation est positive, tout l'art sera de conserver cette relation dans le temps. Pour cela, il faudra se rendre à Francfort périodiquement, comme si la communication électronique ne donnait ni les garanties ni les condiments sociaux aussi efficaces que ceux propres au rituel allemand.

Ainsi, Francfort constitue l'endroit qui exprime la valeur de la relation temps-reconnaissance propice – voire nécessaire – au bon déroulement des transactions de traductions. L'établissement des liens avec les représentants des maisons françaises et la conséquente possibilité d'acquérir régulièrement des droits d'auteur et des titres à forte renommée dépendra en bonne partie de l'histoire de la maison d'édition acheteuse telle qu'elle apparaît dans son catalogue et de la régularité des visites à la Foire. Un exemple intéressant à cet égard est celui de Carlos Díaz, qui a pris en main la réouverture en 2001 de la filiale argentine de Siglo XXI editores. Carlos est le fils de l'un des responsables de Siglo XXI Argentine aux temps de sa fondation, au début des années 1970[79]. Après avoir obtenu son diplôme en sociologie à l'Université de Buenos Aires et après avoir travaillé chez Gandhi, une librairie prestigieuse de la capitale, il réussi à imposer Siglo XXI

79 Pour une analyse détaillée de la trajectoire de Carlos Díaz, de la maison Siglo XXI et du prestige accumulé par cette maison d'édition de sciences humaines et sociales à l'échelle ibéro-américaine, voir Gustavo Sorá, « Des éclats du Siècle. Unité et désintégration dans l'édition hispano-américaine en sciences sociales », in Gisèle Sapiro (sous la dir.), *Les Contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, pp. 93-116.

Argentine comme l'une des maisons de référence pour les sciences humaines et sociales locales. Aux compétences « héritées » s'est ajouté un grand effort pour développer des stratégies d'internationalisation : bonne maîtrise des langues étrangères, compétences académiques, voyages permanents (particulièrement aux foires internationales), participations aux programmes de type *fellowship* avec des éditeurs d'autres pays, etc. Un autre aspect fondamental pour la croissance rapide de cette maison fut la création d'un comité éditorial informel intégré par des référents argentins dans le domaine des sciences humaines et sociales. Après avoir intégré le catalogue afin de raviver le prestige acquis dans les années 1970, des auteurs comme Carlos Altamirano, Luis Alberto Romero et Hugo Vezzetti ont été associés à la maison en tant que directeurs de collection et conseillers éditoriaux :

> L'essentiel a été de publier des auteurs déjà consacrés. Avec eux le dialogue est permanent et ils forment notre comité éditorial, notre entourage. Ce comité n'est pas institutionnalisé, c'est peu organique. Vers la fin de l'année nous faisons une liste de propositions et nous sélectionnons les titres qui pourraient être publiés l'année d'après. Pour nous, un directeur de collection n'est pas quelqu'un qui nous apporte une liste et nous dit « mes amis, voici les cinq livres français de 2014 ». (Mars 2013)

Les relations avec les universitaires et intellectuels argentins qui forment le comité éditorial informel se nourrissent de conversations et de négociations régulières. Carlos Díaz se réserve la décision finale qu'il prendra en fonction des stratégies propres à cette entreprise éditoriale qui a su enrichir son catalogue sans risquer son patrimoine économique. C'est ainsi que des auteurs comme Barthes, Bourdieu, Lacan et Foucault sont devenus des auteurs-phare de cette maison.

Dans un autre sens, Leopoldo Kulesz, fondateur et éditeur de Libros del Zorzal, est également un cas atypique. S'il ne vient pas du monde de l'édition, il possédait, à ses débuts, de solides compétences en langues étrangères et une bonne connaissance de la culture française. Kulesz a fréquenté le lycée français de Buenos Aires puis a fait une thèse en mathématiques à Paris. De retour en Argentine à la fin de ses études, il a monté une maison d'édition après quelques premières expériences qui ont eu du succès : il a notamment réédité un ouvrage pour les étudiants en mathématiques qui était épuisé depuis longtemps et qui se révéla un succès de vente. Pour développer son projet, il commença à voyager en France où il entra en contact avec des éditeurs avec lesquels il tissa des liens personnels très fluides. Ces derniers se sont consolidés depuis sa participation, comme Carlos Díaz, à des programmes en Allemagne et en France pour la formation de jeunes éditeurs étrangers. Ces expériences ont conduit Kulesz à privilégier un réseau d'éditeurs et de responsables de droits avec lesquels il a des relations tant personnelles que professionnelles (des *networking*) voire, avec certains, de véritables liens d'amitié. Ses référents travaillent dans des maisons comme le Seuil, Fayard et, dans une moindre mesure, Galilée. Conserver ces relations est l'une des raisons pour lesquelles il a précisé qu'il retournait périodiquement à Francfort.

Il est important de signaler que ces cinq dernières années, le Salon du Livre de Paris est devenu une place reconnue et significative pour les éditeurs argentins de sciences humaines et sociales. Buenos Aires a été la ville invitée en 2010 et l'Argentine sera pays invité d'honneur en 2014. Il faut également signaler l'impact des programmes menés par le CNL, le BIEF et l'Ambassade de France lesquels favorisent les voyages et les rencontres entre éditeurs français et argentins. « La Semaine du Livre Français à Buenos Aires », lors de laquelle nous avons rencontré différents acteurs des relations franco-argentines, en est un exemple.

Nueva Visión, autre maison ayant un poids significatif dans notre noyau d'éditeurs analysés, n'a pas les mêmes stratégies d'internationalisation que ceux que nous avons évoqués jusqu'à présent (Katz, Díaz, Kulesz). Les propriétaires de Nueva Visión prennent l'ensemble des décisions concernant la construction du catalogue ; mais pour ce qui concerne les traductions du français, le poids des directeurs de collection est beaucoup plus évident. Le contraste est encore plus frappant lorsque nous observons que Carlos Altamirano et Hugo Vezzetti, deux intellectuels également impliqués chez Siglo XXI, ont également beaucoup participé à l'élaboration de ce catalogue. Il s'agit de deux membres du monde académique argentin dotés d'un fort prestige qu'ils ont accumulé au cours de leurs longues trajectoires politiques et intellectuelles. Carlos Altamirano et Hugo Vezetti ont joué un rôle clé dans la formation de la section française du catalogue de Nueva Visión. Au cours des années 1980, après la dictature militaire, Altamirano fut convoqué par les éditeurs de Nueva Visión pour enrichir le catalogue de la maison. Altamirano avait déjà participé à différents projets éditoriaux dans les années 1960 et 1970. Son intérêt pour certains des auteurs qu'il allait introduire plus tard chez Nueva Visión remonte, d'après son témoignage, à un voyage initiatique à Paris en 1979 dans le cadre d'une relecture critique de la culture marxiste à laquelle il avait participé comme militant et intellectuel. Altamirano s'est intéressé alors à l'œuvre de Pierre Bourdieu et, plus tard, à celle de Claude Lefort, deux auteurs qui ont orienté ses lectures dans les années de la transition démocratique en Argentine :

> Une fois que je me suis éloigné de l'action militante[80], un auteur central dans l'orientation de mes travaux a été Pierre Bourdieu. J'avais lu le Bourdieu du *Métier du sociologue*, parce qu'en ce moment je voyais une certaine compatibilité, disons-le ainsi, entre le marxisme structuraliste à l'Althusser et le structuralisme sociologique à la Bourdieu […]. Plus tard, quand j'ai mieux connu le programme théorique de Bourdieu, j'ai commencé à voir les discordances. De plus, lui-même a commencé à accentuer ses différences à l'intérieur du projet structuraliste. Mais à ce moment, j'étais déjà sur d'autres chemins, plus convergents avec les propositions de Bourdieu […] Dans ce voyage de 1979 j'ai acheté plusieurs numéros d'*Actes de la Recherche*, ainsi que beaucoup de livres. (Mars 2013)

80 Altamirano, originaire de la province de Corrientes au nord-est de l'Argentine, a fait des études de lettres. Au début des années 1970, il a milité au sein du Parti Communiste Révolutionnaire d'orientation maoïste. À cette époque sa compagne était Beatriz Sarlo, critique littéraire très connue en Argentine.

Pour conclure cette section, nous pouvons nous concentrer sur le cas de Pierre Bourdieu, mentionné par Altamirano. Il s'agit d'un cas exemplaire pour observer le poids de l'Argentine sur le marché hispanophone de la traduction en sciences humaines et sociales. *Le Métier de sociologue* (P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon et J.-C. Passeron, 1973), mentionné par Altamirano comme la seule référence qu'ils avaient vers la fin des années 1970, fut le premier livre de Bourdieu traduit en espagnol. Il fut publié en 1975 par Siglo XXI. Le livre est paru simultanément au siège mexicain, dans les filières de Buenos Aires (4 000 exemplaires) et à Madrid. Mais le choix de traduire Bourdieu a été fait par les Argentins. Parmi les universitaires qui sont intervenus dans cette décision, nous trouvons José Sazbón. Comme Eliseo Veron (premier traducteur de Claude Lévi-Strauss pour la maison d'édition de l'Université de Buenos Aires en 1964), Sazbón menait des études en sociologie à l'UBA, il comptait parmi les premiers élèves de Gino Germani, et s'était rendu à Paris pour sa thèse de doctorat. Vers la fin des années 1960, Sazbón était très actif dans l'édition des débats du structuralisme, au début des éditions Nueva Vision. Dans la décennie de 1990, l'œuvre de Bourdieu est traduite principalement en Espagne, chez la prestigieuse maison d'édition Anagrama, à Barcelone. Mais une fois que Siglo XXI est revenu dans le paysage éditorial argentin en 2002, Carlos Díaz est parvenu à traduire et diffuser l'œuvre de Pierre Bourdieu en Argentine en s'appuyant sur le renouvellement des réseaux académiques et les travaux de traduction d'universitaires comme Alicia Gutiérrez[81].

## L'innovation invisible

Ce chapitre se focalise sur le groupe des maisons d'édition argentines qui ont dominé la traduction des ouvrages de sciences humaines et sociales français au cours des vingt dernières années. Bien que ce soit un élément essentiel pour comprendre les logiques de traduction et d'édition dans notre pays, cette sélection ne doit pas nous faire perdre de vue l'existence d'un large éventail d'initiatives de taille et d'importance différentes, qui ont également contribué à élargir le répertoire d'auteurs et d'œuvres traduits. Parmi ces éditeurs, certains s'intéressent tout particulièrement aux auteurs émergents sur la scène contemporaine des sciences humaines et sociales françaises, lesquels sont encore peu connus, voire inédits, en espagnol. Ces maisons, ou ces collections à l'intérieur du catalogue de certaines maisons, sont généralement initiées par des chercheurs qui ont réalisé des séjours ou des voyages de formation en France. Ils sont ainsi disposés à légitimer leurs projets académiques par des traductions d'auteurs inédits. Un point que nous devons prendre en compte en raison de sa nouveauté est qu'une bonne partie de ces projets est accueillie par des presses universitaires.

L'apparition des presses universitaires argentines dans cette étude ouvre également notre regard sur des transformations récentes dans le champ

81 Pour une étude approfondie de la réception de Bourdieu en Argentine, voir Denis Baranger, « The reception of Bourdieu in Latin America and Argentina », *Sociologica 2*, 2008.

éditorial argentin. Au cours des dernières années, l'ensemble des presses universitaires a pris une place qu'il n'avait pas auparavant. Ceci est dû, d'une part, aux politiques d'association et de coopération entre ces types de maisons et, d'autre part, au soutien financier accordé par l'État à leurs projets de professionnalisation et d'internationalisation. L'un des résultats de ce dynamisme a été le Premier Forum Mondial des Presses Universitaires qui a eu lieu à la Foire de Francfort en 2013 à l'initiative du collectif argentin. Ces indicateurs, et les améliorations évidentes des conditions matérielles de ces maisons d'édition, nous amènent à penser qu'elles feront partie de la dynamique des innovations intellectuelles et scientifiques des années à venir. Nous pouvons déjà observer l'augmentation du nombre des traductions dans leurs catalogues, ainsi que la présence d'auteurs importants mais peu connus en Argentine et pour lesquels le risque de traduction est plus élevé.

Cette émergence des presses universitaires et le risque qu'elles prennent dans la traduction d'auteurs inédits sont, pour l'instant, des faits qui n'ont pas beaucoup de visibilité. Ceci est évident lorsqu'on regarde les difficultés de promotion d'auteurs non traduits auparavant : ces maisons universitaires jouissent pour l'heure d'une faible reconnaissance par rapport aux maisons privées – notamment les plus prestigieuses – , elles rencontrent encore des difficultés dans la commercialisation et la diffusion des ouvrages. Ce manque de visibilité se répercute également dans l'utilisation et l'accès aux aides françaises à la traduction et édition.

Finalement, nous pouvons nous demander dans quelle mesure les aides à la traduction et à l'achat des droits contribuent au renouvellement de « la pensée française » ? Ou bien si ces aides sont absorbées par des logiques de publication qui tendent à reproduire les dynamiques déjà existantes. Bien que le large éventail d'ouvrages aidés nous empêche de donner une réponse définitive, il n'est pas moins vrai que si l'un des objectifs des aides est de contribuer à faire connaître des auteurs inédits en langue espagnole et de faire apparaître de nouveaux lecteurs, les responsables des programmes d'aides doivent encore œuvrer afin d'orienter de façon plus systématique une partie des ressources dans cette direction.

Les raisons de la vitalité permanente des traductions d'auteurs français de sciences humaines et sociales en Argentine sont d'ordre différent. Nous les avons synthétisées ici dans un système d'échanges avec des pôles explicatifs dans une perspective historique, sociologique, politique et économique – ces éléments, comme nous l'avons vu, se superposant les uns avec les autres.

Le premier facteur est historique et inertiel : la longue durée du procès d'échanges (intellectuels, linguistiques, économiques, politiques) génère et reproduit des schémas de valorisation transmissibles dans le cadre de différents espaces de socialisation intellectuelles, qu'ils soient privés ou publiques. Bien que le poids des traductions de l'anglais soit écrasant, reléguant le français à la deuxième place, il est clair qu'au moins dans le domaine des sciences humaines et sociales, les lecteurs argentins disposent d'une vaste *librairie française*. Ce sous-système de références bibliographiques occupe une place centrale en relation à d'autres sections d'ouvrages « étrangers ». Notre étude montre que l'action des médiateurs

argentins et français ne se limite pas à reproduire des formes et des positions préexistantes.

Un deuxième facteur est d'ordre sociologique : la reproduction des conditions pour la formation de réseaux entre intellectuels, universitaires et éditeurs des deux pays. Il est important de signaler qu'il ne s'agit pas simplement d'un processus passif de domination symbolique Nord-Sud. Il implique également la perception et la croyance des agents français dans le potentiel de l'Argentine en tant que place significative pour la légitimation internationale-universelle de leur production. Il faudrait, bien entendu, approfondir cette hypothèse dans des études à venir.

Un troisième facteur est politique : bien que la fonction des aides à la publication ait augmenté dans les années 1990, comprendre le phénomène des traductions exige de ne pas perdre de vue un autre type de politiques publiques qui a eu, et qui a encore, un rôle majeur. Il s'agit des financements de la recherche scientifique et des séjours à l'étranger des professeurs, chercheurs et boursiers des secteurs scientifique, littéraire et artistique, ainsi que le soutien important pour le développement de rencontres internationales entre éditeurs et traducteurs. Il faudrait également mentionner les réseaux d'échanges binationaux qui se sont forgés au cours des exils politiques, des expériences qui ont souvent motivé la reconversion des capitaux militants en capitaux symboliques d'autre type (diplômes académiques, formations techniques d'experts, compétences esthétiques d'avant-garde, etc.). La fertilité que l'on trouve en Argentine dans l'utilisation des aides françaises à la publication est le fruit d'une convergence de cet ensemble de facteurs.

Sans oublier la nature du marché qui dynamise l'existence des livres comme biens symboliques, nous devons insister sur la place des facteurs économiques qui soutiennent l'activité éditoriale. « Les contradictions de la globalisation éditoriale »[82] sont visibles dans certains changements que l'on observe au sein du champ éditorial. Parmi les maisons d'édition que nous avons repérées comme les plus dynamiques dans la traduction des sciences humaines et sociales françaises, nous avons trouvé trois modèles d'entreprises : des filières argentines de maisons mexicaines (FCE et Siglo XXI) ; des maisons argentines avec une longue trajectoire et un fort prestige, autonomes ou indépendantes (Amorrortu, Nueva Visión, Manantial) ; des maisons argentines avec une longue trajectoire et un fort prestige qui ont été rachetées par des groupes financés par des capitaux étrangers (Paidós). Nous avons observé que, si la tendance à parier sur la traduction dans certains cas est invariante au cours des quarante dernières années, la marge du catalogue destinée aux traductions les plus risquées commercialement est relativement étroite. Plus encore quand les conditions économiques ou d'accès aux devises dans le pays font augmenter le « risque » de ces paris. D'autre part, quand il s'agit de maisons aux trajectoires longues, les catalogues ont des contours assez clairs et, dans certains cas, cela limite en

82 Gisèle Sapiro (sous la dir.), *Les Contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010.

amont la quête de la nouveauté. Ceci est assez manifeste dans la tendance à l'accumulation de titres d'auteurs consacrés. À la fin de ce chapitre, nous avons signalé le surgissement d'un espace d'expérimentation potentiel dans les marges du système : les traductions d'auteurs inédits dans les *ateliers* des chercheurs ou des intellectuels qui sont obligés de chercher la nouveauté afin de conquérir des positions. Ce risque est partagé par l'apparition d'un nouvel acteur de poids sur le marché éditorial argentin : les presses universitaires, qui peuvent affronter les risques économiques grâce au budget public et à l'augmentation de ce budget durant les dernières années. Nous revenons ainsi sur le fondement politique que l'on peut observer dans toute pratique économique[83].

Les agents qui prennent part à l'importation des auteurs français de sciences humaines et sociales dans l'édition argentine ne sont pas en mesure de rationaliser les conditions et les possibilités d'action. Les aides françaises à la publication, le facteur qui en principe serait le plus rationnel, le plus spécifiquement élaboré pour intervenir dans l'orientation du système, se dissout dans la rencontre entre histoire et structure. Il semble participer à la consolidation de l'existant, renforcer la place des maisons d'édition et des auteurs déjà consacrés. Ces derniers ont déjà les capitaux nécessaires pour obtenir les aides et profiter des politiques publiques. La politique cède ainsi à l'économie des pratiques et aux pratiques économiques. Nous arrivons au terme de ces conclusions à un dilemme critique, une question pour nourrir les débats : où se trouve le « moderne » par rapport au « traditionnel » ? Quelles sont les possibilités de rénovation d'un système ? Quels sont les risques de ne pas réfléchir à ce problème ?

Notre travail a cherché à montrer que la traduction des auteurs de sciences humaines et sociales français en Argentine ne répond pas à un ordre naturel, ni à des valeurs transcendantes tels que « l'universalité de la pensée française ». Il s'agit du produit d'un travail humain permanent de la part d'universitaires, intellectuels, auteurs, traducteurs, éditeurs qui renforcent et transforment ce flux de traductions en tant que l'un de leurs modes de légitimation dans le cadre de leurs positions et projets. Dans un monde de production intellectuelle et dans un marché éditorial fortement concurrentiel, ces acteurs s'affrontent avec d'autres projets, d'autres sous-systèmes de traduction d'autres langues.

La place de la pensée française comme source d'imagination culturelle en Argentine n'est pas garantie *per se.* Cette concurrence est essentielle pour le pouvoir symbolique français tout comme elle est bénéfique à la production intellectuelle et universitaire argentine, et à la langue espagnole au sens le plus large. Ce prisme extérieur, périphérique, où l'universel peut également se rendre visible, ouvre ainsi un ensemble de questions inédites.

---

83 Nous sommes conscients que dans ce chapitre nous n'avons pas exploré l'ensemble des faits et des dimensions que nous avons relevé empiriquement. Particulièrement, ce texte n'a pas traité en profondeur la place spécifique des traducteurs. Le riche matériel dont on dispose, fruit des entretiens avec certains d'entre eux, nous permettra de compléter notre travail sur ce sujet dans des articles à venir.

# Chapitre 4

# Le point de vue des Français. Obstacles et stratégies de contournement

***Hélène Seiler-Juilleret***

- **Le service des droits étrangers dans le paysage éditorial français**
- **Difficultés et obstacles**
- **Constituer son catalogue « Droits étrangers ». Entre stratégies établies et coups du sort**
- **Esquisse d'un profil-type de l'auteur exportable**
- **Appareil étatique et syndicaux nationaux : aides et commissions**

Après avoir exposé la situation éditoriale des sciences humaines et sociales françaises dans trois pays différents, il paraît nécessaire d'interroger le point de vue français sur l'exportation des ouvrages de ce domaine en traduction. C'est l'objet de ce chapitre, fondé principalement sur des entretiens avec les responsables et chargés de cession des maisons françaises qui, à condition que ces dernières détiennent les droits pour la traduction (ce qui est le plus souvent le cas), sont les principaux médiateurs dans les échanges avec les éditeurs étrangers, mis à part le recours à des agents comme, pour les États-Unis, George Boschardt et la French Publishers' Agency, à laquelle une annexe est consacrée (annexe 5). La situation du service des droits étrangers dans les maisons d'édition doit d'abord être examinée à la lumière de la structure des maisons d'édition et de leur ligne éditoriale. Seront ensuite abordés les principaux obstacles que les responsables et chargés de droit rencontrent dans leur travail, puis leur stratégie de contournement de ces obstacles dans la construction du catalogue des « Droits étrangers » de la maison. Cette construction pose la question des livres et des auteurs « exportables ». Enfin, l'action culturelle française à l'étranger ayant déjà été largement analysée dans les précédents chapitres (voir aussi annexe 4), l'intervention étatique sera appréhendée ici à travers la politique du Centre national du livre (CNL), parallèlement à celle des instances professionnelles (Syndicat national de l'édition ou SNE et Bureau international de l'édition française ou BIEF). Il faut rappeler que les cessions ne concernent cependant qu'une partie des traductions, la part des « classiques » libres de droit n'étant pas négligeable.

## Le service des droits étrangers dans le paysage éditorial français

À l'heure d'aujourd'hui, toute maison d'édition digne de ce nom se doit d'avoir son propre service de droits étrangers, même si pour les plus petites d'entre elles, ledit service se limite à une personne. Faisant intrinsèquement partie du paysage éditorial, les droits étrangers ont pour fonction de gérer les droits des auteurs ayant publié au sein de la maison d'édition, qu'il s'agisse de droits premiers (diffusion, reproduction, traduction et numérique) ou dérivés (publication en poche, diffusion sur un autre support comme la radio ou la télévision, etc.). Depuis une dizaine d'années, les dernières maisons d'édition françaises qui ne possédaient pas de service de droits étrangers ont comblé cette carence. L'évolution positive de cette profession nous laisse à penser qu'elle a engendré une restructuration à la fois globale et spécifique au service de droits, dont les effets portent autant sur la configuration de l'ensemble des services éditoriaux, que sur la place accordée à l'étranger ou sur le statut actuel de ce corps de métier qu'est le chargé ou responsable de droits.

Pour donner une définition à la fois théorique et pratique des droits étrangers, on interrogera la situation de ce service au sein de la maison d'édition, les profils des responsables et chargés de droits, la division du travail au sein de ces services (notamment entre langues) et la position du service dans le champ éditorial, qui a des retombées sur son organisation et sur les pratiques de travail de ces agents. Il est nécessaire de donner à voir ces deux versants pratiques et théoriques car, pour le cas présent, les fonctions théorisées du service ne correspondent pas toujours aux pratiques concrètes et quotidiennes des agents. En effet, dans la réalité, il n'y a plus un mais plusieurs types de services de droits étrangers.

### Petites et grosses structures

D'une maison à l'autre, l'organisation interne et quotidienne des services diverge sensiblement ; celui des droits étrangers n'échappe pas à cette diversité liée à l'histoire singulière de chacune d'elle. Afin de dessiner dans les grandes lignes la structure du champ éditorial, nous avons retenu un échantillon de maisons d'édition qui, sans pour autant être exhaustif, est, d'une part, assez varié pour révéler des tendances et, d'autre part, important pour rendre compte des divers cas de figure[84]. Cette analyse de la position des services de droits étrangers dans l'organisation interne des maisons et, plus généralement, dans le monde de l'édition, recourt aux instruments conceptuels et méthodologiques élaborés par Pierre Bourdieu dans son étude sur le champ éditorial en littérature. Dans cette étude, Pierre Bourdieu explique que,

> Chaque maison d'édition occupe en effet, à un moment donné, une position dans le

84 Cet échantillon est composé à partir de celui sur lequel repose l'ensemble des entretiens réalisés dans le cadre de ce chapitre consacré aux responsables des services de droits étrangers et au point de vue français sur le marché de la circulation des ouvrages en sciences humaines et sociales.

> champ éditorial, qui dépend de sa position dans la distribution des ressources rares (économiques, symboliques, techniques, etc.) et des pouvoirs qu'elles confèrent sur le champ ; c'est cette position structurale qui oriente les prises de position de ses « responsables », leurs stratégies en matière de publication d'ouvrages français ou étrangers, en définissant le système des contraintes et des fins qui s'imposent à eux et les « marges de manœuvre », souvent très étroites, laissées aux confrontations et aux luttes entre les protagonistes du jeu éditorial[85].

En suivant cette approche, on peut postuler que la structure et la position interne du service des droits étrangers sont tributaires de celles relatives à la maison à laquelle il est rattaché. On peut ainsi remarquer que les maisons d'édition cumulant une grande ancienneté (fondation avant 1945) ainsi que des capitaux économiques et symboliques importants détiennent les services de droits les plus développés et anciens. Ce postulat semble évident, il n'en demeure pas moins qu'il constitue un levier majeur pour l'étude de l'organisation structurale des services de droits étrangers, leurs caractéristiques et ressources spécifiques, et les principes de hiérarchisation qui les relient les uns aux autres.

Nous avons distingué plusieurs types de services de droits étrangers en travaillant sur un ensemble de variables qui touchent au service en lui-même : l'effectif du personnel affecté au service de droits et l'ancienneté du service ; d'autres concernent la maison à laquelle le service est rattaché : l'ancienneté de la maison, son appartenance à un grand groupe et son chiffre d'affaires à l'année. Trois grands types de services peuvent être distingués[86].

**Type I** : Le service de droits, constitué d'au moins trois membres, est rattaché à une maison d'édition ayant plus de 50 ans, appartenant à un grand groupe et ayant réalisé, en 2012, un chiffre d'affaires supérieur à 50 000 millions d'euros. Il s'agit le plus souvent de maisons généralistes, employant plus de 100 salariés, dont le catalogue compte de 6 000 titres à 30 000 titres et qui publient plus de 200 nouveautés par an.

**Type II** : Le service de droits, constitué de deux personnes, un responsable et son assistant/e, est rattaché à une maison savante avec un catalogue global de 4 000 titres contenant des titres de non-fiction et de sciences humaines et sociales. Ces maisons reposent sur un effectif ne dépassant pas les trente salariés. Certaines sont indépendantes, d'autres ont été rachetées par des groupes ; leur chiffre d'affaire annuel ne dépasse pas les 10 000 millions d'euros.

**Type III** : Le service, constitué d'une seule personne – parfois à mi-temps –, s'inscrit dans une petite maison savante ou universitaire, indépendante ou rattachée à un organisme de recherche et d'enseignement supérieur (excepté pour le cas assez rare des structures importantes en termes d'effectifs, de titres au catalogue et de chiffre d'affaires ; autant d'éléments

---

85 Pierre Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 126-127, mars 1999, p. 3.

86 Ces éléments ont été recueillis à partir de différentes sources, tels que les entretiens réalisés avec les responsables de droits, les données diffusées par *LivresHebdo* dans le cadre des numéros annuels consacrés au paysage éditorial français (numéros de 2012 et 2013), ainsi que dans les numéros annuels consacrés aux éditeurs et diffuseurs français.

qui rattachent les services de droits de ces maisons au type II), dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas les 5 000 millions d'euros (voire les 2 000) et dont le catalogue, à l'instar du type II, ne dépasse pas les 4 000 titres.

Il en ressort que les pratiques de travail varient sensiblement entre le premier et le troisième type de service. Le premier type bénéficie d'un fort degré de rationalisation des pratiques grâce à une division du travail bien marquée et qui s'établit selon une répartition soit par langues soit par types de tâches (l'un s'occupe des prospections, l'autre de la négociation, etc.). Le service étant constitué de plusieurs membres, ces derniers se voient attribuer des rôles, des espaces de travail et des tâches quotidiennes qui leur sont propres, ce qui permet d'éviter les redondances et les confusions dans le suivi des projets. Cette division du travail est particulièrement efficace en ce qu'elle permet à chacun des membres du service de se focaliser sur une étape ou un marché linguistique. Les bénéfices de cet agencement ne sont jamais aussi visibles que dans le cas de la prospection et de la diffusion des titres exportables[87], comme l'observe une responsable de droits d'une grande maison d'édition généraliste appartenant à un des trois premiers groupes d'édition français :

> Et en fait, dès qu'on a une information nouvelle sur un bouquin dont on pense que les traductions sont possibles, on essaie de les diffuser au maximum. Je pense que ça passe surtout par une bonne qualité de diffusion de l'information. Et ça prend un temps fou. (Entretien n°61)

Néanmoins, ce qui est, de prime abord, considéré comme un avantage dans la gestion et le suivi des projets peut également être perçu comme un obstacle dans le tissage d'un réseau social et l'entretien de relations privilégiées avec les éditeurs étrangers. Une responsable qui a travaillé pour les deux types de services de droits (le I puis le III) explique qu'en adoptant une logique bureaucratique, l'organisation du service s'accompagne d'un retrait hors du terrain, lequel engendre une distanciation qui déforme le regard sur les pratiques.

> Maintenant, je n'ai pas d'équipe. Même si j'ai souvent une petite aide ponctuelle de la part d'un/e stagiaire, je n'ai plus d'équipe comme avant quand j'étais chez [grande maison d'édition généraliste]. Donc avant c'était différent, ce que je faisais c'était beaucoup plus systématique parce qu'il y avait des gens qui travaillaient pour moi. Maintenant, c'est une espèce de curiosité permanente de profiter des foires, des salons, de ces lieux où il se passe quelque chose comme les conférences de gens qui sont en ligne de mire. Et ça je pense que c'est indispensable. Je veux dire, si t'as juste un medium tu reproduis la même chose, t'évolues pas, t'approfondis pas et c'est un peu ennuyeux. (Entretien n°58)

De plus, les services de type I sont rattachés, on l'a vu, à de grands groupes. Outre les capitaux économiques que ces derniers peuvent injecter lors de situations de crises ou de demandes particulières, ces grands groupes ont, pour la plupart d'entre eux, centralisé divers services comme ceux des offices et de la reprographie (envois postaux, courriers, etc.), du secrétariat

87 Sur la définition d'un titre exportable, voir la section Constituer son catalogue.

général, de la comptabilité et des ressources humaines. Cette mutualisation des services permet à chacune des maisons d'édition de déléguer ces tâches et donc de dégager tout à la fois des gains d'argent, de personnel et de temps[88]. À l'inverse, les services de type III se réduisant à une voire deux personnes se situent dans de petites structures indépendantes, où le personnel, souvent inférieur à vingt personnes, n'a pas d'autre choix que d'être polyvalent et multi-tâches. Ces services, qui doivent gérer non seulement la totalité des activités qui incombent théoriquement aux services de droits étrangers mais aussi d'autres tâches périphériques et extérieures, subissent donc des contraintes économiques et temporelles que ne connaissent pas forcément les services du type I rattachés à de grandes maisons ou des groupes.

Ces contraintes ont des répercussions importantes sur les pratiques et donc, *in fine*, sur les résultats des services du type III, lesquels, conformément à leur catalogue présentent moins de titres, réduisent le temps et l'énergie dépensés dans les repérages en amont, la lecture régulière des études produites et diffusées par l'appareil étatique, et mettent de côté l'étape de suivi des dossiers une fois les contrats signés et l'ouvrage traduit publié.

> Il ne faut pas comparer l'activité à Francfort d'une maison comme [cite sa maison d'édition] avec encore une fois une seule personne, avec d'autres maisons qui ont trois, quatre personnes, seulement pour les cessions de droits qui vont faire de la littérature générale, qui vont sur place créer des évènements en faisant des offres et des enchères et des trucs comme ça, parce que c'est pas du tout la maison. Nous, on est un petit peu entre les deux parce que voilà, il n'y a pas que des sciences humaines, il y a aussi des documents plus grand public et la littérature policière, voyez. Après, il faut jongler avec tout ça. (Entretien n°62)

En outre, plusieurs de ces chargés et responsables n'ont pas la possibilité d'investir dans une stratégie de multi-positionnements – excepté pour l'une des enquêtées qui cumule deux postes à mi-temps dans les droits étrangers et dans l'enseignement en sciences sociales au sein d'une grande école – et peuvent difficilement se rendre à l'étranger afin d'y rencontrer les éditeurs sur place.

Il est ainsi très intéressant de remarquer que pour les cas de coéditions entre une petite maison d'édition, au personnel et au budget économique limités, et une grande maison alliant forts capitaux économiques, universitaires/intellectuels et symboliques à un service de cession très développé, la gestion des droits des ouvrages est toujours prise en charge par la seconde.

---

88 Il ne faut pas oublier que la plupart des premières tâches ne sont pas toujours prises totalement en charge par les services de reprographie et les secrétariats généraux. Dans ces cas, ces tâches - considérées comme ingrates et dévalorisantes car, d'une part, assimilées à des professions très faibles en capitaux symboliques et intellectuels et, d'autre part, impliquant des pratiques manuelles et aliénantes - sont le plus possible reléguées aux stagiaires, véritables petites mains à la fois omniprésentes et invisibles, indispensables et interchangeables.

## Non-fiction et sciences humaines et sociales : deux pôles, deux marchés, deux publics

En se penchant sur les types de structures éditoriales auxquelles les services de droits sont rattachés, il est donc possible de dessiner une première distinction structurale. S'y rajoute une seconde qui concerne plutôt les orientations éditoriales des maisons. En effet, l'ensemble des étapes qui jalonnent le chemin jusqu'à la vente des droits varie fortement selon que le catalogue de la maison d'édition s'oriente vers le cœur des sciences humaines et sociales ou vers la non-fiction.

La distinction majeure entre ces deux genres d'ouvrages réside dans le degré de spécialisation et dans les caractéristiques économiques et commerciales de l'ouvrage. D'un côté, l'ouvrage de sciences humaines et sociales se prédestine à un lectorat universitaire, ou détenteur d'un fort capital culturel et intellectuel, ce qui le confine à des tirages relativement restreints ; de l'autre, les titres de non-fiction et les biographies historiques sont susceptibles de toucher un lectorat beaucoup plus large et donc de bénéficier de tirages plus élevés. Ces deux modalités de circulation se réfractent selon la même logique dans les ventes de droits. Pour les titres en sciences humaines et sociales, le montant des avances sera généralement plus faible que pour ceux de non-fiction (pour plus de précisions voir chapitre 1). Une responsable, qui gère ces deux types d'ouvrages, reconnaît bien que ce sont là deux marchés fort distincts, ne serait-ce qu'au niveau économique :

> Et c'est intéressant parce vous avez dû voir des gens des presses [évoque les autres entretiens réalisés pour l'enquête], et d'ailleurs qui sont plus presses universitaires que nous, parce que [cite sa maison d'édition] c'est vraiment de la non-fiction, c'est de l'histoire mais on n'est pas vraiment universitaire ; excepté pour quelques titres qui sont faits par des universitaires. Alors là évidemment… Mais on est aussi… On touche un grand public de lecteurs d'histoire. Donc c'est une production peut-être un peu plus "librairie" que pour certaines autres maisons qui sont vraiment centrées sur les sciences humaines et sociales. Je pense que ça se passe autrement. (Entretien n°57)

Par-delà le montant des avances qui diffère sensiblement selon que le titre s'inscrive dans le secteur des sciences humaines et sociales ou celui de la non-fiction, c'est l'ensemble des stratégies qui divergent.

Les ouvrages de recherche en sciences humaines et sociales pures sont souvent des ouvrages exigeants, s'adressant à un lectorat averti. Dans nombre de pays comme la France, une partie de cette production trouve un débouché dans l'édition généraliste qui y a découvert, depuis les années 1960, un moyen de diversifier sa production en contribuant à la divulgation des savoirs les plus en pointe et aux débats d'idées. En revanche, sur les marchés où les sciences humaines et sociales sont confinées au secteur à but non lucratif, ces ouvrages sont généralement publiés par des presses universitaires plutôt que par des maisons à but lucratif. Or si les presses universitaires sont amenées à publier de plus en plus d'essais pour faire face aux contraintes économiques auxquelles elles sont de plus en plus confrontées, les chances d'un ouvrage de sciences humaines et sociales traduit du français de pénétrer le secteur

commercial sont presque nulles (voir chapitre 1). Ce cloisonnement des circuits a une incidence sur les pratiques puisque le type d'interlocuteurs étrangers varie selon qu'il s'agisse du secteur commercial ou du secteur à but non lucratif. Par exemple pour le marché américain, près des trois quarts des ouvrages des PUF cédés pour être traduits le sont auprès des presses universitaires ; à l'inverse une maison comme Perrin, dont le catalogue se rapproche de la non-fiction vend autant à des maisons d'édition commericales qu'à des presses universitaires. À la question posée en entretien sur ses interlocuteurs aux États-Unis et au Royaume-Uni, la responsable du service de cession d'une maison de type II répond :

> Je dirais plutôt un pôle non-fiction. En fait ce sont les deux. Par exemple la personne avec laquelle je suis en contact pour les Presses universitaires d'Oxford aux USA, et bien c'est le "Trade director", c'est celui qui s'occupe de la vente dans le Trade. Ce n'est pas l'éditeur universitaire. Il est pas… Il n'achète pas des livres… Lui, il achète les titres qui sont faits pour la librairie et qui se vendent. Donc c'est beaucoup de livres qui sont justement vendus en librairie et qui sont faits pour vendre. C'est beaucoup plus proche de ce que nous faisons […]. (Entretien n°57)

De plus, en fonction du type d'éditeur qui constitue la cible majeure des prospections, les arguments exposés ne seront pas les mêmes. On aura ainsi tendance à mettre en valeur les chiffres de ventes et le nombre d'exemplaires pour un titre de vulgarisation ou de non-fiction alors qu'on insistera plutôt sur le degré de reconnaissance universitaire de l'auteur et l'apport en termes d'innovation scientifique pour un ouvrage de sciences humaines et sociales. Cependant, il faut bien garder à l'esprit que face à la difficulté propre au marché anglo-américain, il s'agit moins d'une pluralité de stratégies que d'ajustements opérés à partir d'une stratégie initiale portant sur l'ensemble des titres, qu'il s'agisse de sciences humaines et sociales ou de non-fiction. Comme l'explique une responsable de droits d'un service de type I, il est nécessaire de ratisser large tout en gardant en tête les spécificités et les orientations éditoriales des éditeurs étrangers :

> Oui, mais pour dire la vérité, on contacte tout le monde et après on espère avoir le choix… Ce n'est pas un choix que l'on fait en fonction de la taille de la maison, c'est un choix qui se fait en fonction des éditeurs que l'on connaît, de leurs goûts, et de leurs choix de publication. C'est-à-dire que ça ne va pas être Saint Martin's plutôt que Seven Stories sous prétexte que Saint Martin's est plus gros… ça va être, pour un même livre qui est susceptible d'intéresser les deux, les deux, et puis après on voit. (Entretien n°61)

En outre, les titres de non-fiction et les biographies, d'un côté, les titres de sciences humaines et sociales, de l'autre, n'appartiennent pas à la même catégorie au sein du catalogue des maisons d'éditions françaises. Alors que les premiers relèvent souvent de l'actualité et des nouveautés, les seconds sont censés s'inscrire dans le catalogue de fonds, ce qu'un directeur de maison appelle le « patrimoine de la maison »[89]. Cette distinction renvoie à des circuits de diffusion distincts, selon le cycle de rotation, rapide ou

89 Maison spécialisée en sciences humaines et sociales rattachée à un organisme de recherche.

longue, des ouvrages (ce que les professionnels du livre anglo-américains appellent les *bestsellers* et les *longsellers*). Les premiers s'inscrivent dans une temporalité très courte avec une PLV (modalités des mises en place des ventes s'élaborant *via* le nombre de tirages et le choix des diffuseurs) importante et orientée vers les structures les plus proches du pôle commercial (comme la grande distribution) et vers un rendement élevé à court terme. À l'inverse, la seconde logique correspond à une stratégie à la fois éditoriale et commerciale qui se déploie sur plusieurs décennies, et dont les cycles de vente sont aussi longs que constants. Ces deux circuits peuvent coexister dans une même maison (c'est le cas dans la plupart des maisons de type I). Ainsi, les services de droits de type I appartenant aux maisons situées au pôle commercial cèdent, parallèlement aux titres de sciences humaines et sociales, des ouvrages politiques, des essais en rapport à l'actualité et des biographies de personnages célèbres. En revanche, les services relevant soit de petites structures situées au pôle de production restreinte, soit de maisons savantes ou généralistes possédant un fonds conséquent et prestigieux en sciences humaines et sociales, ne vendent à l'étranger quasiment que des ouvrages rédigés par des chercheurs attitrés et s'inscrivent dans une ou plusieurs disciplines : philosophie, histoire, sociologie, anthropologie, etc. (Il faut mettre à part la psychanalyse qui ne jouit pas en France d'une reconnaissance universitaire, contrairement à d'autres pays.)

Enfin, dernier cas de figure où la distinction entre non-fiction et sciences humaines et sociales peut se faire sentir : les conditions de la négociation. De prime abord, les marges de manœuvre et les éléments sur lesquels peuvent s'appuyer la négociation sont tributaires des capitaux économiques de la maison d'édition étrangère (autrement dit de ses possibilités en termes de tirages, de diffusion et de promotion de l'ouvrage) et sur les caractéristiques commerciales du titre en question. Si les négociations pour les titres de non-fiction destinés au grand public peuvent porter sur des enjeux économiques et, pour certains cas, donner lieu à des enchères, la situation est bien différente pour le cœur des sciences humaines et sociales, mis à part les "grands noms" (voir chapitre 1). Pour les services de type II, appartenant à des structures moyennes, aussi bien généralistes que savantes, et pouvant être rattachées à des grands groupes, cette négociation économique peut survenir dans les cas d'auteurs de sciences humaines et sociales cumulant le plus de critères favorables à la circulation internationale de leurs œuvres[90]. Quant aux services de type III, le terme même de négociation les fait sourire car renvoyant directement à des visées commerciales auxquelles ils ne peuvent prétendre et dont ils se désintéressent le plus souvent. Alors qu'on l'interrogeait au sujet des délais entre le début des négociations et la publication de l'ouvrage, une responsable précise que, non seulement la négociation ne porte pas sur ces enjeux commerciaux, lesquels restent étrangers à ce type de négociation ou plutôt d'arrangement, mais que les étapes qui aboutissent à cet arrangement diffèrent sensiblement de celles que

90 Voir ci-dessous la section « Esquisse d'un profil-type d'auteurs exportables ».

connaissent les services de type I et II.

> Alors ça dépend. Mais surtout il y a plusieurs étapes informelles avant la négociation. Bien que je dis ça mais nous on n'est pas vraiment dans les négociations, parce qu'on n'est pas dans une visée commerciale. On n'est pas dans un truc… On est plutôt dans le cas de figure où un éditeur est intéressé par un auteur, mais il ne sait pas encore s'il va le prendre. C'est cette phase là qui dure longtemps, mais ensuite quand il a décidé que oui, il va le prendre, bon là ça va très vite (…). Mais l'étape dite de la négociation commerciale, ce n'est pas très long, surtout que nous on a des contrats un peu type, y a pas des gros enjeux financiers. Les enjeux, ils sont académiques et c'est plus avant. (Entretien n°54)

En définitive, pour les titres en sciences humaines et sociales gérés par des services de type III, les enjeux de la négociation sont moins commerciaux qu'universitaires et intellectuels. Les exigences portent plutôt sur ce qui va advenir de l'ouvrage traduit, si la maison d'édition étrangère aura mis en place un programme de distribution et diffusion qui serait à la fois ajusté au type d'ouvrage et efficace, sans pour autant avoir le temps de vérifier que ce programme sera bien appliqué.

> Quand on achète, on sait (…) qu'on peut essayer de le lancer, ne serait-ce que par la curiosité qu'il va susciter et donc, on va dépendre évidemment de cette couverture médiatique, et si elle ne se fait pas, et elle peut ne pas se faire, pour des raisons d'ailleurs assez variées, si elle ne se fait pas, on a très peu de chances de percer véritablement sur le marché. (Entretien n°67)

Les écarts en termes de personnel, de budget économique et de stratégies éditoriales et commerciales entre les divers services de droits résultent des principes de différenciation constitutifs de la structure bipolaire du champ éditorial. Ces écarts poussent les agents à se spécialiser dans des segments de marché et à adopter des pratiques de travail ajustées. Cela n'empêche pas les agents de ces services de se croiser et de se connaître. Ces rencontres ont lieu moins sur le terrain, lequel s'inscrit dans des marchés qui ne se superposent pas, qu'au sein des commissions du Centre national du livre (CNL) et du Syndicat national de l'édition (SNE), ces espaces charnières entre le champ éditorial et politique, où les responsables et chargés de cession sont particulièrement présents[91].

Il est ainsi difficile de considérer qu'il existe un seul type de service de droits étrangers. Dans les pratiques, on a pu constater qu'il en existe au moins trois, qui se distinguent essentiellement selon la maison à laquelle ils sont rattachés et la position que cette dernière occupe dans le champ éditorial, ainsi que selon leur degré et type de spécialisation en sciences humaines et sociales. Dans ces conditions, on s'attendrait à ce que les obstacles rencontrés dans l'exercice de prospection de ces cessions sur le marché anglo-saxon divergent en fonction du type de service. Cependant, on va voir que ce sont moins les obstacles que les stratégies de contournement qui différencient les trois types de services identifiés.

91 Voir ci-dessous la section consacrée à l'appareil étatique et aux syndicaux nationaux.

## Le service des droits dans la hiérarchie interne des maisons d'édition

Du fait qu'ils cumulent des pratiques de travail qui relèvent de la communication, du commerce et du droit, les services de cession se situent au croisement entre plusieurs autres services éditoriaux. Mais, à la différence de ces derniers, le service des droits étrangers doit rajouter une corde essentielle à un arc déjà bien garni : le trilinguisme et la transposition des compétences précédemment énumérées sur la scène internationale, car les connaissances en droit ou économie du livre sont tout autant requises pour la France que pour les États-Unis, les autres pays européens, les pays émergents de l'Amérique du Sud, etc.

L'institutionnalisation des activités de cession en tant que service organisé, hiérarchisé et routinisé dans les structures éditoriales n'est que fort récente, alors que les relations de commerce et de traduction avec l'étranger existent depuis très longtemps. Chez Gallimard, par exemple, la constitution d'un tel service, distinct des acquisitions, remonte aux années 1960[92]. Cette situation rend parfois l'émergence du service peu évidente et difficile à dater dans le temps pour les agents qui y travaillent :

> - *Et ça fait combien de temps que vous avez un service de droits étrangers ?*
> - Où ça ?
> - *Chez [cite sa maison d'édition].*
> - Ah ben depuis toujours !
> - *Toujours ?*
> - Ah oui ! oui ! C'est pas du tout nouveau c'est pas … ça a toujours existé ça a toujours été en activité. Toujours.. Oui je pense depuis toujours réellement parce que j'avais vu des très vieux dossiers. (Entretien n°57)

Mis à part le service numérique, tout aussi récent, le service des droits étrangers est l'un des derniers à avoir vu le jour de manière pérenne et globalisée dans les maisons d'éditions. Autre particularité, qu'il partage avec le service de presse, c'est un service fortement féminisé (notons cependant qu'il ne l'a pas été de tout temps, ce processus remonte aux années 1960 et coïncide avec l'accès des femmes au monde de l'édition). Cet aspect est mentionné par l'un des rares agents masculins de ce secteur pour expliquer le fait que les services de droits étrangers se situent dans une position quelque peu dominée dans la hiérarchie interne de la chaîne éditoriale.

> Tous les éditeurs et les responsables droits vous le diront ! … Sauf que le statut du vendeur de droits dans les maisons d'éditions il est hyper dévalorisé ; et c'est en partie dû à l'origine de ce métier qui, dans les années 1960 et 1970 était fait par les assistantes de direction d'éditeurs qui, petit à petit, sont devenues responsables de droit, et c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles c'est un métier très féminisé. Mais c'est pas que pour ça… C'est parce que les langues dans ce métier c'est indispensable. Et je pense qu'il y a plus de femmes qui parlent bien les langues étrangères ; enfin, il y a plus de femmes qui font des études littéraires que d'hommes. Et donc la profession étant pas si bien reconnue que ça dans les maisons

92 Gisèle Sapiro, « À l'international », in Alban Cerisier et Pascal Fouché (dir.), *Gallimard 1911-2011. Un siècle d'édition*, Paris, Bibliothèque nationale de France/Gallimard, 2011, p. 132.

> et notamment par rapport aux services de droit, on a tendance à dire « Oui bon ben les droits, c'est pas bien grave. T'as pas besoin d'aller là-bas, ça nous coûte trop d'argent. Débrouille toi avec ton téléphone et internet et puis voilà ! ». (Entretien n°53)

Cette situation n'est jamais aussi visible que lors des tables rondes et rencontres officielles, où les responsables de droits sont exclu-e-s de l'espace de parole et de représentations. Il est ainsi significatif que, quand bien même le sujet porte précisément sur leur travail et l'avenir de leur profession, les organisateurs de ces tables rondes préfèrent inviter les directeurs de la maison d'édition ou les responsables du service éditorial plutôt que les responsables de droits, pourtant plus à mêmes d'apporter un point de vue pertinent sur ces questions qui les concernent directement. Sous ce rapport, l'initiative prise en 2007 par le directeur de la division du livre et de l'écrit au ministère des Affaires étrangères, Luc Lévy, d'organiser une rencontre avec les responsables de services de cession marquait une évolution positive dans la constitution de ces agents comme des interlocuteurs à part entière pour les pouvoirs publics et aurait mérité d'être poursuivie.

Cette forme de non-reconnaissance marque bien le rapport de domination qui s'impose dans l'organisation hiérarchisée du monde éditorial. Elle peut s'expliquer par le peu d'ancienneté du service et par la prépondérance des agents de sexe féminin, mais aussi par la position intermédiaire du service qui se situe à mi-chemin entre le pôle économique (services marketing et commerciaux, où les agents sont ceux qui « savent compter[93] », n'ont pas suivi de formation en sciences humaines et sociales ou littérature, ni même en édition et dont la relative faiblesse de capitaux intellectuels et culturels est compensé par l'importance des capitaux économiques) et le pôle éditorial (où se retrouvent les agents qui « savent lire[94] », particulièrement munis en capitaux culturels et intellectuels, mais aussi scolaires, en ce que nombre d'entre eux sortent de grandes écoles et ont obtenu une agrégation, un master, voire un doctorat dans une discipline des sciences humaines et sociales). Dans cette configuration, les chargés des droits étrangers se situent entre deux feux : la nature commerciale et juridique de leur travail les place derechef du côté du pôle économique, mais leur formation plus liée à l'édition (plusieurs d'entre eux, surtout ceux âgés de moins de 40 ans, ont réalisé un master à Paris XIII Villetaneuse) et aux langues étrangères les rapproche du pôle éditorial. De plus, au cours des entretiens, il apparaît que la plupart d'entre eux portent un intérêt prégnant à l'actualité intellectuelle et culturelle française comme étrangère. D'un côté, les ressources économiques que les agents des services droits rapportaient, jusqu'aux années 1990, étaient relativement restreintes par rapport aux chiffres d'affaires engrangés par le service commercial, de l'autre, s'ils rapportaient à la maison un certain prestige, celui-ci ne leur était pas attribué mais était imputé au service éditorial qui est à l'origine des publications diffusées à l'étranger, et qui concentrent le capital symbolique

93 Pour reprendre la formule de Pierre Bourdieu « Une révolution conservatrice dans l'édition », *art. cit.*

94 *Ibid.*

de la maison. Il est ainsi difficile de trouver sa place, si ce n'est celle dominée, entre ces deux adversaires qui s'affrontent constamment pour occuper le haut du panier, tout en veillant à ne laisser aucune miette aux autres. Isolés dans la configuration interne des maisons, les agents de ce secteur ont cependant noué des liens de solidarité en construisant un réseau propre aux droits étrangers et en créant un véritable « esprit de corps » intrinsèquement lié à la profession.

> Il y a un espèce d'esprit de corps oui je pense entre les responsables, qui fait que.. Et d'ailleurs je pense qu'à la commission, là on vient juste de changer et j'ai une nouvelle secrétaire générale, qui m'aide avec la commission, et en fait, elle, elle s'occupe d'autres commissions et elle a été très étonnée quand elle nous a vus tout le monde avec nos discussions qui sont assez animées, et nos liens entre les gens qui sont des fois très forts. (Entretien n°57)

En outre, cette situation, révélatrice des failles bienheureuses qu'ont su exploiter l'ensemble des agents de ce secteur, a changé avec l'intensification des échanges sur le marché mondial de l'édition, qui a fait des cessions une source de revenus non négligeable, en plus de son apport au rayonnement de la maison par-delà les frontières nationales.

Il est, en outre, intéressant de remarquer que nombre d'agents interrogés évoquent fréquemment le travail de leurs homologues en pointant autant les difficultés rencontrées par ces derniers que leurs succès. Il en ressort qu'ils parlent bien plus de cette communauté que de leurs rapports avec les autres services de la maison, comme si leur sentiment d'appartenance se portait plutôt du côté du groupe professionnel que de celui de leur propre maison (sauf pour ceux qui sont particulièrement attachés à la maison et qui évoquent autant cette dernière que le corps des responsables de droits).

De fait, même si les responsables de droits appartenant aux pôles opposés se croisent rarement dans le cadre de leur travail – et cela notamment car les marchés qu'ils visent et exploitent ne se superposent pas – cela ne signifie pas qu'il y ait concurrence et non-reconnaissance entre eux. Quelque peu exclus des espaces de pouvoir des maisons et des groupes d'éditions, ils ont su concentrer leurs prises de position dans la constitution d'un corps professionnel solidaire et fort, qui dépasse les luttes en jeu dans le champ éditorial. Et il y a fort à parier que les litiges qui ont éclaté entre deux invités lors d'une table ronde du CNL ne seraient pas arrivés si ces derniers avaient été des responsables de droits[95].

95 Cette observation renvoie à une table ronde organisée en 2012 par le CNL, qui a été le théâtre d'un duel féroce entre deux agents issus de maisons diamétralement opposées(une éditrice, responsable du département des sciences humaines et sociales d'une grande maison d'édition généraliste à fort capital économique et un directeur d'une petite maison d'édition universitaire), et qui, supportant mal le point de vue de l'autre, en sont venus à des formes d'imposition et de vexations aussi diverses que la hausse du ton de la voix, le soupir indigné alors que l'adversaire faisait entendre ses idées et la brusque intervention en coupant la parole à l'autre. À la fin de la table ronde alors que la salle se vide, l'éditrice remarque avec justesse : « On ne peut pas se comprendre », comme si effectivement ils ne parlaient pas la même langue.

## Difficultés et obstacles

Un observateur extérieur pourrait supposer que, par sa taille, le marché du livre anglophone offre un débouché important à la cession de droits. Or cette supposition est loin de correspondre à la réalité. Il suffit pour cela de se pencher sur les statistiques diffusées par le SNE ou le CNL ou bien d'interroger ceux qui s'y confrontent quotidiennement, les responsables et les chargés de droits. Prenant parfois l'apparence d'un « bras de fer constant » voire d'un « cauchemar »[96], le marché anglo-américain se révèle bien difficile ; ce qui n'empêche pas qu'il soit toujours aussi convoité.

Reste à comprendre quelles sont les raisons d'une telle difficulté. On a évoqué aux chapitres 1 et 2 le point de vue des éditeurs. Il importe à présent de cerner les principaux obstacles que les responsables rencontrent dans leur travail : qu'ils soient anecdotiques ou majeurs, linguistiques ou économiques, conjoncturels ou structurels, relatifs au marché anglo-américain ou au marché français.

### La faible part d'achats des Anglo-américains

La difficulté réelle à percer dans le marché anglo-saxon se calcule à l'aune de l'espace qu'accordent les éditeurs anglo-américains aux publications étrangères. Lors des entretiens, mais aussi lors des colloques et des forums professionnels consacrés à cette question, c'est toujours le même chiffre à quelques dixièmes près qui tombe tel un couperet : les traductions ne constituent qu'environ 3% de la production éditoriale aux États-Unis et au Royaume-Uni. Un chiffre qui se suffit à lui-même et qui sonne comme une évidence pour les responsables interviewé-e-s, lesquel-le-s l'évoquent souvent en rajoutant les formules « Comme vous le savez » (entretien n°53), ou encore « Je ne vous apprends rien » (entretien n°55).

Certes, le français arrive en tête des langues traduites tous domaines confondus, et les sciences humaines et sociales y occupent une part non négligeable. Mais la langue anglaise est la seule avec laquelle le nombre de titres cédés par les éditeurs français est inférieur à celui des titres acquis, signe de la position dominante de l'édition anglo-américaine (le ratio était de 0,4 pour la décennie 1996-2005, contre une moyenne générale de 4 pour l'ensemble des langues[97]). Entre 1993 et 2004, les sciences humaines et sociales représentaient en moyenne un quart de l'ensemble des cessions, toutes langues confondues[98]. En chiffre absolu, elles ont connu une baisse significative au début des années 2000 (tombant plus de 1 300 à la fin des

96 Pour reprendre les expressions employées par deux responsables pour décrire la difficulté du marché anglo-saxon.

97 Selon les données du Syndicat national des éditions agrégées par Gisèle Sapiro, *Translatio. Le marché de la traduction à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 99. Ces données fondées sur les déclarations des éditeurs ne sont utilisées qu'à titre indicatif, car elles sont lacunaires, mais on peut supposer que le rapport entre cession et acquisition est assez fiable du fait que les éditeurs déclarant ce qui relève de l'un le font aussi pour l'autre.

98 Gisèle Sapiro, *Translatio, op. cit.*, p. 103.

années 1990 à moins de 1000 en 2002, pour remonter en 2003 à 1 139).

En 2012, d'après les données du Syndicat national de l'édition[99], le nombre de titres cédés s'élevait à 10 798 titres, soit plus de cinq fois le nombre de titres acquis cette année-là (1 962 titres), et environ deux fois plus que la moyenne annuelle des cessions entre 1996 et 2005. Les sciences humaines et sociales concentrent 11,4% des cessions et 9,2 % des acquisitions globales. Si la part relative de ce secteur a baissé depuis le début des années 2000, il est resté stable en chiffres absolus (1 235) et a même connu une croissance de 10,2 % par rapport à 2011, une situation qui n'est pas sans tordre le cou aux présupposés qui désignent, non sans un certain fatalisme, les sciences humaines et sociales comme un secteur en constante décroissance[100]. Représentant donc 11,4 % du marché des cessions de droits, ce secteur se hisse à la quatrième place avec 1 235 cessions par an, derrière la fiction (1 621 cessions, soit 15% du CA), la bande-dessiné (2 895 cessions, soit 26,8% du CA) et la jeunesse (3 167 cessions, soit 29,3% du CA).

Il est vrai que ces chiffres sont rassurants mais il n'en demeure pas moins que, premièrement, ils renvoient dans la réalité à un segment de marché dont le poids relatif est moins important qu'auparavant, et deuxièmement, que ces chiffres concernent la totalité des cessions de droits en sciences humaines et sociales sans distinction de pays. Or le ratio des échanges varie fortement d'un pays à l'autre, et il n'est pas en faveur des éditeurs français face à leurs homologues anglo-américains, comme on vient de le voir.

La langue qui arrive en tête du point de vue des cessions en sciences humaines et sociales, comme pour l'ensemble des catégories d'ouvrages, n'est pas l'anglais mais l'espagnol. En outre, le marché anglo-américain est moins rentable qu'on ne pourrait le croire. La plupart des responsables de droits étrangers interviewé-e-s ont observé qu'un contrat portant sur un même titre diffère considérablement selon qu'il est signé avec un éditeur britannique ou américain d'un côté, ou avec un éditeur européen, brésilien, asiatique, etc. de l'autre. Même lorsqu'il s'agit de contrats signés avec des maisons au fort capital économique et symbolique, ces derniers ne sont pas à la hauteur des attentes, et se révèlent souvent frustrants, notamment au regard du temps et de l'énergie dépensés par les responsables pour finaliser le dit contrat (Entretien n°57). Plusieurs d'entre eux ont ainsi fait remarquer qu'il était fréquent que les maisons britanniques ou américaines offrent des à-valoirs équivalents à ceux proposés par des maisons plus modestes d'Europe ou d'Asie (Entretiens n°53, 57 et 58).

Le faible intérêt des éditeurs britanniques et américains pour la production étrangère et la quasi-autosuffisance de la production éditoriale en anglais entraînent donc dans leur sillage un rapport de domination au sein duquel la France est en infériorité. Ce rapport de force, constaté par la plupart

99 SNE, *Statistiques France et International*, 2013. Pour consulter le rapport en ligne, http://www.sne.fr/img/pdf/SNE/2013_Statistiques-France_Marche-2012.pdf.

100 Sur la remise en question de l'idée d'un marché des sciences humaines et sociales en chute libre, nous renvoyons à l'article de Bruno Auerbach, « Punish or Perish », *Les Actes de la Recherche en sciences sociales*, vol. 166, 2006.

des responsables se traduit par des exigences très élevées, des propositions de contrat décevantes, voire, pour les plus petites structures françaises, des tentatives d'imposition de renoncement aux droits des auteurs. Cette situation, certains responsables l'ont transposée dans l'espace européen, remarquant que la position des Américains et, dans une moindre mesure, des Anglais vis-à-vis de la France était similaire à celle des Français à l'égard de pays comme la Roumanie (Entretien n°53).

## La langue française

Selon les responsables de droits, si les éditeurs américains et britanniques investissent si peu dans les traductions, c'est à la fois pour des raisons économiques[101] et linguistiques. En effet, parmi l'ensemble des obstacles rencontrés par les responsables de droits étrangers, il en est un qui ne manque jamais d'être mentionné : il s'agit de la méconnaissance de la langue française. Qu'on en parle sur le ton de l'humour, de la désolation, du regret, de l'agacement ou du simple constat, le résultat est le même pour ces responsables[102] : la plus grande difficulté à entrer en contact avec ces éditeurs étrangers résiderait dans le fait que ces derniers feraient la sourde oreille à la langue de Molière.

On a vu au chapitre 1 que cette affirmation n'était pas sans fondement, et que les éditeurs anglo-américains se plaignaient aussi de n'avoir pas d'interlocuteurs anglophones côté français, à quelques exceptions près. Toujours est-il qu'elle est révélatrice du point de vue que portent les responsables français sur le marché anglo-américain.

Si les responsables ont mis en évidence cet obstacle linguistique, c'est tout d'abord parce qu'ils le rencontrent à chacune des étapes qui jalonnent l'exportation des titres français vers le Royaume-Uni et les États-Unis. Ainsi, ce problème surgit très en amont, dès les premières tentatives de prospection, lorsque le responsable, tel un pêcheur lançant son filet à la mer, envoie à son carnet d'adresse le catalogue ou un prière d'insérer[103] mettant plus en avant un de ses titres. Toutes les informations doivent être à portée de main, autrement dit traduites en anglais : les résumés, les extraits de presse, la biographie de l'auteur, les chiffres et parfois leur conversion en dollars et livres sterling, etc.[104]. Et pour mieux ferrer le poisson, certains n'hésitent

---

101 Voir les chapitres 1 et 2.

102 Une seule de nos interviewé-e-s nous a répondu par la négative lorsqu'on lui a demandé si elle s'était déjà trouvée face à des interlocuteurs ne parlant pas français (entretien n°53) : « Non parce que soit eux lisent le français soit ils ont des lecteurs qui le lisent. Donc non je ne trouve pas que ce soit trop problématique. Du moins pour les anglo-saxons parce que je ne sais pour les autres pays. Mais non, non, les Anglo-saxons ils ont pas mal de lecteurs français. ».

103 Le prière d'insérer consiste en une fiche promotionnelle incluant le résumé et les métadonnées de l'ouvrage, une courte biographie de l'auteur et les arguments majeurs. Par ailleurs, on l'appelle également « argumentaire » ou plus communément « argu ».

104 La traduction peut être faite par un/e traducteur/traductrice travaillant régulièrement pour le service, gérant la totalité des textes promotionnels et les extraits des ouvrages (entretiens n°57 et 66) ; mais elle peut aussi être réalisée par un universitaire américain ou anglais spécialisé sur la question, comme cela a été le cas pour *Les Carnets* de Louis Barthas, un soldat de la Première Guerre mondiale, qui ont été publiés par La Découverte et vendus à Yale University Press.

pas à rajouter des extraits choisis et traduits avec soin (entretiens n°53 et 57) ou à rajouter sur le site web de la maison d'édition une section « Foreign Rights » pour chacun des titres de leur catalogue numérique[105]. Cette étape demande non seulement du temps (pour les plus petites structures ayant un budget limité, où le/a responsable doit constituer et traduire lui/elle-même le dossier) mais également de l'argent (pour les plus importantes qui peuvent engager des traducteurs extérieurs, souvent en *freelance*), car rien ne doit être laissé au hasard. En effet, la préparation de ces dossiers détermine dans une large mesure l'enthousiasme des éditeurs étrangers, leur investissement dans le projet et, par extension, les chances que le projet aboutisse.

> Il faut vraiment donner à ces personnes là les arguments en béton, leur donner évidemment des extraits en anglais, et ça c'est dès le départ qu'il faut donner des extraits en anglais. Ça c'est en fait au départ. Des grands extraits pour qu'ils puissent passer ça et partager avec leurs collèges une partie du livre. Et puis ensuite, il faut leur donner des chiffres, bref leur donner tous les arguments possibles pour qu'eux ils puissent les présenter devant leur hiérarchie pour accepter d'acheter des livres.
> *- Les extraits en anglais c'est à chaque fois ?*
> Non absolument pas parce que ça nous coûte de l'argent c'est relativement cher. Parce qu'il faut que ce soit bon. C'est pas comme les argu, où bon ce n'est pas très grave si ce n'est pas super bon. C'est encore plus pour la fiction que pour la non-fiction. Moi je le fais uniquement quand j'ai un livre qui, je pense, a un potentiel et que je vais vraiment essayer d'attaquer le marché anglophone. (Entretien n°57)

Lorsqu'elles ne disposent pas des compétences linguistiques requises en leur sein, les petites maisons disposent de moins de ressources pour surmonter l'obstacle linguistique que les grandes. Cependant, comme le souligne l'une des responsables de droits étrangers, il ne faut pas se laisser aller au fatalisme (Entretien n°57), et des moindres compétences en français – et plus généralement en langues étrangères – ne signifient pas pour autant un désintérêt total de la part de ces maisons pour les titres français. Bien au contraire, nous précise un autre responsable, ces maisons, plus libres dans leurs choix, plus spontanées face à des projets inédits, se révèlent des cibles plus promptes à répondre favorablement que les grosses maisons « ronronnantes, lasses, empêtrées dans leurs mécanismes de routine et leur bureaucratie » (entretien n°53). Plus généralement, une responsable fait la remarque suivante : « J'observe dans les grandes maisons, on prend moins de risques… Il faut convaincre plus de gens, et je pense que c'est les maisons indépendantes qui ont le plus de réactivité. » (Entretien n°66)

C'est précisément ici que la méconnaissance du français constitue un obstacle frustrant pour certains responsables en ce que ces mêmes maisons peu rôdées à l'exercice de la traduction et de la négociation avec des interlocuteurs français s'avèrent être parfois les poissons qui ont le plus mordu à l'hameçon et que le pêcheur voit repartir malgré ses efforts pour les ferrer.

---

105 C'est par exemple le cas du site des éditions de La Découverte qui, par le truchement de cette page rajoutée pour chacun des titres, optimise la visibilité et l'accessibilité de ces derniers. http://www.editionsladecouverte.fr/

Outre les coûts en temps et en argent dans l'étape de prospection, la méconnaissance de la langue française peut porter préjudice lors de l'évaluation de l'ouvrage au sein des maisons anglo-américaines. En effet, une fois l'interlocuteur convaincu, le contrat n'est pas pour autant signé, c'est dorénavant à son tour de « porter le projet » (entretien n°57), pour reprendre l'expression d'une responsable, et de convaincre les services marketing – pour les maisons généralistes à visée commerciale – ou les comités éditoriaux et scientifiques – pour les presses universitaires. À cette étape, le responsable de droits ne peut guère intervenir. Seul l'auteur pourrait avoir une certaine influence, mais uniquement s'il est doté d'un fort capital à la fois symbolique et social, deux caractéristiques que peu d'entre eux détiennent[106]. La triple évaluation éditoriale, scientifique et commerciale de l'ouvrage se situant en dehors du champ d'action des responsables français, il faudra avoir tout préparé à l'avance, ce qui inclut à la fois le maximum de documents convaincants et leur traduction systématique.

## Une demande persistante des auteurs

Au-delà des obstacles économiques et linguistiques, les responsables de droits font régulièrement face à un problème qui peut sembler anodin mais qui joue beaucoup dans l'orientation de leurs stratégies et dans les modalités de leurs pratiques. Cet obstacle, qui se situe cette fois-ci du côté français, est directement lié aux attentes de leurs auteurs. Tous sans exception admettent que les auteurs espèrent une traduction anglaise de leurs ouvrages, laquelle leur importe plus qu'une traduction dans une autre langue. En effet, une traduction anglaise constitue une forme de prestige qui, souvent, couronne et légitime leur œuvre.

> En ce qui concerne les sciences humaines et sociales, souvent ce qu'ils [les auteurs] nous disent c'est que même si c'est très peu rémunéré, ils veulent absolument que ça se fasse parce que c'est important pour eux en termes de visibilité, ils ont besoin d'être traduits et publiés aux États-Unis. Donc, quand il y a un éditeur intéressé, ils ne sont pas forcément là. Ils n'ont pas partie prenante aux négociations mais il n'est pas rare que certains disent « Faîtes au mieux mais on aimerait que ça se fasse vraiment. » (Entretien n°52)

Les responsables, qui se montrent somme toute assez compréhensifs vis-à-vis de cette attente, essayent néanmoins de mettre en garde leurs auteurs ou du moins de relativiser les résultats quant à une traduction possible en anglais. Mais bien souvent ces avertissements bienveillants n'ont pas l'effet escompté car la demande, qui peut se faire particulièrement insistante, repose souvent sur des présupposés qui sont bien loin de la réalité et qui empêchent les auteurs d'apprécier le travail de cession.

Nombre de responsables observent que bien souvent les auteurs ont une vision erronée et idéalisée du marché anglo-américain. Pour certains, cela s'explique par leur jeune âge, d'autres par leur méconnaissance de la

106 Voir la section « Le profil type de l'auteur exportable ».

profession et du marché éditorial, d'autres encore par un trop grand besoin d'optimiser leur carrières intellectuelles comme universitaires.

> Souvent j'ai des jeunes auteurs qui disent « Je veux publier en anglais ! » Mais ils n'ont aucun contact là-bas ! Après c'est peut-être parce qu'ils sont trop jeunes… Je ne sais pas… Ils sont au tout début de leur carrière. (Entretien n°57)

Il est vrai que la traduction de l'ouvrage en anglais équivaut pour l'auteur à une consécration et peut constituer un atout non négligeable dans sa carrière universitaire. Mais, d'après les responsables de droits, nombre d'entre eux se contentent de voir l'ouvrage traduit et ne s'en préoccupent guère une fois qu'il est paru aux États-Unis ou au Royaume-Uni.

Outre la déception que peuvent ressentir les auteurs face aux maigres résultats donnés par les prospections sur le marché anglo-américain, leur demande insistante peut avoir des conséquences sur le travail des responsables de droits. D'une part, ce besoin peut être exploité par certaines maisons d'éditions anglo-américaines, qui, s'engouffrant dans cette faille économique où la demande est largement supérieure à l'offre, vont tenter de négocier directement avec l'auteur. Cette situation est particulièrement dangereuse et délicate à désamorcer pour les responsables de droits, en ce qu'elles peuvent aboutir à un renoncement aux droits d'auteur. Or comme le rappelle cette responsable de droits d'une maison savante « Une maison d'édition, ce sont des contrats. » (Entretien n°68). Afin de contourner cet obstacle, les responsables rappellent souvent le contrat qui lie ces auteurs à la maison, ainsi que les clauses qui régissent l'attribution d'une bourse comme celle du CNL.

> Le problème qu'on a maintenant avec les maisons d'éditions américaines, c'est qu'un certain nombre demande le renoncement des droits. Ils demandent que l'auteur fournisse un ouvrage libre de droits. Bon… Les auteurs qui se sont engagés avec nous, nous, on les prévient, on leur dit « Vous nous avez cédé les droits, donc ça passe par un contrat avec nous. » Ce qu'on leur dit c'est « Si vous voulez qu'on fasse une aide au CNL, il faut passer par nous pour qu'on puisse faire un contrat de cession, même si on réduit les droits parce qu'on n'est pas dans une démarche commerciale ». Mais la politique de certaines maisons universitaires, je ne parle pas des grandes qu'on vient de citer mais des plus petites plus spécialisées, ce serait de demander aux auteurs une traduction payée et droits renoncés. (Entretien n°54)

Les responsables des services de cession dans les grandes maisons généralistes reconnaissent aussi que le plus important dans la cession de droits en sciences humaines et sociales est moins le contenu du contrat – sauf pour les auteurs phares de leur catalogue – que l'existence même du contrat (Entretiens n°52 et 60).

D'autre part, cette demande, qui peut très vite se transformer en pression, oriente le travail du responsable. Dans un secteur tel que l'édition des sciences humaines et sociales, où l'intérêt de l'auteur peut se révéler aussi important que celui de la rentabilité économique, les demandes de ce dernier ne peuvent être totalement ignorées. Les responsables de droits des maisons savantes et universitaires acceptent, dans une certaine mesure, de mettre de côté des prospections autres qu'anglaises afin de répondre à la demande de leurs

auteurs, quand bien même ils ne cautionnent pas toujours cette dernière, sachant d'ores et déjà que le résultat ne sera pas celui attendu.

> Donc, si vous êtes pris dans cette logique-là, à partir du moment où vous n'avez pas un livre suffisamment grand public pour que vous ayez plusieurs éditeurs qui aient envie de le publier et que vous n'avez plus qu'un seul partenaire, là, vous allez essayer de moduler pour qu'il respecte les droits d'auteur, mais effectivement, financièrement, vous arrivez à des budgets qui vont … Vous êtes en négociation avec une presse universitaire américaine, vous aurez l'équivalent d'une économie roumaine en termes d'avance. Mais vous n'allez pas priver un auteur d'une traduction. Pour moi, ce serait un non-sens. (Entretien n°66)

Ces maisons, qui se situent au pôle le plus proche du champ universitaire – et plus précisément de son pôle intellectuel où la production scientifique est la plus importante – conjuguent les visées économiques, symboliques et scientifiques. Dans ces conditions, la circulation de la recherche et la satisfaction des auteurs importent plus que le nombre de cessions et le montant des avances. On remarquera par ailleurs que ce sont seulement les responsables rattachés à des maisons savantes ou gérant les catalogues de sciences humaines et sociales des maisons généralistes très implantées dans ce domaine, qui mettent le doigt sur cette triple visée (Entretiens 54, 55, 57, 63, 64, 65 et 66).

La compréhension dont font preuve ces types de responsables de droits peut générer plusieurs obstacles dans le bon déroulement de leur travail. Se focalisant sur des contrats avec les éditeurs anglo-américains, lesquels leur demandent plus d'efforts et de temps, ils en viennent à négliger d'autres contrats qui auraient pu se révéler plus rentables ou encore à devoir mettre de côté des étapes telles que le suivi de l'ouvrage, l'accompagnement dans la valorisation de l'ouvrage traduit, etc. Surtout, cette focalisation sur le marché anglo-américain, qui se révèle particulièrement chronophage, peut avoir des répercussions sur l'organisation interne du service et la possibilité d'approfondir d'autres marchés.

Ces répercussions ne sont jamais aussi visibles que dans le cas des petites maisons où le service de droits n'est constitué que d'une seule personne, parfois accompagnée d'un-e assistant-e à mi-temps, et qui cumule d'ores et déjà plusieurs fonctions ou professions.

> Déjà il faut que je vous explique une chose, c'est que moi… Ce service c'est une personne, c'est moi, donc je fais ce que je peux, ça veut dire aussi qu'on pourrait faire plus et mieux, mais que voilà, ce n'est pas un service exclusivement basé sur les sciences humaines, pardon sur les cessions de droits étrangers, j'ai aussi tous les droits audiovisuels, les droits de poche, les clubs, les reproductions, tous les droits dérivés, donc je ne suis pas à 100% sur les cessions de droits étrangers et ça c'est super important. (Entretien n°62)

Il est notamment arrivé, et cela à plusieurs reprises que les interviewées ne puissent répondre au sujet de certaines pratiques de travail, reconnaissant qu'ils ou elles n'avaient pas le temps de s'en occuper et qu'ils ou elles ne se

sentaient pas légitimes pour en parler[107].

## Constituer son catalogue « Droits étrangers ». Entre stratégies établies et coups du sort

Lorsqu'on a évoqué le catalogue « Droits étrangers » et qu'on les a questionnés sur la constitution de ce dernier, le nombre de titres et leur contenu qualitatif, la plupart des enquêtés ont reconnu la difficulté de donner une réponse précise de mémoire. Et lorsqu'ils ont accepté de le faire, ces responsables ont donné une vague fourchette tout en s'excusant du peu de précision et en prévenant que ces chiffres tenaient plus de l'estimation spontanée que d'un comptage effectif. Il est d'ailleurs intéressant que les enquêtés qui ont tenté de répondre à cette question, faisant par là même preuve de bonne volonté, aient tous commencé par la phrase « Je ne sais pas.. ». Mais, avec des catalogues réunissant en moyenne près d'une cinquantaine de titres, il n'y a rien de surprenant à cela.

Les informations recueillies lors des entretiens ont donné à voir, premièrement, la vision et l'appréciation que les responsables avaient de leurs propres activités, deuxièmement, leurs pratiques de sélection – et *ipso facto* d'exclusion – et de valorisation des titres au sein du catalogue de la maison, et troisièmement, leurs stratégies de contournement face aux obstacles inhérents au marché anglo-américain.

### Une sélection par coupes régressives

Lorsqu'on a demandé aux responsables quels étaient les éléments pris en compte dans la sélection des titres, ils ont été plusieurs à répondre par la négative, en énumérant les éléments disqualifiants qui les poussaient à écarter certains titres. Sans doute faut-il y voir un indice de leur difficulté à percer dans le marché anglo-américain, mais aussi de l'intériorisation des arguments de refus mis en avant par leurs interlocuteurs, qui, comme on l'a signalé au chapitre 1, insistent plus sur les raisons de ne pas retenir une proposition que sur celles qui les conduit à acquérir un titre. Se faisant l'écho de ces derniers, les responsables de droit auront donc tendance à présenter ce qui ne marche pas.

> - *Et qu'est ce qui fait qu'un titre peut être traduisible ?*
> Ah ça sur le fait qu'un titre puisse être traduisible c'est assez simple. S'il est trop … Si l'approche est trop centrée sur l'expérience française, uniquement centrée sur l'expérience française, ou si le thème est par définition trop franco-français, il y a quand même très peu de chances, sauf exception, qu'on intéresse l'étranger. (Entretien n°55)

Au-delà de la difficulté intrinsèque au marché anglo-américain, la construction du catalogue « Droits étrangers » est un exercice délicat en

107 Sur la distinction entre petites et grandes structures, d'une part, et maisons savantes ou universitaires et maisons généralistes, d'autre part, nous renvoyons à la première section « Le service des droits étrangers dans le paysage éditorial français ».

ce qu'il constitue pour la plupart des responsables leur principal instrument dans leurs échanges avec les éditeurs anglo-américains (le « pitch » n'étant pratiqué que par exception pour certains titres). C'est aussi leur image de marque. D'après la responsable de droits d'une maison généraliste, le contenu du catalogue – notamment pour les titres en sciences humaines et sociales – vaut comme garantie pour la crédibilité scientifique et intellectuelle de la maison : « *Un éditeur sérieux, c'est… c'est son catalogue et quels sont les auteurs qu'il a su défendre. Et à quelle hauteur*. » (entretien n°66) Le catalogue a, en d'autres termes, une fonction de production et d'entretien du capital symbolique de la maison.

Ce catalogue étant unique, une des difficultés rencontrées au cours de la procédure de sélection est la prise en compte des intérêts divers et souvent divergents des éditeurs selon les pays, comme l'explique une responsable de droits d'une maison savante appartenant à un grand groupe :

> Mais je dois dire que là, dans ce catalogue là j'ai quand même fait un choix assez large. C'est la grande tentation et on a toujours peur de pas tous les mettre. Et c'est vrai que quand on traite avec le marché mondial il y a... C'est très très varié en fait. Il y a des livres qu'on va vendre dans les pays de l'Est, qu'on va vendre en Asie et qui n'intéressent absolument pas les éditeurs européens. (Entretien n°57)

Ainsi, le catalogue des droits étrangers représente en moyenne la moitié du catalogue général de la maison. Il y a en effet un nombre de titres à respecter ; or il importe tout à la fois de toucher le plus de pays et d'optimiser au mieux les chances de vente de chacun des ouvrages. Pour cela, le responsable opère un tri selon plusieurs critères qui vont se croiser et éliminer de manière régressive les titres qu'il considère comme les moins exportables.

Avant même de se pencher sur les titres et d'élaborer qui aura le privilège de figurer au catalogue, le responsable écarte d'emblée ceux pour lesquels la question ne se pose pas. Il s'agit notamment des rééditions en poche, des manuels scolaires et des ouvrages étrangers dont les maisons ont acquis les droits. La part quantitative de ces derniers étant tributaire de la politique d'acquisition et d'ouverture sur la scène internationale menée par la maison.

Une fois ces titres écartés, la sélection s'opère sur les critères suivants.

- Le **sujet franco-français** constitue l'un des critères d'exclusion les plus importants. D'après les responsables de droits, les sujets franco-français ne suscitent que rarement l'intérêt des Anglais et des Américains. Cependant, cet obstacle n'est pas spécifique au marché anglo-américain.

> *- J'ai vu que vous aviez pas mal de titres sur la question de la colonisation, ou sur des phénomènes comme le racisme…*
> - Là-dessus, non. Il n'y a rien qui se vend. Non mais même à l'étranger en général, parce que c'est un truc franco-français.
> *- Ça c'est un obstacle ?*
> - Ah ouais ! Et puis ce genre de livres c'est non.. Ça n'intéresse personne. Les Allemands, tout comme les Espagnols pourraient dire « C'est votre histoire coloniale, c'est pas la nôtre ». À la rigueur les Anglais mais au final, ce ne sont pas les mêmes pays. Par exemple, j'avais un livre sur le Rwanda, et il y avait un éditeur qui était super intéressé, qui s'est battu à l'intérieur de sa maison en disant « c'est un super livre et puis c'est quand même une affaire qui est connue dans le monde entier ». Mais non… Rien à faire… ! (Entretien n°53)

Cela suppose que le public anglo-américain ne se sent pas concerné par le sujet ou qu'il n'a pas ou peu de dispositions pour l'apprécier ; cependant, comme le montre l'extrait ci-dessus, cet obstacle n'est pas spécifique au marché anglo-américain. Une tendance qui se vérifie dans l'autre sens, c'est-à-dire dans la traduction d'ouvrages anglo-américains par des éditeurs français[108].

- La **taille et le nombre de pages de l'ouvrage** est un élément qui peut tout autant entrer en jeu dans la sélection des titres. Le cas de *La Philosophie au Moyen-Âge* d'Étienne Gilson, mentionné dans l'étude *Traduire la littérature et les sciences humaines*[109], montre bien la prédominance de ce critère dans les pratiques de sélection et de cession des droits. Malgré le fait que cet ouvrage soit un classique écrit par un auteur dont la notoriété n'est plus à prouver, la cession n'a pas abouti en raison de l'importance du volume. Loin de se résumer à un cas particulier, le volume de l'ouvrage est un point important en ce qu'il entraîne dans son sillage des obstacles à la fois économiques, temporels et culturels. En effet, comme on l'a vu au premier chapitre, un ouvrage trop dense et volumineux requiert un travail de traduction proportionnellement plus long et donc coûteux.

> Oui, c'est vrai. Ça leur paraît … et le trop gros ne va pas non plus parce que c'est trop cher. Ils n'ont jamais aimé le trop gros. On voit Palgrave Macmillan, tous ces éditeurs universitaires, quand ils sont approchés par des auteurs, ils leur montrent tout de suite ce qu'ils appellent leur cadre. Le chapitre a tant de pages, etc. Là où j'ai beaucoup de mal, c'est sur la longueur parce que les livres très originaux que nous avons sont souvent des sommes par exemple. (Entretien n °68)

De plus, les formats des ouvrages, à l'instar des horizons d'attente du public anglo-américain, diffèrent de ceux français. Ainsi un ouvrage trop imposant aurait tendance selon eux à rebuter le public.

- Les **ouvrages collectifs** sont souvent écartés par les responsables de droits, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la gestion des droits pour ces types d'ouvrage est plus complexe : outre le fait qu'il faille réaliser plusieurs contrats pour chaque auteur, des morceaux de l'ouvrage peuvent faire l'objet d'une diffusion alternative et non contractualisée. De plus, les ouvrages collectifs attirent beaucoup moins l'attention des éditeurs anglo-américains qui leur préfèrent largement les monographies. Cette représentation est cependent démentie par les deux gros projets de traduction de dictionnaires engagés dans ces dernières années aux États-Unis : le *Dictionnaire de la République* et le *Vocabulaire européen des philosophies*, mais la médiation est passée ici par le circuit universitaire (voir chapitre 1).
- Le/la responsable de droits a également tendance à éviter les titres qui portent sur un **sujet trop pointu et spécialisé** ; ces derniers s'inscrivant dans une niche et n'étant donc accessibles en termes de connaissances mais également de compétences que par un public restreint. Ce critère ne

108 Voir l'introduction de Gisèle Sapiro dans *Traduire la littérature et les sciences humaines. Conditions et obstacles*, sous la dir. de Gisèle Sapiro, Paris, DEPS (ministère de la Culture), 2012, p 50.

109 *Ibid*. p. 38.

vaut cependant pas pour toutes les maisons, notamment pour les maisons savantes et les presses universitaires, autrement dit ce que Marc Minon a identifié comme le « cœur dur des sciences humaines[110] ». Néanmoins, même pour les maisons dont la visée est plus commerciale, ce critère n'est pas aussi péremptoire que les précédents et peut tout à fait être compensé par d'autres critères positifs.

- Enfin, les titres portant sur des **sujets ayant été traités ou pouvant être traités par des chercheurs américains ou anglais** sont généralement exclus, ou du moins ils font l'objet d'une forte hésitation de la part du responsable.

> Ce que je vois maintenant avec un peu plus d'expérience, c'est : « Qu'est-ce qu'on peut vendre maintenant sur des marchés anglais ? » Bon ben tout ce qu'ils ne peuvent absolument pas avoir par ailleurs. Et une autre biographie de Napoléon, même si ça a été fait par un Français, ça ne va pas nécessairement intéresser ni les Américains ni les Anglais. (Entretien n°57)

Au final, si un titre cumule plusieurs des critères mentionnés plus haut, ses chances de figurer dans le catalogue seront très faibles voire quasi nulles.

## Quand le hasard a bon dos

La phase de sélection des titres en vue de leur inclusion dans le catalogue est donc régie par des critères prédéfinis. Il s'agit d'une étape où les modalités de choix sont non seulement rationnalisées mais également centralisées, en ce qu'elles touchent la totalité du catalogue voire s'appliquent à plusieurs catalogues lorsqu'il s'agit d'un même groupe.

Mais au sein de ces pratiques rationnalisées et centralisées, subsiste ce qu'une responsable de droits appelle « la part d'irrationnel » (entretien n °67). Car malgré les efforts d'anticipation et de prévision dont font preuve les responsables, il existe une marge d'incertitude et d'aléatoire.

> Si on voulait trouver une solution, je crois qu'on pourrait y rajouter un petit soupçon d'irrationnel, c'est-à-dire que, malgré les éléments nécessaires en sciences humaines et sociales qui font qu'un éditeur va choisir un sujet qui l'intéresse, sur lequel il connaît bien la concurrence… Tout ça est assez clair, mais il y a un moment où c'est une part d'irrationnel qui va faire décider les choses, dans une moindre part que par rapport à la fiction où c'est essentiellement ça, mais il y a quand même ça. (Entretien n°67)

Ce hasard peut se réifier à travers la concordance entre la parution potentielle de l'ouvrage en anglais et un événement culturel ou politique, un programme scolaire et universitaire ou encore une commémoration particulière. Il faut garder à l'esprit que si ce coup de pouce du hasard peut parfois réserver des surprises, les responsables sont loin de l'ignorer lors de la sélection des titres.

> Après, il y a l'actualité qui peut jouer aussi. L'actualité fait que dans certains cas, par exemple, aux USA, après le 11 septembre, tout l'intérêt des USA, des Américains,

110 Marc Minon, « L'état de l'édition en sciences humaines », *Cahiers de l'économie du livre*, 4, 1990, p. 47-94.

> des presses universitaires, s'est tourné vers le terrorisme, les pays du Maghreb, les pays avec lesquels ils étaient en guerre, l'Afghanistan, etc. Donc, vous arriviez avec un livre sur, je ne sais pas, un livre de Françoise Héritier sur les relations hommes femmes et on vous disait : « Pouf. » Alors qu'à une époque, les *Gender Studies* étaient à la mode, là, on vous disait que c'était terminé. Par contre, si vous présentiez un livre sur l'Afghanistan, tout d'un coup, ils vous l'achetaient. L'actualité joue beaucoup. (Entretien n°63)

Les responsables ont ainsi tendance à provoquer le hasard et à retenir certains titres en raison de leur concomitance avec l'actualité, comme cela a été le cas pour la publication d'une biographie sur Marie-Antoinette chez Perrin au moment de la sortie du film de Sofia Coppola, ou plus simplement parce que la thématique sur laquelle porte l'ouvrage est « à la mode ».

> [Nom de l'auteur] par exemple, ça marche bien oui aux USA. Non seulement, il est traduit, mais effectivement, ça se vend relativement bien. Les éditeurs sont contents des chiffres de vente parce qu'effectivement, la gastronomie moléculaire, c'est à la mode. (Entretien n°63)

Cependant, cette carte-là, bien moins prévisible que les autres, fonctionne un peu comme un joker et peut parfois se révéler décevante car inefficace.

## L'équation parfaite pour le titre parfait

Au final, il est possible de dessiner un profil-type des titres qui ont le privilège de figurer dans le dit-catalogue.

Au niveau du type d'ouvrages, il s'agit généralement de monographies. L'exportation des dictionnaires et encyclopédies se comptent sur les doigts de la main, quant aux ouvrages collectifs, ils sont quasiment inexistants sur ce type de marché. Les monographies ont beaucoup plus de succès en ce qu'elles contiennent les genres et les formes d'écriture les plus appréciées : notamment les essais, les biographies et certaines études en sciences humaines et sociales.

La répartition se fait également sur le plan disciplinaire. En effet, toutes les disciplines ne sont pas à niveau égal face à la demande supposée du public anglo-américain, qui influe directement sur les pratiques de sélection menées en amont par le/la responsable de droits et en aval par l'éditeur étranger. Concernant le marché anglo-américain, pour la période 2010-2013, selon les données réunies par le Bureau du Livre français de New York, la philosophie arrive en tête (30%), suivie, pour les disciplines, de l'histoire (13%) et de la théorie littéraire (7%), les essais non scientifiques occupant la seconde place (16%) (voir annexe 2). On notera que le rapport entre les deux premières est inversé par comparaison à la France où, dans la période 1985 à 2002, c'est l'histoire qui arrivait en tête des traductions en sciences humaines et sociales toutes langues confondues (36%), devant la philosophie (26%)[111], ce qui reflète la position dominante de la France en philosophie[112].

---

111 Selon la base de données Electre recodée par Gisèle Sapiro et Ioana Popa, « Traduire les sciences humaines et sociales : logiques éditoriales et enjeux scientifique », in Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio, op. cit.*, p. 117.

112 L'anglais arrivait en tête pour toutes les disciplines du point de vue du nombre d'ouvrages traduits, à

D'après les informations recueillies auprès des responsables de droits, les ouvrages historiques n'attirent pas seulement l'attention anglo-américaine pour leurs particularités disciplinaires, mais aussi pour leurs qualités formelles. L'histoire a l'avantage de comporter une structure narrative et linéaire, un aspect qui est particulièrement recherché par les éditeurs anglo-américains et que l'on peut retrouver dans les trajectoires de vie ou dans la description de grands événements socio-historiques.

> Le public reste curieux. Il veut des livres où il peut suivre, il veut des livres narratifs, mais c'est difficile à faire. Alors, on essaie ça (…). On cherche des livres qui s'appuient sur l'aspect narratif ou alors, sur le côté rigolo avec des petites histoires. Ça, ça peut très très bien marcher ! (Entretien n°68)

En plus des thèses audacieuses et provocatrices, ce sont parfois aussi les qualités stylistiques qui font l'attrait de certains essais, notamment ceux d'auteurs connus, l'exemple extrême étant les livres d'Hélène Cixous classés ici dans cette catégorie mais qui défient les genres et catégories traditionnels.

La philosophie offre un angle d'approche théorique. Cette montée en généralité confère à ces ouvrages une portée universelle qui les différencie des travaux empiriques lesquels se heurtent souvent à l'écueil du localisme (sujet « franco-français »)[113]. De plus, la philosophie française jouit d'un fort capital symbolique, qui a été réactivé par les auteurs réunis sous l'étiquette de la *French Theory*, et qui se transfère aujourd'hui à de nouveaux noms.

> Quand il y a vraiment des choses qui sont pertinentes qui parlent, qui sont fortes, je pense que les gens suivent vraiment de près. Ils écoutent ce que dit la France. La pensée française, c'est toujours important, très important. (Entretien n°66)

Une dernière caractéristique permet d'obtenir l'équation parfaite pour ce qu'une responsable appelle « le livre idéal, de ce point de vue-là, le livre qui est un peu transportable partout (…) sans que ce soit artificiel » (entretien n°67). Il s'agit de la position du titre et de son sujet par rapport au marché existant, c'est-à-dire de sa contribution à la production préexistante. Nous l'avons évoqué plus haut, les responsables excluent généralement les ouvrages dont le sujet a déjà été traité aux États-Unis et au Royaume-Uni – sachant que cette pratique vaut tout autant pour les autres pays. Un ouvrage aura plus de chance d'aboutir à une traduction s'il apporte un éclairage nouveau ou un approfondissement utile sur un sujet en vogue dans le marché anglo-américain.

---

l'exception de la philosophie où c'était l'allemand, signe du capital symbolique accumulé par cette langue dans la discipline en question, et aussi du relatif discrédit de la philosophie américaine en France ; *ibid*., p. 121. Voir aussi, sur ce dernier point, Romain Pudal, « La philosophie peut-elle être américaine ? Les obstacles à l'importation du pragmatisme en France », in Gisèle Sapiro (dir.), *Traduire la littérature et les sciences humaines, op. cit.*, pp. 321-342.

113 Néanmoins, il ne faut pas omettre que, si cette possibilité de réappropriation du texte par-delà les frontières linguistiques, culturelles et nationales fait le bonheur des responsables de droits étrangers, ce même avantage peut devenir un obstacle quant à la qualité scientifique de la réception - l'interprétation et l'exploitation du texte français pouvant être altérées car décontextualisées. Voir Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *art.cit.*, p 4.

Certains responsables exploitent particulièrement cette faille bienheureuse en tentant de mettre en avant des inédits, des documents relatifs à des sujets qui correspondent à une demande des Anglo-américains et qui n'ont jamais été exhumés. Ce peut être des documents historiques, comme le journal d'un général S.S. qui avait participé à la tentative d'assassinat d'Hitler, journal qui a suscité une grande attention de la part des éditeurs étrangers et eu un certain succès outre-Atlantique. Ce peut également être un ouvrage non diffusé et non publié d'un auteur connu, à l'instar de cet essai inédit de Foucault, *La Grande étrangère* pour lequel l'opération de cession de droits tranchait avec les pratiques habituelles de ce petit éditeur universitaire que sont les éditions de l'EHESS.

Comme on a pu le voir, le marché anglo-américain, quand bien même il demeure l'une des premières cibles des responsables et des agents, se révèle l'un des plus difficiles à percer. Et le chemin à parcourir jusqu'à la vente des droits est parsemé d'embûches. Dans ces conditions, la constitution du catalogue des droits étrangers ressemble parfois à un exercice de funambule, tant l'équilibre est difficile à acquérir et à sauvegarder. Ainsi, la composition du catalogue répond à la fois à une politique prescriptive sur les titres à promouvoir et à une exploitation de l'actualité, qu'elle concerne les champs culturels, intellectuels et universitaires ou plus largement la politique, l'économie et les questions de société.

Cependant, il reste un élément majeur qui pèse même bien plus que le titre lui-même dans la balance et qui n'est autre que la figure de l'auteur. En effet, les modalités de sélection ne s'établissent pas seulement sur des politiques de titres mais aussi sur des politiques d'auteur.

## Esquisse d'un profil-type de l'auteur exportable

Le travail de prospection et de sélection qui s'applique aux titres du catalogue s'accompagne d'une stratégie portant spécifiquement sur les auteurs. La politique d'auteur est un élément indispensable dans la prospection et la valorisation du catalogue ; de nombreux responsables reconnaissent volontiers que les maisons anglo-américaines suivent moins les catalogues et, par extension les éditeurs, que les auteurs, sauf pour les maisons importantes bien connues – et reconnues – des éditeurs anglo-américains, qui détiennent un fort capital symbolique.

> Pour les Américains, le travail de l'éditeur ne suffit pas. Pour le coup, ce n'est pas comme ça qu'ils fonctionnent. En tout cas pas avec nous ! Peut-être qu'avec Gallimard, ils suivent ce qu'ils font. Mais en tout cas, avec nous s'il n'y pas les auteurs derrière, on ne peut rien faire aux États-Unis. C'est vraiment cette relation qui passe en premier. (Entretien n°54)

Mais, à l'instar des titres qui ne sont pas tous exportables, tous les auteurs ne sont pas égaux dans l'exercice de traduction de leurs ouvrages. Certains jouissent d'un potentiel d'exportation plus fort que d'autres et ont plus de chances de susciter l'intérêt des éditeurs étrangers. Leur degré d'exportation se mesure à travers plusieurs caractéristiques, lesquelles relèvent autant de

leur capital universitaire que de leur capital symbolique ou encore de leur propension à se mouvoir sur la scène internationale.

Avant d'évoquer le profil type de l'auteur « exportable », il faut tout d'abord distinguer deux types d'auteurs : d'un côté, ceux qui s'inscrivent dans une production en sciences humaines et sociales et qui regroupent généralement les positions d'auteur et d'enseignant-chercheur ; de l'autre, ceux qui s'inscrivent plutôt dans le domaine de la non-fiction et qui ne mènent pas nécessairement de carrière professionnelle dans le champ universitaire.

Dans cette section, on se penchera particulièrement sur le premier profil auctorial, lequel renvoie à des auteurs dont la trajectoire éditoriale est plus ou moins liée à leur trajectoire académique (avec un degré d'investissement plus important pour la seconde) et dont les publications s'inscrivent dans la sphère scientifique.

## Les compétences linguistiques

Le fait de s'exprimer en anglais avec plus ou moins d'aisance permet d'assurer une étape, à laquelle on ne pense pas de prime abord, mais qui se révèle particulièrement importante dans l'exercice d'exportation des ouvrages français. En effet, la maîtrise de la langue anglaise permet d'assurer la promotion de l'ouvrage sur place, de réaliser des dédicaces, de se rendre à des émissions de radio et de télévision ou d'intervenir dans des conférences, des séminaires internationaux, des écoles et universités d'été, etc.

Autrement dit, il peut arriver que l'auteur participe à sa promotion aux États-Unis et en Angleterre. Du moins, on attend de lui qu'il en soit capable même si, au final, on ne lui demandera probablement pas de venir sur place. Or, ces interventions requièrent, au même titre que celles dans le champ universitaire, une grande maîtrise de l'anglais et de la culture anglo-américaine.

> Il y a aussi un aspect, aujourd'hui, mais ça date depuis assez longtemps, mais c'est vrai que pour lancer un livre là où il y a tellement de concurrence aujourd'hui, nous on a beaucoup cette demande des Anglo-américains, et cela joue également même en sciences humaines : c'est la disponibilité de l'auteur, de faire de la promotion, d'être sur place, même de parler anglais, de parler une autre langue. (Entretien n°60)

Dans les interventions dans les medias, qui concernent du reste rarement les auteurs de sciences humaines et sociales aux États-Unis et en Angleterre (à la différence d'autres pays où ils trouvent une résonance auprès du grand public), le débit de parole et le temps de réflexion sont tributaires de normes énonciatives très strictes, telles que des temps de silences les plus espacés et les plus courts possibles, une réactivité presque instantanée, un discours à la fois fluide, littéraire et compréhensible. Il s'agit là d'un exercice déjà difficile pour les autochtones qui peut vite devenir un obstacle insurmontable avec la barrière de la langue. Et ce qui était initialement un instrument favorable à la promotion peut, en définitive, nuire à cette dernière et discréditer l'auteur[114].

114 Sur les contraintes des prises de parole dans l'espace médiatique, et notamment sur celui de la télévision, lesquelles rentrent en contradiction avec les modalités énonciatives propres à l'exercice

Cependant, ce type d'intervention concerne moins les auteurs de sciences humaines et sociales que ceux de non-fiction car, comme l'explique cette responsable de droits d'une grande maison généraliste :

> C'est probablement moins le cas en sciences humaines car ce sont des petits éditeurs [anglo-américains] qui n'ont pas de gros budgets, ils n'ont pas de budget pour faire venir les auteurs, mais dans le domaine de documents et de témoignages c'est sur cela que ça joue. (Entretien n°66)

C'est plutôt pour le cas des sciences humaines et sociales, la seconde modalité d'intervention qui prime, celle qui se donne à voir lors des colloques, des conférences et des séminaires, et où, à l'instar des espaces médiatiques, la maîtrise de la langue anglaise se révèle indispensable. Sauf qu'ici, il ne s'agit pas de réagir du tac au tac, de restreindre au maximum le temps de réflexion ou de condenser le plus d'informations en un temps record. Les modalités d'énonciation du monde universitaire ne sont plus celles imposées par le format de la promotion en direct, mais s'inscrivent dans un univers régi par la *scholé*[115], à savoir le temps que donne le retrait hors de l'urgence du monde social. Les règles instaurées par la logique scolastique impliquent une distorsion des normes de temporalité et de positionnements vis-à-vis de l'actualité, lesquelles influent directement sur les modalités énonciatives. Non seulement la prise de parole est relativement longue offrant la possibilité de dérouler toutes les étapes de la réflexion, mais elle accepte également les temps morts et les silences précédant la prise de parole. Ici, l'obstacle linguistique se situe, d'une part, dans l'aisance à utiliser en anglais des concepts et des théories sans les trahir ; d'autre part, dans la dextérité à manier une langue à la fois complexe et fluide, spécialisée et littéraire. Cette tension énonciative peut notamment s'expliquer par l'effet de réfraction suscité par la position intermédiaire des sciences humaines et sociales entre les disciplines littéraires et scientifiques au sein du champ universitaire[116].

On rappellera également que tous les auteurs de sciences humaines et sociales ne parlent pas couramment anglais, malgré une sensibilisation de plus en plus prégnante pour les publications universitaires en langue anglaise. C'est pourquoi, la compétence linguistique de l'auteur, si elle n'est pas un critère de sélection en soi, constitue un véritable atout pour l'exportation d'un livre.

## Notoriété intellectuelle et consécration universitaire

Indépendamment des compétences linguistiques, les responsables de droits reconnaissent que les auteurs jouissant d'une certaine réputation ont

---

de réflexion universitaire, nous renvoyons à l'analyse de Pierre Bourdieu, *Sur la Télévision*, Liber-Raisons d'agir, 1996.

115 Concept que Pierre Bourdieu emprunte à Wittgenstein afin de démontrer l'imposition d'un point de vue scolastique dans les pratiques universitaires. Voir Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Minuit, 1984 ; Pierre Bourdieu, « Le point de vue scolastique », *Raisons pratiques*, Éditions du Seuil, Points, 1994, pp. 213-227.

116 Voir Pierre Bourdieu, *Homo academicus, op. cit*.

beaucoup plus de chances de faire traduire leurs ouvrages. Cette notoriété peut revêtir diverses facettes, lesquelles doivent s'équilibrer afin d'éviter de se contredire.

Dans un premier temps, la réputation de l'auteur doit s'inscrire dans le champ académique au sein duquel il a pu accumuler ce que Pierre Bourdieu nomme le capital intellectuel. Il s'agit de la reconnaissance universitaire acquise par le truchement de la contribution à la recherche, autrement dit : les publications d'articles et de monographies, la participation à des colloques ou des séminaires, la création et la collaboration à des revues, etc. Plus un auteur a accumulé de capital intellectuel, plus il a de chances d'être exportable à des conditions économiques et éditoriales intéressantes. C'est notamment ce que les responsables appellent un peu vite les « classiques » et qu'on peut quant à nous définir comme les auteurs dont le nom propre enferme un certain capital symbolique (en effet, du point de vue des universitaires, les délais de consécration et de canonisation sont plus longs et touchent donc un ensemble d'œuvres et d'auteurs plus restreint ; sur le nom propre comme capital symbolique, voir introduction).

Pour ces derniers, à la reconnaissance par les pairs s'ajoute souvent la notoriété dans le champ intellectuel, autrement dit auprès d'un public non-universitaire mais ayant un fort bagage culturel et intellectuel. Une telle notoriété peut s'évaluer à travers leur choix d'éditeur, les revues intellectuelles auxquelles ils contribuent (comme *Temps modernes*, *Esprit*, *Le Débat*, etc.), les médias dans lesquels ils ont publié des articles ou qui ont relayé la publication de leur ouvrage, le nombre d'émissions de radio et de télévision, les conférences données en dehors du milieu universitaire ou encore le nombre d'exemplaires vendus.

Sans grande surprise, les auteurs alliant forte reconnaissance universitaire et notoriété intellectuelle comptabilisent le plus de traductions ; ce sont par exemple des auteurs comme Jacques Derrida, Pierre Bourdieu, Jacques Rancière, Hélène Cixous, Alain Badiou, etc. Il faut cependant rappeler que pour des auteurs comme Derrida et Cixous, c'est leur réception dans le monde académique américain qui a permis l'accumulation première du capital de notoriété, qui a rejailli ensuite sur leur réception en France auprès d'un public élargi[117]. Dans certains cas, comme celui de Baudrillard, la réception américaine n'a pas eu de retombée dans le champ académique français où cet auteur continue à être (dé)considéré comme un essayiste.

Souvent ces auteurs sont des auteurs de fonds, ayant publié longtemps auparavant et occupant, ou ayant occupé, une position consacrée à la fois dans le champ académique et dans le champ intellectuel. Ce sont aussi des auteurs particulièrement prolifiques, ce qui les distingue parmi les chercheurs en sciences humaines et sociales (même si être prolifique n'est pas une condition suffisante pour devenir un auteur exportable). Ces auteurs s'inscrivent dans le catalogue de fonds ou le « patrimoine » des maisons d'édition ; autrement dit, ces auteurs – mais aussi ces titres – qui continuent à se vendre sur le long

117 François Cusset, *French theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis, op.cit*.

terme. Or c'est souvent ce catalogue de fonds qui va attirer l'attention des éditeurs étrangers et qui feront l'objet de cessions.

> Donc moi je fais un catalogue de fonds, parce que nous on a des ouvrages assez compliqués et difficiles, et qui sont coûteux à la traduction, mais on a également des auteurs de fonds. Et ce qui intéresse les éditeurs étrangers pour la traduction, ce n'est pas forcément les nouveaux ouvrages qui sortent. Les livres ont besoin de s'installer et d'acquérir une certaine réputation, pour que quelqu'un décide de les traduire. D'où mon instrument principal, qui est ce petit catalogue que je vous ai donné, qui est un catalogue de fonds que je présente à des éditeurs étrangers de manière à ce qu'ils voient nos publications, et qu'ils disent : « Ah oui ! Ils ont publié les cours de Foucault au Collège de France. ». (Entretien n°54)

Cependant, ce profil d'auteurs ayant réussi une stratégie de multi-positionnements n'est pas si fréquent que cela ; on peut même aller jusqu'à dire qu'il ne s'agit là que de cas très particuliers. La majeure partie des auteurs dont un ou plusieurs ouvrages ont été traduits, ne bénéficient généralement que de la reconnaissance universitaire, ce qui constitue d'ores et déjà une trajectoire réussie. C'est donc plutôt dans le monde académique que les responsables de droits tentent de puiser les instruments les plus efficaces.

## Réseau éditorial et réseau universitaire

Comme on l'a vu en introduction et au chapitre 1, le monde académique constitue un circuit parallèle à celui des échanges éditoriaux pour l'importation d'ouvrages d'un pays à l'autre, et il est souvent prépondérant. Le capital social international d'un auteur, qui est souvent lié à son capital symbolique international, accroît nettement les chances de sa production d'être traduite en langue étrangère. De nombreux responsables de droits reconnaissent volontiers que le recours au réseau universitaire dont jouit l'auteur en Angleterre ou aux États-Unis change considérablement la donne.

> On utilise effectivement le réseau personnel, enfin qui est aussi professionnel, de l'auteur de façon à ce qu'on puisse le croiser avec notre réseau professionnel à nous d'éditeurs. C'est-à-dire que la recommandation d'un universitaire peut tout à fait avoir du poids dans la décision ou susciter la curiosité d'un éditeur qui va se dire « Tiens ce livre a été recommandé par un tel et un tel que je connais ça vaut peut-être le coup que je publie le manuscrit. » (Entretien n°55).

Le monde académique, que l'on imagine à tort comme une tour d'ivoire, connaît lui aussi ses luttes symboliques, ses effets de concurrence, de division et de solidarité entre les divers acteurs. Dans ces luttes, détenir un capital social spécifique au champ universitaire devient un atout particulièrement précieux, dont on peut voir les effets à différentes étapes de la vente des droits de l'ouvrage : lors de l'évaluation, puis la traduction, enfin la promotion – ou plutôt la circulation de l'ouvrage.

L'inscription dans un réseau universitaire international peut influer sur l'appréciation critique de l'ouvrage chez les maisons britanniques et américaines, notamment chez les presses universitaires. À la réception de l'ouvrage (de plus en plus sous format en PDF), la maison étrangère le confie pour examen à des lecteurs extérieurs. Ces lecteurs, qui sont eux-

mêmes des universitaires, ont pour objectif d'évaluer, en tant qu'experts, la qualité scientifique de l'ouvrage et sa contribution potentielle au marché du livre académique contemporain. Le fait que plusieurs universitaires anglais ou américains connaissent et apprécient le travail de l'auteur français agit comme une garantie et apporte légitimité et reconnaissance à l'égard de l'auteur évalué.

Le réseau universitaire peut également optimiser l'étape de la traduction, laquelle est souvent une des plus complexes et importantes (voir chapitre 5). C'est pourquoi, être en contact étroit avec des universitaires américains et anglais, dont les positions sont homologues à celle de l'auteur en France, peut grandement favoriser la cession des droits. L'un des relais anglo-américains peut par exemple proposer un chercheur de sa connaissance, particulièrement compétent pour s'occuper de la traduction. Mais il peut aussi prendre en charge la traduction ou plus rarement, car c'est une activité chronophage et peu gratifiante, corriger la version finale. Les deux acteurs travaillant dans le même domaine, partageant les mêmes outils conceptuels et théoriques, s'étant peut-être rencontrés auparavant, la collaboration, et par extension, l'ouvrage traduit ne peuvent en être que meilleurs.

Parfois même, le projet de traduction du livre peut venir directement du monde universitaire. Ainsi, lorsque le projet est proposé à la responsable de droits, il est à un état particulièrement avancé, ce qui permet de restreindre les délais.

Enfin, la détention d'un capital social spécifique au monde universitaire n'est jamais aussi efficace que lorsqu'il est question de la promotion du livre. Une fois celui-ci paru sur le marché anglo-américain, il faut le relayer, le faire connaître[118]. Le réseau universitaire joue alors un rôle déterminant dans l'introduction du livre, des « *blurbs* » qui apportent une caution scientifique sur la quatrième de couverture aux comptes rendus dans des revues universitaires et à l'inscription des livres dans des programmes de cours, en passant par l'invitation de l'auteur pour un séjour plus ou moins long ou des manifestations (colloques, séminaires, tables rondes, etc.). Le service de presse de la maison peut prendre en charge le plan promotionnel, mais son champ d'action est limité.

> J'ai été très étonnée récemment car j'ai été contactée par des presses universitaires américaines qui s'intéressent à un de nos livres et qui ont demandé si l'auteur pouvait recommander à des lecteurs [faire la promotion du titre]. En fait, évidemment on était très contents, mais bon le cas échant ce n'était pas possible. Parce que notre auteur n'était pas introduit et ce n'était pas vraiment un universitaire, c'est quelqu'un qui a plutôt quelques contacts… et il s'est retrouvé bredouille par rapport à ça. (Entretien n°57)

Lorsqu'il s'agit du circuit universitaire, rien ne vaut la présentation de l'ouvrage par un interlocuteur anglais ou américain lors de conférences, qui, par la même occasion, légitime la valeur proprement scientifique et intellectuel de l'œuvre. Et lorsque l'auteur français peut se rendre sur place

118 Voir notre premier critère, la compétence linguistique.

et présenter son ouvrage auprès de ses pairs universitaires, l'impact sur les ventes et sur la visibilité du titre en est renforcé. C'est là pour l'auteur un déplacement particulièrement intéressant en ce qu'il favorise également sa carrière universitaire.

La traduction doit donc être accompagnée de déplacements au Royaume-Uni et aux États-Unis par le truchement de la participation à des conférences, séminaires et congrès divers, lors desquels l'auteur accumule des capitaux intellectuels, symboliques et sociaux tout à la fois. À cette étape, l'action publique française peut jouer un rôle déterminant pour aider à la venue de l'auteur. Ainsi, la simple traduction ne suffit pas en soi à assurer cette médiation, l'intervention de l'auteur est importante, au même titre qu'elle requiert ce réseau de légitimation et de promotion pour générer des ventes et être rentable pour l'éditeur étranger qui en a acquis les droits.

## Appareil étatique et syndicaux nationaux : aides et commissions

### Politiques et degré d'intervention du CNL

La situation des responsables de droits dans le domaine des sciences humaines et sociales est, comme on a pu le voir dans les parties précédentes, loin d'être aisée : confrontés à la difficulté inhérente au marché anglo-américain et aux divers obstacles qu'ils rencontrent, les contrats n'engrangent bien souvent que des sommes relativement faibles. Néanmoins, cette situation, loin d'être irréversible, a tendance à évoluer depuis quelques années.

D'après le rapport du SNE pour l'année 2012, le domaine des sciences humaines et sociales connaît depuis peu une croissance à plusieurs niveaux : d'une part, au niveau des ventes sur le marché français et, d'autre part, au niveau du nombre de cessions vendues sur la scène internationale. En passant d'un chiffre d'affaires de 218 788 euros en 2011 à 244 927 euros en 2012, le domaine des sciences humaines et sociales a accumulé un bénéfice net de 26 139 euros sur ses ventes françaises. Parallèlement, les ventes de cessions en sciences humaines et sociales ont connu une croissance d'environ 10% par rapport à l'année précédente.

Cette amélioration du secteur des sciences humaines et sociales pourrait s'expliquer par les stratégies mises en place par l'État afin de pallier l'étiolement de ce segment éditorial. Cela fait suite au signal d'alarme déclenché à l'unisson par plusieurs auteurs et acteurs investis dans ce domaine, lesquels ont réalisé des enquêtes critiques et statistiques sur l'état du marché en sciences humaines et sociales[119]. C'est notamment au Centre National du Livre (CNL), établissement public administratif sous la tutelle du Ministère de la Culture et de la Communication, qu'il incombe de planifier un programme de soutien au secteur des sciences humaines et

119 Pour une étude de cette vague d'avertissements quant à une édition des sciences humaines et sociales en perdition, nous renvoyons à l'article de Bruno Auerbach, « Publish and perish », *art.cit.*

sociales. Ainsi depuis 2006, le CNL a concentré sa politique d'aide sur les maisons commerciales (autrement dit non publiques) et le secteur des sciences humaines et sociales. Cette réorientation de la politique d'aide de l'État se réfracte à tous les niveaux : dans les aides aux auteurs, aux éditeurs ou aux traducteurs, ou encore aux libraires. C'est donc sans surprise qu'elle touche également le segment de vente de droits à l'étranger, ce qu'on appelle aussi le marché de l'extraduction.

Ainsi, lorsqu'on consulte la section « Rapports, activités et bilans » mise en ligne sur le site internet du CNL pour les trois dernières années, on ne peut que constater une augmentation des crédits pour l'extraduction : en 2012, les subventions pour l'extraduction, touts domaines confondus, atteignent un total de 820 784 euros, alors qu'en 2011, elles s'élevaient à 807 786 euros et en 2010 à 763 485 euros ; soit une augmentation globale de 7,5%[120]. Reste à savoir si cette augmentation des crédits se restreint à cette courte période ou si elle s'inscrit dans une évolution plus ancienne et donc révélatrice d'une restructuration de la politique du CNL.

Les responsables de droits déposent régulièrement des demandes d'aide à la traduction au CNL au nom des éditeurs étrangers avec lesquels ils sont en train de finaliser le contrat de cession de droits, les subventions allouées à l'éditeur étranger participant au financement de la traduction. Les demandes d'aide auprès du CNL nécessitent une contractualisation de la cession ; la procédure constitue ainsi une forme de garantie du côté français comme anglo-américain, même s'il y a des cas de subventions allouées qui n'ont pas donné lieu à une publication ; dans ce cas, la subvention est retirée à l'éditeur. Sous ce rapport, on remarquera que sur une période allant de 2002 à 2011 et sur un total de 429 titres de sciences humaines et sociales aidés, seuls six d'entre eux n'ont finalement pas été publiés par l'éditeur étranger qui a reçu l'aide[121]. Ces cas, somme toute assez rares, sont le résultat de l'abandon ou du non-engagement de la traduction par la maison anglais ou américaine, qui a entraîné la rupture du contrat par l'éditeur français et l'obligation de rembourser l'aide que le CNL avait allouée.

En se référant au rapport sur les aides du CNL pour l'année 2012, on peut observer que sur l'ensemble des titres dont les droits ont été cédés à des maisons américaines ou britanniques, les titres en sciences humaines et sociales sont largement majoritaires : sur les 38 titres aidés, on ne compte que 6 titres de fiction, contre 32 titres de sciences humaines et sociales. Ces chiffres viennent confirmer les impressions des responsables et chargés de droits – notamment ceux travaillant dans des maisons généralistes et qui sont donc en mesure de comparer directement leurs catalogues – lesquels avaient noté cette répartition clairement favorable aux sciences humaines et sociales, sans pour autant expliquer cette tendance.

---

120 Source : pour 2012 - *Bilan annuel des aides 2012*, CNL ; pour 2011 - *Bilan annuel des aides 2011*, CNL ; pour 2010, *Bilan annuel des aides 2010*, CNL.

121 Données calculées à partir de la base de titres aidés par le CNL mise en ligne sur le site.

> Les taux de réussite …. Alors là par contre c'est assez variable. Je pense qu'on a plus de réussite en sciences humaines qu'en littérature. C'est-à-dire qu'on a plus d'aides en sciences humaines, enfin l'éditeur étranger a plus d'aides.
> *Et comment vous expliquez cela ?*
> Écoutez je ne sais pas trop. Chaque dossier est examiné en lui-même en fonction de la pertinence de l'ouvrage, de la qualité de la traduction, de la qualité de l'éditeur, plus l'avis de tous les membres de la commission. Donc c'est un peu difficile de vraiment pouvoir faire une règle. (Entretien n°52)

Cependant, le fait que chaque titre soit évalué au cas par cas ne doit pas occulter l'existence réelle d'une politique organisée et structurée des aides du CNL. Afin de mettre en relief cette politique, nous évoquerons le montant des aides allouées pour les titres de sciences humaines et sociales cédés aux Anglo-américains. Nous n'aborderons pas ici les diverses politiques d'aides du CNL, lesquelles ont fait l'objet d'une annexe à la fin de ce rapport (Annexe 1).

**Tableau 1 : Répartition des aides du CNL pour l'année 2012[122]**

| Type de titres aidés | | Nombre de titres aidés | Montant des aides en euros | Moyenne des aides en euros | Éditeurs bénéficiaires anglais | Éditeurs bénéficiaires américains |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Totalité des titres traduits en anglais : | | 38 [1] | 157 031 | 4 018 | 6 | 30 |
| | – dont sciences humaines et sociales | 32 | 133 451 | 4 018 | 5 | 26 |
| | – dont fiction | 6 | 23 280 | 3 501 | 1 | 4 |
| Totalité des extraductions | | 279 | 820 784 | 2 942 | / | / |

*Sources : Résultats calculés à partir du Rapport des aides 2012 du CNL*

Les aides pour les titres traduits en anglais s'élèvent à 157 031 euros. Sur ce total les titres en sciences humaines et sociales sont aidés à hauteur de 133 451 euros, ce qui représente un peu plus de cinq sixièmes (85 %) du montant alloué aux titres anglais et un quart (16,1 %) du total du budget injecté dans les aides aux extraductions (toutes catégories éditoriales et sans distinction de langues). On observera également que la moyenne des aides par titre pour les sciences humaines et sociales, qui est de 4 018 euros, est bien plus élevée que celle globale, qui est de 2 942 euros.

Enfin, en se référant à la base du Bureau du Livre de New-York, qui recense les ouvrages français traduits aux États-Unis, on a pu calculer la part des titres aidés par le CNL sur l'ensemble des titres traduits parus de 2010 à 2013. Il s'avère que sur un total de 270 titres, 52 d'entre eux ont été aidés par le CNL, soit un peu plus d'un cinquième. Pour le reste, nous ne sommes pas en mesure de dire combien de demandes ont été soumises au CNL. Nombre de ces titres sont passés par un autre circuit, celui du Programme d'aide à la publication du ministère des Affaires étrangères, dans

122 Sur les 38 titres traduits en langue anglaise et aidés par le CNL en 2012, deux n'ont pas été cédés aux États-Unis ni au Royaume-Uni, l'un l'a été en Inde, l'autre à Singapour.

le cadre duquel ils ont obtenu une bourse Hemingway. Ainsi, sur une période plus restreinte qui va de 2009 à 2011, 24 ouvrages traduits ont bénéficié de cette bourse. Et du côté du Royaume-Uni, ce sont 47 titres qui, à la même période, ont obtenu la bourse Burgess[123]. On remarquera cependant qu'un tiers d'entre eux (États-Unis et Royaume-Uni confondus) ont également été subventionnés par le CNL, alors que les deux aides ne sont, rappelons-le, pas cumulables en principe.

## L'investissement des responsables dans les commissions du SNE et du CNL

Au gré des entretiens avec les responsables de droits étrangers, il apparaît que, certes, les aides financières distribuées par le CNL sont indispensables pour le développement voire la survivance des services de droits. Mais le CNL, à l'instar du Syndicat national des éditeurs (SNE), joue également un autre rôle dans les modalités à la fois économiques et professionnelles de ce marché de l'extraduction, que cela concerne le domaine des sciences humaines et sociales ou celui de la fiction ou encore des livres pratiques. En effet, il existe des commissions spécifiques au marché international au sein du CNL et du SNE. Pour le premier, il s'agit d'évaluer les dossiers en vue de l'attribution des aides et de renforcer la circulation et la diffusion de la production artistique et intellectuelle française – ou plutôt francophone – sur la scène internationale. Pour le second, il s'agit d'évaluer l'état du marché année après année – ce sont les fameuses statistiques du SNE qui font figure de référence dans le milieu éditorial et culturel français – et de mettre en place des espaces de réflexion et de discussion afin d'optimiser ce marché (ces données quantitatives sont complétées par des études qualitatives par pays pilotées par le Bureau international de l'édition française, le BIEF, et dont les résultats sont publiés dans la lettre du BIEF).

De nombreux liens sont tissés entre ces commissions et le groupe professionnel des responsables de droits étrangers, d'autant qu'elles font appel à des experts. Plusieurs de ces responsables ont par conséquent occupé des fonctions dans ces commissions. Ce multi-positionnement, qui est valorisé au sein de la profession, permet d'allier les approches prospectives et théoriques à l'intervention sur le terrain et de développer une réflexion comparative. C'est notamment au sein de ces commissions que les recommandations et les stratégies majeures sont discutées et adoptées ou que des projets spécifiques à ce marché sont mis en place.

---

123 Pour ce comptage, nous nous sommes référés à la base aimablement fournie par le Bureau du Livre de Londres que nous avons nettoyée et recodée. À l'instar des diverses bases exploitées dans cette étude (pour plus d'informations sur les bases de données, voir les annexes 1 et 2), nous avons pris le parti de retenir l'ensemble des titres de non-fiction à l'exception des livres pratiques, beaux-livres, des autobiographies et des récits personnels. Nous avons également élargi notre échantillon en retenant les titres pour lesquels la demande d'aide a été acceptée quand bien même cette attribuation n'ait pas eu de suite. L'attribution effective de cette bourse est vérifiable via la mention de l'institution et le sigle, toux deux apposés sur la jaquette de l'ouvrage. Ce travail a été réalisé par Marcella Frisani. Pour une mise en lumière des titres de sciences humaines et sociales ayant bénéficié de la bourse Burgess, nous renvoyons au chapitre 2.

Du côté du CNL, les noms des quatorze membres de la commission de l'extraduction en sciences humaines et sociales sont rendus publics ; parmi eux, on recense trois chargés de droits étrangers travaillant dans deux maisons généralistes pourvues d'un important catalogue en sciences humaines et sociales et une maison spécialisée en non-fiction et essais. La situation est similaire pour la commission d'extraduction en fiction.

Du côté du SNE, l'identité des membres de la commission n'est pas diffusée, car il ne s'agit pas d'une équipe sélectionnée et limitée à un nombre spécifique de membres, mais de l'ensemble des adhérents. On remarquera cependant que sa présidente est elle-même responsable de droits étrangers, à l'instar des membres les plus actifs et investis dans la commission.

Enfin, la contribution aux commissions constitue une forme de distinction au sein même du groupe professionnel des responsables de droits étrangers ; en effet, ceux qui y participent sont généralement des responsables du service de cession ou des chargés qui ne cumulent pas d'autres fonctions extérieures à la maison d'édition et qui, de ce fait, concentrent leur investissement et prises de positions sur ce groupe professionnel[124].

Cette superposition entre, d'un côté, l'espace politique et stratégique, où les grandes lignes et décisions sont prises ou du moins amorcées, et de l'autre côté, le travail sur le terrain, peut s'expliquer de plusieurs manières. Tout d'abord, le travail de cession de droits est, malgré l'émergence de grandes lignes et tendances, largement tributaire d'une approche au cas par cas. Cela implique une montée en généralisation et une théorisation des pratiques assez difficiles ; c'est pourquoi le recours à des acteurs travaillant directement sur le terrain offre des relais et des indicateurs indispensables pour analyser et mettre en place des stratégies efficaces.

Du côté des responsables et des chargés de droits, la participation aux commissions, surtout celle du SNE, plus ouverte et portée sur l'optimisation des pratiques professionnelles, apporte bien des avantages. Outre l'apport de capital symbolique au sein de ce groupe professionnel et plus largement au sein du champ éditorial, la présence active aux commissions permet de faire connaître, ou plutôt de faire reconnaître, le travail de médiation impliqué dans la cession de droits, lequel, selon certains responsables, n'a pas toujours été apprécié à sa juste valeur (entretiens n°53, 57 et 58). Enfin, cette contribution permet d'ajuster les stratégies et projets à des demandes concrètes relayées par un réseau corporatif important entre les chargés et responsables de droits étrangers des diverses maisons. Car malgré des positions éditoriales différentes et des situations où plusieurs formes de rivalités (négociations et enchères) peuvent surgir, le groupe professionnel reste, on l'a dit, très soudé et solidaire. Les contacts entre eux sont d'autant plus favorisés, que par-delà leur participation à ces commissions régulières, leurs rencontres et relations dépassent cet espace-temps institutionnel et professionnel en surgissant lors des voyages organisés par le BIEF ou dans des espaces intermédiaires entre le monde professionnel et celui plus personnel. À ce sujet, une responsable

124 Voir section « Profil du responsable de droits ».

de droits étrangers nous avait confié qu'elle se retrouvait régulièrement avec d'autres responsables et chargés de droits pour déjeuner et discuter de manière informelle de sujets plus formels.

## La mise en place d'événements

Par-delà tous les obstacles que nous avons pu analyser précédemment, la plupart des responsables de droits font face à une difficulté qui est inhérente à leur travail et, de fait, particulièrement délicate à déjouer. La distance même qui les sépare de leurs interlocuteurs et qui fait intrinsèquement partie de leur quotidien entraîne dans son sillage des problèmes de communication et de visibilité, et altère les tentatives d'émergence d'un groupe – ici professionnel et international – unifié et solidaire. Or comme on l'a vu tout au long de cette partie, la vente des cessions en sciences humaines et sociales relève à la fois de la transaction commerciale routinisée et de la croyance en une même finalité, en l'occurrence, celle qui motive ces agents à contribuer à la circulation internationale des idées et des biens intellectuels et universitaires. Plusieurs responsables et chargés de droit nous ont fait part de ce besoin de nouer des relations humaines, de faire émerger des affinités électives entre chacun d'eux et les éditeurs étrangers. Ces contacts, qui ne se limitent pas à un nom ni à une adresse mail rattachés à une maison d'édition, permettent une personnalisation, et par extension, une pérennisation de la relation professionnelle.

Cela demande, dans un premier temps, des déplacements réguliers, lesquels ne se restreignent pas aux salons et foires internationaux. La plupart des responsables se rendent au minimum à une foire dans l'année (en plus de celle de Paris naturellement), avec une nette préférence pour la foire de Francfort. Certains se rendent à l'étranger à titre personnel, mais ce cas de figure reste rare. Bien d'autres profitent des rencontres et voyages organisés par le BIEF, afin d'optimiser leurs contacts et leur visibilité au sein de ce réseau professionnel.

> Faire des mailings ça n'a aucun sens si on ne connaît pas les gens de visu. D'où l'intérêt des foires, et c'est vrai que là-dedans les foires internationales comme Francfort, mais ça peut aussi être Londres, ou bien des rencontres organisées par le BIEF qui nous permet de rencontrer des éditeurs étrangers. Tout ça c'est autant d'occasions de faire des rencontres directes. (Entretien n°54)

Ces voyages sont d'autant plus précieux que la totalité de l'organisation et du planning ainsi qu'une partie des frais sont prises en charge par le BIEF. L'aide financière est particulièrement intéressante pour les responsables car certains d'entre eux observent que les déplacements à l'étranger ne sont pas toujours accueillis avec enthousiasme par leur direction. En effet, ces déplacements demandent un budget financier conséquent pour un résultat en termes de ventes qui reste aléatoire.

> Et donc la profession étant pas si bien reconnue que ça dans les maisons, on a tendance à dire « Oui bon ben les droits, c'est pas bien grave. T'as pas besoin d'aller là-bas, ça nous coûte trop d'argent. Débrouille toi avec ton téléphone et internet et puis voilà. ». Et comme les responsables de droits ne peuvent pas dire « Il faut

> que j'aille là-bas parce que je vais faire un contrat », parce qu'on est jamais sûr de faire des contrats, bon ben ils n'insistent pas. Ça je le sais très bien parce que moi je suis dans une autre logique parce que je suis dans les deux côtés à la fois dans la direction, en tant que secrétaire adjoint et éditeur, etc. ; et de l'autre, responsable droits. Donc du coup je vois très bien qu'est-ce qu'il [le responsable de droits] va faire, et j'écoute très bien quand un autre responsable de droits me dit qu'il n'a jamais les budgets pour faire ci ou ça. Je sais très bien, on leur dit « Vous allez là-bas faire du tourisme. » Donc au bout d'un moment, ils en ont marre. Ils arrêtent de demander et du coup, ils ne font pas. Ou ils le font quand ils ont la possibilité d'être subventionnés. (Entretien n°53)

De plus, les déplacements à l'étranger n'ont pas seulement pour finalité de signer des contrats, mais de faire un repérage, de se présenter directement aux éditeurs étrangers et d'établir un contact humain dont les effets ne sont pas immédiats mais se font sentir à long terme. C'est pourquoi le recours au BIEF peut constituer une aide indispensable, surtout pour les responsables de petites maisons, qui n'ont ni le temps ni le budget pour se rendre dans des pays lointains, comme les États-Unis.

Le contact humain peut également être suscité par le biais des rencontres plus informelles avec les éditeurs étrangers. L'organisation de ces rencontres, appelées « *Fellowships* » est très récente en France, car mise en place depuis deux ans seulement. En revanche, ces rencontres existent depuis bien plus longtemps sur la scène internationale, notamment à Francfort et Jérusalem, qui sont les lieux où cet « événement » a vu le jour et qui ont joué le rôle de modèles pour le cas français. Il faut ici distinguer deux types de rencontres, celles propres au « *Fellowships* », où un groupe de quatorze éditeurs est invité et accompagné pendant dans toute la durée du salon, et les autres qui sont l'œuvre d'un groupe non institutionnalisé de responsables et de chargés de droits étrangers, lesquels entendent bien sauvegarder l'aspect spontané de ces rencontres.

> On a installé, on a créé de manière informelle un apéritif le mercredi soir juste avant l'inauguration du salon du livre avec tous les éditeurs étrangers, agents, scout, éditeurs, etc., qui sont à Paris à ce moment-là au *Lutetia*. Et ça a très bien marché. Mais on le fait de manière informelle parce qu'on veut pas que ce soit récupéré par telle ou telle organisation que ce soit le salon du livre, le BIEF ou je sais pas trop qui. Nous on fait ça parce qu'on croit en une chose : pour bien vendre des droits étrangers, il faut favoriser le contact humain. (Entretien n°53)

Cette réunion informelle des responsables au Lutetia, lors de laquelle chacun achète son verre et discute tranquillement avec ses contacts ou se fait présenter à des agents encore inconnus par le biais d'un de ses confrères ou consœurs, s'inspire directement d'un phénomène né à Francfort. L'une des responsables interviewées raconte l'origine de cet événement qui initialement n'en était pas un :

> Donc à Francfort, il y a quelque chose, ce n'est pas du tout organisé par quelqu'un ; c'est au contraire quelque chose qui s'est fait au fur et à mesure des années et qui s'est fait un peu tout seul. Il y a un hôtel qui est très connu et qui est le plus cher. Et donc, il y a un grand lobby au niveau du bar, c'est devenu un lieu de rencontres incroyables : tous les soirs, toutes les nuits les gens se retrouvent à cet hôtel après

> leur cocktail et à 11h et demie du soir c'est bondé on ne peut pas bouger dans ce lobby parce que le monde entier de l'édition est là-dedans en train de se parler. (Entretien n°57)

Ce qui était un simple verre pris au bar de l'hôtel après une journée de travail harassante est devenu par la force des choses l'un des rendez-vous majeurs de la foire – pour les responsables et les éditeurs étrangers. Cet « événement » a donc été transposé et reconstruit dans plusieurs autres foires telles que celles de Londres ou de Paris à chaque fois au bar de l'hôtel où la plupart des éditeurs avaient pris une chambre. Cette reconstitution d'une rencontre éphémère et stimulante a eu des répercussions particulièrement positives à la fois pour chacun des responsables, avec l'acquisition d'un capital social et l'optimisation de contrats possibles, mais aussi pour le groupe professionnel via la mise en place d'un événement à la fois pérennisé et spontané. Mais cette transposition un peu artificielle n'est pas sans avoir son lot de désagréments, qui restent néanmoins mineurs et qui ont tendance à faire sourire les responsables qui nous en ont parlé.

> Tout le monde achète son verre, il n'y a pas de buffet. Tout le monde achète son drink et malheureusement il y a des gens qui sont arrivés en disant "Alors c'est où le buffet ? " Enfin bon ils avaient pas compris le principe. Et c'est vrai que c'est un peu bizarre parce qu'on sollicite les gens mais ce n'est pas .. Ils ne sont pas "invités", ils sont simplement invités à venir dans ce lieu. C'est en fait … Et donc ça c'est ouvert à tout le monde et on va voir ce que ça va donner. (Entretien n°57)

Ainsi, ces déplacements organisés par le BIEF et l'instauration de ces événements informels ont pour triple visée de promouvoir la production littéraire, intellectuelle et scientifique française, de rationnaliser et centraliser les relations entre les acteurs divers de ce segment, et d'accroître le marché économique des cessions et des acquisitions. Mais ce qu'il faut surtout garder à l'esprit, c'est que cette triple visée sert à la fois les trajectoires individuelles des responsables, celles objectives de leur maison d'édition, et enfin celle collective du groupe professionnel des responsables de droits.

Corrélative de l'intensification des échanges internationaux et de l'importance accrue du poids économique des services de cession dans les grandes maisons d'édition, le statut des responsables et chargés de droits étrangers a gagné en reconnaissance et en visibilité ces dernières années. Le travail s'est rationnalisé, parfois au détriment de contacts humains difficiles à entretenir. Ces contact sont pourtant, on l'a vu au chapitre 1, indispensables pour favoriser les échanges, et l'implication des responsables et chargés de cession dans les rencontres internationales comme dans les discussions stratégiques doit être favorisée sur le modèle de ce que fait le BIEF. Cependant, malgré l'importance de cette médiation, il faut garder à l'esprit qu'elle n'est qu'un des deux circuits d'exportation des ouvrages en traduction, le réseau académique jouant un rôle tout aussi important, sinon plus, s'agissant du marché anglo-américain. D'où la nécessité de coordonner les actions et de favoriser l'interpénétration de ces réseaux à tous les niveaux possibles.

# Chapitre 5

# Les traducteurs de sciences humaines et sociales aux États-Unis et au Royaume-Uni

***Marcella Frisani, Jill Mc Coy et Gisèle Sapiro***


- **Les traducteurs professionnels**
- **Les traducteurs universitaires**


Face à un livre à publier, dont la langue d'origine est étrangère, un éditeur doit faire un choix délicat et crucial : celui du traducteur. Trouver un traducteur approprié, fiable, abordable et disponible au bon moment est loin d'être une évidence, or les éditeurs interviewés ont souligné la nécessité que toutes ces conditions soient remplies pour qu'un projet de traduction soit mené à bien. Si les éditeurs parlent presque toujours de leur réseau privilégié (leur « *stable* ») de traducteurs à qui ils font régulièrement appel, c'est parce que les traducteurs qualifiés dans le domaine des sciences humaines et sociales ne sont pas légion.

Traduire n'est, en effet, une activité professionnalisée que depuis quelques décennies et de manière variable selon les pays ; et s'il existe des formations spécialisées pour les traducteurs techniques, qui sont dans certains pays des conditions d'accès à l'exercice du métier, les traducteurs de littérature et de sciences humaines et sociales sortent rarement d'écoles de traduction. Leur recrutement s'effectue plus par réseaux d'interconnaissance et/ou par la réputation qu'ils ont acquise. Dans le domaine des sciences humaines et sociales, la traduction requiert, en outre, des compétences particulières, ce qui pose la question de la spécialisation. Qui sont les traducteurs du français en anglais en sciences humaines et sociales ? Quel est leur profil ? Quelles sont leurs conditions de travail ? La réponse à ces questions nécessiterait une enquête spécifique qui leur serait consacrée, ce qui n'était pas l'objet de la présente étude. Mais le riche matériau réuni dans les entretiens menés avec des traducteurs et des éditeurs aux États-Unis et au Royaume-Uni méritait d'être rassemblé pour poser les jalons d'une réflexion sur le sujet. Deux profils de traducteurs se dégagent nettement dans ce domaine : les professionnels et les universitaires. Un troisième groupe est formé par les étudiants qui se voient confier des traductions, mais du fait qu'ils s'inscrivent dans un cursus universitaire, dans le cadre duquel ils tentent de valoriser ce travail, on les mentionnera surtout dans la section consacrée

aux universitaires. En l'absence de données quantitatives, ces profils seront illustrés par des analyses de trajectoires.

## Les traducteurs professionnels

Même si les traducteurs professionnels de livres en sciences humaines et sociales que nous avons rencontrés ne sont pas des professeurs, ils entretiennent souvent des liens assez étroits avec le monde académique. Il est fréquent, par exemple, que ces traducteurs soient titulaires de doctorats ou de PhD dans le domaine où ils traduisent. Ils ont souvent un passé d'enseignants et/ou un conjoint travaillant dans le monde universitaire, et certains enseignent sporadiquement ou à mi-temps, mais leur activité principale demeure la traduction. À la différence des traducteurs universitaires, pour qui la traduction est une activité supplémentaire, plutôt pratiquée en soirée, le weekend ou pendant les vacances universitaires, les traducteurs professionnels consacrent une grande partie de leur temps à la traduction, activité qu'ils exercent de façon quotidienne, régulière et alimentaire.

Pour les éditeurs interviewés, travailler avec un traducteur professionnel réputé veut souvent dire dépenser plus pour un résultat considéré généralement comme plus fiable du point de vue de la qualité et du respect des échéances. Le travail de traduction d'un-e universitaire est en revanche soumis à des contraintes liées à ses propres travaux de recherche ou d'enseignement, auxquels il ou elle doit accorder la priorité. Par ailleurs, confier la traduction à un étudiant (un doctorant ou « *grad student* » dans la plupart des cas), est un pari risqué, qui peut faire surgir d'autres problèmes : moins expérimentés que leurs aînés (qui ne sont pas non plus immunisés contre ces risques), les étudiants sont plus exposés aux erreurs de compréhension et aux contresens, leur style est souvent moins fluide. De ce fait, le processus de traduction peut prendre plus de temps car le manuscrit doit être révisé, corrigé, ou, dans le pire des cas, entièrement refait. Plusieurs éditeurs ont même parlé de « désastres ». La conclusion qu'ils en tirent, généralement, est celle exprimée par cet éditeur d'une maison d'édition universitaire :

> You know, one thing that has been hugely obvious is that on those occasions where we have hired professional translators, the process goes immeasurably smoother and quicker than when we've hired young people who know the language but are not professional translators. (Entretien n°24)

Travailler avec des professeurs ou de jeunes traducteurs peut donc entraîner des retards importants dûs tantôt à des incompatibilités d'emploi du temps entre un chercheur occupé et une maison d'édition, tantôt à des problèmes de traduction requérant d'importantes révisions. Or ces retards posent problème aux éditeurs contraints de respecter les échéances de publication stipulées dans le contrat avec l'éditeur étranger qui lui a cédé les droits. Ces échéances sont souvent de 36 mois. Qui plus est, l'accord d'une subvention est souvent soumis à un délai de publication à respecter. Si le plus

souvent l'éditeur français se montrera assez tolérant, un éditeur évoque la nécessité de renégocier des contrats quand un retard survient :

> Um, you know, one problem we sometimes encounter because of, again, the clumsiness or uncertainty of working with translators who are not really professional translators, and frequently with the acquisition of foreign rights, there will be a stipulation of the book being published within 36 months of signing the contract, and we often have trouble meeting that schedule and sometimes need to re-negotiate – when we are given a translation grant – we need to re-negotiate the terms of the grant, because it's gonna be more like 48 months than 36. (Entretien n°24)

S'il est donc tentant, pour les éditeurs, de travailler uniquement avec des professionnels, surtout lorsque ceux-ci sont connus pour leur rapidité et leur efficacité, leurs tarifs peuvent être rédhibitoires. Des professionnels très établis dans un domaine vont parfois jusqu'à demander des royalties importantes, difficiles à payer pour certaines maisons d'éditions. Certains éditeurs parviennent à négocier des prix moins élevés :

> Now, there are some professional translators who really expect very hefty fees, and we generally don't use them. There are some that insist on having a significant royalty in addition to a fee, we can seldom accommodate that. So there are professional translators who sometimes will work for us for a lower rate than they would charge for a commercial press. (Entretien n°59)

Les tarifs des traducteurs et traductrices professionnels varient selon le pays et la ville. En Angleterre, où les tarifs sont généralement calculés sur une base de mille mots, les traducteurs en sciences humaines et sociales peuvent demander entre 60 et 70 livres (entre 70 et 80 euros), voire plus, jusqu'à 88,5 euros. Aux États-Unis, où les tarifs sont plutôt calculés par mot, les traducteurs et traductrices tendent à demander entre 0,10 dollars et 0,20 dollars le mot (0,07 euros à 0,15 euros) selon leur expérience, leur notoriété, la difficulté du travail, et même parfois, si elles ou ils ont la volonté et la capacité d'être souples – c'est-à-dire, si elles ou ils négocient leur tarif avec l'éditeur – selon le budget de la maison d'édition. Une traductrice professionnelle rappelle cependant que le travail de traduction ne peut pas réellement être pensé en termes de mots traduits. Il y a souvent un travail de recherche à faire si le sujet est nouveau pour elle ou s'il requiert la connaissance préalable d'un vocabulaire spécialisé. En effet, il est parfois indispensable de connaître le domaine dans lequel s'inscrit l'ouvrage, le vocabulaire, les concepts, l'univers de références, les traductions déjà existantes dans ce domaine. Il y a aussi la question des citations et des références à retrouver lorsque les titres cités ont été traduits, tâche lourde et chronophage :

> But the thing is that it's not just, you know, paying for the words that you translate. Because after all, I then have to, well, if they do quotes from English books, I have to go to the library, I have to find a sentence in the middle of a whole book and sometimes the references aren't very accurate. It takes hours, days ! And it's very time-consuming […] (Entretien n°1)

Ce travail minutieux, rajouté au travail de « pure » traduction qui occupe l'essentiel des journées des traducteurs professionnels, pourrait être l'une des raisons qui explique pourquoi ceux-ci ont tendance à se spécialiser, et/ou à traduire plusieurs livres d'un même auteur ou d'un groupe de penseurs. Une fois la terminologie, le registre et les autres éléments du langage d'un domaine ou d'un courant de pensée maîtrisés, un traducteur peut avancer plus rapidement sur des ouvrages relevant dudit domaine. Au regard des *curricula vitae* des traducteurs professionnels que nous avons interrogés dans le cadre de cette étude, on constate souvent des répétitions de noms et d'écoles de pensée. Certains traducteurs deviennent ainsi attachés à telle ou telle école ou courant de pensée : par exemple chez un éditeur universitaire avec un catalogue d'histoire riche en ouvrages de l'école des Annales, les noms de Ben and Sian Reynolds seront très familiers ; celui de Richard Nice serait associé à celui d'un éditeur ayant publié des ouvrages de Pierre Bourdieu, celui de Janet Lloyd à un éditeur qui acquiert des titres français en histoire médiévale, celui d'Arthur Goldhammer à un éditeur possédant un catalogue d'histoire politique ou une collection sur la question de la démocratie… Bien plus qu'en littérature, les sciences humaines et sociales appellent la spécialisation non pas forcément par auteur, mais par domaine.

C'est le cas, par exemple, de la traductrice anglaise Janet Lloyd, que l'on peut qualifier de spécialisée, même si ce n'est pas forcément son parcours universitaire, ni une formation particulière en traduction, qui lui ont conféré ce destin. Résidant à Cambridge en Angleterre, Lloyd est liée à un réseau d'universitaires par l'intermédiaire de son mari qui est professeur d'histoire antique à l'université. On pourrait dire que les langues et la traduction sont une affaire de famille. Le père de Janet Lloyd était diplomate au sein de la Société des Nations et sa sœur, interprète au sein de l'OCDE. Après l'obtention d'un diplôme de langues modernes à l'Université de Cambridge, Janet Lloyd a eu des enfants. À l'instar d'une autre traductrice que nous avons rencontrée, également très expérimentée et issue de la même génération, elle a choisi la traduction parce que c'était une activité compatible avec celle d'élever ses enfants. Un collègue et ami de son mari, l'historien de l'Antiquité Moses Finley, qui dirigeait alors une collection chez Chatto & Windus, lui a proposé sa première traduction, et l'a aidée à la réviser, ce qui fut très formateur. Plus disponible une fois les enfants devenus adultes, Janet Lloyd, très appréciée par les éditeurs, poursuivit son activité. À ce jour, elle a signé les traductions de plus de 70 livres de sciences humaines. La liste de ses traductions témoigne de ce que l'on pourrait appeler une spécialisation multiple : elle travaille dans plusieurs domaines précis, et avec un très grand nombre de maisons d'édition anglaises et américaines. De son expérience, une fois qu'elle a traduit un ouvrage dans un domaine donné, une maison d'édition aura tendance à lui proposer d'autres traductions dans le même domaine ou sujet. Tel était le cas avec le nazisme, par exemple, chez The New Press, la maison fondée par André Schiffrin en 1990, et pour lequel elle a traduit des livres d'Enzo Traverso (2003) et de Philippe Burrin (2005). Ses autres domaines de spécialisation sont l'Antiquité et les classiques – la Grèce antique, la Chine – ainsi que des livres d'anthropologie, sur le marxisme et

sur l'horticulture. Une traduction récente de Lloyd, *Par-delà nature et culture* de Philippe Descola (en anglais, *Beyond Nature and Culture*), a été distinguée par le prix Florence Gould de la French-American Foundation (2012). Lloyd travaille actuellement sur un long livre en horticulture de Georges Métailié qui sera publié par les éditions du Needham Institute (Cambridge University), où son mari est Senior Scholar in Residence.

Cependant, la spécialisation peut être incompatible avec la professionnalisation, s'il s'agit d'un domaine étroit ou d'un auteur peu prolifique. En outre, une spécialisation trop pointue peut constituer un handicap pour un traducteur cherchant à se faire connaître dans un réseau qui fonctionne souvent par associations de noms. Il est parfois difficile de se débarrasser d'une réputation ou d'une étiquette renvoyant à telle ou telle école de pensée. C'est pourquoi, les traducteurs professionnels sans attaches universitaires à une discipline ou une spécialité, peuvent choisir de diversifier leur expérience en s'essayant à plusieurs domaines. Tel est le cas du traducteur anglais Andrew Brown, résidant à Cambridge, et qui s'est fait un nom dans le milieu de l'édition en traduisant à la fois de la littérature et des sciences humaines et sociales, du français, de l'allemand, et de l'italien, vers sa langue maternelle, l'anglais. Ancien étudiant de Cambridge University, il y a enseigné le français pendant plusieurs années avant de se consacrer à plein temps à la traduction à partir de 2000. Polity Press, maison indépendante basée à Cambridge (voir l'annexe qui lui est consacrée à la fin du chapitre 2) sollicite Brown pour traduire des livres dans plusieurs domaines : sociologie (Pierre Bourdieu), journalisme (Florence Aubenas), biographie (Benoit Peeters), critique (Antoine Compagnon) ; il s'est également aventuré sur le terrain de la philosophie avec un essai de Sartre pour Routledge…En même temps, une petite maison britannique requiert ses services pour les traductions littéraires de classiques tels que Zola, Stendhal et Flaubert. Brown est lui-même l'auteur d'un livre sur Barthes.

Aux États-Unis, on peut citer le cas de Jeanine Herman, une traductrice professionnelle spécialisée en sciences humaines et sociales, basée à New York. Herman a démarré sa carrière de traductrice quand son directeur de thèse à Columbia, par ailleurs éditeur au sein de la maison Semiotext(e), lui a proposé de faire la traduction de *L'Archéologie de la violence* de l'anthropologue Pierre Clastres. Recrutée comme assistante éditoriale chez Zone Books, elle se voit proposer un nouveau livre d'anthropologie à traduire : *Les Deux Sœurs et leur mère* de Françoise Héritier. Interrogée sur son parcours, Herman dit que son vrai désir depuis le début est de traduire de la littérature française écrite par des femmes. Mais c'était, d'une certaine façon, trop tard : les maisons d'édition l'avaient déjà repérée en tant que traductrice de sciences humaine et sociales et de non-fiction – psychanalyse, anthropologie, sémiotique, et philosophie – et les livres qu'on lui proposait allaient toujours dans ce sens. Cependant, aujourd'hui, Herman nous confie qu'elle est sous contrat pour une retraduction de *La Femme de trente ans* de Balzac pour la marque NYRB Classics (New York Review Books) ainsi

qu'un roman de l'auteure haïtienne Kettly Mars. Ainsi, peu à peu, son *curriculum vitae* de traductrice se diversifie…

Toujours aux États-Unis, on peut aussi citer le cas de Robert Bonnono, diplômé en chimie, devenu photographe, et qui a fait sa première traduction en 1983 alors qu'il séjournait en France, sur la sollicitation d'une maison d'édition d'art qui voulait traduire un catalogue raisonné du peintre Braque (la maison l'ayant contacté par réseau de connaissances interposé). Cette expérience vécue à l'époque comme purement occasionnelle allait se muer, trois ans plus tard, en vocation : ayant perdu son travail suite au déménagement de la société, Robert Bonnono reprend des études en 1986-1987 et fait une maîtrise de traduction dans le cadre de laquelle il traduit (en l'accompagnant d'un petit essai sur la traduction) *L'Image fantôme* d'Hervé Guibert, essai sur la photographie paru chez Minuit en 1981. Cette traduction verra le jour chez l'éditeur californien indépendant Sun & Moon en 1996. Cependant, encore peu familier du monde éditorial au sortir de la maîtrise, Robert Bonnono commence à faire des traductions techniques pour gagner sa vie, même si sa vraie vocation est la traduction littéraire. Lors de l'entretien qu'il nous a accordé, il évoque la difficulté à trouver une maison d'édition, à obtenir un contrat « raisonnable », à décrocher un projet important, ainsi que la mise en concurrence des traducteurs par les éditeurs. Interrogé sur ces conditions « raisonnables », il énumère : se voir accorder un délai réaliste, obtenir une avance correcte et des droits d'auteurs (ce qui n'est pas systématique aux États-Unis), avoir son nom imprimé sur la page de garde, ou même sur la couverture du livre. Aujourd'hui, Robert Bonnono partage son temps entre les traductions techniques et la traduction de livres de littérature et de sciences humaines et sociales. Dans ce dernier domaine, il a traduit plusieurs ouvrages pour The University of Minnesota Press, dont un de Jean Baudrillard et Jean Nouvel, un d'Henri Lefebvre et un d'Isabelle Stengers. Ces projets lui ont été commandés par l'éditeur. Il n'en propose pas dans ce domaine, trop « académique » et chronophage, par comparaison avec les traductions littéraires qui ont sa préférence et qu'il est prêt à engager bénévolement, sans contrat et sans éditeur pour des ouvrages de qualité (il cite *Les Mythologies d'hiver* de Pierre Michon).

Ainsi, le traducteur professionnel oscille entre spécialisation et diversification, une opposition qui s'observe à deux niveaux : spécialisation en sciences humaines et sociales, par opposition à la littérature et d'autres écrits de non-fiction ; et spécialisation dans une discipline voire un domaine particulier au sein des sciences humaines et sociales, ces tendances variant selon les disciplines (la philosophie requiert une plus grande spécialisation que l'histoire).

Comment devient-on traducteur professionnel ? Les chemins qui conduisent à la traduction en sciences humaines et sociales sont divers, en l'absence de cursus organisé. La trajectoire improbable d'un des traducteurs professionnels américains les plus réputés, Arthur Goldhammer en témoigne. Lorsqu'il s'agit des sciences humaines et sociales, il n'y a en effet guère de nom qui soit plus souvent prononcé par les éditeurs que celui d'Arthur Goldhammer. Traducteur professionnel de plus de cent livres d'histoire, de

philosophie, de critique littéraire, de sociologie, et de politique parmi d'autres genres, Goldhammer est un traducteur chevronné, dont la réputation et la notoriété sont grandes, et qui a joué un rôle majeur de passeur entre la France et les États-Unis dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Si Goldhammer est un des rares traducteurs professionnels travaillant principalement dans le secteur des sciences humaines et sociales, c'est-à-dire, si l'essentiel de ses revenus provient de cette activité, cette spécialisation était loin d'être prévisible. Goldhammer est titulaire d'un PhD en mathématiques du très prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT). Après l'obtention de son diplôme en 1973, Goldhammer a pris un poste d'enseignement à Brandeis University, où il est resté deux ans. Lassé des mathématiques, Goldhammer a voulu, à la fin des années 1970, tenter sa chance en tant qu'écrivain de fiction à Paris, un rêve qu'il couvait de longue date. Peu de temps après son installation dans la capitale française, voyant ses fonds fort diminués, Goldhammer s'est mis à chercher de petits boulots alimentaires pour financer son activité d'écriture. La traduction s'est vite présentée comme une option : le sociologue Michel Crozier venait de publier un livre et il cherchait quelqu'un pour le traduire en anglais. Un ami parvint à persuader Crozier que Goldhammer serait un bon candidat, non pas parce qu'il avait de l'expérience en la matière (il n'en avait strictement aucune) mais parce qu'il était intelligent. La traduction achevée, elle fut reçue avec enthousiasme par The University of Chicago Press, qui la publia. Elle fut suivie, dans les années 1980, d'une longue liste de titres d'historiens appartenant à l'École des Annales. En vertu de sa première traduction, Goldhammer paraissait être la personne idoine pour entreprendre cette tâche. Il commença par la traduction de livres de Jacques le Goff (*Time*, *Work and Culture in the Middle Ages*) et de Georges Duby (*The Three Orders*), parus tous deux chez Chicago. Entré officiellement dans le réseau, fort de la réputation acquise et de l'avantage d'être basé à Paris à une époque où l'échange par email avec les auteurs traduits n'était pas encore possible, Goldhammer ne manquait pas de travail. Le reste coulait de source.

Le *curriculum vitae* de traducteur d'Arthur Goldhammer est impressionnant : y règne une grande variété de genres et d'auteurs. Cependant, il y a des genres ou écoles de pensée qui ressortent plus que d'autres. À part l'École des Annales, déjà citée, on constate une prépondérance des monographies historiques, et le nom d'Alexis de Tocqueville a quant à lui un certain poids. Certains noms d'auteurs sont récurrents : Jean Starobinski, Albert Camus, Pierre Rosanvallon… Une fois immergé dans la terminologie et les thématiques d'un auteur ou d'un groupe d'auteurs, confirme Goldhammer, entreprendre d'autres traductions dans le même domaine devient de plus en plus commode. Cependant, quand on commence, il y a toujours du travail à faire en amont. Il faut non seulement lire des ouvrages en français dans le domaine du livre à traduire, mais aussi se familiariser avec les traductions anglaises existantes. Si des traductions n'existent pas encore, il faut assumer le rôle de « pionnier » afin de trouver un lexique adéquat en anglais pour restituer le sens français. La responsabilité en jeu est grande, car d'autres traducteurs suivront généralement, par souci

de cohérence, le lexique que le premier traducteur aura fourni (même s'ils ne sont pas toujours d'accord avec les choix effectués) :

> When I do a non-fiction translation, there's always a requirement of mastering the vocabulary, of mastering the thought, which is sometimes complex, or not self-evident ; there's the problem of insisting jargons that can be found in the social sciences, where other translations from a certain school of thought have already been done, they've established ways of translating certain key technical terms […] you have to adapt to those because there are communities that develop around prominent French scholars in the United States who become used to the existing translations, so even if I may disagree with choices that have been made previously, sometimes I feel constrained by them – so there's less freedom in non-fiction translation and there are other demands. You have to know something about the field.

Au cours des années, Goldhammer a acquis des connaissances dans de multiples domaines. Outre sa notoriété, son aptitude à investir des domaines divers le rend attractif aux yeux des éditeurs. En même temps, en tant que professionnel, Goldhammer demande des tarifs plus élevés que ceux pour qui la traduction reste une activité occasionnelle. Son emploi du temps est surchargé ; son agenda, constamment saturé de titres à traduire et autres activités, ne lui laisse pas même la possibilité d'accorder une faveur à un éditeur et d'accepter une traduction supplémentaire. Une traduction Goldhammer est une traduction chère, qui allonge souvent les délais initialement prévus pour la sortie de l'ouvrage. Mais on est prêt à faire des sacrifices. Qu'est-ce qui fait que les éditeurs, tant qu'ils le peuvent, recourent à Goldhammer ?

Nous avons posé la question directement au traducteur, et la réponse fait écho à une remarque récurrente de la part des éditeurs. Si la fidélité au texte d'origine prime, la lisibilité est également une qualité recherchée. Une traduction doit être aussi claire que son original, parfois même plus. Un traducteur, nous l'avons souvent entendu, doit être avant tout un très bon écrivain. Arthur Goldhammer ne cache pas que sa traduction « améliore » parfois le texte d'origine :

> I think it's one of the reasons I've been successful, I think that I'm more sensitive to style in non-fiction writing than some of the scholars who do the writing are ! I mean, some writers are better than others, and translating a poor writer can involve a certain amount of editing. I think that a translator of non-fiction has more latitude to improve on the writing in the original than a translator of fiction does. With fiction, you have to presume that the fiction writer is – if a passage seems clumsy, that there's some reason for the clumsiness ; but in non-fiction, if a passage seems clumsy or unclear it's usually not doing a service to the author to keep it clumsy and unclear, so you allow yourself to tidy things up a bit.

« Tidy things up a bit » ou « remettre un peu d'ordre », une telle tâche semble osée si l'on est traducteur débutant. Mais de nos jours, peu d'éditeurs s'opposeraient à ce que Goldhammer prenne la liberté de faire un travail de réécriture du texte qu'il est en train de traduire – surtout si l'éditeur sait que Goldhammer est en contact avec l'auteur. Et d'autant que c'est généralement le traducteur, et non l'auteur, qui vérifie le travail de préparation réalisé par

l'équipe interne à la maison d'édition et qui relit les épreuves. S'il n'est pas habituel qu'un auteur étranger soit directement en contact avec un éditeur, il peut engager un dialogue avec "son" traducteur.

Qui plus est, selon Goldhammer, les auteurs d'aujourd'hui sont plus disponibles et désireux de rentrer dans un dialogue au sujet de la traduction qu'il y a quelques décennies. Cela serait dû à ce que Goldhammer appelle un "*generational shift*", une tendance croissante en France à apprendre l'anglais ainsi qu'à la facilité qu'il y a désormais à envoyer des corrections, des impressions, des versions (par courriel, téléphone, fax, etc.) Une autre explication possible serait, selon Goldhammer, que la plupart des chercheurs qu'il traduit ont des carrières internationales. On attend d'eux de pouvoir faire des cours en anglais, même parfois d'écrire en anglais. Ainsi les auteurs se considèrent assez bon juges de la prose anglaise et peuvent évaluer la traduction en cours de leur ouvrage. Quant à sa tendance à « améliorer » le texte, Goldhammer a pu constater qu'elle était bien reçue par les auteurs :

> I've found for the most part that authors are grateful for having problematic passages pointed out. You might expect authors to be vain about the way they've expressed things, but most of them are not, and they're glad to have someone help to hone the text for its appearance in English.

Ainsi, chacun est satisfait. Il est peut-être inutile d'ajouter qu'une fois qu'un éditeur a fait l'expérience de travailler avec un traducteur tel qu'Arthur Goldhammer, pourvu que la maison puisse continuer à le payer au tarif demandé, il s'y accroche… Évidemment, cette trajectoire exemplaire n'est nullement représentative, peu de traducteurs professionnels ayant atteint la notoriété de Goldhammer.

## Les traducteurs universitaires

Pour un chercheur en sciences humaines et sociales, être traduit dans une langue étrangère est une forme de consécration assez rare, qui est prise en compte dans sa carrière et qui lui ouvre un public de pairs hors des frontières nationales. Qu'en est-il de l'activité de traduction elle-même dans une carrière universitaire ?

Le profit « monétaire » n'est sans doute pas le principal gain que les traducteurs de sciences humaines et sociales recrutés dans les universités peuvent espérer. S'agissant dans la plupart des cas d'étudiants ou des doctorants en quête de légitimité, il se peut que ces traducteurs soient rémunérés très en dessous de la barre des 75 livres par mille mots, recommandée par la Translators' Association britannique. Certains traducteurs-doctorants parlent même de 25 livres par mille mots et des *royalties* en plus. Parfois, ce seront uniquement des *royalties* qui seront offertes à ces jeunes traducteurs, l'alternative étant de renoncer à ces dernières pour accepter uniquement un prix forfaitaire (*flat rate*) « *If you count the amount of time it takes, it might be lower than minimum wage* », explique l'un des traducteurs interviewés. « *If you're getting paid 25 livres per*

*thousand words, you know, you're definitely making more money working at McDonalds than being a translator, as far as I can tell* », ajoute-t-il.

Bien sûr les clauses du contrat sont flexibles et la rémunération est susceptible d'évoluer en fonction de l'expérience acquise, des titres de noblesse qui accompagnent le nom du traducteur (docteur, maître de conférences, professeur) ainsi que du prestige du centre de recherche auquel il est affilié. Un doctorant, une fois devenu docteur, peut voir son tarif changer, tout en travaillant avec le même éditeur qu'auparavant, comme le confirme ce traducteur, aujourd'hui maître de conférences :

> My impression is that there aren't necessarily fixed rates, so you just have to bargain. You know, [the publishers] make an offer, but it's not the same across the board. So [with] the same publisher, three or four years later, you might get 65 pounds per thousand words, just because you've done translations. (Entretien n° 35)

L'investissement dans la traduction de la part de cette catégorie d'acteurs n'est de toute façon pas récompensé par une rémunération adéquate, laquelle reste assez mince. Si l'aspect économique ne constitue pas l'unique motivation de départ pour cette catégorie de traducteurs-universitaires, la traduction ne rapporte pas non plus un avantage immédiat en ce qui concerne l'avancement de carrière dans le champ académique. Rappelons à ce propos que lors des exercices de REF (Research Excellence Framework), un système de « *benchmarking* » et de classement de l'« *output* » (ou production) des départements et des centres de recherche britanniques, destiné à attirer des fonds de recherche, les traductions ne constituent pas un indicateur valable. « *There is actually no institutional valorisation of translation as an activity* », nous confie en entretien un interviewé à la double casquette de traducteur et universitaire. À part en philosophie ou dans les lettres classiques, la traduction d'un ouvrage n'est pas considérée comme faisant partie d'un programme de recherche et elle n'a pas le statut d'une production scientifique à part entière. Le gain symbolique ne résidant pas dans le texte traduit *per se*, il faut le chercher ailleurs. Par exemple, l'introduction ou la postface qui accompagne la traduction, lorsqu'elle existe et qu'elle est confiée au traducteur, ainsi que l'appareil critique, le cas échéant, sont susceptibles d'être valorisés dans le cadre de la carrière universitaire. De la même manière, prendre en charge l'édition du volume traduit peut avoir « *a certain academic CV- type prestige*[125] ».

Au début de leur carrière universitaire, les jeunes docteurs peuvent ainsi disposer d'un discret capital symbolique acquis grâce à la traduction. Par ailleurs, bien que la rémunération de cet exercice ne corresponde pas à l'effort qu'il exige en termes de temps et de travail intellectuel, des liens avec le champ éditorial se seront noués et l'activité de recherche de ces jeunes universitaires peut y gagner une certaine visibilité. La traduction ne produit donc pas de gains économiques importants ni de profits symboliques immédiats. Ces derniers s'inscrivent plutôt dans un processus d'accumulation

125 Entretien n°35.

sur la longue durée qui nécessite d'être sans cesse alimenté, afin de construire à la fois un capital symbolique, « se faire un nom », et un capital social.

> Of course, you have contacts with publishers. You get in touch with authors. People invite you to conferences. […] To some extent, it's a fairly obvious way of, to put it cynically, making a name for yourself.

Le jeu des associations peut également procurer des avantages pour le traducteur-universitaire, dans la mesure où le public identifie presque invariablement ce dernier à l'auteur du texte original. Cela peut donner lieu en même temps à des effets assez curieux, comme en témoigne cet extrait d'entretien, puisque traduire un auteur ne signifie pas forcément adhérer à ses idées :

> There's a tendency for, at least within a theoretical or philosophical ambit, for people to associate you with whoever you translated. In the sense of presupposing that somehow you're either broadly in agreement or you're some kind of disciple or something along those lines. Which is not, you know, necessarily the case. (Entretien n°35)

L'accumulation de capital symbolique chez le traducteur ne peut s'effectuer qu'à condition de reconvertir l'expérience de la traduction dans la discipline concernée et d'assumer sa condition de « passeur ».

Si le traducteur est un universitaire connu, il peut jouer un rôle significatif dans la réception de l'ouvrage, par un transfert de légitimité et par un effet de prescription. Mais les universitaires reconnus traduisent rarement des textes d'inconnus, ils préféreront, s'ils dégagent du temps pour la traduction, se confronter à des penseurs classiques ou en voie de canonisation, dont l'œuvre stimulera leur réflexion et dont le prestige accroîtra leur propre capital symbolique. Le transfert de capital symbolique s'opère donc plus souvent de l'auteur au traducteur. De grandes figures du monde académique américain comme Gayatri Spivak et Jeffrey Mehlman se sont fait connaître par leurs traductions et leur commentaire de l'œuvre de Derrida. Cependant, ce transfert intervient davantage dans certaines disciplines comme la philosophie, où la traduction participe du travail d'exégèse d'une pensée.

Les considérations qui peuvent conduire un traducteur-universitaire à ne plus accepter de projets de traduction tiennent généralement à un changement de statut social. La sortie de la condition de précarité d'étudiant et un engagement à temps complet dans la carrière d'enseignant-chercheur conduisent souvent à un changement de direction. L'entrée dans le champ académique par la porte principale, à savoir l'obtention d'un poste d'enseignant-chercheur[126] , implique, d'un côté, de dispenser des enseignements, d'encadrer les mémoires de master et les thèses et d'assumer des responsabilités administratives, de l'autre côté, d'avoir une activité de recherche, c'est-à-dire non seulement de produire et publier des recherches

126 Nous laissons de côté les postes de recherche en instituts qui n'ont pas, dans le monde anglo-américain, la même reconnaissance académique qu'en France et accordent beaucoup moins de liberté que le CNRS. Par ailleurs, nous n'avons pas rencontré de traducteurs occupant de tels postes.

originales, mais aussi d'organiser des manifestations (colloques, journées d'études, ateliers), et, de plus en plus, (au Royaume-Uni plus qu'aux États-Unis), de décrocher des contrats de recherche. Autant d'occupations qui laissent peu de place à la traduction. Les professeurs préféreront donc généralement se consacrer à leur recherche et à la rédaction de leurs propres travaux, comme l'explique ce traducteur ayant désormais intégré le système universitaire :

> I completely decided to stop translating after I did that mammoth book by [author's name], just because it's really time-consuming. I have a full-time job. So, you know, it's hard enough to find time to do your own research […] I mean, I translated [that book] during a sabbatical, which is really the period when you should be writing a book and not translating one (Entretien n°35).

Le conflit entre une production liée à la fonction d'auteur et celle, secondaire, correspondant à la traduction, est confirmé par une autre traductrice. Après une longue expérience de traduction de textes en histoire française et une carrière universitaire poussée jusqu'au niveau le plus élevé de la hiérarchie professorale, notre interviewée a abandonné les sciences humaines et sociales pour se consacrer aujourd'hui à la traduction de fiction, moins exigeante et mieux rémunérée :

> I don't do translation in social sciences because I'm retired now […]. It's a bit boring to translate somebody else's history book, I'd rather be spending the time writing my own. But I enjoy translating fiction, it's fun, I can just do that as a relaxation. If I'm going to be working in the social sciences or in history, I'd rather be writing my own stuff because, you know, it takes a lot of time [to translate]. (Entretien n°49)

L'investissement dans la traduction s'inscrit donc plus largement dans l'apprentissage intellectuel et dans les stratégies d'insertion au sein du monde académique et éditorial. Elle est une manière de se constituer un petit capital symbolique et social, de s'intégrer dans des réseaux, de se familiariser avec la logique éditoriale, ce qui peut se révéler utile dans leur parcours de chercheur par la suite, voire ouvrir d'autres opportunités professionnelles dans l'édition. Bref, l'expérience de la traduction peut être reconvertie dans diverses régions du monde académique et du champ de production culturelle.

L'inscription de cette expérience dans un parcours académique peut être illustrée par les trajectoires de deux traducteurs d'Alain Badiou, Peter Hallward et Alberto Toscano, entrés tous deux dans le champ de la traduction par leur investissement dans la « Continental philosophy ».

Traducteur de *L'Éthique*, publié chez Verso en 2001, Peter Hallward a soutenu une thèse de doctorat sur Haïti et la littérature francophone postcoloniale. Une bourse d'échange l'a d'abord conduit de l'Université d'Oxford à l'École Normale Supérieure de Fontenay-aux-Roses (Saint-Cloud) en 1990-1991 et plus tard de l'université de Yale où il était doctorant, à l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm. C'est lors de ce dernier séjour en France qu'il a fréquenté les séminaires du soir d'Alain Badiou au Collège International de philosophie, consacré à Saint-Paul et au fondement de l'universalisme. « *It was an amazing revelation for me, an extraordinary set of lectures, I'd never heard anything like them. I was very enthusiastic, but*

*also and at the same time critical of what I took to be the "non-relational" or "absolutising" inflection of Badiou's defence of universalism* » raconte en entretien Peter Hallward.

> My first interests in philosophy were inspired by Sartre and by notions of subjective commitment – accounts of social justice that could be pursued by specific actors, confronting specific relations and constraints. And for me, Badiou seemed both to renew this conception of things and to challenge it ; I left each lecture wanting to argue with him… At the time, this was in the mid-'90s, Badiou wasn't known at all in English (though I later realised, through my friend Bruno Bosteels, that he was quite widely translated into Spanish). There had been a real lag. […] So I wanted to translate something by him because I thought he was important, and provocative ; I thought he was both inspiring and worth arguing with, in roughly equal measure. Although his lectures were already filled to capacity, I was surprised that he wasn't better known, both in France and abroad.

Parallèlement à une trajectoire intellectuelle qui avait commencé dans le champ des études littéraires, il s'engage progressivement dans une réflexion plus profonde sur la philosophie continentale, de Gilles Deleuze à Alain Badiou, comme il l'explique dans cet extrait d'entretien qui mérite d'être cité longuement :

> The stuff by him [Badiou] was very different from what I'd been working on. I'd been doing, I should just say, a project on contemporary literature mainly, but with some theory, too, or philosophy, trying to make sense of an idea, a philosophical idea, but looking at it through literature mainly. So I was looking at philosophy already. I was reading, in particular, Deleuze, because Deleuze was, for me, the most interesting case of this idea of something that's unique or singular and *singulier*, in a sense that the French evokes also for me, that is unusual and remarkable and peculiar. But *singulier* in the sense also of something that really is "one", there is only one of it, you can define it by saying "it doesn't have constituent relationships with anything else". So there are concepts like this, the notion of a sovereign, for example. Or the notion of a monotheistic God, you know, is defined as there only being one. […] Or the notion of a universe. […] There are other examples, too. The idea of a world market, or a capitalist market […], the logic of universal exchange works towards the integration, towards a single market, and globalisation is the realisation of that process ; [also] in principle, everything can be traded in a single currency. […] And you have the same idea in the notion of the proletariat in Marx, that ultimately there's only one proletariat, in fact for the same reason, that there's only one market. So that was the idea, and I was looking at examples of writers that made sense of this, and Deleuze was someone I thought who tried to make sense of reality like this. […] I saw this as a pattern that came up in different thinkers, including Badiou, even though Badiou is very, very different from Deleuze. So it was sort of a hypothesis : could you make sense of quite a lot of things going on in terms of this idea ? And by the way, in order to criticise it, because for me this was a problem, I thought that you needed to have an account that understood things in terms of their constituent relations, for example of a conflict that structured them in certain ways. The philosophy that I was describing, Deleuze for example, was an evasion of that problem.

La reconversion vers la philosophie s'opère donc à travers une interrogation sur la manière dont les concepts d'unicité et de singularité peuvent rendre compte de réalités aussi différentes que la souveraineté, le monothéisme, la construction d'un marché unique, d'une monnaie unique

ou de l'idée préconisée par Marx d'un seul prolétariat. Aujourd'hui, Peter Hallward occupe la chaire de professeur de Contemporary European Philosophy, au CRMF (Centre for Research in Modern European Philosophy), à la faculté d'Art and Social Sciences de l'Université de Kingston, en Angleterre[127].

La publication de *L'Éthique* a été sa première contribution à la traduction. Son deuxième projet, bien plus ambitieux, a été accueilli dans un numéro spécial d'*Angelaki*[128], une revue du groupe Taylor & Francis, fondée en 1993, basée à Oxford et spécialisée en « *theoretical humanities*[129] », visant à créer un espace international à partir duquel stimuler un processus de « *re-thinking* ». Ce volume, publié en 2003, dont Peter Hallward a assuré la direction, contenait des contributions traduites en anglais d'entretiens et de textes de Jean-Luc Nancy, Philippe Lacoue-Labarthe, Clément Rosset, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Michel Henry, Christian Jambet, Guy Lardreau, Monique David Ménard, Bernard Stiegler, Jacques Rancière, François Laruelle et Michel Serres.

> That was a special issue that was trying to make sense of that broad field of French philosophy. The idea was to try and pitch it very broadly, so as to understand something of the whole field.

Plus récemment un dernier projet a vu le jour, sous la direction de Peter Hallward et Knox Peden. Il s'agit de *Concept and Form. Key texts from the Cahiers pour l'analyse*, ouvrage publié en deux volumes par Verso en 2012. Ce projet reposait sur la publication en anglais de certains textes fondamentaux auparavant publiés dans les *Cahiers pour l'analyse*, fondée par un groupe d'étudiants de l'École Normale Supérieure en 1966, dans le but de créer des connections conceptuelles entre psychanalyse et structuralisme d'un côté et logique et formalisation mathématique de l'autre côté. Parmi les contributeurs des dix parutions publiées entre 1966 et 1969, on retrouve des noms aussi prestigieux que Michel Foucault, Jacques Derrida, Louis Althusser, Georges Canguilhem, Gaston Bachelard, Jacques Lacan, Claude Lévi-Strauss, Alain Badiou et bien d'autres. S'inscrivant dans le

---

127 L'histoire de ce centre de recherche est emblématique des conditions de possibilité de la *Continental Philosophy*, au Royaume-Uni. Basé à l'Université de Middlesex, il a fait l'objet d'une éviction forcée en raison d'un manque de productivité, en dépit de sa collocation au plus haut degré du « *Research Assessment Excercice* », le dispositif qui assure le pilotage du rendement des universités. Cette décision, engagée par l'administration de l'université, a provoqué de vives réactions, généré une campagne de protestation soutenue par les signatures de Noam Chomsky, Judith Butler, Slavoj Zizek et soixante autres intellectuels mobilisés de par le monde et révélé le virage néolibéral du système éducatif et son assaut contre l'université publique en Angleterre. Voir *The Guardian*, « International academics protest at Middlesex philosophy closure », 7 mai 2010. Voir aussi *The Guardian*, « Save this beacon of philosophical study », 27 mai 2010, signé par des éditeurs britanniques et Lynne Segal, « Middlesex's philosophical struggle », *The Guardian*, 9 mai 2010.

128 « The One or the Others : French Philosophy Today », *Angelaki*, volume 8-2, 2003. Dans le comité éditorial de cette revue on trouve Salah el Moncef bin Khalifa (Université de Nantes) ; parmi les « *contributing editors* » figurent Antoine Hatzenberger (Université de Paris IV) et Michèle Le Doeuff (CNRS, Paris).

129 Il s'agit d'un champ qui couvre un ensemble de disciplines telles que les études littéraires, la *Critical Theory*, les *Cultural Studies* et la philosophie.

programme de recherche de Peter Hallward, ce projet a pu bénéficier d'un fond de recherche accordé par l'Arts and Humanities Research Council ; il a également été soutenu par le CRMEP et par la Faculté d'Arts and Humanities de l'Université de Kingston.

Alberto Toscano, aujourd'hui *senior lecturer* (maître de conférence) en sociologie à l'Université de Goldsmith, raconte avoir une « *fuzzy recollection* » concernant son apprentissage du français. Bien qu'il ait fréquenté pendant un moment un lycée international, c'est vraiment suite à une exposition directe aux textes auxquels il s'intéresse, et pour lesquels il n'y avait pas de traduction disponible, qu'il commence à s'engager dans cette activité. « *Stubbornly learning by reading and translating, actually* », explique-t-il, « *so it's very different than people who are naturally bilingual. It was not like that at all* ». Cet Italien, né en 1977 à Moscou sous le régime soviétique, a accompli ses études entre Rome, New York et Dublin. Il commence à travailler à la traduction de *Beckett. L'Increvable désir* d'Alain Badiou, dans le cadre d'un *reading club* qu'il monte avec Nina Power, lors de sa troisième année de doctorat en philosophie, à l'Université de Warwick en Angleterre :

> We were having a reading group at Warwick University. We owned the French edition and, just to have the reading group with people who didn't read French, we were translating the text as we went along.

Plus tard, lors d'une conférence, il rencontre le directeur de collection d'une petite maison basée à Manchester, Clinamen Press, qui publie en 2003 sa traduction d'Alain Badiou sous le titre *On Beckett*. « *He was looking for books and he was around* », se rappelle Alberto Toscano. « *So it was just a conversation at some point, I guess, where we mentioned that to him, and he seemed interested. [Also] I had been in touch with Badiou already because I had contacted him in 2000 »*. Traduit par Alberto Toscano et Nina Power, l'ouvrage a bénéficié par ailleurs d'une aide à la traduction « Burgess » accordée par le Bureau du livre de Londres.

Parallèlement, Alberto Toscano traduit d'autres textes, parus dans *Pli*[130], une revue du département de Continental Philosophy au sein de l'Université de Warwick, qui porte comme sous-titre « *The Warwick Journal of Philosophy* ». Le premier est un article sur William James de David Lapoujade, ancien élève de Deleuze, spécialiste du pragmatisme et maître de conférences à l'Université de Paris I. Suivent deux textes d'Alain Badiou, l'un intitulé « *Metaphysics and the Critique of Metaphysics* » et l'autre « *Of Life as Name of Beings, or Deleuze's Vitalist Ontology* ». Il traduit aussi l'introduction à l'édition italienne de *L'Histoire de la folie de Foucault*. Cette entreprise de traduction impliquait des démarches auprès de la maison d'édition étrangère en vue d'obtenir l'autorisation de traduire, ou bien auprès de l'auteur pour qu'il intercède auprès de cette dernière. Dans certains cas, comme par exemple celui d'Alain Badiou, les rencontres au Collège International de philosophie à Paris ont permis de nouer des relations plus

130 *Pli*, n° 10, 2000.

étroites avec l'auteur. À côté des textes de doctorants, ont paru dans cette revue des traductions de Jean-Luc Nancy, Philippe Lacoue-Labarthe, Deleuze et bien sûr Badiou. Un « public captif » (« *captive audience* ») se formait ainsi, catalysant l'attention à la fois sur la scène philosophique française contemporaine, d'un côté, et sur les jeunes promesses de la philosophie continentale anglaise de l'autre. Par la suite, Alberto Toscano a traduit deux autres livres d'Alain Badiou : *The Century*, paru chez Polity Press en 2007, deux ans après sa publication en français par le Seuil, puis *Logic of the Worlds* paru chez Continuum en 2009, dernier travail de traduction auquel il s'est consacré.

Si la carrière de chercheur s'accorde mal avec celle de traducteur, en raison du manque de temps, Alberto Toscano n'a pas complètement abandonné le champ de la traduction, simplement il s'y consacre à une autre échelle. Aujourd'hui, il collabore avec Naveen Kishore, fondateur de Seagull Press, maison d'édition généraliste indépendante basée à Calcutta, Londres et New York (voir encadré dans le chapitre 2), comme directeur de collection d'ouvrages essais et documents d'auteurs italiens. Il continue aussi à avoir une activité très importante de lecteur-sélectionneur pour un certain nombre de maisons d'éditions savantes britanniques, à cela se rajoute une activité de journaliste : avec Jeff Kinkle, il est l'auteur de *Cartographies of the Absolute* (sous presse) pour Zero Books, maison basée aux États-Unis, où les auteurs analysent les mouvements contemporains de protestation à l'ère capitaliste.

Dans ces deux trajectoires de passeurs, marquées par la circulation internationale pendant la formation, la traduction a été simultanément un investissement intellectuel majeur et un mode d'accumulation de capital symbolique qu'ils ont pu reconvertir dans leur carrière intellectuelle de façon plus ou moins directe.

Mais la traduction de sciences humaines et sociales peut aussi conduire à la traduction littéraire, comme l'illustre le parcours d'Alyson Waters. Titulaire depuis 1994 d'un PhD de littérature comparée à City University of New York, après avoir obtenu un BA de littérature française à Montclair State University en 1977, puis une licence et une maîtrise de lettres dans la même discipline à Lille III, Alyson Waters est, depuis 1993, *managing editor* de la prestigieuse revue *Yale French Studies* en même temps qu'enseignante dans le département de français de l'Université de Yale. Elle a commencé par traduire des essais de critique littéraire et artistique dans les revues et a, dès 1991, publié une traduction du *Traité du style* d'Aragon chez The University of Nebraska Press. Parmi les auteurs de sciences humaines qu'elle a traduits : Denis Hollier, Todorov, Reda Bensmaïa, Marc Augé, Philippe Lejeune, etc. Depuis les années 2000, elle se tourne de plus en plus vers la littérature, qu'elle n'a cessé de traduire aussi, notamment l'œuvre d'Albert Cossery, pour laquelle elle a obtenu en 2007 une bourse du PEN Translation Fund, et une bourse de séjour du CNL aux traducteurs professionnels en 2008. Durant son séjour, elle a résidé à la Villa Gillet, où elle avait déjà été accueillie en 2005-2006.

À l'opposé, l'expérience de la traduction peut aussi être un moment dans une trajectoire qui se poursuivra hors du monde académique, et qui ne sera

donc pas « monnayée » en tant que telle, comme l'illustrent les parcours de Hugh Tomlinson et de Terrence Malick.

Originaire d'un quartier ouvrier de la ville industrielle de Leeds, le juriste Hugh Tomlinson, du cabinet Matrix Chambers, en 1977 fréquente l'université de Paris VIII après des études de philosophie à l'université de Sussex. Il y rencontre Gilles Deleuze et finit par traduire en anglais huit de ses livres. De retour à Londres, il est désormais, spécialiste de droits de l'homme et protection des libertés civiles, dirige le Hack Off, une organisation qui mène une campagne pour réformer la régulation de la presse, et participe aux côtés de Sienna Miller, Hugh Grant et autres « célébrités » à l'enquête contre le tabloïd News of the World et les pratiques journalistiques d'écoutes téléphoniques (*phone hacking*).

Terrence Malick, cinéaste américain, Palme d'or au 64ème festival de Cannes pour *The Tree of Life* et Ours d'or au 49ème festival de Berlin pour *The Thin Red Line*, avant de se lancer dans une carrière dans le cinéma a étudié la philosophie à Harvard et Oxford, a traduit Heiddeger en anglais pour Northwestern University Press lors d'un séjour à Paris et a enseigné au Massachussetts Institute of Technology.

Les chemins qui mènent à la traduction sont donc divers et les voies de la professionnalisation incertaines. Cette dernière n'est par ailleurs pas toujours compatible avec la spécialisation, ce qui peut poser problème en sciences humaines et sociales quant à la qualité de la traduction. Les conditions matérielles de travail des traducteurs sont très inégales, oscillant entre le bénévolat et les tarifs élevés demandés par les traducteurs professionnels reconnus. D'un autre côté, la tentation d'exploiter les espoirs qu'investissent des étudiants dans cette activité n'est pas toujours payante lorsqu'on s'aperçoit que la traduction est à refaire. Certes, la traduction est une activité formatrice et devrait s'inscrire plus systématiquement dans les cursus de sciences humaines et sociales, même si elle ne peut se substituer à la production scientifique en nom propre. En tout cas, le travail des étudiants nécessiterait d'être encadré et révisé plutôt que de les livrer à eux-mêmes face à une pratique qui requiert de l'expérience. La socialisation et la formation continue des traducteurs sont également indispensables à leur travail, ce que les résidences en France peuvent leur apporter (voir annexe 3). Leur association au travail de promotion des traductions, laquelle s'est développée depuis quelques temps, est une forme de valorisation et de reconnaissance fortement appréciée dans cette communauté dont le rôle central de passeur a trop souvent été ignoré.

# Chapitre 6

# Le Derrida Seminars Translation Project. 80 ans de Derrida

***Jill A. McCoy***

- **Un philosophe français en Amérique**
- **La publication des séminaires**
- **Une machine bien huilée**
- **Derrida en anglais : trois solutions de traduction**

## Un philosophe français en Amérique

Le 9 octobre 2004, les couloirs des départements américains de sciences humaines étaient plongés dans le deuil. Jacques Derrida avait quitté les lieux, et l'on regrettait déjà son absence. Dès le lendemain, les hommages et les notices nécrologiques ont commencé à affluer. Dans le *New York Times*, l'article de Jonathan Kandell, connu pour son hostilité envers Derrida qu'il qualifia alors de « théoricien abscons », a sans doute blessé plus d'un admirateur du philosophe. Cependant, ceux pour qui la pensée de Derrida comptait réellement ne se laissèrent pas influencer par la *doxa*.

Pendant les semaines et les mois qui suivirent la mort de Derrida, ses amis, ses collègues et ses étudiants n'ont eu de cesse de lui rendre hommage, retenant de l'intellectuel ses idées et sa personnalité complexes, quand les journalistes leur opposaient un souvenir bien différent du philosophe. Ces derniers semblaient en effet résolus à ne prêter l'oreille qu'aux vieux débats en rappelant la violence des guerres culturelles des années 1980 – dans lesquelles Derrida apparaissait rétrospectivement comme un symbole bien commode de la gauche radicale.

Toutefois, au-delà des discours médiatiques, le philosophe français né en Algérie a été unanimement célébré pour ses précieux apports à la pensée critique. Ses idées ont en effet fourni aux sciences humaines les instruments nécessaires pour renouveler les modes de lecture et les manières d'envisager la littérature et la philosophie occidentale. L'émergence de la « déconstruction », la notion qui, encore aujourd'hui, vaut sa célébrité à Derrida, a permis de faire apparaître certains paradoxes du langage en invitant le lecteur à remettre en question ce qu'il considérait jusque-là comme l'expression de la vérité. Par là, le philosophe a permis aux universitaires de mettre en lumière de profondes incohérences dans nombre de grands

principes qui sous-tendent la pensée occidentale. Ce faisant, il a incité les professeurs et les étudiants à insuffler une énergie nouvelle dans leurs cours, dans les différentes disciplines et dans les interprétations des textes.

Aux États-Unis, la figure de Derrida occupe aujourd'hui une place privilégiée dans les universités. Ses lecteurs ne viennent pas uniquement des départements de philosophie[131], mais de toutes les disciplines artistiques et des sciences humaines dans lesquelles l'approche derridienne peut renouveler la réflexion. Les études littéraires, les littératures française et comparée, les arts visuels, la religion et l'architecture ne sont que quelques-uns des domaines dans lesquels les textes de Derrida ont pu être mis à profit. Il est difficile de résumer la pensée de Derrida, et les tentatives dans ce sens se sont souvent révélées insatisfaisantes. Contentons-nous ici de dire qu'elle met le texte à l'épreuve du doute, et que le *close reading*, l'attention portée au langage, et la métaphore sont avancées comme des moyens privilégiés d'approcher le texte. Cette démarche implique de considérer qu'il n'y a pas une seule interprétation des œuvres, puisqu'il y a toujours un « autre » dans la langue et dans le langage. Quand on lit dans le geste déconstructif, on rencontre d'autres choses, dit Derrida : on est surpris, on se laisse toujours surprendre[132].

Contrairement à la plupart des philosophes français actifs entre les années 1960 et 1970, Derrida était présent aux États-Unis non seulement intellectuellement mais aussi physiquement. Il inaugura son premier séjour américain en 1966 par une conférence intitulée « *Structure, Sign and Play in the Discourse of the Human Sciences*[133] », puis se rendit outre-Atlantique plus régulièrement pour des cycles de conférences ou des séminaires dans les universités américaines. Il enseigna d'abord à Johns Hopkins University, puis à Yale. Des conférences furent ensuite organisées dans diverses universités de la côte Est comme NYU et la New School for Social Research. Derrida finit même par passer un mois par an aux États-Unis. Ce n'est que plus tard, à partir de 1987, qu'il se rendit sur la côte Ouest, à The University of California at Irvine. Ainsi, autour de la pensée de Derrida se sont formées des petites communautés réunissant chercheurs, étudiants et professeurs animés par le même intérêt pour le travail du philosophe. Se référant de plus en plus à son travail et à son approche, ils se les appropriaient pour les intégrer à leurs propres travaux et les incorporer dans leurs programmes de cours et leurs examens de fin d'année. La déconstruction n'est donc

---

131 En fait, les écrits de Derrida sont souvent absents des départements dans lesquels prévaut la tradition philosophique anglo-américaine, fortement orientée vers la philosophie analytique et pré-kantienne. Le département de philosophie de DePaul University à Chicago est à ce titre une exception : il propose tous les ans un cours d'un an sur Derrida, chose indissociable du fait que deux des plus importants traducteurs actuels de Derrida y enseignent. Dans la plupart des universités américaines, les départements de français et les départements de littérature comparée sont les lieux dans lesquels la pensée derridienne est la mieux accueillie.

132 Pour mieux comprendre la déconstruction, voir l'œuvre de Derrida et particulièrement *De la grammatologie*, Paris, Minuit, 1967.

133 L'intervention de Derrida à Johns Hopkins University a pris place dans une conférence sur le structuralisme. Le philosophe révélait dans ce texte ses profondes critiques du structrualisme en tant que mouvement intellectuel.

pas uniquement l'œuvre de Derrida (tout comme l'œuvre de Derrida ne se limite pas à la notion de déconstruction), mais le produit collectif d'une certaine énergie intellectuelle et d'un vent de révolution qui soufflait sur les universités américaines. Le philosophe était en outre une des figures centrales de ce que l'on a ensuite appelé le *linguistic turn* dans les sciences humaines anglo-américaines. Apparu dans le sillage du structuralisme, le *linguistic turn* a précédé le post-structuralisme, proposant de repenser des problèmes philosophiques au prisme de l'analyse linguistique. Au même moment, d'autres philosophes européens du groupe de la *French Theory*[134] prenaient place dans les bibliographies de cours des universités américaines, Derrida faisant ainsi partie intégrante d'un mouvement très proche de l'émergence des politiques identitaires en Amérique – des études de genre, ethniques, postcoloniales et subalternes aux lectures marxistes et féministes de la théorie et de la critique littéraire. Le philosophe en tant que figure-clé de cette période fait donc partie du corpus canonique de l'époque. Un professeur et traducteur de Derrida, qui était doctorant dans les années 1980 et qui connaissait Derrida, évoque le philosophe en affirmant qu'il était « *part of the air we breathed and the water we drank*[135] ».

Des études antérieures, effectuées en particulier à partir des années 1980, ont mis en lumière la réception de Derrida aux États-Unis, où l'auteur a été et est toujours mieux apprécié et lu que dans son pays d'origine[136]. Tout au long de sa carrière, Derrida a évoqué à plusieurs reprises sa bataille contre les représentations contradictoires de son travail dans le champ académique français. Aux « marges de la philosophie », pour reprendre le titre d'un recueil d'articles de Derrida publié en 1972 : c'est là que Derrida se situait lui-même en France, où il enseignait à Paris à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)[137]. Il est en effet impossible d'analyser le rôle singulier de

---

134 Michel Foucault, Gilles Deleuze en philosophie, Hélène Cixous en études du genre, Jacques Lacan, Julia Kristeva en psychanalyse, Barthes en littérature... La *French Theory* s'étendait sur plusieurs disciplines. Pour une histoire du groupe de la *French Theory* et de la réception américaine de ses auteurs, voir notamment François Cusset, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*. Paris, La Découverte, 2003 ; Sylvère Lotringer & Sande Cohen (sous la dir.) *French Theory in America*. New York, Routledge, 2001. Voir aussi le premier chapitre de ce rapport sur les États-Unis.

135 Le matériau cité dans ce chapitre est issu d'une série d'entretiens menés pendant l'été 2012 à Chicago, à The University of Chicago Press et avec trois traducteurs de Derrida, ainsi qu'une observation ethnographique et d'autres entretiens effectués pendant trois jours en juillet 2013 à l'atelier annuel de traduction des séminaires de Derrida à l'IMEC (Caen).

136 Certains chercheurs ont tenté d'éclaircir ce phénomène, en soulignant le rôle des traductions dans la réception du philosophe. Voir notamment Michael Thomas, *The Reception of Derrida : Translation and Transformation*, Palgrave MacMillan, 2006 et l'article d'Emmanuelle Ertel, « Derrida on Translation and his (Mis)reception in America », *Trahir*, Septembre 2011.

137 *Marges de la philosophie*, Minuit, Paris, 1972. Dans son article « L'inconscient scolaire des philosophes » (*Actes de la recherche en sciences sociales*, 135, 2000), le sociologue Louis Pinto évoque un groupe de philosophes d' « avant-garde », largement accueillis dans les médias français grâce à leurs travaux originaux et audacieux mais qui ne parviennent pas à dépasser leur statut relativement marginal dans l'univers universitaire et académique. Parmi les membres de ce groupe, on trouve notamment : Derrida, Lyotard, Deleuze. Ce n'est certainement pas par hasard si ce sont les mêmes philosophes qui sont à la base de la *French Theory* américaine. L'argumentation de Pinto est utile par sa mise en perspective de celle de Michèle Lamont, qui examine la trajectoire académique de Derrida en France d'une autre manière, en cherchant à comprendre les fondements

Derrida dans son pays « d'adoption », les États-Unis, sans faire référence à sa réception française, laquelle a souvent été opposée à celle de Michel Foucault, autre philosophe dont les textes sont abondamment lus dans la communauté universitaire et académique américaine. À la différence de celles de Foucault, les archives de Derrida n'ont pas encore été classées « trésor national » en France. À l'EHESS ou à l'École Normale Supérieure où Derrida a enseigné pendant vingt ans, les amphithéâtres étaient autant remplis par des auditeurs français qu'étrangers, et parfois même plus par ces derniers d'après l'un des traducteurs interrogés. Des étudiants des États-Unis, d'Amérique du Sud ou du Japon venus pour passer un an à Paris suivaient assidûment son séminaire. Mais la marginalité de Derrida est aussi institutionnelle. Un traducteur se souvient ainsi que

> Derrida was always seen as the guy who went to America, who did even at the end of his life, who was giving seminars at Irvine. Whereas Foucault was at the Collège de France […] Derrida would never have been at the Collège de France. (Entretien n° 11)

Derrida n'était peut-être pas assez « français » pour les français eux-mêmes, ou peut-être se sentait-il plus chez lui de l'autre côté de l'Atlantique. La force de la « réputation américaine » du philosophe résidait dans l'originalité de ses écrits et dans le fait qu'ils étaient ancrés dans leur temps, mais pas seulement : elle tenait aussi à sa personne, comme en témoignent les groupes d'auditeurs enthousiastes qui remplissaient les salles des universités dans lesquelles intervenait Derrida. Les gens venaient voir et écouter l'homme – charismatique, à la peau mate et à la chevelure blanche – qui lisait dans son anglais à l'accent français les séminaires qu'il avait d'abord donnés dans leur langue originale à l'EHESS.

L'œuvre majeure de Derrida, *De la Grammatologie*, parue en France en 1967, a été publiée en 1974 par Johns Hopkins University Press dans une traduction de Gayatri Chakravorty Spivak. Parmi les traductions des travaux précédents de Derrida, *La Voix et le phénomène* (1967) avait été traduit par David B. Allison et publié par Northwestern University Press en 1973. *La Dissémination*, paru en anglais en 1981 sous le titre *Dissemination* dans une traduction de Barbara Johnson, puis *L'Écriture et la différence* (1967) et *Marges de la philosophie* (1972), traduits par Alan Bass et publiés en 1982, ont été publiés par The University of Chicago Press. La maison d'édition Stanford University Press a joué un rôle également très important pour Derrida, puisqu'elle a publié une grande partie de ses textes entre les années 1970 et les années 1990, le plus souvent par l'intermédiaire de la responsable des acquisitions, Helen Tartar. Quand Tartar a quitté Stanford pour Fordham University Press en 2004, les textes ont eux aussi changé de maison d'édition. C'est là, à Fordham, que les livres de la fin de sa carrière ont généralement vus le jour en anglais.

---

de son succès sans prendre en compte cette marginalité académique. (« How to Become a Dominant French Philosopher : The Case of Jacques Derrida. » *American Journal of Sociology*, Vol. 93, n° 3, novembre 1987).

Les traducteurs des œuvres de Derrida étaient le plus souvent des professeurs qui enseignaient ses textes en cours, et qui avaient par conséquent un grand besoin des livres traduits. Ils connaissaient très précisément les textes dans leur version originale, mais ils connaissaient aussi le philosophe lui-même, et pouvaient par conséquent s'adresser à lui en cas de questions pendant le processus de traduction. On peut également avancer l'hypothèse que la traduction des livres de Derrida n'a pas seulement aidé les universitaires du monde anglo-américain dans leur travail d'enseignant, mais elle a également joué un rôle important dans le développement de leurs carrières. Le cas de Gayatri Spivak en est un bon exemple : sa rencontre avec la pensée derridienne et l'entreprise de traduction de *De la Grammatologie* qui a suivi ont eu un impact majeur sur sa trajectoire intellectuelle et plus particulièrement sur sa réflexion sur le post-colonialisme et l'éthique[138]. Il est intéressant de réfléchir à la contribution que les différentes traductions, chacune dans un style propre et effectuée par des traducteurs provenant de différentes disciplines et aux trajectoires intellectuelles et sociales uniques, ont pu apporter à la compréhension de Derrida par ses lecteurs anglophones[139].

Les livres traduits avaient un caractère pionnier, même mystérieux, et les exemplaires disparaissaient vite des étagères des librairies de la communauté universitaire. Ils attiraient notamment les étudiants intéressés par la déconstruction dont le français était trop limité pour lire le philosophe dans le texte original, ou qui voulaient s'appuyer sur une traduction tout en se référant à l'original. Le succès des livres de Derrida doit également beaucoup à sa présence sur les campus. C'est par ailleurs sur cette présence que l'on s'arrêtera dans les paragraphes qui suivent.

Qu'y avait-il donc de fascinant à la tribune ? Quel genre de conférence pouvait bien rassembler des foules d'élèves passionnés ? Derrida a enseigné pendant plus de quarante ans des deux côtés de l'Atlantique, dont trente-cinq aux États-Unis. Chaque année, il donnait deux semestres de séminaires hebdomadaires sur un sujet donné. Ce sont au total plus de 14 000 pages qui en résultent aujourd'hui. Le matériau utilisé par le philosophe dans son séminaire étant souvent lié à des sujets sur lesquels il écrivait au même moment, le séminaire fonctionnant comme un miroir des recherches menées par le philosophe. Dans l'ensemble de ses travaux, les séminaires constituent une classe à part. Les éditeurs ont été frappés par le caractère pédagogique des séminaires, qui dialoguent avec les étudiants autant qu'avec les lecteurs, mais aussi par l'approche plus abordable qu'ils proposaient pour comprendre le reste son travail. Ils présentent de plus l'avantage de permettre de comprendre comment la pensée de Derrida évoluait à l'oral, en évitant de se limiter à sa forme finale : les séminaires se présentent comme un véritable *work in progress*, une pensée en train de se faire. Derrida rédigeait minutieusement

138 Voir l'article de Spivak, « Touched by Deconstruction », *Grey Room*, Vol. 20, été 2005, p.95-104.

139 Comme l'écrit Bourdieu en reprenant Marx, « les textes circulent sans leur contexte. » Voir Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées » *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, 2002, p.3-8.

ses manuscrits (plus tard il les tapait à la machine a écrire, puis, de 1991 à 2003, à l'ordinateur[140]) mais bien que ceux-ci aient été conservés, il n'avait pas l'intention de les publier. Jusqu'à récemment, il était impossible de trouver les séminaires sur les catalogues des maisons d'édition – à l'exception de certains[141] – que ce soit en français ou en anglais principalement en raison du refus de Derrida de les publier, au grand dam de ses héritiers et de ses alliés intellectuels. Un traducteur se souvient :

> He didn't want the seminars published, he told each of us [translators] that he didn't want the seminars published. But he didn't destroy [them], so the decision was made that they were a pedagogical tool like no other, and no way in hell we were not going to publish these seminars ! (Entretien n° 11)

C'est pourquoi, en 2006, le projet de traduction des séminaires a été lancé avec l'accord et la supervision de Marguerite Derrida, la veuve et l'ayant-droit du philosophe.

## La publication des séminaires

Deux comités éditoriaux ont été constitués, l'un pour préparer les textes en vue de leur publication en français[142] et l'autre pour leur publication dans la traduction anglaise. Il fut décidé que les séminaires paraîtraient d'abord en français, et que chaque séminaire d'une durée de deux ans serait publié en deux volumes séparés. Les publications iraient par ailleurs à rebours de l'ordre chronologique des séminaires : les deux volumes du dernier séminaire de Derrida, *La Bête et le souverain* (2001-2003) paraîtraient donc en premier, suivis de *La Peine de mort, Volume I* (1999-2000) et *La Peine de mort, Volume II* (2000-2001) puis *Le Parjure et le pardon, Volume I* (1997-1998) et *Le Parjure et le pardon, Volume II* (1998-1999). Les trois séminaires, étalés chacun sur deux ans, sont liés l'un à l'autre par les thèmes qu'ils explorent. Les séminaires qui couvrent la période allant de 1991 à 2003 sont regroupés en France sous le titre « Questions de responsabilité ». Parmi les autres sujets étudiés, on trouve le secret et l'hospitalité. Ce calendrier éditorial s'explique notamment par le caractère des sujets couverts par les séminaires. Au moment des séminaires *La Bête et le souverain*, Derrida écrivait sur la souveraineté et sur l'animal (parmi les œuvres publiées qui reprennent ces thèmes, on trouve

140 Les séminaires manuscrits requièrent un savant travail de déchiffrage, pour lequel l'aide de Marguerite Derrida est indispensable.

141 Parmi les séminaires déjà publiés, on pouvait trouver l'intervention intitulée « Structure, Sign, and Play in the Discourse of the Human Sciences » mentionnée plus haut (publiée en 1970), une conférence intitulée « Heidegger : Open Questions », publiée en octobre 1987 sous le titre *Of Spirit : Heidegger and the Question*, ainsi que différents textes issus de conférences et dédiés à la mémoire des amis et des collègues de Derrida, publiés aux États-Unis dans un recueil intitulé *The Work of Mourning*.

142 Le « comité éditorial français » est composé de Geoffrey Bennington (Université Emory, USA), Marc Crépon (École Normale Supérieure, France), Thomas Dutoit (Université Lille-III, France), Peggy Kamuf (University of Southern California), Michel Lisse (Université Catholique de Louvain, Belgique), Marie-Louise Mallet (chercheur indépendant, France), et Ginette Michaud (Université de Montréal, Canada). On remarquera que seulement deux membres sont français, et qu'un seul est américain.

*Voyous*, publié en France en 2002 puis aux États-Unis en 2005 sous le titre *Rogues*, ainsi qu'un recueil de conférences et d'essais intitulé *L'Animal que donc je suis*, publié en France en 2006 et aux États-Unis en 2008 sous le titre *The Animal That Therefore I Am*). Aux yeux des éditeurs, des traducteurs et des professeurs qui animent le projet, rendre disponibles les traductions des séminaires les plus récents permettrait d'élargir la portée et l'influence de ces textes contemporains, qui sont peut-être parmi les plus « frais » dans les esprits des lecteurs et penseurs de Derrida.

Galilée, l'éditeur principal de Derrida en France, publierait donc tous les livres en version française, et The University of Chicago Press se chargerait de la publication des traductions en anglais. Des deux côtés de l'Atlantique, des universitaires travailleraient en étroite collaboration avec les éditeurs des deux maisons d'édition pour faire paraître les livres suivant le calendrier éditorial. Aujourd'hui, le projet bat son plein. Peggy Kamuf et Geoffrey Bennington sont dans une position privilégiée, puisqu'ils font non seulement partie des huit membres du comité éditorial français mais qu'ils sont aussi co-éditeurs de la collection des séminaires en traduction. Kamuf, qui dirige le projet des traductions, est professeur titulaire de la chaire Marion Frances Chevalier en littérature française et comparée à The University of Southern California, et Bennington est professeur de français titulaire de la chaire Asa G. Candler ainsi que professeur de littérature comparée à Emory University (Georgia). Tous deux, d'éminents pédagogues dans leurs domaines respectifs, ont écrit sur Derrida et en ont traduit de nombreux textes. En tant que membres des deux comités, ils peuvent assurer la coordination entre les processus éditoriaux des versions originales françaises et de la publication de leurs traductions anglaises. Les objectifs de ce projet sont considérables : il s'agit d'une entreprise financière de grande ampleur à la fois pour Galilée et pour The University of Chicago Press, qui serait impossible sans subventions extérieures. Mais il s'agit également d'un engagement important sur le plan éditorial, puisque la publication de plus de quarante volumes est prévue. La traduction des œuvres de Derrida est complexe et chronophage, et elle exige une grande familiarité avec le style très particulier du philosophe français ainsi qu'une compréhension totale de ses jeux de mots, de son attention aux expressions idiomatiques et de sa sensibilité aux particularités de la langue française. On ne peut se permettre aucune approximation, et la tâche est ardue.

Dans ce chapitre, nous étudierons les principaux objectifs et les détails du projet de traduction des séminaires de Derrida (« Derrida Seminars Translation Project », DSTP)[143] qui a commencé en 2009 avec la publication du premier séminaire traduit en anglais, *La Bête et le souverain I* (traduction de Geoffrey Bennington). La publication des traductions dépend de la publication des versions françaises originales en amont, c'est pourquoi le projet de publication des textes français sera également évoqué. La première partie de ce chapitre examinera la structure parallèle des projets éditoriaux

143 Voir le site internet du projet pour plus de détails : http://derridaseminars.org/

français et anglais et les obstacles auxquels ils se trouvent confrontés. La seconde partie permettra d'étudier l'atelier annuel des équipes du projet de traduction à l'IMEC. Dans la troisième partie nous verrons plus en détail les traductions elles-mêmes, en nous appuyant sur des exemples tirés des séminaires et en montrant comment ils peuvent illustrer des difficultés plus générales rencontrées par tous les traducteurs qui s'essaient à faire passer la langue singulière de Derrida dans leur propre langue.

## Paris et Chicago

Le contrat signé entre Galilée et The University of Chicago Press ne ressemble en rien à un accord ordinaire pour l'obtention de droits étrangers. Il y a plusieurs explications à cela. Tout d'abord, il n'est pas seulement question d'un livre, ni même d'une série de livres, mais des textes produits tout au long d'une carrière. Le contrat initial ne couvrait pas l'intégralité des séminaires mais uniquement la première vingtaine, avec une possibilité de renouvellement pour les vingt suivants. Les séminaires n'ayant pas encore été publiés en français, le calendrier de publication des traductions dépend de la publication des textes originaux. Les traductions doivent paraître au moins six mois après la version française, publiée aux éditions Galilée. Elles sont publiées en livres reliés et en format numérique dans un premier temps, dans une collection intitulée « Les séminaires de Jacques Derrida » (*The Seminars of Jacques Derrida*) puis dans un format broché *(paperback)*.

Fondées en 1891, The University of Chicago Press est l'une des plus anciennes et des plus importantes maisons d'éditions universitaires américaines à but non lucratif, avec plus de 5 000 livres à leur actif. Depuis 1906, la maison d'édition publie le *Chicago Manual of Style* qui a fait le tour du monde, et elle est reconnue pour son travail éditorial scrupuleux et son souci du détail qui la caractérise. Son département des périodiques publie 50 revues, dont l'*American Journal of Sociology*. Le fonctionnement de la maison d'édition correspond aux standards de l'édition universitaire : un comité des publications universitaires se réunit une fois par mois afin d'évaluer et potentiellement d'approuver les propositions reçues. Par ailleurs, le site internet de la maison d'édition informe que « les traductions de textes en langues étrangères sont une partie essentielle de [sa production] ». Le catalogue comporte notamment les traductions d'œuvres en grec ancien et de la Bible, mais les traductions d'auteurs modernes et contemporains sont également bien représentées. Pour les traductions du français, The University of Chicago Press publie des travaux aussi divers que ceux de Luc Ferry, Paul Ricœur (qui a enseigné à la Divinity School de l'Université de Chicago de 1970 à 1985) et Jacques Derrida.

À ce jour, The University of Chicago Press a publié dix-huit textes de Derrida, qui vont de *L'Écriture et la différence* en 1978 au second volume du séminaire *La Bête et le souverain* mentionné plus haut. À la mort de Derrida, la maison d'édition a créé un site internet à sa mémoire[144]. On

144 http://press.unichicago.edu/books/derrida/index.html

peut y trouver non seulement la bibliographie de ces dix-huit œuvres et des informations sur les publications, mais aussi un texte de Derrida traduit, un extrait d'une interview qu'il a donnée et un texte écrit en hommage au philosophe par Mark C. Taylor, collègue et ami de Columbia University. Le site internet illustre particulièrement bien le respect que la maison d'édition a pour Derrida. D'autre part, le fait que The University of Chicago Press soit l'éditeur principal des œuvres du philosophe en anglais, et ce depuis plus de vingt-cinq ans, sont des arguments qui ont joué en faveur de la maison d'édition américaine pendant la période des enchères. Les équipes éditoriales et les ayants droit ont convenu que The University of Chicago Press – maison d'édition prestigieuse, rigoureuse dans l'exécution des procédures éditoriales, financièrement stable, et très probablement engagée à long terme dans le projet – était la solution la plus prudente et la plus prometteuse.

## Les termes de l'accord

Les éditeurs américains du projet à The University of Chicago Press sont Alan Thomas, le directeur éditorial des publications de sciences humaines et sociales, et T. David Brent, l'éditeur exécutif pour les ouvrages d'anthropologie, de psychologie et de philosophie. Brent est devenu responsable des acquisitions en 1976, après un doctorat de philosophie à l'Université de Chicago sous la direction de Paul Ricœur, et Thomas a rejoint le service en 1983. Tous deux ont travaillé sur les précédentes publications des œuvres de Derrida. Les séminaires ont séduit les éditeurs, qui ont considéré qu'il était naturel de mener le projet à bien en raison de la longue histoire éditoriale qui lie The University of Chicago Press aux œuvres de Derrida. Les séminaires complèteraient ainsi de manière significative la liste des œuvres disponibles du philosophe français dans le catalogue des presses. Les éditeurs étaient particulièrement attirés par l'idée que la pensée qui y est développée permettrait de faire des parallèles intéressants avec les idées développées dans les autres textes de l'auteur. Plus particulièrement, les sujets de la souveraineté et de l'animal ont frappé l'un des éditeurs, qui les a trouvés extrêmement pertinents. Il a en effet remarqué que les traductions des deux volumes de *La Bête et le souverain* étaient de plus en plus citées. Il était également convaincu que les livres continueraient à bien se vendre, en grande partie grâce à l'universalité et la pertinence durable des thèmes explorés par Derrida :

> You'll see citations to these two books among a whole group of social scientists who are working on the nature of sovereignty and ties directly into the kinds of things that Agamben and Žižek, and even Rancière, have been writing. It's really about the state of exception. You know, the gamble was on the grounds that a great thinker's work never becomes dated, that – if it bridges a certain level of universality – that these themes would continue to occur as long as there are humans and as long as there are animals. (Entretien n° 30)

Cependant, malgré la confiance placée dans le projet par The University of Chicago Press, la maison a été confrontée à une certaine concurrence en

ce que d'autres éditeurs anglophones ont fait part de leur volonté de publier les traductions. Galilée était par conséquent dans une position favorable pour négocier avantageusement les droits de vente et de publication en anglais. Un tel engagement est très rare dans le monde de l'édition. En effet, si Galilée s'engageait à publier l'ensemble des séminaires dans leur version originale, la maison d'édition anglophone devait faire de même.

Comme nous avons vu au premier chapitre de cette étude, l'édition de traductions en sciences humaines et sociales s'accompagne de travaux et de coûts supplémentaires inexistants dans l'édition en langue originale. Selon un éditeur américain, toutes les traductions commencent avec « *a negative subsidy* » (un « subside négatif »). Un éditeur, qui souhaite faire l'acquisition de droits pour des œuvres non tombées dans le domaine public, doit verser un à-valoir sur les *royalties*. Dans le cas des séminaires, The University of Chicago Press a ainsi payé près de 50 000 dollars d'avance sur les droits d'auteur pour les sept premiers livres. Il s'agit d'un très gros investissement, qu'une université plus petite ou une maison d'édition indépendante n'aurait pas été en mesure de faire.

Toutes les traductions seront publiées sur papier et en livres électroniques, avec un prix variable selon la longueur des séminaires. Le prix en rayon du premier séminaire publié, *La Bête et le souverain I*, est par exemple de 38 dollars pour un livre relié, 22,50 dollars pour un livre de poche, et entre 7 et 22,50 dollars pour un *e-book*. L'édition française originale est vendue à 33,50 euros, sachant que Galilée ne publie pas de livre de poche ni de livres électroniques. Les frais de traduction pour les livres sont autour de 12 000 – 13 000 dollars pour chaque ouvrage. The University of Chicago Press a bénéficié du remboursement de près de 60 % de leurs frais par le Centre National du Livre du Ministère de la Culture.

Comme il est inscrit dans le contrat avec les éditions Galilée, ce n'est que six mois après la parution des volumes en français que The University of Chicago Press pourra publier les volumes en traduction anglaise. Le comité éditorial dédié à la traduction anglaise des textes a accès aux manuscrits originaux avant la publication des volumes en français, et commence à travailler sur les textes bien avant leur publication par Galilée. Malgré cela, les traductions demeurent dépendantes de leur version « autorisée » et ne peuvent donc pas être en rayon avant la version originale. Pour le dire autrement, l'équipe éditoriale française doit d'abord travailler sur les manuscrits ou les tapuscrits personnels de Derrida. Bien que les textes soient parfaitement rédigés, il n'est pas possible de les publier en l'état : une lecture attentive et une importante révision des textes sont indispensables pour que la version française soit publiable. Le travail de Derrida s'appuyait beaucoup sur des sources extérieures et des extraits de livres dont il accompagnait ses cours. Il y faisait souvent référence et en lisait des extraits qu'il avait au préalable marqués dans ses livres, et ne copiait pas systématiquement les citations qu'il pensait lire. Pour les séminaires publiés, ces citations ont été repérées et insérées à leur place. Mais la tâche du comité éditorial français et des doctorants qui l'assistent ne se limite pas à cela : ils doivent également lire, corriger et inclure des notes de bas de page et des « didascalies » lorsque

c'est nécessaire (Derrida avait l'habitude de noter pour lui-même les endroits où il fallait, par exemple, qu'il marque un silence quelque peu théâtral) mais aussi corriger les fautes de frappe et, dans le cas des séminaires les plus anciens, numériser des textes manuscrits. Les traductions anglaises sont ainsi préparées à partir de ces scripts français révisés. Dès lors, même si la première version de la traduction anglaise est préparée à partir d'un manuscrit non corrigé, elle doit être ensuite reprise pour correspondre à la version française corrigée. La version finale en français est un peu comme « la Bible », selon l'un des éditeurs : le texte définitif et de référence. La marge de manœuvre dont pouvaient en bénéficier les éditeurs américains sur l'édition anglaise étant étroite, il a fallu négocier avec l'éditeur français au sujet des différences entre les deux publications. Une note éditoriale, rédigée spécialement pour l'édition anglaise, a par exemple dû être approuvée par l'éditeur français, mais cet épisode fut, selon l'un des éditeurs américains, délicat :

> We had a lot of trouble actually getting [Galilée] to approve having an editorial note for it, because they felt this was not necessary. But it really is necessary, I mean a book that has the word 'sovereign' in the title, the editors really have to go to some pains to explain what is meant by 'sovereign'… (Entretien n° 30)

De même, certaines notes ponctuelles des traducteurs, approuvées pour la publication de la version anglaise, apparaissent quand un terme ou une expression sont jugés trop complexes ou trop dépendants de l'expression française pour pouvoir être traduits sans que d'importants sacrifices soient faits. Le caractère intraduisible de termes liés entre eux, comme par exemple « bête » et « bêtise », mis en correspondance par Derrida tout au long des volumes de *La Bête et le souverain*, en est un bon exemple, et nous en verrons d'autres dans la troisième partie de ce chapitre. Il y a quelques autres différences entre les textes français et les textes anglais. Dans les marges des pages des volumes en anglais se trouvent les numéros des pages correspondantes de l'original (pour faciliter la comparaison entre les deux langues). Les versions anglaises de certains volumes contiennent un index des noms propres, absent des éditions françaises. Enfin, des traductions anglaises existantes des sources en français citées par Derrida ont été trouvées, et ce sont ces références-là qui sont données en notes en bas de page dans les volumes anglais, plutôt que les sources françaises. Galilée n'a approuvé aucune autre suggestion d'éléments divergents, malgré des propositions. Un traducteur se remémore :

> Now, there are lots of other details, like well, [Derrida] did give some of these seminars in English ! And he did add things then. So, do we get to add those now ? No. This was the contract between Galilée and the University of Chicago – we would publish, the University of Chicago would publish – what was in the Galilée edition. And so […] it's the same thing. What appears in French will appear in English, it's not gonna be in addition to what appeared in French. (Entretien n° 11)

Le calendrier original prévoyait la publication d'un volume par an pour environ 40 volumes. Très probablement à cause de l'importance et de la longueur du travail de correction nécessaire, le rythme des publications a été ralenti du côté français à un volume tous les deux ans, ce qui signifie qu'en

théorie plus de 80 ans seront nécessaires pour couvrir l'intégralité du projet. Et même si les traductions anglaises sont « achevées », les éditeurs américains doivent attendre que les versions françaises soient publiées pour en finaliser la publication. Ce fonctionnement engendre des frustrations à la fois pour les traducteurs et pour les éditeurs américains, selon lesquels Galilée a consacré du temps à d'autres projets quand la maison aurait pu se concentrer sur la publication des séminaires.

> So even though the translation of *Death Penalty I*, which is Peggy Kamuf's translation, is ready to go, we're waiting on Galilée. So this is also the difference between a shoestring press and a major university press – why did [Galilée] publish a Cixous book, and a Nancy book, I mean, it's true, it's a big volume, it's going to be about a 350, 380-page volume, and that's one of two […] ? And it should be out in the fall. But the English has been done for at least six months ; and now it will have to wait. So it puts everything off. (Entretien n° 11)

Cet état de fait est plutôt inhabituel dans l'univers éditorial : comme nous l'avons vu au premier chapitre, c'est le contraire qui se produit le plus souvent. Ce sont généralement les éditeurs français qui « attendent » que leurs homologues américains aient terminé les longs processus de relecture effectués par des personnes extérieures à la maison d'édition, puis de révisions par le comité éditorial, et enfin de traduction et de correction. Dans ce cas, le rythme est inversé, puisque c'est bien la maison américaine qui « attend » de recevoir la version finale du texte français. On peut expliquer ce renversement de deux manières. Par la différence d'échelle entre les deux structures tout d'abord : The University of Chicago Press est l'une des plus grandes maisons d'édition universitaire des États-Unis. Comme toutes les maisons d'édition universitaires américaines, elle est à but non lucratif et fonctionne comme une branche de l'université elle-même. Galilée est un tout autre type d'éditeur : fondée en 1971 par Michel Delorme, la maison est une entreprise indépendante qui n'emploie que trois personnes et propose un catalogue spécialisé en philosophie et en littérature française. À côté des travaux de Derrida, qui ont fait la renommée de la maison, on trouve notamment des ouvrages de Jean-Luc Nancy, Philippe Lacoue-Labarthe, Jean Baudrillard, Jean-François Lyotard. Une des collections les plus connues, « La philosophie en effet », a été lancée en 1974 avec la publication de *Glas* de Derrida. La maison d'édition jouit d'une excellente réputation ; il est toutefois intéressant de réfléchir à ce que peut représenter un contrat de cession de droits étrangers aussi important pour une si petite maison, qui plus est dans le cadre d'une entreprise aussi significative pour le monde anglophone. La seconde explication possible de ce rythme inversé découle de cette différence d'échelle. Un traducteur explique en effet :

> Derrida, I think it's just a given, and it has to be accepted. He has been read, and will always be much more read, in English than in French. The world that reads French is small and shrinking ; the world that reads English is large and growing. And we're not talking about the Anglophone world, we're talking about everything else – Japan, China, even Germans, a lot of stuff gets read – the Dutch, and in

> Belgium – English is the language. So for us, the English translations are very important. (Entretien n° 12)

Qu'est-ce que cela signifie pour Galilée ? Son rôle est crucial, et apparaît pourtant bien en retrait face au projet de traduction : ce sont en effet les *traductions*, et non la publication des versions originales, qui ont mobilisé tant d'universitaires et de milliers de dollars. Les traductions sont vendues en librairie partout aux États-Unis, et sont disponibles en ligne sous la forme d'*e-books* compatibles avec les liseuses Kindle et Kobo. Les traductions se sont par ailleurs plutôt bien vendues pour ce type d'ouvrage, au moins en ce qui concerne les deux premiers volumes[145]. Galilée ne court-elle pas le risque de se faire éclipser ? Est-ce pour cette raison que l'un des traducteurs a décrit l'attitude de la maison d'édition française envers le projet de traduction comme « ambivalente » ? Doit-on voir une certaine appréhension derrière cette ambivalence ? La question du prix élevé des ouvrages de Galilée, tout comme l'absence d'édition de poche et électronique entre également en ligne de compte. Pour un traducteur,

> Everyone's going to buy the English if they – and, you know, this is the problem. And I think it might change a little, and I'm not the only one who thinks this, you know, if it weren't Galilée, if it were somebody who could do a *livre de poche.* So if went to Gallimard or something like that, I think the French market would be much more saturated with Derrida volumes than it is now. (Entretien n° 11)

Le délai de publication des ouvrages français a par ailleurs laissé du temps supplémentaire au comité éditorial américain pour travailler aux traductions : selon l'équipe de traducteurs, c'est une aubaine pour améliorer la qualité des textes. Par exemple, la publication des séminaires sur la peine de mort, soit les troisièmes et quatrièmes volumes dans le calendrier des traductions, après les deux volumes de *La Bête et le souverain*, a pris quatre ans au lieu de deux. Ce qui a pour conséquence, si l'on suppose que les publications se feront à un rythme régulier, de monter à 84 le nombre total d'années nécessaires à la réalisation du projet dans son intégralité. Soit le temps d'une vie humaine ; soit dix ans de plus que celle de Derrida. Le nombre d'années nécessaires pour traduire l'ensemble des séminaires dépasse donc largement la durée pendant laquelle un groupe unique de traducteurs pourrait conduire le projet et superviser son évolution du début à la fin. Les directeurs du projet sont pleinement conscients de cela et ont reconnu l'importance de former une nouvelle génération de traducteurs capable de se confronter à l'immense tâche de restituer les conférences de Derrida en anglais. Depuis 2008, un atelier annuel de traduction de la durée d'une semaine se tient en France. Cet atelier recouvre un double objectif : c'est à la fois une opportunité pour les traducteurs et les membres du projet d'étudier et de reprendre le volume en traduction à ce moment-là, mais c'est aussi l'occasion de former de potentiels futurs traducteurs. De jeunes professeurs ainsi que des doctorants

145 The University of Chicago Press a vendu environ 5 500 exemplaires, parmi lesquelles se trouvent les versions reliées et les *e-books* du premier volume de *La bête et le souverain*, et environ 2 300 du second volume, dont la version papier n'avait toujours pas été publiée au 1er octobre 2013.

sont invités aux ateliers pour observer et aider les plus expérimentés dans le travail exigeant de traduire de Derrida.

## Une machine bien huilée

### IMEC/ NEH

L'atelier de traduction se tient au mois de juillet aux archives de l'IMEC, l'Institut mémoires de l'édition contemporaine, situé sur les lieux de l'ancienne abbaye d'Ardenne près de Caen. En plus des six membres initiaux de l'équipe de traducteurs[146], plusieurs professeurs et doctorants sont invités à participer à l'atelier chaque année. Les participants au premier atelier (2008) étaient les six membres de l'équipe de traducteurs, trois jeunes universitaires et six doctorants. L'atelier de 2013, qui s'est tenu du 1er au 6 juillet, était suivi par les six membres de l'équipe initiale, quatre professeurs et six doctorants[147]. Toutes les observations et les citations d'entretiens qui figurent dans ce chapitre datent de l'atelier de 2013, lequel était consacré à la première version de la traduction de la deuxième année du séminaire sur la peine de mort par Elizabeth Rottenberg. Il s'agissait de la deuxième et dernière année de travail sur ce volume.

Depuis 2009, l'atelier a été intégralement financé par une bourse « *Collaborative Research Grant* » du Fonds américain pour les sciences humaines (*National Endowment for the Humanities*, NEH). Ce fonds est la dotation d'une agence fédérale indépendante américaine créée en 1965 qui se consacre au financement des projets de sciences humaines. Pendant la période couverte par cette bourse, un nouveau secteur de financements a été créé : « *Translations and Critical Editions* ». C'est dans cette catégorie qu'avait été soumise la demande de renouvellement de la bourse pour les trois prochaines années de l'atelier (à partir de 2013). La bourse n'a cependant pas été accordée cette deuxième fois. Les membres de l'équipe de traduction se sont alors mis à la recherche d'autres sources de financements pour financer l'atelier (transport des participants, pension à l'IMEC, frais généraux, etc.).

Mais pourquoi les participants au séminaire de traduction, qui vivent et travaillent tous aux États-Unis, traversent-ils l'Atlantique pour se réunir

146 Peggy Kamuf et Geoffrey Bennington, les directeurs du projet, Michael Naas (professeur de philosophie à DePaul University), Pascale-Anne Brault (professeur de français à DePaul), Elizabeth Rottenberg (professeur associé de philosophie à DePaul), David Wills (professeur de français et d'anglais à l'université d'État de New York à Albany). Les membres de l'équipe de traducteurs ont tous interprété, analysé et traduit les travaux de Derrida. Un écart générationnel relativement important différencie les membres de l'équipe de traducteurs (le plus âgé a 65 ans et le plus jeune a 42 ans) et plusieurs dialectes d'anglais sont représentés : l'américain, le britannique, l'anglais de Nouvelle-Zélande... Nous verrons cela plus en détail dans la troisième partie.

147 Ils viennent de différentes universités des États-Unis et, à l'image de la portée multi-disciplinaire de la pensée derridienne, de différentes disciplines. Les professeurs sont Ellen Burt, professeur de français et d'anglais à The University of California at Irvine, Katie Chenoweth, professeur associé de français à The University of Washington and Lee, Kir Kuiken, professeur associé d'anglais à SUNY Albany, et Kas Saghafi, professeur associé de philosophie à The University of Memphis. Les doctorants venaient de départements de philosophie, d'études critiques, de littérature comparée et de cinéma à différentes universités.

pendant une semaine au lieu de se rencontrer, par exemple, aux alentours de Chicago où résident la moitié des participants les plus experts ? Il y a plusieurs raisons à cela. Depuis juillet 2009, les archives des séminaires de Derrida sont conservées à l'IMEC, où se trouvent également les textes annotés par le philosophe qu'il lisait en parallèle. Ainsi, bien que ces archives soient probablement plus utiles pour le comité éditorial français que pour les traducteurs, la proximité des archives permet aux participants à l'atelier de traduction de consulter ces documents lorsqu'ils le désirent. Peut-être l'atmosphère même de l'IMEC apparaît-elle plus attractive pour les traducteurs que les précieuses archives contenues dans ce lieu. Loin des bureaux et des lieux d'habitation des participants, mais loin aussi de l'agitation de grandes villes comme la capitale française, l'abbaye d'Ardennes est un endroit idéal pour travailler[148]. Elle est située sur le point culminant des plaines qui entourent la ville de Caen. Depuis certains points de vue, on aperçoit même la mer. Le temps y est toutefois typique de la Normandie : le ciel est souvent nuageux et il pleut fréquemment. Les lieux sont calmes et solennels, les espaces à l'air libre entre les bâtiments sont couverts de sable et de végétation. Au centre de tout cela se trouve l'imposante abbatiale dans laquelle se trouvent les archives de l'IMEC. Les repas sont pris collectivement dans l'ancien grenier à grains et l'ancienne boulangerie. Les chambres pour les chercheurs invités, qui sont décorées simplement et contiennent chacune deux lits, sont réparties sur deux niveaux dans le même bâtiment, au-dessus du réfectoire. Dans l'ensemble, il émane de l'endroit plutôt spartiate une ambiance monacale, favorable à la *scholé*, c'est-à-dire la concentration et la productivité, de même que la recherche documentaire solitaire pour laquelle la plupart des universitaires se rendent dans l'abbatiale.

Dans ce contexte, les participants à l'atelier font figure d'exception : leur travail est résolument collectif et ils ne travaillent pas dans l'abbatiale. Leur domaine s'étend à une salle de conférences de taille moyenne située au rez-de-chaussée. Elle est entièrement construite en pierre et soutenue par des voûtes, si bien que, comme dans la plupart des autres bâtiments de l'abbaye, les voix y résonnent longtemps après que l'on a fini de parler. C'est là que les participants se rassemblent pour travailler du matin jusqu'au soir et parfois même la nuit. Ils s'assoient autour d'une table rectangulaire qui occupe quasiment tout l'espace au sol. L'équipement est minimal : un projecteur en cas de besoin pour les présentations, quelques prises pour les ordinateurs portables, et, sous une fenêtre près de la porte, un petit espace réservé au stockage de provisions – quelques thermos de café, du lait et du sucre, des cacahuètes, des biscuits apéritifs et des bouteilles d'alcool fort pour les heures plus tardives – du Calvados, du whisky, ou du Pommeau… Après tout, nous sommes en Normandie.

La journée de travail commence à 9 heures précises avec deux ou trois exposés par les traducteurs, longues d'une heure chacune. Les exposés

148 http://imec-archives.com/imec.php

adoptent le format des communications de conférences, mais ils sont consacrés aux sujets traités par Derrida dans les textes dont les traductions sont étudiées l'après-midi. Les sessions matinales explorent donc en détail la pensée de Derrida, et présentent des articles de recherche plus ou moins formels, préparés spécialement pour l'atelier. Les mardi, mercredi et jeudi matin, les membres les plus expérimentés de l'équipe présentent leurs analyses, qui sont suivies de questions. Le vendredi matin est réservé aux présentations de doctorants, qui disposent d'une vingtaine de minutes chacun pour parler de Derrida sous un angle lié à leur propre recherche[149]. La communication de Geoffrey Bennington, présentée en premier le mercredi matin, s'intitule « Ex Lex » et examine la question de la peine de mort à partir des approches de Kant et de Hegel. Ces philosophes défendaient en effet l'idée que la mort était la seule punition adéquate pour les coupables de meurtre. Derrida (dans le séminaire *La Peine de mort* dont la traduction est sur le point d'être discutée) ainsi que Bennington (dans sa communication) questionnent la manière dont Kant a tenté d'établir un argument rationnel afin de défendre la peine de mort. Tous deux ayant trouvé diverses failles dans le raisonnement kantien, refusent de s'y soumettre. Bennington explique la logique de la pensée derridienne par une analyse qui est elle-même inscrite dans le geste déconstructif. Il donne ainsi plus d'ampleur au texte derridien en élargissant la réflexion, et fournit des éléments pour l'intense session de traduction à venir. Après une pause de trois minutes soigneusement chronométrées pendant laquelle on va se laver les mains, boit du café, ou fume une rapide cigarette, deux présentations suivent. La première est consacrée à la peine de mort (et à son absence) chez Heidegger, et la seconde, une communication animée que présente une jeune professeure de français, étudie la sévérité de la loi du talion à travers l'histoire révolutionnaire en accordant une attention particulière à Montaigne et Robespierre.

Après un déjeuner dont le menu se compose d'une ratatouille et d'une tarte aux pommes, la session de l'après-midi consacrée à la révision de la traduction peut débuter. À 14h pile, le travail commence : c'est Elizabeth Rottenberg qui est « *on the hotseat* » ou sur la sellette, si l'on ose une pointe d'ironie, vu le sujet du séminaire en question. Son travail est relu ligne à ligne par cinq groupes, réunissant chacun un professeur expérimenté et deux ou trois doctorants et/ou jeunes universitaires. Chaque petit groupe est chargé de la révision d'une séance du séminaire de Derrida. Chaque séance correspond à un séminaire hebdomadaire du philosophe, long d'environ trente pages avec double interligne et en police 12. Le programme de travail de l'atelier prévoit l'examen de cinq séances. Cela ne paraît peut-être pas

149 De manière générale, les doctorants ont tout à gagner à participer aux ateliers de traduction, comme l'accès privilégié à des travaux universitaires inédits, des retours sur leur propre travail de la part de chercheurs plus expérimentés. Mais l'atelier a surtout vocation à être un lieu d'échange profitable à tous. Les traducteurs les plus expérimentés forment les jeunes universitaires dans l'espoir que ceux-ci prennent un jour la relève. En ce sens, la participation à l'atelier constitue aussi une sorte d'adoubement académique : catalysant les trajectoires, les ateliers apportent capitaux intellectuels and sociaux et permettent aux jeunes chercheurs de rentrer dans une communauté privilégiée. Ainsi, on peut dire que l'héritage est hérité. Voir Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Minuit, 1984.

une tâche insurmontable… pour qui ne sait pas exactement ce que signifie la révision d'un texte ligne à ligne. Le texte français est préparé sous la forme d'un document Word identique à celui du brouillon de la traduction, de sorte que les deux textes soient le plus « alignés » possible pour en faciliter la comparaison, afin que l'on n'ait pas besoin de chercher la ligne correspondante à différents endroits des deux pages. Sur les deux documents, les lignes sont numérotées. La révision du texte avance ainsi page à page, et le groupe en charge de la session s'occupe de gérer le flux de suggestions. Ainsi, après avoir épuisé la liste de suggestions, de corrections et de questions du groupe en charge de cette session pour une page donnée, la discussion est ouverte aux suggestions des autres participants. Chacun d'entre eux a consciencieusement préparé les textes de la session avant de venir, même les sessions dont son groupe n'est pas en charge. Les documents avaient été partagés les semaines précédant l'atelier dans un dossier Dropbox. Un traducteur explique :

> It's a real gift that we're able to get so many of us, you know, around the table. It rarely happens in translation. Having 17 people around the table is just incredible. It's also nerve-wracking for the person in charge of the draft. (Entretien n° 13)

Le *modus operandi* est optimisé pour atteindre une efficacité maximale. Le temps est précieux. Elizabeth rappelle à ses collègues que la manière la plus correcte et la plus efficace de formuler une suggestion à la personne qui se trouve « *on the hotseat* » est de s'adresser directement à elle, sans passer par la version française. Il vaut mieux lire l'anglais tel qu'il est dans la traduction puis donner ensuite ses suggestions. De même, il est préférable de rester aussi longtemps que possible dans les limites de la traduction, puisque pour son auteure, la version française a perdu sa pertinence. L'original ne doit être lu à haute voix que si cela s'avère indispensable. Chaque page peut recevoir jusqu'à quinze suggestions de révision de la part du groupe. La majorité des suggestions concerne de légères précisions dans le choix du vocabulaire, la ponctuation ou l'ordre des mots. Les suggestions peuvent être immédiatement acceptées par le traducteur, mises en question ou contestées. Dans ce dernier cas, la personne qui a fait la suggestion l'explique plus en détail. Celle-ci est ensuite déclinée, acceptée, ou prise en compte par le traducteur, qui révisera sa traduction en incorporant les modifications qui ont fait l'objet de discussions dans la semaine. Dans certains cas, les questions sont soumises à l'éditeur du volume chez The University of Chicago Press. Les propositions sont toujours présentées en tant que telles, jamais comme des corrections fermes. Les suggestions du groupe qui dirige la session sont formulées comme des suggestions collégiales : « on voudrait suggérer » ou « on aimerait que… » La comparaison avec le document français original demeure indispensable pour vérifier la traduction, mais de très nombreuses suggestions sont de l'ordre du « *copy-editing* ». En ce sens, le travail des traducteurs va au-delà de la traduction ; ils sont à la fois traducteurs, éditeurs, relecteurs, correcteurs… Qui plus est, la pluralité des lectures d'un texte multiplie également les idées pour l'améliorer. L'un des critères les plus importants pour le choix des doctorants invités repose sur leur maîtrise

parfaite de la langue anglaise ainsi que des expressions idiomatiques. En effet, l'aptitude à lire en français est importante, mais il est également essentiel d'avoir de grandes compétences en anglais. L'un des traducteurs les plus expérimentés a invité les étudiants du département de philosophie où il enseigne à participer à l'atelier. Il explique :

> What we're really looking for is someone who can say, 'Wouldn't this English word be better ?' Or 'what if we turned the phrase around a little bit, wouldn't that be a better way of saying it ?' Just as felicitous, but more euphonic, or just a natural way of putting it in English… Students who are really subtle with their English and are able to give nuanced translation choices – that really improves the translation. (Entretien n° 12)

Au vu de la récurrence des termes dans les sessions comme dans les séminaires eux-mêmes, l'équipe de traducteurs a établi, au fil des ans, un glossaire des termes particulièrement épineux auquel les traducteurs peuvent se référer pour trouver des solutions. Dans la dernière partie de ce chapitre, nous étudierons des extraits de ce glossaire ainsi que certaines suggestions qui ont été faites pendant les sessions de traduction, et au cours des discussions qui ont suivi. Le tapuscrit original est une référence constante, et des erreurs sont parfois repérées dans la version française. Si tel est le cas, on prend note du problème, et l'on en réfère au comité éditorial parisien.

Il est très rare qu'une inattention ou un contresens soient relevés – ce n'est d'ailleurs pas arrivé pendant toute la période d'observation ethnographique que nous avons réalisée, la traduction d'Elizabeth se révélant extrêmement élégante, méticuleuse et créative, et sa fidélité au texte original étant stupéfiante. Lorsque des suggestions sont proposées, elles sont principalement orientées vers une traduction encore plus littérale. On suggère par exemple l'insertion d'un mot de liaison, le choix d'un mot de la même famille qui serait plus approprié, l'inversion d'un adjectif et d'un adverbe pour se rapprocher de la structure française, ou encore l'ajout d'une virgule pour retrouver le rythme de la phrase originale, etc. Ligne à ligne, on s'efforce donc de faire que la traduction soit la plus fidèle possible à la version originale. L'écriture de Derrida est tellement précise que de nombreux traducteurs sont d'avis que très peu de libertés doivent être prises. Le moindre détail doit être éclairé, du plus petit « donc » au plus insignifiant « qui va de ». Ce n'est pas toujours le cas avec d'autres philosophes. Selon un traducteur, la traduction des textes de Jean-Luc Nancy, par exemple, implique de se confronter à une langue plus « lâche ». On n'a jamais cette impression avec Derrida. Chaque mot a son importance : c'est avant tout une affaire de confiance.

> Derrida's very unique. He's a really good writer, and we've found that you can trust him, which is really a great gift. If there's a "but", if there's a "*mais*" somewhere, and you just don't get it – "why is there a *mais* ? I don't quite see the opposition." – then you've got it wrong. With other people I'm not so sure, the language seems looser. But with Derrida you've got to keep working until you figure out why there is that *mais.* (Entretien n° 12)

Pour les participants à l'atelier, c'est donc l'honnêteté qui compte le plus. De tous les traducteurs et les spécialistes de Derrida aux États-Unis (et peut-être même du monde entier) les plus qualifiés pour assurer cette intégrité sont assis à la même table, dans la même pièce voûtée, au cœur de la Normandie.

## Épuisement

Autour de 18h, on se sert du Pommeau et on ouvre une bonne bouteille de Calvados que l'on réserve à Elizabeth, qui en a sans doute le plus besoin (les autres se l'autoriseront après dîner). Après une longue journée de dur labeur, la fatigue s'installe indéniablement. Aussi importantes qu'elles puissent être, les sessions de révision des textes de l'après-midi sont fastidieuses. Les matinées sont prenantes également, mais d'une manière différente : les communications sont un moment dédié à l'exercice universitaire, libéré des règles et de l'organisation précise du travail imposées par les sessions de révision des traductions. Chaque traducteur-spécialiste arrive à l'atelier avec son propre bagage théorique et disciplinaire, et ressent l'impact de Derrida à sa façon. Les participants ont énormément de choses à apprendre et à partager les uns avec les autres, et cela contribue à rendre l'atelier aussi intéressant que productif – au même titre que les exposés matinaux, ou les moments qui laissent place à la spontanéité, comme les repas, les discussions en fin de soirée, la traditionnelle sortie du samedi à Bayeux ou aux alentours de Caen. L'après-midi laisse moins de place aux discussions ouvertes sur les textes des séminaires de Derrida. Outre les contraintes intellectuelles propres au processus méticuleux de révision des traductions, il faut supporter les conséquences physiques du stress : les yeux épuisés d'avoir passé de longues heures devant les documents côte à côte, les oreilles fatiguées d'avoir lutté toute la journée avec la mauvaise acoustique de la salle, le *jet lag* du vol transatlantique des jours précédents… Toutes ces marques de fatigue étant en outre exacerbées par la prise de conscience que, sur cinq séances prévues, mercredi soir seulement deux sont terminées. Cela signifie que l'atelier est d'ores et déjà en retard, malgré le prolongement des journées de travail des participants au-delà de l'emploi du temps prévu (après la fin de la session de l'après-midi, pendant les pauses, la nuit, certains continuant même à travailler au petit matin). L'équipe des traducteurs doit accélérer. Si elle ne finit pas vendredi après-midi, elle risque de prolonger le travail samedi, alors que la journée a été réservée pour la sortie en Normandie.

Mais d'un autre côté, si les participants à l'atelier continuent à examiner le texte dans les moindres détails, comme l'exige le laborieux processus de révision, ils sont condamnés à garder le même rythme. Conscients de la folie de la tâche éreintante qu'ils se sont fixés, ils semblent parfois exaspérés à l'idée des heures passées à analyser intensément tous les détails. Pourtant, ils s'imposent eux-mêmes cette tâche, et personne d'entre eux ne songerait à mettre en question son absolue nécessité. Une révision aussi minutieuse produit en effet un résultat incomparable : terriblement irréprochable, fidèle à l'original, fluide, élégant — bref, des textes étonnamment réussis, et du pain

bénit pour les relecteurs-correcteurs de The University of Chicago Press. Un traducteur observe :

> I think these translations will be some of the best translations ever in terms of fluency, not missing anything, being thought about […] Can you imagine if we were able to do this for 20 years ? So all the seminars would go through this process… There would be incredible consistency even though it would be translated by lots of different people, and nothing would – it's hard to pull one over fifteen people ! Maybe five people will miss it but the other five will not. So everything gets caught. (Entretien n° 11)

Les participants à l'atelier s'accordent sur le fait qu'un grand nombre de traductions précédentes de Derrida manquent de compréhension et d'une sensibilité aux différents registres du philosophe. Ainsi, les traductions n'ont pas seulement été imprécises, elles étaient souvent incorrectes ; pour l'un des traducteurs : « Quand on a vu certaines choses qui étaient passées pour du Derrida en anglais, c'était embarrassant, c'était humiliant. Parce que beaucoup de choses étaient fausses. » Un autre traducteur pointe du doigt les traductions anglaises des années 1980, particulièrement erronées, prenant *Glas* comme exemple. Les imperfections de la traduction du livre sont peut-être dues à la compréhension limitée qu'avait le traducteur du français. L'un des avantages du travail avec un groupe de collègues de confiance et d'expérience, c'est que l'on ne passe à côté de rien ; d'autant plus que tous ont un excellent français[150].

Malgré la nature collective du processus de révision des traductions, le traducteur du volume a le dernier mot sur tous les aspects de la traduction. Même s'il peut prendre en considération une suggestion de modification proposée pendant les sessions de l'après-midi, rien ne garantit qu'elle trouvera un écho dans le texte final qui sera envoyé aux éditeurs de The University of Chicago Press. Certaines modifications proposées peuvent être utiles, alors que d'autres ne le seront pas. Une partie du travail de traducteur consiste précisément à n'accepter que les suggestions les plus précieuses et pertinentes pour le texte en cours de révision. Chaque membre du groupe initial jouit d'une certaine expérience dans la traduction de Derrida et d'autres auteurs français ; ainsi chacun arrive à l'atelier avec ses opinions sur les mots et les habitudes de traduction qu'il a développées au cours du temps. Certaines suggestions font débat, particulièrement sur la question de la traduction littérale. Si un mot de la même famille qu'un mot français existe en anglais, doit-il être préféré, même si son sens n'est pas exactement le même ? Plus d'un traducteur a remarqué qu'il était difficile de s'extraire de l'immersion dans le français de Derrida. Les gallicismes se glissent dans le texte anglais, le français et l'anglais finissent par se

150 D'après plusieurs traducteurs interrogés pour cette enquête, en ce qui concerne la traduction de manière générale, il est très probable que les problèmes liés à la connaissance insuffisante de la langue source ne disparaissent pas rapidement. Le déclin général de l'enseignement des langues dans le système universitaire anglo-américain aura pour conséquence la réduction du nombre de traducteurs compétents. Soumises à la pression budgétaire, les grandes universités comme celles de l'État de New York (réseau CUNY) ont ainsi fermé leurs départements de langues.

mélanger et plus rien n'est pur[151]. Les universitaires les plus jeunes ont moins d'expérience de traduction, mais leur regard est plus « neuf », ce qui leur permet de repérer les gallicismes en scrutant les brouillons. Du fait de leurs origines et leurs expériences différentes, chaque participant du séminaire lit différemment et ajoute quelque chose d'unique au processus de révision des textes. Pascale-Anne Brault, par exemple, est la seule participante à l'atelier dont la langue maternelle est le français. À plusieurs occasions, elle a ainsi « saisi » des nuances idiomatiques que les autres ne parvenaient pas à saisir[152]. Geoffrey Bennington apporte le point de vue de son anglais britannique sur les traductions, et David Wills, celui de son anglais de la Nouvelle-Zélande. Elizabeth Rottenberg est psychanalyste, et ses traductions comme ses suggestions reflètent bien cette orientation disciplinaire. Michael Naas, qui traduit régulièrement Derrida et d'autres écrivains français avec son épouse Pascale-Anne, est quant à lui très doué pour trouver des solutions anglaises aux jeux de mots complexes utilisés par le philosophe tout au long de ses textes[153]. Enfin, l'anglais virtuose de Peggy Kamuf drape le texte traduit dans une prose élégante. Chaque traducteur a sa « voix de Derrida » à l'esprit ; mais chacun doit aussi composer avec l'« oreille de l'Autre ». L'un des grands défis dans la traduction des séminaires est celui de rester cohérents d'un volume à l'autre – d'atteindre un certain niveau de standardisation – sans refuser à chaque traducteur la liberté d'exercer la voix bien particulière qu'il a développée pour traduire Derrida en anglais. Dans la dernière partie de ce chapitre, nous étudierons certaines solutions spécifiques aux problèmes de traduction et les points qui, au cours du temps, ont été à l'origine de débats parmi les traducteurs.

## Derrida en anglais : trois solutions de traduction

L'écriture de Derrida est complexe et délicate, pleine d'expressions idiomatiques qui la rendent unique. Il est difficile de la confondre avec celle d'un autre philosophe. On pourrait ajouter à l'exemple bête/bêtise mentionné plus haut une liste infinie de doubles sens et de phrases intraduisibles, en

151 Un traducteur cite un exemple : "Things that are not English become English or should be English. 'Prendre acte de' - to take act of. To me it seems like it should exist ! You know ? I can hear what it means ! But... you talk to somebody who's not immersed in it and they're like - that doesn't mean anything."

152 Un exemple cité par plusieurs traducteurs revient par exemple sur l'usage que fait Derrida de l'expression « cet inconscient de nouveau-né » pour évoquer, dans l'un des séminaires sur la peine de mort, les crimes commis dans notre inconscient dans leur conception freudienne : pour Freud, dans un certain sens, tous les meurtres sont commis par un enfant à l'intérieur de nous-mêmes. Pascale-Anne entendit « cet inconscient de nouveau-né » comme une expression familière pour insulter quelqu'un. La nuance de ce double sens de l' « inconscient » avait échappé aux autres participants.

153 Lors d'un entretien au mois d'août 2012 à Chicago, Michael et Pascale-Anne travaillaient à la traduction d'un texte court de Derrida intitulé « Le lieu-dit : Strasbourg », un hommage à la ville française de Strasbourg, dont le sous-titre est emprunté à un vers de Hölderlin, « Der Ort sagt (littéralement « le lieu dit »). La solution que les traducteurs avaient trouvé pour le titre du texte était « The Place Name : Strasbourg », mais les traducteurs réfléchissaient à la possibilité d'un dédoublement tel que « The Place Name (The Place Names) : Strasbourg ». Ceci aurait permis de véhiculer le sens du verbe « dire » que l'on entend dans le français « lieu-dit », auquel répondrait ensuite le « sagt » allemand de Hölderlin.

permanence recherchés par le philosophe et utilisés comme des éléments capitaux dans ses analyses. Derrida relie par exemple l'expression « il faut », très banale en français, à « faute » et à « défaut ». Il y a aussi des néologismes, comme celui, bien connu, de la *différance*, qui fait écho à deux définitions possibles du verbe différer (être différent, retarder). Lorsqu'ils apparaissent dans le texte, ces jeux sur les mots et ces rappels ne sont pas de simples tours de force linguistiques et esthétiques, mais des points précis du raisonnement philosophique. C'est pourquoi il est nécessaire de se confronter à eux en anglais, et de trouver des solutions pour en saisir et en restituer les différentes significations, malgré leur caractère apparemment intraduisible. Omettre cet exercice serait une trahison à l'égard de l'auteur.

Le concept philosophique de la traduction fascinait Derrida. Il a commencé à écrire sur la traduction en 1972, dans un texte intitulé « La pharmacie de Platon. » À partir de ce moment là, la question de la traduction est devenue centrale dans sa pensée en s'associant intimement à celle de la déconstruction. Les textes intitulés « Des Tours de Babel » (1985) à propos du célèbre essai de Walter Benjamin sur la tâche du traducteur, « Ulysse Gramophone. Deux mots pour Joyce » (1987), l'essai « Qu'est-ce qu'une traduction relevante[154] ? » et le livre *Le monolinguisme de l'autre*, publié en 1996, font partie des textes au sein desquels le philosophe traite directement de la traduction et des obstacles rencontrés lors du passage d'une langue à l'autre. Les idées de Derrida sont tellement dépendantes de leur formulation française qu'il mettait en doute la possibilité même de leur traduction. Pour lui, il n'y avait pas de langage « pur », pas de procédé idéal qui puisse parfaitement restituer un texte, parce que dans aucune langue le sens ne peut être réduit à une signification univoque. En effet, en français, en anglais ou dans n'importe quelle langue, « il y a de la traduction ». Pourtant, Derrida savait que ses textes seraient un jour traduits, en particulier à partir du moment où il a commencé à se rendre aux États-Unis et à y donner des conférences. Il était donc parfaitement conscient de la nécessité de l'acte de traduction, mais aussi des défis que celui-ci pouvait générer, ainsi que des spécificités linguistiques et des choix qui doivent être faits dans le processus de traduction. Il est important de souligner que lorsqu'il a commencé à donner des conférences aux États-Unis, Derrida traduisait souvent ses textes spontanément, à la tribune. Il existe des enregistrements de ces traductions « simultanées », et les traducteurs des séminaires se divisent aujourd'hui sur la question de leur utilité pour le travail de traduction. La capacité de Derrida à trouver des solutions anglaises incroyablement adéquates aux problèmes posés par des expressions idiomatiques françaises était bien connue : de mémoire de traducteur, même les plus expérimentés dans le public du philosophe ne parvenaient pas à l'égaler. Pourtant, aujourd'hui les traducteurs de ses séminaires ne travaillent pas directement à partir de ces

154 Le titre « pertinent » (*relevant*) de l'article (« Qu'est-ce qu'une traduction relevante ? » *Les Cahiers de l'Herne*. Paris, L'Herne, 2004, p. 561-576) est un autre exemple de néologisme particulièrement difficile à traduire en anglais. « Relevante » en tant que participe passé en situation d'attribut évoque tout à la fois le verbe français « relever » et l'anglais *relevant*.

enregistrements, préférant s'y référer de manière ponctuelle.

Face à des expressions idiomatiques et des éléments intraduisibles, les traducteurs ont généralement recours à trois types de solutions. La première est une technique que l'on appelle le dédoublement (*doubling up*) dans laquelle, pour traduire un mot français, on fournit deux termes anglais que l'on sépare par une virgule. Par exemple, le verbe français « arriver » signifie à la fois « parvenir à quelque chose » et « survenir. » Dans un paragraphe du séminaire consacré à la peine de mort, Derrida explique que les événements sont « des choses qui arrivent » et qu'ils deviennent le « donné », de l'allemand *Begebenheit* (événement), qui contient le verbe *geben* (donner). Derrida discute ici une certaine conception de l'événement, et de la Révolution française en particulier. Cette réflexion parcourt tout le séminaire sur la peine de mort, parallèlement à la lecture kantienne de la Révolution.

> L'événement en question n'arrive pas au présent, il n'arrive pas au présent, il n'arrive pas jusqu'au présent, il n'arrive pas présentement, il n'arrive pas jusqu'à présent, dirait-on, mais il arrive, il sera arrivé autrement…[155]

Ce court passage est saturé de jeux de mots sur le verbe « arriver » et présente par conséquent plusieurs défis pour le traducteur. Quand le seul verbe français suffit pour véhiculer de multiples nuances, le traducteur est obligé d'utiliser plusieurs verbes en anglais. L'ébauche de la traduction propose la solution suivante :

> The event in question does not happen in the present ; it does not happen to the present ; it does not get as far as the present ; it does not arrive at present ; it did not get as far as the present, one might say, but it happens, it arrives, it will have arrived otherwise…

L'avant-dernière occurrence du verbe « arriver » est « dédoublée » dans la traduction anglaise, qui propose « *it happens, it arrives* » comme équivalent pour saisir le double sens qui se trouve dans le mot français. Mais le jeu de mots sur « arriver » n'est pas la seule difficulté présente dans ce passage. Les multiples répétitions du terme « présent » sont aussi un défi à la traduction en anglais. Pendant l'atelier de traduction, ce passage est d'ailleurs longuement discuté. On suggère ainsi que « Il n'arrive pas jusqu'à présent » soit par exemple traduit en anglais par « *It has not happened until now* », mais cette proposition élimine le mot « présent » et exclut du même coup la logique des différentes significations contenues dans ce mot en français. La formulation « *It has not happened up to the present moment* » est également proposée, mais on lui préférera finalement « *it has not arrived up to the present moment* ». Les traducteurs anglais et néo-zélandais suggèrent « *up to present* », proposition évincée par les autres participants, qui estiment que la formulation ne serait pas utilisée en anglais américain[156]. La discussion

155 Nous remercions les membres des comités éditoriaux de nous avoir autorisés à diffuser ces courts extraits inédits.

156 Les termes britanniques ou idiomatiques ont été rejetés à d'autres occasions en faveur de termes américains, et c'est l'orthographe américaine qui est utilisée tout au long de la traduction. L'anglais

se prolonge jusqu'à faire perdre la tête aux traducteurs. On avance une autre suggestion, dans laquelle le « *it happens* » final est remplacé par « *it is on its way* ». Un groupe de traducteurs suggère que la meilleure solution serait de remplacer le dédoublement *« it happens, it arrives* » par une formulation plus concise, « *it is coming* ». L'un des participants propose enfin d'ajouter une note des traducteurs afin d'expliquer les nuances contenues dans le verbe « arriver » en français, qui sont forcément perdues dans l'acte de traduction.

Plus tard lors de la même session, la discussion porte sur la syntaxe d'une phrase en anglais et en français, dont le manque de clarté dérange les traducteurs. Plusieurs explications sont avancées, et l'on décide que « le seul moyen, c'est de réécouter l'enregistrement » pour voir comment Derrida lui-même prononce le passage en question. En tant que membres du comité éditorial français, Geoffrey Bennington et Peggy Kamuf ont accès aux enregistrements audio des séminaires de Derrida, qui peuvent être d'une grande aide pour résoudre certains problèmes. C'est ensuite l'expression « donnée événementielle » qui fait l'objet de la discussion. Cette expression a déjà posé problème aux traducteurs. Comment traiter l'adjectif « événementiel », utilisé pour décrire le « donné » ? Doit-on considérer qu'il qualifie ce donné comme *étant issu* d'un événement, comme *faisant partie* d'un événement ou comme *étant imprégné* d'un événement ? Un des traducteurs dit se souvenir d'avoir « serré les dents » et finalement traduit l'expression par le néologisme anglais « *evenemential* ». Un autre ne parvient pas à se rappeler quelle solution il avait trouvé pour la traduction de ce mot. Et pourquoi pas « *given of events* » ? « *In its character of event* » ? « *An eventful given* » ? « *A given in its character of event* » ? Malgré les nombreuses propositions, on ne parvient pas à se mettre d'accord sur une solution définitive.

Le deuxième type de solution proposé par les traducteurs pour éclairer les expressions idiomatiques intraduisibles est de garder le français dans le texte et d'ajouter une note de bas de page afin d'expliquer l'expression en anglais. Les notes de bas de pages sont cependant plutôt rares et sont de moins en moins utilisées au fur et à mesure de l'avancement du processus éditorial.

Le troisième type de solution consiste à ajouter le mot français entre parenthèses, comme une sorte de commentaire après la traduction anglaise, une solution qui est également retenue pour les langues autres que le français. Mais, comme pour les notes de bas de page, les parenthèses sont de moins en moins fréquentes. En général, lorsqu'un auteur est traduit pour la première fois et que les traducteurs veulent attirer l'attention sur un mot utilisé dans la version originale, il arrive que la tentative de traduction soit suivie de la version originale de l'expression entre parenthèses. Mais au fil du temps, les traductions de l'auteur se succèdent et les parenthèses sont le plus souvent abandonnées dans l'espoir qu'une solution soit finalement « approuvée » comme équivalent dans la langue cible. Par exemple, le mot

---

de Derrida était quant à lui très fortement influencé par l'anglais américain et, selon un des traducteurs, Derrida « was much clued in to American idiom, really took an interest in American idiom ».

« mondialisation », dans le français courant, peut être facilement traduit en anglais par « *globalization* ». Or Derrida met l'accent sur la notion de « monde » contenue dans la « mondialisation », si bien que l'utilisation de « *globalization* » dans une traduction anglaise trahirait le sens particulier que l'auteur entend donner à ce mot. Les traducteurs de Derrida se sont donc mis d'accord sur le choix de « *worldwide-ization* » comme équivalent. Dans les premières traductions, mondialisation suivait ce mot entre parenthèses : ce n'est plus le cas à présent. La traduction de la notion de « différance » offre un exemple similaire. Pendant longtemps, le mot était orthographié avec un « é » dans les traductions anglaises. Au fil du temps, le mot est entré dans le vocabulaire des lecteurs anglophones de Derrida et l'accent a donc été abandonné. On pourrait accumuler les exemples de cette sorte, qui disent bien l'influence croissante de la pensée de Derrida dans le monde anglophone. Ainsi, quand les commentaires et les parenthèses deviennent inutiles, c'est le signe que les traductions sont devenues des textes autonomes, pleinement fonctionnels et cohérents. Affranchies de la version originale des textes, elles se saisissent d'une identité propre.

Le projet se déploie sur le long terme, c'est pourquoi les traducteurs mettent tout en œuvre pour faciliter la tâche de leurs successeurs. Ils ont ainsi établi une liste de « solutions de traduction », soit un glossaire des termes assortis de leur traduction anglaise utilisée dans des textes précédents. Dans ce glossaire, on trouve notamment des mots et des expressions qui posent problème à de nombreux traducteurs du français, ou qui sont propres à l'usage qu'en fait Derrida. Par exemple les expressions « au fond » (qui signifie en anglais « *basically* », « *in the end* »), « donne à penser » (« *is thought-provoking* »), ou les mots « effacer » (« *to erase* »), « surenchère » (« *to bid, to raise to the stakes* », « *bidding up* »), « scansion, scander », (« *sequences* »)… La liste n'est pas close, et il est fréquent qu'un mot ou une expression fasse débat pendant l'atelier de traduction. Est-il préférable de traduire à l'aide de mots de la même famille lorsque la langue le permet ? Derrida utilise par exemple le mot « motif » en français. Ce mot existe également en anglais, mais d'après certains avis, son poids et sa teneur sont différents. Un traducteur évoque ainsi l'importance des choix personnels :

> […] We always have these debates, and we're split. So Derrida uses the term "motif" in French. I don't particularly like "motif" in English. "Theme" for me is much better but Derrida has written against the "thetic", the "thematic", the… you know, so can you ? And I say "to my ear, it's different when you say theme in English and "thème" in French, the resonances are different ; or, these are things we fought about. "Effacé" – effacement, I cannot stand effacement ! I cannot stand it. When I hear "effacer" I hear "effacer le tableau noir". So "effacer le tableau" is so idiomatic, it's so everyday, and effacement for me means something else. There are moments in a translation, say, of Lévinas, where the "face" is necessary. You have to hear the face in effacement. But most of the time I don't think so. Most of the time I think "erasure" is far better than "effacement." So we have discussions around this […] (Entretien n° 11)

Comme on peut aisément le supposer, plus un groupe de traducteurs acquiert d'expérience, plus les exemples sont nombreux et les débats animés.

Les membres de l'équipe de traducteurs souhaitent publier un résumé en ligne des délibérations de l'atelier. Cela aurait le double avantage de donner aux lecteurs un aperçu du contenu des séminaires et de mettre au jour les problèmes – et leurs éventuelles solutions – rencontrés pendant le processus de traduction. Qui plus est, plusieurs universitaires ont déjà publié des textes sur les difficultés et les paradoxes de la traduction de Derrida[157]. Ces articles analysent les défis textuels et linguistiques en jeu de manière plus approfondie que dans le texte présent.

## Se souvenir

L'atelier de juillet 2014 sera consacré au premier volume de la traduction des séminaires sur le pardon par David Wills (*Le Parjure et le pardon Volume I*, 1997-1998). Si le rythme des publications reste régulier du côté de Galilée, les trois années suivantes seront également consacrées aux volumes qui traitent du pardon. Michael Naas et Pascale-Anne Brault traduiront ensuite les séminaires sur l'hospitalité. En octobre 2013, un séminaire sera publié uniquement en français chez Galilée. Il s'agit d'une conférence donnée par Derrida en 1962 sur Heidegger et transcrite par Tom Dutoit à partir d'un déchiffrement de l'écriture de Derrida effectué par son épouse, Marguerite Derrida. Le premier volume du séminaire sur la peine de mort devrait sortir en novembre 2013. The University of Chicago Press prévoit le second pour 2015.

Tous les participants présents à l'atelier de l'IMEC en 2013 ne seront pas là l'année prochaine, de même qu'ils n'avaient pas forcément pris part au précédent atelier. Mais peu importe. Au fil des années, de nouveaux doctorants voudront lire, étudier, et peut-être traduire Derrida. Ils viendront à Caen et rejoindront l'équipe grandissante des participants à l'atelier. Pour un des jeunes universitaires présents, l'étude de Derrida se distingue de celle de tout autre penseur, car le philosophe réunit les spécialistes de sa pensée autour d'un « langage commun ». Un doctorant affirme ainsi qu'aux États-Unis, les *graduate seminars*, ou séminaires, où l'accent est mis sur Derrida, se démarquent des autres par leur absence d'esbroufe. Étudier Derrida implique que l'on soit motivé par une sorte d'hospitalité et de générosité d'esprit, non pas par un désir de prouver la force de son intellect. Parmi les spécialistes, le même doctorant précise : « il existe un véritable lien, mais qui n'est pas celui d'une sorte de fanatisme partagé ». Un autre facteur qui réunit les spécialistes de Derrida pourrait être la manière dont la pensée de Derrida est perçue aujourd'hui par la communauté universitaire. En effet, le traitement médiatique dont le philosophe a fait l'objet, mais aussi le passage du temps, ont transformé le concept philosophique de déconstruction et l'ont réduit à une notion bien plus monolithique que celle que le philosophe a développée tout au long de sa vie. On l'a ainsi écartée au profit de concepts plus récents en la considérant comme canonique, ringarde ou encore associée au « *linguistic*

157 Voir, pour commencer, l'article de Lawrence Venuti, « Translating Derrida on Translation : Relevance and Disciplinary Resistance » *Yale Journal of Criticism*, Vol.16, no.2, automne 2003.

*turn* » des décennies précédentes, dont on jugeait qu'il avait fait son temps. De nombreux éditeurs, traducteurs et universitaires interrogés dans le cadre de cette enquête ont évoqué la contraction et la fragmentation du mouvement des théoriciens « continentaux » auquel appartient Derrida, dans le milieu universitaire américain. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné l'impact possible du scandale qui a éclaté autour de Paul De Man sur la place de Derrida dans les universités[158].

Pourtant, de nombreux étudiants souhaitent encore revenir à Derrida, quand ils ne lui consacrent pas entièrement leur mémoire ou leur thèse, ils associent ses travaux à ceux d'autres penseurs et appliquent le geste déconstructif aux études littéraires et à d'autres disciplines. Les étudiants qui insistent sur l'importance de l'étude de Derrida le font parce qu'il ne cesse pas de les attirer. À DePaul University, l'implication des doctorants dans le processus de traduction des textes de Derrida pourrait ainsi conduire à un intérêt et un engagement grandissants pour l'étude du philosophe. Ces dernières années à DePaul, l'intérêt le plus prononcé pour les travaux de Derrida se trouvait chez les étudiants des deux premiers cycles selon les traducteurs-enseignants interrogés. Et l'on peut émettre l'hypothèse que la parution progressive des séminaires donnera lieu à des publications universitaires qui leur seront consacrées[159]. Si de nombreux étudiants et universitaires choisissent par exemple de travailler à partir des œuvres de Michel Foucault aujourd'hui, c'est peut-être à cause de la régularité avec laquelle les séminaires du philosophe ont été publiés depuis sa mort en 1984. Les traducteurs et les éditeurs se demandent à présent si la publication des séminaires de Derrida aura le même effet sur ses œuvres… et espèrent qu'il en sera ainsi.

Il est difficile de ne pas remarquer l'énergie qui se dégage du travail collectif des derridiens, des chercheurs ou des traducteurs – quel que soit le terme que l'on choisisse pour les qualifier – lorsqu'on les observe. Leur mission commune est gigantesque : plus de quatre-vingts années, plus de 14 000 pages et des heures et des heures de corrections, de débat, et de discussion. Et pourtant, ils travaillent sans relâche, avec ardeur et même avec joie, motivés par leur désir de voir Derrida traduit en anglais, par la confiance philosophique qu'ils placent intuitivement en lui, et peut-être aussi par un certain besoin de rendre la pareille à un philosophe qui leur a tant donné[160]. En 2001, The University of Chicago Press a publié un livre

---

158 Le scandale autour de Paul de Man a éclaté suite à la découverte, en 1987, des écrits antisémites que de Man, qui avait participé à la diffusion américaine des idées de Derrida, avait publiés dans un journal belge au début des années 1940. Cette affaire a peut-être terni la réputation de Derrida car au lieu de dénoncer immédiatement de Man, le philosophe a commenté ces textes d'une façon qui a été interprétée comme une manière de défendre son collègue.

159 De nombreux articles sur les séminaires de *La Bête et le souverain* ont déjà paru. Depuis novembre 2012, la revue *Societies* a également consacré deux numéros spéciaux aux séminaires, qui contiennent neuf articles de recherche contemporaine sur les deux volumes.

160 En plus de leur participation à la traduction des ouvrages de Derrida, Peggy Kamuf, Geoffrey Bennington et Michael Naas ont rendu hommage au philosophe dans leurs écrits. La nouvelle collection « The Frontiers of Theory », dirigée par Martin McQuillan aux presses de l'université d'Edimbourg, contient des recueils et des monographies consacrées à Derrida. Voir en particulier :

intitulé *The Work of Mourning*, un recueil d'essais et de conférences de Derrida traduits et publiés sous la direction de Michael Naas et Pascale Anne-Brault. Les textes contenus dans cet ouvrage ont été écrits après le décès de personnalités que Derrida connaissait et pour lesquelles il avait beaucoup de respect[161]. Dans ces textes, Derrida évoque le souvenir de ses amis lesquels sont aussi des auteurs qui ont façonné ses propres écrits – Roland Barthes, Paul de Man, Emmanuel Lévinas, Jean-François Lyotard et bien d'autres. L'écriture de notices nécrologiques était pour Derrida un moyen d'exprimer ou de manifester la peine et le deuil par le truchement de l'hommage aux amis décédés, en leur rendant ce qu'il estime leur devoir. Comme dans les textes que Derrida a consacrés à ses amis, il y a quelque chose qui relève du travail de deuil dans l'œuvre du traducteur. Au cœur de cette amitié se trouve la fidélité entre des personnes qui s'estiment en tant que philosophes, enseignants et êtres humains.

Des textes aussi élégants et fidèles que ceux que produisent – et que continueront à produire – année après année, ces traducteurs-amis, pourraient-ils être une manière d'écrire ou de parler à l'autre disparu et d'honorer sa mémoire dans un geste ultime de souvenance ?

---

*To Follow : The Wake of Jacques Derrida*, de Peggy Kamuf (2012), *Not Half No End : Militantly Melancholic Essays in Memory of Jacques Derrida*, de Geoffrey Bennington (2011) et, plus généralement, l'ensemble de la collection.

161 Une édition augmentée de *The Work of Mourning* a été publié en 2003 en France par les éditions Galilée sous le titre *Chaque fois unique, la fin du monde*.

# Conclusion

## *Gisèle Sapiro*

La circulation internationale des ouvrages de sciences humaines et sociales françaises relève, on l'a vu, d'une double logique, éditoriale et académique. Ces deux logiques opèrent aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Si les effets de l'unification du marché mondial du livre se font sentir à travers les contraintes économiques accrues et la professionnalisation des échanges, les enquêtes sur les quatre pays étudiés ont permis de faire apparaître les spécificités locales des marchés nationaux du livre académique, de la forte interpénétration avec l'édition généraliste en Argentine au cloisonnement qui règne aux États-Unis, en passant par le Royaume-Uni où il existe une zone d'intersection occupée par les « *radical publishers* ». Ces spécificités tiennent non seulement aux traditions éditoriales mais aussi aux champs académiques locaux, dont l'organisation et le mode de fonctionnement demeurent très nationaux. Pourtant, la formation des champs académiques nationaux s'est largement opérée dans le cadre d'un processus international dont ils continuent à porter la marque tant sur le plan organisationnel que sur le plan de la vie intellectuelle, rythmée – de façon variable selon les chercheurs – par les congrès et colloques internationaux ainsi que par les séjours à l'étranger. Or cet encastrement dans un champ international se caractérise par l'inégalité des échanges entre pays centraux et pays périphériques, que les flux de traduction reflètent largement.

Le relatif déclin de la position des sciences humaines et sociales françaises est l'expression de la transformation des rapports de force internationaux au sein de l'espace global des sciences humaines et sociales, qui varie selon les disciplines (il est moindre en philosophie par exemple). À ceci s'ajoute sans doute la spécialisation et la parcellarisation des sciences humaines et sociales. Ces évolutions ont été accentuées en France par la réduction des ambitions généralisatrices qui a accompagné la hausse des exigences empiriques, par le développement d'approches micro qui ont supplanté les approches macro depuis les années 1980, ainsi que par le développement spécifique de la recherche française. Si ce développement constitue son originalité et sa force, il diverge des tendances internationales qui suivent le modèle américain, ce qui ne doit pas conduire à y renoncer (on pense par exemple au fort courant interdisciplinaire dans les sciences sociales, qui articule approches sociologiques, anthropologiques et historiques sur des objets comme le politique). Le déclin de la position de la production intellectuelle française sur la scène internationale est accéléré par le désinvestissement de la traduction du français par nombre d'éditeurs académiques au Royaume-Uni et aux États-Unis, pour des raisons à la fois commerciales et intellectuelles. Étant donné le rôle véhiculaire de l'édition anglo-américaine, ce désinvestissement a des répercussions dans le monde entier.

Cette évolution est toutefois contrebalancée par plusieurs facteurs. En premier lieu, les sciences humaines et sociales françaises conservent un certain prestige à l'international, elles inspirent le respect et nous avons souvent eu le sentiment que les éditeurs britanniques et étasuniens laissaient entrevoir une sorte de mauvaise conscience, voire de regret, par rapport à ce désinvestissement, surtout lorsqu'ils reconnaissaient que les raisons en étaient principalement commerciales. Malgré le déclin de la *French Theory* (dont les auteurs, devenus des « classiques », continuent cependant à être traduits et à se vendre), un renouvellement s'est opéré autour de nouveaux noms, comme ceux de Badiou, Rancière, Stiegler, qui suscitent un engouement tant dans le champ académique que dans le champ éditorial. À côté de ces « *brand names* », nombre d'ouvrages de références trouvent un débouché sur les marchés étrangers, et même sur le marché anglo-américain, signe que l'intérêt pour les travaux menés en France n'a pas disparu, loin de là. La capacité des chercheurs français à produire des travaux de référence, en histoire notamment, constitue donc un troisième facteur. En anthropologie et sociologie, la montée en généralité et la production d'un modèle théorique original sont une condition pour être traduit, comme l'illustre la vaste réception internationale de l'œuvre de Bourdieu, qui a donné lieu à des programmes de recherche partout dans le monde, et a fait de lui le sociologue contemporain le plus cité. Bourdieu n'a pas trouvé de successeur (bien que son œuvre soit encore très présente et que des inédits continuent à paraître et à être traduits), mais des ouvrages proposant une conception nouvelle, comme celui de Descola, *Par-delà nature et culture*, sont traduits. Si la représentation inégale des disciplines doit être relativisée en fonction de la place qu'occupe le livre par rapport aux articles dans chacune d'elle, il est clair qu'elle est aussi l'expression des rapports de force internationaux dans les différents domaines : ainsi l'économie est absente des traductions en anglais, alors que le marché du livre économique est en plein essor en France et que cette production trouve des débouchés dans d'autres pays (et alors que les économistes français sont les mieux représentés, par comparaison aux autres disciplines, dans les revues de langue anglaise). Autre inégalité flagrante : la sous-représentation des femmes parmi les auteurs traduits, qui devrait susciter des interrogations et à tout le moins une réflexion dans le cadre de la politique publique du livre français à l'étranger.

Dans la mesure où l'obstacle est souvent économique, l'intervention étatique fait partie des facteurs ayant permis de contrer la tendance à la baisse des traductions. Par-delà l'aide financière, qui est cruciale pour rendre possible la réalisation de certains projets, l'action publique intervient en amont au niveau de la prospection et en aval au niveau de la promotion. Sous ce rapport, la mise en place du PAP, parallèlement aux aides du CNL, a eu un impact évident sur le redressement de la tendance. Sur un marché peu investi par les agents littéraires, les chargés du livre français à l'étranger constituent des intermédiaires de poids en l'absence d'échanges directs entre éditeurs ou d'agents comme la French Publishers' Agency (qui n'a pas d'équivalent dans d'autres pays que les États-Unis ; voir annexe 5). En effet, si le réseau académique fonctionne à plein dans le signalement d'ouvrages à traduire,

les universitaires ne sont pas toujours au fait des démarches à engager pour concrétiser l'opération. Les maisons qui ne sont pas déjà rompues aux échanges avec leurs confrères français peuvent s'appuyer sur les chargés du livre pour obtenir les informations nécessaires sur la marche à suivre et sur les aides disponibles. Outre l'aide à la traduction, ils peuvent solliciter la participation des services culturels à l'organisation et à la prise en charge de la venue des auteurs dont un livre a été traduit. Par ailleurs, comme on l'a vu dans les cas des États-Unis et du Royaume-Uni, les bureaux du livre français initient des rencontres professionnelles et des événements susceptibles de favoriser les échanges éditoriaux et la diffusion de la production intellectuelle française dans le pays d'accueil (l'événement ayant rencontré le plus grand succès étant les « Nuits de la philosophie » organisées à Londres en 2012 et 2013 ; une manifestation semblable est prévue pour 2014 à Buenos Aires et Berlin).

Parmi les obstacles que nous avons identifiés, il y a la faible concertation entre les différents acteurs de la chaîne du livre, éditeurs, directeurs de collection, chargés de cession, les traducteurs et les universitaires. Un des défis de l'Institut français pourrait être de favoriser cette concertation en mettant en réseau ces acteurs par des listes de diffusion, en initiant des rencontres professionnelles en France et à l'étranger autour de thématiques particulières, en éditant un catalogue de publications dans le domaine des sciences humaines et sociales sélectionné par un comité impliquant des universitaires français et étrangers qui serait renouvelé régulièrement (voir nos recommandations). L'Institut pourrait ainsi œuvrer à un rapprochement entre monde éditorial et monde universitaire, qui sont très cloisonnés. Plus largement, il aurait un rôle important à jouer dans l'organisation à l'échelle internationale d'une réflexion sur les conditions de la traduction en sciences humaines et sociales, à commencer par la formation (et la formation continue) des traducteurs dans ce domaine. Car, par-delà les obstacles financiers évoqués, un des problèmes qui entravent la circulation des idées est la qualité trop souvent insatisfaisante des traductions, qui tient en partie aux conditions de travail des traducteurs, et en partie à l'absence de formation spécialisée. Dans un monde globalisé, la réflexion sur la traduction dépasse la question de l'adéquation des traductions : si l'on veut éviter que l'anglais devienne la langue de communication unique des sciences humaines et sociales, sur le modèle de sciences la nature, tendance dont on a évoqué les inconvénients en introduction, il est indispensable de poursuivre et de fédérer la réflexion engagée dans cette étude et ailleurs sur les conditions spécifiques de la traduction dans ces domaines et sur ses apports épistémologiques.

# Recommandations

## Aide à la prospection

Il serait souhaitable de produire un équivalent de « Fiction France » pour les sciences humaines et sociales ou à tout le moins de réitérer l'expérience de production d'une brochure de présentation des parutions récentes en sciences humaines et sociales (sur le modèle des hors-série de la revue *Vient de paraître*), dont la sélection serait confiée à une commission d'universitaires français et étrangers. Ce catalogue pourrait être édité tous les ans ou tous les deux ans et diffusé de façon ciblée auprès des éditeurs de sciences humaines et sociales, des instituts français et des départements de français.

L'expérience de la rencontre organisée à la Maison française de New York en 2010 entre éditeurs de sciences humaines et sociales français et étrangers devrait être réitérée aux États-Unis comme ailleurs en impliquant non seulement des éditeurs mais aussi des universitaires français. Elle pourrait être couplée avec une manifestation autour des sciences humaines et sociales françaises, ciblée sur un thème particulier.

Par ailleurs, l'Institut pourrait organiser avec le BIEF tous les deux ans, à l'occasion de la sortie du catalogue de sciences humaines, une rencontre parisienne entre éditeurs, directeurs de collection et chargés de cession français et étrangers de sciences humaines et sociales, dans le cadre de laquelle seraient présentées les nouvelles tendances de la recherche de part et d'autre. L'expérience et les témoignages montrent en effet que les éditeurs qui nouent les rapports les plus proches avec les éditeurs français et font le plus de voyages à Paris sont aussi les plus susceptibles de traduire. Offrir aux éditeurs étrangers la possibilité de rencontrer des confrères français et des responsables de cessions de droits hors des foires du livre, souvent stressantes et donc évitées par nombre d'éditeurs, pourrait donner lieu à des échanges fructueux et favoriser une réflexion sur la réciprocité de ces échanges. Une telle rencontre pourrait se tenir, par exemple, au lendemain de la Foire de Londres pour minimiser le coût du déplacement en temps et en argent et permettre de poursuivre les contacts engagés pendant la Foire.

## Aides à la traduction et à la publication d'ouvrages des sciences humaines et sociales

Dans le domaine des sciences humaines et sociales, l'action culturelle de la France à l'étranger ne devrait pas se limiter à aider les ouvrages en traduction. La publication de recueils d'articles déjà parus en langue étrangère ou réunis dans la perspective d'une publication inédite dans la langue du pays d'accueil est également à encourager. Cette forme courante dans le monde académique permet de faire connaître au public local différentes facettes du travail d'un auteur.

Dans la même optique, pourraient être soutenus des volumes réunissant des contributions de plusieurs chercheurs français autour d'une thématique ou d'une problématique d'actualité pour la recherche et qui intéresserait un éditeur, avec la participation de chercheurs du pays d'accueil, le cas échéant.

Si la rémunération de la traductrice ou du traducteur constitue à juste titre un critère pour l'octroi des aides du CNL, les postes de chargés du livre pourraient faire montre de souplesse en tenant compte des situations et des usages locaux. Par exemple, dans des pays comme l'Argentine où la traduction est souvent entreprise de manière bénévole ou quasi par des universitaires et des étudiants, une bourse de traduction pourrait être allouée à ces derniers, pour des ouvrages ou des recueils d'articles si un contrat a été signé avec un éditeur. Cette bourse devrait être versée directement au traducteur, pour éviter qu'elle ne soit retenue par l'éditeur.

Il serait souhaitable de reproduire dans le pays d'accueil le modèle de la prise de décision collégiale en vigueur dans les commissions au sein de l'Institut français pour avaliser des projets. Impliquer les acteurs de la chaîne du livre (éditeurs, directeurs de collections, traducteurs, responsables marketing, représentants du monde académique, libraires, bibliothécaires) en constituant des panels d'experts locaux. Les consulter dans les décisions concernant la sélection de livres devant bénéficier du PAP. Cela permettrait de rapprocher l'instrument diplomatique de la société civile, d'accroître sa légitimité et de resserrer les liens avec les agents impliqués dans la circulation des ouvrages. Cela serait aussi en cohérence avec la défense des acteurs de l'ensemble de la chaîne du livre que la France met en avant.

## Bourses de séjour et résidences de traducteurs

Le dispositif des bourses et des résidences pour les traducteurs mériterait d'être renforcé et étendu à toutes les langues. La présence en France permet de perfectionner la langue, d'avoir accès à une documentation et à des sources d'information qui ne sont pas toujours disponibles dans les pays d'origine, et de travailler directement avec l'auteur le cas échéant.

## Invitations de chercheurs

Les invitations à l'initiative des ambassades de France à l'étranger ne doivent pas être limitées aux chercheurs dont un ouvrage a été traduit dans le pays d'accueil. La sortie d'un ouvrage en français peut être l'occasion d'inviter l'auteur, en partenariat avec les universités locales, pour faire connaître son travail et favoriser sa réception auprès du monde académique du pays d'accueil, ce qui accroîtra ses chances d'être traduit. Les départements de français constituent un relais très important sous ce rapport, qui doit être impliqué dans ces invitations, mais ils ne sont pas les seuls. Nombre de chercheurs ont en effet publié des articles en langues étrangères et ont déjà acquis une réputation dans la communauté scientifique locale. Une invitation serait l'occasion de nouer ou de renforcer des liens existants en ouvrant la porte à des projets de collaboration scientifique et de nouvelles publications.

Ceci demande une meilleure coordination entre chargés du livre et attachés à la coopération universitaire. Une telle coordination serait souhaitable aussi pour la participation à l'organisation d'événements ou de manifestations (colloques, cycles de conférences, etc.).

Une meilleure concertation avec les instituts de recherche français à l'étranger et les Unité mixtes internationales (UMI) que le CNRS a mises en place serait également souhaitable. Par ailleurs, de nombreux programmes d'échanges existent entre universités françaises et étrangères. Il serait utile de les identifier dans les différents pays, afin de profiter du séjour des chercheurs français pour organiser des événements ou des rencontres (le CNRS dispose d'un tel outil d'identification et de mise en réseau des chercheurs français effectuant une mission en Amérique latine, ce type d'outil pourrait être mutualisé).

## Soutien à l'organisation de manifestations scientifiques

Le soutien à des manifestations scientifiques (colloques, rencontres, tables rondes, cycles de conférences, etc.) demeure un outil très important dans les échanges et la circulation des idées. Certaines manifestations pourraient être initiées par l'Institut français à l'occasion d'une actualité de la recherche ou d'une question de société. Par exemple, la sortie des cours que Bourdieu a donnés au Collège de France *Sur l'État* aurait pu être l'occasion de faire un bilan des travaux sur l'État dans le pays d'accueil et de développer des perspectives comparatives entre pays.

Cela requiert là encore une coordination entre chargés du livre et attachés à la coopération universitaire.

## Veille

Reconnaître le rôle de plateforme que les revues jouent dans la traduction des savoirs. Nous recommandons que les postes « difficiles » ou « à convaincre » effectuent un travail de veille sur les revues locales, non institutionnelles, pour capter leur présence dans le paysage intellectuel du pays d'accueil et les impliquer dans des projets. C'est souvent au sein de ces revues, instruments critiques plus flexibles, au service des débats intellectuels, que des questions cruciales sont soulevées et abordées. Elles peuvent jouer alors le rôle d'incubateurs, à travers la « découverte » et la traduction d'auteurs, et constituer un relais des débats d'idées émanant de la France contemporaine. Cela serait en cohérence avec le travail mené par l'Institut français à Paris pour associer les revues métropolitaines dans des partenariats.

## Renforcer les liens avec les acteurs de la chaîne du livre

Impliquer les traducteurs (professionnels et universitaires) dans l'organisation d'activités culturelles et événements, ce qui serait une manière de valoriser leur rôle primordial dans la circulation des œuvres.

Initier des conventions de stage entre des étudiants français ou francophones – en philosophie, sociologie, sciences politiques, droit – et des maisons d'édition étrangères. Cela ferait profiter les éditeurs anglais d'une compétence linguistique en français, dans un domaine disciplinaire spécifique, et encouragerait la lecture de manuscrits et de livres en provenance du marché français. Cela permettrait aussi que des liens se tissent entre les futurs chercheurs et le monde éditorial.

## Promouvoir la réflexion sur la traduction en sciences humaines et sociales

Profiter davantage des plateformes *extra-muros* consacrées à la traduction déjà existantes dans le pays d'accueil, telles que l'« *International translation day* » (qui se tient désormais à la British Library) ou bien le stand « *Literary translation* » à la Foire de Londres, ou la « *European Literature Night* ». Poser dans ces enceintes la question de la diversité de la pensée par le biais de la traduction. Beaucoup de discussions sont menées au Royaume-Uni ou aux États-Unis autour de la traduction littéraire, alors que la traduction des sciences humaines et sociales n'a pas trouvé un « *advocate* » au sein de la communauté des traducteurs.

Renforcer les liens avec la Commission européenne sur les questions de traduction. Cela peut se faire par l'intermédiaire des représentants de la Commission dans le pays d'accueil. Par exemple, au Royaume-Uni, l'Europe House et plus particulièrement le « language officer » représentant la DG Translation. Les initiatives menées dans le cadre de son action touchent à la défense du multilinguisme et à la traduction littéraire. Plusieurs événements sont organisés par les soins de l'Europe House ; cependant aucun débat n'y est proposé concernant la traduction des livres de sciences humaines et sociales. Il est donc indispensable de relancer avec ces interlocuteurs la question de la circulation du débat intellectuel en Europe.

Initier des rencontres et des débats autour de ces questions avec des traducteurs et des directeurs de collection du pays d'accueil.

L'Institut français pourrait ainsi devenir le fer de lance de la réflexion sur les spécificités de la traduction des sciences humaines et sociales au niveau européen et mondial.

# Annexe 1

# Les titres de sciences humaines et sociales aidés par le CNL pour la traduction anglaise (2002-2012) – analyse statistique

***Gisèle Sapiro***

La base de données du CNL comporte 460 titres de non-fiction pour lesquels une demande d'aide à la traduction en anglais a été obtenue entre 2002 et 2012 (hors correspondances, mémoires, autobiographies, journaux intimes et BD, qui ont été éliminés pour ce traitement). Les demandes se répartissent entre quatre pays, les États-Unis arrivent en tête avec 263 titres, le Royaume-Uni suit avec 161, loin derrière figurent la France (8 titres, dont 5 pour le groupe Flammarion) et les Pays-Bas (6 titres dont 5 pour Brill et 1 pour Kluwer). Notre enquête portant sur les États-Unis et le Royaume Uni, on se concentrera sur eux dans l'analyse des données provenant de cette base, soit 424 titres au total, qu'on distinguera selon le pays où se trouve le siège social de l'éditeur, sachant que nombre de ces éditeurs, comme Oxford, Polity et Verso côté anglais, ont des antennes outre-Atlantique (nombre de presses universitaires américaines ont aussi des représentants au Royaume-Uni). Les données ont été vérifiées dans la mesure du possible, et recodées lorsque nécessaire (en particulier les disciplines)[162].

Il faut signaler que cette base n'est pas représentative de l'ensemble des traductions de sciences humaines et sociales aux États-Unis. En effet, seule une petite part des titres publiés ont obtenu l'aide du CNL. Selon les calculs que nous avons effectués pour les années 2010 à 2013, à partir des données aimablement communiquées par le Bureau du Livre à New-York, qui sont analysées séparément (voir annexe 2), 22 % des titres publiés ont bénéficié de cette aide.

162 Ce travail de recodage a été effectué par Hélène Seiler-Juilleret et Gisèle Sapiro.

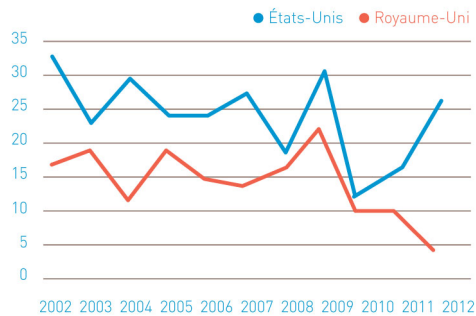
**Nombre de titres de SHS publiés avec l'aide du CNL entre 2010 et 2013**

| Aide du CNL | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| oui | 14 | 14 | 7 | 17 | 65 |
| non | 26 | 54 | 59 | 81 | 229 |
| Total | 40 | 68 | 66 | 98 | 294 |

*Source : Données du Bureau du Livre français à New-York et base du CNL*

Le nombre de titres aidés par an est en moyenne de 38, dont 23 à la demande de l'éditeur américain, 15 d'un éditeur anglais. Les variations entre les années sont cependant assez significatives, on observe une tendance générale à la baisse, avec une brusque chute après le pic atteint en 2009, qui se poursuit au Royaume-Uni (la date étant celle de l'attribution de l'aide et non de la publication du livre).

**Répartition des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, par année (N=424)**




Pour porter au jour les caractéristiques de ces ouvrages, nous analyserons leur répartition selon les éditeurs français, les éditeurs anglo-américains, les disciplines et enfin les auteurs.

## Les éditeurs français

168 éditeurs français ont obtenu une aide pour la traduction sur le marché anglo-américain de 424 titres entre 2002 et 2012, soit un ratio de 2,5 livres par éditeur. Mais cette diversité masque une forte concentration des titres par une petite minorité d'éditeurs les plus aptes à obtenir des contrats de traduction sur ce marché très compétitif : 5 éditeurs ont obtenu de l'aide pour au moins 20 titres pendant la période, totalisant presque la moitié de l'ensemble (46,9 %) : ce sont les maisons généralistes qui arrivent en tête, d'abord Le Seuil (65 titres), suivi de Galilée (48) – l'éditeur de Derrida -, puis Gallimard (30),

Fayard (29) et les PUF (27), seule maison d'édition savante dans ce peloton de tête. 12 éditeurs ont obtenu une aide pour au moins 10 titres, soit plus de deux tiers de l'ensemble (70,5 %), parmi lesquelles (outre les précédentes) quelque maisons spécialisées dans l'édition scientifique, scolaire ou universitaire comme Odile Jacob, La Découverte, Payot et Armand Colin, à côté de trois autres maisons généralistes (Flammarion, Albin Michel et Grasset). Ainsi, 23 éditeurs sur les 168 concentrent 83 % des titres.

**Concentration des titres de SHS ayant obtenu une aide pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, selon l'éditeur français (N =424)**

| Nombre de titres aidés | Nombre d'éditeurs | % |
|---|---|---|
| # 20 titres | 5 | *46,9 %* |
| #10 titres | 12 | *70,5 %* |
| # 3 titres | 23 | *83,0 %* |
| # 1 titre | 168 | *100 %* |

À titre purement indicatif, on peut comparer ces résultats à ceux que nous avions produits pour les traductions littéraires du français aux États-Unis entre 1990 et 2003[163], en tenant compte des biais induits par l'écart entre les bases de données à partir desquelles ces comptages ont été effectués, l'une étant sélective (titres aidés par le CNL) alors que l'autre était exhaustive (pour la base littéraire, nous nous sommes appuyés principalement sur l'Index Translationum de l'UNESCO, que nous avons vérifiée et complétée), et entre les périodes de référence. Cette comparaison, sous réserve de neutralisation des biais, révèle une plus grande dispersion, du point de vue des éditeurs français, des traductions de sciences humaines et sociales par rapport à l'édition littéraire, pour lesquelles le ratio était de 4,2 (266 éditeurs pour 1124 titres), mais en littérature, les titres traduits sont moins concentrés autour de quelques éditeurs, 8 d'entre eux ayant publié au moins 20 titres (soit 23 %), 24 au moins 10 titres (45 %), 69 au moins 5 titres (72 %). Cet écart est d'autant plus significatif que, à la différence des données concernant les sciences humaines, l'étude sur les traductions littéraires ne portait que sur un pays, les États-Unis ; la dispersion serait donc encore plus élevée si l'on avait inclus le Royaume-Uni.

Du point de vue du classement des éditeurs selon le nombre de titres traduits, on note aussi un décalage manifeste entre l'édition littéraire, pour laquelle Gallimard arrivait largement en tête avec 29 % des titres traduits aux États-Unis entre 1990 et 2003, suivi de loin par Le Seuil (7 %), Minuit (5 %) et Grasset (5 %), alors qu'en sciences humaines et sociales, c'est Le Seuil qui arrive en tête, avec 15 % des titres aidés, suivi de Galilée (11 %), Gallimard (7 %), Fayard (6,8 %) et les PUF (6,4 %).

163 Gisèle Sapiro, *Les Échanges littéraires entre Paris et New York à l'ère de la globalisation*, étude réalisée dans le cadre d'une convention avec le MOtif (Observatoire du livre d'Ile-de-France), CESSP, avril 2010. http://www.lemotif.fr/fichier/motif_fichier/143/fichier_fichier_syntha.se.paris.new.york.paris.pdf

**Répartition des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, selon l'éditeur français**

| Éditeurs français | Total général |
|---|---|
| Seuil | 65 |
| Galilée | 48 |
| Gallimard | 30 |
| Fayard | 29 |
| PUF | 27 |
| Flammarion | 18 |
| Odile Jacob | 17 |
| La Découverte | 17 |
| Payot et Rivages | 14 |
| Albin Michel | 14 |
| Armand Colin | 10 |
| Grasset | 10 |
| Minuit | 8 |
| Plon | 6 |
| Bayard Presse | 6 |
| Stock | 5 |
| Robert Laffont | 5 |
| Calmann Lévy | 5 |
| Denoël | 4 |
| Perrin | 4 |
| Jean Vrin | 4 |
| Hachette Littératures | 3 |
| Actes Sud | 3 |
| Autres | 72 |
| Total | 424 |

## Les éditeurs britanniques et américains

100 éditeurs anglais et américains ont établi au moins un contrat avec un éditeur français pour traduire un ouvrage de sciences humaines et sociales depuis 2002. Le ratio est plus élevé que pour les éditeurs français : 4,2 titres par éditeur en moyenne, signe de moindre dispersion. Mais là encore, la diversité marque la forte concentration des traductions autour de quelques maisons. 5 d'entre elles ont établi au moins 20 contrats pendant la période, et totalisent 39,4 % de l'ensemble des titres aidés : Polity Press arrive largement en tête avec 70 titres (soit 16,7 % du total), suivie de Stanford UP (29, soit 6,8 %), The University of Chicago Press (25, soit près de 6 %), Fordham University Press (22, soit 5 %), Columbia University Press (21, soit près de 5 %). 12 maisons ont établi au moins 10 contrats, totalisant 61 % de l'ensemble : aux précédentes s'ajoutent Verso, Princeton UP, Edinburgh UP, Inner Traditions, State University of New York Press, Cornell UP, Harvard UP. 31 maisons en ont établis au moins 3, totalisant 8 titres sur 10.

**Concentration des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, selon l'éditeur étranger (N =424)**

| Nombre de titres aidés | Nombre d'éditeurs | % |
|---|---|---|
| # 20 titres | 5 | *39,4 %* |
| #10 titres | 12 | *61 %* |
| # 3 titres | 29 | *80,4 %* |
| # 1 titres | 100 | *100 %* |

On notera que le ratio de 4,2 titres par éditeur est équivalent à celui obtenu pour les traductions littéraires pour la décennie précédente (4,2), résultat intéressant si l'on considère le rôle significatif que jouent les presses universitaires américaines dans la traduction d'œuvres littéraires[164], même si certaines de ces presses comme celles des universités de Nebraska ou de Virginia privilégient l'importation de la littérature française plutôt que les sciences humaines et sociales.

164 Sur les 29 éditeurs ayant publié au moins dix traductions littéraires du français entre 1990 et 2003, 7 sont des presses universitaires, dont The University of Nebraska Press, The University of Chicago Press, The University of Virginia Press, Wesleyan University Press, The University of California Press, Oxford University Press, Northwestern University Press, sans compter Dalkey Archive Press, qui est adossée à une université.

**Répartition des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012 selon l'éditeur étranger**

| Éditeurs anglais ou américains | États-Unis | Royaume-Uni | Total |
|---|---|---|---|
| Polity Press | | 70 | 70 |
| Stanford UP | 29 | | 29 |
| University of Chicago Press | 25 | | 25 |
| Fordham UP | 22 | | 22 |
| Columbia UP | 21 | | 21 |
| Verso | | 18 | 18 |
| Princeton UP | 13 | 2 | 15 |
| Edinburgh UP | | 14 | 14 |
| Inner Traditions | 12 | 1 | 13 |
| State University of New York Press | 12 | | 12 |
| Cornell UP | 10 | | 10 |
| Harvard UP | 10 | | 10 |
| Continuum | | 9 | 9 |
| Minnesota UP | 9 | | 9 |
| Berg Publishers | | 8 | 8 |
| University of California Press | 8 | | 6 |
| Routledge | 3 | 2 | 5 |
| The MIT Press | 5 | | 5 |
| University of Pennsylvania Press | 4 | | 4 |
| Zed Books | | 4 | 4 |
| Routledge (Taylor & Francis group) | | 4 | 4 |
| The Other Press | 4 | | 4 |
| University of Illinois Press | 4 | | 4 |
| Semiotext(e) | 3 | | 3 |
| Duke UP | 3 | | 3 |
| Flammarion | 1 | 2 | 3 |
| Berghahn Books | 2 | 1 | 3 |
| Johns Hopkins UP | 3 | | 3 |
| Zone Books | 2 | 1 | 3 |
| Serpent's Tail | | 2 | 2 |
| Wisconsin UP | 2 | | 2 |
| Melville House | 2 | | 2 |
| Ivan R. Dee | 2 | | 2 |
| Manchester UP | 1 | 1 | 2 |

| Éditeurs anglais ou américains | États-Unis | Royaume-Uni | Total |
|---|---|---|---|
| Catholic University of America Press | 2 | | 2 |
| Profile Books | | 2 | 2 |
| Merrell Publishers | 2 | | 2 |
| Cambridge UP | | 2 | 2 |
| Farrar, Strauss & Giroux | 2 | | 2 |
| Beacon Press | 2 | | 2 |
| Oxford UP | 1 | 1 | 2 |
| I.B. Tauris | | 1 | 1 |
| Jonathan Cape | | 1 | 1 |
| The Bardwell Press | | 1 | 1 |
| Abrams | 1 | | 1 |
| M. E. Sharpe | 1 | | 1 |
| Marcus Weiner Publishers | 1 | | 1 |
| Carnegie Endowment | 1 | | 1 |
| Marlowe & Company | 1 | | 1 |
| Transnational Publishers | 1 | | 1 |
| Garnet Publishing | | 1 | 1 |
| William Heinemann / Random House | | 1 | 1 |
| Gestalt Institute Press | 1 | | 1 |
| Macmillan / Thomson | 1 | | 1 |
| MFA (Museum of Fine Arts) | 1 | | 1 |
| Shambhala Publications | 1 | | 1 |
| Blackwell Publishers | | 1 | 1 |
| Sternberg Press | 1 | | 1 |
| A&C Black Publishers | | 1 | 1 |
| The Seal Press/Avalon publishing group | 1 | | 1 |
| Mousehold Press | | 1 | 1 |
| University of Exeter Press | | 1 | 1 |
| Nation Books | 1 | | 1 |
| The University of Colorado Press | 1 | | 1 |
| North Atlantic Books | 1 | | 1 |
| Yale UP | 1 | | 1 |
| Northern Illinois UP | 1 | | 1 |

| Éditeurs anglais ou américains | États-Unis | Royaume-Uni | Total |
|---|---|---|---|
| Wiley Blackwell | 1 | | 1 |
| Octopus / Hachette illustrated UK | | 1 | 1 |
| Saqi books | | 1 | 1 |
| Other Press | 1 | | 1 |
| Indiana UP | 1 | | 1 |
| Overlook Press | 1 | | 1 |
| Souvenir | | 1 | 1 |
| Duckworth | | 1 | 1 |
| Greenhill Books | | 1 | 1 |
| Tempus Publishing group | | 1 | 1 |
| Atlas & co. | 1 | | 1 |
| Dalkey Archives | 1 | | 1 |
| Harper Collins | 1 | | 1 |
| Chambers | | 1 | 1 |
| Picador/ Saint Martin's Press | 1 | | 1 |
| Cherub Press | 1 | | 1 |
| Pluto Press | | 1 | 1 |
| University of Hertfordshire Press | | 1 | 1 |
| C. Hurst & co. | | 1 | 1 |
| UP of America | 1 | | 1 |
| Dedalus | | 1 | 1 |
| City Lights | 1 | | 1 |
| Kogan Page | | 1 | 1 |
| Hesperus Press | | 1 | 1 |
| Lukas & Sternberg | 1 | | 1 |
| Rizzoli International Publications | 1 | | 1 |
| Algora Publishing | 1 | | 1 |
| Hippocrene books | 1 | | 1 |
| Holmes & Meier | 1 | | 1 |
| Sage | | 1 | 1 |
| Atlantic Books | | 1 | 1 |
| Palgrave Macmillan | 1 | | 1 |
| Penguin Books | | 1 | 1 |
| Total | 263 | 161 | 424 |

## Genres et disciplines

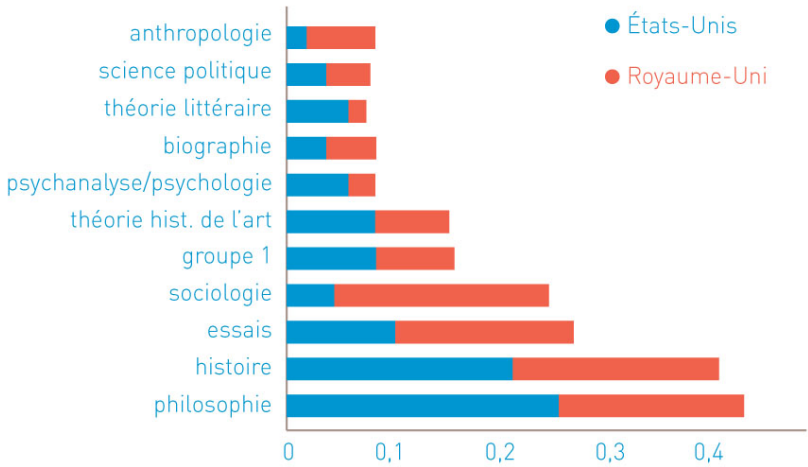
Selon la base du CNL recensant les aides attribuées, après recodage des disciplines par nos soins, la philosophie et l'histoire arrivent largement en tête des disciplines les plus demandées (un titre sur cinq chacune), la philosophie étant plus prisée côté américain, l'histoire côté anglais. Suit la sociologie (avec un titre sur dix), qui est publiée surtout au Royaume-Uni (par Polity Press). Si on les regroupe, la théorie et l'histoire de l'art atteignent 7 %. La psychanalyse et la psychologie représentent 4 %, avec un intérêt plus marqué aux États-Unis. Il en va de même pour la théorie littéraire. La science

politique et le droit approchent les 4 %. Autour de 3 %, l'anthropologie est plus recherchée par des éditeurs britanniques. Cependant, ces écarts du point de vue de la demande doivent être pondérés, du côté de l'offre, par le taux de productivité d'ouvrages, plus élevé dans les humanités que dans les sciences sociales, comme on l'a déjà signalé. On notera en outre un certain intérêt pour les essais (13 %), et, dans une moindre mesure, les biographies (4 %), intérêt plus marqué au Royaume-Uni pour le premier genre.

**Répartition des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, selon la discipline (N=424)**

| Étiquettes de lignes | États-Unis | Royaume-Uni | Total |
|---|---|---|---|
| philosophie | *25,1 %* | *16,1 %* | *21,7 %* |
| histoire | *20,9 %* | *19,2 %* | *20,3 %* |
| essais | *11 %* | *15,5 %* | *12,7 %* |
| sociologie | *4,2 %* | *19,9 %* | *10,1 %* |
| théorie et histoire de l'art | *8,8 %* | *6,2 %* | *7,8 %* |
| psychanalyse, psychologie | *5,3 %* | *2,5 %* | *4,2 %* |
| biographie | *4,2 %* | *3,7 %* | *4 %* |
| théorie littéraire | *5,7 %* | *1,2 %* | *4 %* |
| science politique | *4,2 %* | *3,1 %* | *3,8 %* |
| anthropologie | *1,9 %* | *5,6 %* | *3,3 %* |
| Autre | *8,7 %* | *6,8 %* | *8 %* |
| Total | *100 %* | *100 %* | *100 %* |
| Nombre de publications | 263 | 161 | 424 |

**Part des titres de SHS traduits en anglais par discipline et par pays (base CNL)**




## Les auteur-e-s : une production très masculine

Les 424 projets de traduction d'ouvrages de sciences humaines et sociales ayant obtenu une aide du CNL entre 2002 et 2012 émanent de 317 auteurs, soit un ratio de 1,3, signe de dispersion et donc de diversité. Cependant, ici aussi s'observe le phénomène de concentration autour de quelques « grands noms » : 18 auteurs ont obtenu des contrats de traduction pour au moins 3 de leurs titres, totalisant un quart des traductions. 3 d'entre eux (Badiou, Cixous et Derrida) ont au moins 10 titres acquis. 25 auteurs ont 2 titres en traduction et 274 auteurs n'en ont qu'un. Il faut évidemment prendre en compte le fait que la plupart de ces derniers n'ont sans doute pas publié d'autre titre pendant la période.

Concernant les disciplines des auteurs les plus traduits, on constate que la philosophie est la mieux représentée avec 8 auteurs sur 18 (Badiou, Derrida, Nancy, Rancière, Stiegler, Malabou, Jullien, Brague), et 49 titres sur les 99 qu'ils totalisent ; la sociologie compte 4 auteurs (Bourdieu, Boltanski, Kaufmann et Baudrillard, même si ce dernier est plus considéré en France comme un essayiste que comme un sociologue) ; la théorie et l'histoire de l'art est également présente (avec Szendy et deux titres de Debray). Nous avons classé Hélène Cixous dans les essais, son œuvre, dont la dimension littéraire est centrale, transcendant les divisions disciplinaires. On voit donc que des auteurs ayant accumulé un fort capital symbolique sur la scène internationale dans les années 1980-1990 continuent à tenir la tête d'affiche pendant cette décennie, en particulier Cixous, figure majeure du *French Feminism*, Derrida, auteur-phare de la *French Theory*, et Bourdieu, le plus grand sociologue

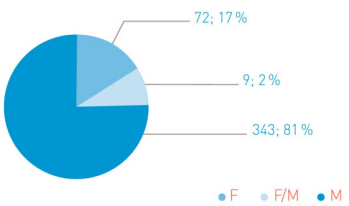
contemporain. Loin d'éteindre l'intérêt pour leur œuvre, le décès de ces deux derniers pendant cette décennie l'a renouvelé, voire accru, d'autant que continuent de paraître des inédits, notamment les cours et séminaires (voir le chapitre 6 sur les séminaires de Derrida). Cependant, on le voit, de nouveaux noms ont émergé, surtout en philosophie mais aussi en sociologie.

**Concentration des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, selon l'auteur (N =424)**

| Nombre de titres aidés | Nombre d'éditeurs | % |
|---|---|---|
| #10 titres | 3 | *8 %* |
| # 3 titres | 18 | *23,3 %* |
| # 1 titres | 106 | *100 %* |

Du point de vue de la répartition des auteurs selon le sexe, les ouvrages de sciences humaines traduits sont très majoritairement – 8 titres sur 10 – écrits par des hommes. Sur les 19 % qui comptent un auteur féminin, 2 % sont co-écrits avec un homme. Il est difficile de comparer ce résultat à la situation des auteurs féminins dans l'édition en sciences humaines et sociales en France, en l'absence de données, mais on peut penser qu'elles sont relativement sous-représentées en traduction, en raison de mécanismes de sélection qui sont à l'œuvre. Cette sous-représentation se retrouve en littérature, domaine dans lequel seulement 20 % des titres traduits du français en anglais entre 1990 et 2003 avaient été écrits par une femme, mais si l'on ne considérait que la littérature contemporaine, ce taux montait à un tiers, ce qui n'est pas le cas pour les sciences humaines et sociales puisqu'il s'agit principalement d'auteurs contemporains dans cette base des titres aidés par le CNL.

**Répartition des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, selon le sexe de l'auteur-e**




La part des femmes diminue encore si l'on ne considère que les 18 auteurs ayant au moins 3 titres aidés : il n'en reste plus que 2, Hélène Cixous (qui arrive en deuxième position avec 11 titres), et la philosophe Catherine Malabou (3 titres), qui enseigne à l'Université de Kingston au Royaume-Uni et passe plusieurs mois par an aux États-Unis. Parmi les auteurs ayant deux titres traduits, on compte deux femmes : Julia Kristeva, grand nom

de la *French Theory*, et Géraldine Muhlmann, spécialiste de l'histoire du journalisme.

**Répartition des titres de SHS ayant obtenu une aide du CNL pour la traduction en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) entre 2002 et 2012, selon les auteur-e-s ayant au moins 3 titres**

| Auteur | Nombre de titres |
|---|---|
| Badiou | 13 |
| Cixous | 11 |
| Derrida | 10 |
| Nancy | 9 |
| Rancière | 8 |
| Stiegler | 6 |
| Bourdieu | 5 |
| Virilio | 5 |
| Szendy | 4 |
| Boltanski | 4 |
| Debray | 3 |
| Baudrillard | 3 |
| Brague | 3 |
| Leloup | 3 |
| Lecouteux | 3 |
| Malabou | 3 |
| Kaufmann | 3 |
| Jullien | 3 |
| Autres | 299 |
| Total | 424 |

# Annexe 2

# Les traductions de sciences humaines et sociales en anglais (États-Unis et Royaume Uni) parues de 2010 à 2013 (Base du BLF) – analyse statistique

***Gisèle Sapiro***

Cette base de données d'ouvrages de non-fiction traduits du français en anglais et publiés entre 2010 et 2013 aux États-Unis ou au Royaume-Uni a été constituée à partir des données recueillies et aimablement communiquées par le Bureau du Livre français (BLF) à New York pour les années 2008 à 2013. Nous n'avons pas retenu les années 2008 et 2009 car elles étaient trop lacunaires. L'année 2013 n'est certainement pas complète, les données ayant été transmises au mois d'octobre. De façon générale, cette base n'est pas exhaustive, nous ne l'analysons donc ici qu'à titre indicatif, pour identifier les tendances dans la période la plus récente et comparer avec la base du CNL, qui est plus limitative, puisqu'elle ne recense que les titres ayant obtenu une aide entre 2002 et 2012. Notons que cette base inclut quelques recueils d'articles et ouvrages collectifs qui ne sont pas la traduction d'un livre existant en français mais des compilations ou remaniements. Nous les avons maintenus, car ils marquent l'intérêt des éditeurs anglo-américains pour la production française.

Comme pour la base du CNL, nous analyserons d'abord les éditeurs français, puis les éditeurs anglo-américains, les disciplines et le profil des auteurs.

## Les éditeurs français

Les 270 ouvrages de non-fiction traduits en anglais et publiés entre 2010 et 2013 proviennent de 84 éditeurs français, soit un ratio de 3,2. Ce ratio signale une plus grande concentration par comparaison à la base du CNL, ce qui pourrait peut-être s'expliquer par la volonté du CNL de diversifier les éditeurs bénéficiant des aides côté français, quoique ce critère joue moins s'agissant d'extraduction. 6 éditeurs ayant au moins 10 titres traduits concentrent 45%

des titres. Comme pour les titres aidés par le CNL, ce sont des maisons généralistes, hormis les PUF : Le Seuil arrive toujours en tête avec 40 titres (soit 14,7%), suivi cette fois de Gallimard (24, soit 8,8%), puis de Galilée (18, soit 6,6%), PUF (17, soit 6,3%), Grasset (12, soit 4,4%) et Fayard (11, soit 4%). 20 éditeurs ont au moins 3 titres traduits, parmi lesquels il y a la librairie philosophique Vrin.

**Concentration des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et parus entre 2010 et 2013, selon l'éditeur français (N=270)**

| Nombre de titres traduits | Nombre d'éditeurs | % |
|---|---|---|
| # 10 titres | 6 | *45%* |
| # 3 titres | 20 | *69%* |
| # 1 titres | 84 | *100%* |

**Répartition des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et parus entre 2010 et 2013, selon les éditeurs français**

| Éditeur français | Nombre de titres traduits |
|---|---|
| Seuil | 40 |
| Gallimard | 24 |
| Galilée | 18 |
| PUF | 17 |
| Grasset | 12 |
| Fayard | 11 |
| Flammarion | 9 |
| La Découverte | 9 |
| Denoël | 7 |
| Plon | 6 |
| Odile Jacob | 5 |
| Albin Michel | 4 |
| Cerf | 4 |
| La Fabrique | 4 |
| Hachette | 3 |
| Perrin | 3 |
| Le Pommier | 3 |
| Éditions Kimé | 3 |
| Bayard | 3 |
| Vrin | 3 |
| Autres | 82 |
| Total | 270 |

## Les éditeurs britanniques et américains

77 éditeurs ont publié 270 traductions de sciences humaines et sociales entre 2010 et 2013, soit un ratio de 3,5 titres par éditeur en moyenne. La dispersion est donc un peu plus grande que pour les titres aidés par le CNL

entre 2002 et 2012. On observe le même phénomène de concentration autour de quelques éditeurs centraux dans cette importation que pour les ouvrages aidés par le CNL. Ainsi, 9 éditeurs ayant publié au moins 10 traductions du français concentrent la moitié des titres : Polity Press arrive toujours en tête avec 34 titres (12,6 %), suivi de Columbia UP (17 titres, soit 6,3 %), Verso (16 titres, soit 5,9 %) et Fordham (15 titres, soit 5,5 %), The University of Chicago Press (12 titres, soit 4,4%), Harvard UP, Stanford UP, Univocal Publishing et Seagull Books ayant fait paraître 10 titres chacun (3,7%). 24 éditeurs ont publié au moins 3 titres, totalisant 75% de l'ensemble.

**Concentration des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et parus entre 2010 et 2013, selon l'éditeur étranger (N=270)**

| Nombre de titres traduits | Nombre d'éditeurs | % |
|---|---|---|
| #10 titres | 9 | *49,6%* |
| # 3 titres | 24 | *75%* |
| # 1 titres | 77 | *100%* |

Cette répartition fait apparaître, sous réserve de vérifications plus approfondies, le relatif désengagement de Stanford UP par rapport à la période précédente, et la montée de Fordham. Mais on constate surtout la grande diversité des éditeurs traduisant du français.

**Répartition des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et parus entre 2010 et 2013, selon l'éditeur étranger**

| Editeur étranger | Nombre de titres publiés |
|---|---|
| Polity Books | 34 |
| Columbia University Press | 17 |
| Verso | 16 |
| Fordham University Press | 15 |
| The University of Chicago Press | 12 |
| Univocal Publishing | 10 |
| Stanford University Press | 10 |
| Harvard University Press | 10 |
| Seagull Books | 10 |
| Princeton University Press | 9 |
| Continuum/Bloomsbury Academic | 9 |
| The University of Minnesota Press | 8 |
| Arcade Publishing | 6 |
| Semiotext(e) | 5 |
| The New Press | 4 |
| Inner Traditions | 4 |
| Wakefield Press | 3 |
| Hill and Wang | 3 |
| Seven Stories | 3 |
| Duquesne University Press | 3 |

| Editeur étranger | Nombre de titres publiés |
|---|---|
| Michigan State University Press | 3 |
| Yale University Press | 3 |
| Other Press | 3 |
| PM Press | 3 |
| University Press of Mississipi | 2 |
| University of Nebraska Press | 2 |
| Cornell University Press | 2 |
| MIT Press | 2 |
| University of Wisconsin Press | 2 |
| Farrar, Straus & Giroux | 2 |
| Johns Hopkins University Press | 2 |
| Otis Books/Seismicity Editions | 2 |
| University of California Press | 2 |
| Abbeville Press | 2 |
| University of Pennsylvania Press | 2 |
| Penguin USA | 2 |
| ESKA Publishing | 2 |
| Black Coat Press | 2 |
| St. Martin's Press | 1 |
| NYRB Classics | 1 |
| The Feminist Press at CUNY | 1 |
| Park Street Press | 1 |
| Grove Press | 1 |
| Pegasus Books | 1 |
| State University of New York Press | 1 |
| Flammarion | 1 |
| Northwestern University Press | 1 |
| Knopf | 1 |
| Little, Brown | 1 |
| Arsenal Pulp Press | 1 |
| ICS PUBLICATIONS | 1 |
| Prickly Paradigm Press | 1 |
| AmazonCrossing | 1 |
| Urbanomic/Sequence Press (UK) | 1 |
| Temple University Press | 1 |
| Viking Penguin | 1 |
| First Second Books | 1 |
| World Wisdom | 1 |
| Twelve | 1 |
| Nation Books | 1 |
| University of Illinois Press | 1 |
| New York Review of Books | 1 |
| Markus Wiener | 1 |
| Arsenal Pulp Press | 1 |
| University Press of Colorado | 1 |
| Hay House | 1 |
| Melville House Publishing | 1 |
| St Augustine's Press | 1 |

| Editeur étranger | Nombre de titres publiés |
|---|---|
| Indiana University Press | 1 |
| Rizzoli Ex-Libris | 1 |
| Five Ties Publishing | 1 |
| Rowman & Littlefield Publishers | 1 |
| Enigma Books | 1 |
| Saint Augustine's Press | 1 |
| Casemate Publishers | 1 |
| Overlook | 1 |
| Palgrave Macmillan | 1 |
| Total | 270 |

## Genres et disciplines

Parmi les titres de sciences humaines et sociales traduits du français en anglais et parus entre 2010 et 2013, la philosophie arrive largement en tête (30% des titres). Ce sont les essais qui suivent (16%), puis l'histoire (13%). Si on les regroupe, l'anthropologie et la sociologie totalisent 8% ; la théorie littéraire 7% ; la science politique 6,3% ; la théorie et l'histoire de l'art 4%, l'économie 3,3%. Les biographies atteignent près de 5%. Religion et ésotérisme regroupés représentent 3%, la psychanalyse et la psychologie 2,6%. On ne compte que deux dictionnaires et anthologies publiés pendant la période. Il est difficile de dire, en l'état actuel des recherches, si les écarts que l'on observe avec la base de données du CNL tiennent à une évolution des centres d'intérêt (on pense notamment à la place moins importante de l'histoire et de l'histoire de l'art, ainsi que la montée de la science politique) ou à des différences de méthodes de classement (sachant que nous avons opéré un reclassement partiel du codage des disciplines des deux bases), ou encore aux principes de sélection mis en œuvre par les commissions du CNL (notamment les critères concernant la qualité de la traduction et les conditions faites au traducteur ou à la traductrice), ou enfin aux aléas des demandes d'aide déposées par les éditeurs.

**Répartition des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et parus entre 2010 et 2013, selon la discipline**

| Discipline | Nombre de titres parus | % |
|---|---|---|
| philosophie | 81 | *30,0%* |
| essais | 43 | *15,9%* |
| histoire | 35 | *13,0%* |
| anthropologie/ sociologie | 22 | *8,1%* |
| théorie littéraire | 19 | *7,0%* |
| science politique | 17 | *6,3%* |
| biographie | 13 | *4,8%* |
| théorie et histoire de l'art | 11 | *4,1%* |
| économie | 9 | *3,3%* |

| Discipline | Nombre de titres parus | % |
|---|---|---|
| religion, ésotérisme | 8 | *3%* |
| psychanalyse/ psychologie | 7 | *2,6%* |
| dictionnaire/ anthologie | 2 | *0,7%* |
| NR | 3 | *1,1%* |
| Total | 270 | *100%* |

## Les auteur-e-s : une production toujours très masculine

Les 270 ouvrages de non-fiction publiées en traduction anglaise aux États-Unis et au Royaume-Uni entre 2010 et 2013 ont été écrits par 196 auteurs, soit un ratio de 1,4 qui confirme la relative dispersion, et donc diversité, constatée à partir de la base de données du CNL. Les seize auteurs ayant au moins 3 titres parus pendant ces quatre années totalisent un quart de l'ensemble (quatre d'entre eux ont entre 5 et 8 titres traduits, soit 9,6% de l'ensemble : Laruelle, Barthes, Badiou et Stiegler). Le phénomène de concentration est donc comparable à celui observé pour les titres ayant obtenu l'aide du CNL pendant la décennie. Les philosophes dominent là encore : au moins 7 sur les 16 se réclament de cette discipline. Les essayistes comme Virilio et Bruckner demeurent assez prisés sur le marché anglo-américain. L'anthropologie est représentée par un grand nom, Lévi-Strauss, et la théorie littéraire par Barthes, autre célébrité.

De même, si l'on prend en compte aussi les auteurs ayant 2 titres publiés en anglais dans les quatre dernières années, on voit figurer un sociologue de renom, Bourdieu, et des philosophes comme Lyotard et Serre qui ont constitué des références pour le postmodernisme, mais aussi des anthropologues comme Descola et Godelier (qui ne sont certes pas de jeunes auteurs mais sont moins connus dans le monde anglo-américain). Parmi les auteurs ayant un seul titre traduit, on compte aussi un sociologue établi en France mais peu connu à l'étranger, Lucien Karpik.

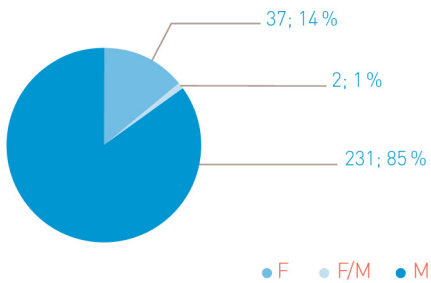
**Concentration des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et publiés entre 2010 et 2013, selon l'auteur (N=270)**

| Nombre de titres | Nombre d'auteurs | % |
|---|---|---|
| #5 titres | 4 | *9,6%* |
| # 3 titres | 16 | *23,9%* |
| # 2 titres | 39 | *40,8%* |
| # 1 titres | 196 | *100%* |

Les données du Bureau du Livre pour les années 2010-2013 confirment aussi le constat d'une faible représentation féminine parmi les auteurs d'ouvrages de non-fiction traduits en anglais : 15% des 270 traductions

parues aux États-Unis pendant cette période ont été écrits par une femme (dont 1% en collaboration avec un homme), contre 85% ouvrages émanant d'un auteur masculin. La part des femmes se réduit encore si l'on considère les auteurs ayant au moins 2 titres traduits pendant la période : on n'en compte plus que 4 sur 45 (Hélène Cixous, Françoise Dastur, Catherine Malabou et Isabelle Stengers).

**Répartition des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et parus entre 2010 et 2013, selon le sexe de l'auteur**




**Répartition des titres de SHS traduits du français en anglais (États-Unis et Royaume-Uni) et parus entre 2010 et 2013, selon les auteur-e-s ayant au moins 2 titres traduits**

| Auteur-e | Nombre de titres traduits |
|---|---|
| Laruelle | 8 |
| Badiou | 7 |
| Barthes | 6 |
| Stiegler | 5 |
| Atlan | 4 |
| Cixous | 4 |
| Cioran | 4 |
| Balibar | 4 |
| Bruckner | 4 |
| Rancière | 3 |
| Attali | 3 |
| Ricoeur | 3 |
| Vaneigem | 3 |
| Baudrillard | 3 |
| Lévi-Strauss | 3 |
| Virilio | 3 |
| Lacan | 2 |
| Serre | 2 |
| Nancy | 2 |
| Blanchot | 2 |
| Szendy | 2 |

| Auteur-e | Nombre de titres traduits |
|---|---|
| Boltanski | 2 |
| Lyotard | 2 |
| Bourdieu | 2 |
| Peeters | 2 |
| Stengers | 2 |
| Dastur | 2 |
| Kojève | 2 |
| Descola | 2 |
| Le Goff | 2 |
| Doueihi | 2 |
| Malabou | 2 |
| Girard | 2 |
| Pastoureau | 2 |
| Godelier | 2 |
| Rosanvallon | 2 |
| Gorz | 2 |
| Sartre | 2 |
| Autre (1 titre traduit) | 159 |
| Total | 270 |

# Annexe 3

# Les aides, prix et résidences

***Jill A. McCoy et Marcella Frisani***

Les éditeurs rencontrés dans le cadre de cette enquête ont régulièrement fait remarquer qu'il serait difficile d'entreprendre des projets de traduction sans aide financière. De telles aides sont proposées par les instances gouvernementales françaises et, dans une moindre mesure, par certains organismes publics et privés américains. Le lecteur trouvera ci-dessous une liste des principales aides disponibles avec une courte description de chacune.

Un point sera également fait sur les prix et bourses de résidence offerts aux traducteurs en sciences humaines et sociales. Ceux-ci sont sensiblement plus rares qu'en littérature.

## AIDES

- Aide à la traduction du CNL (Centre national du livre)
  *Ministère français de la Culture*
  Cette aide est la plus connue des éditeurs dans le monde anglophone. Obtenue sur la base d'un dossier préparé par l'éditeur français pour l'éditeur étranger, elle rembourse entre 20% et 50% du coût total de la traduction d'un ouvrage. Les commissions, composées d'éditeurs, de traducteurs et d'universitaires, ont lieu deux fois par an pour l'étude des dossiers. L'ouvrage ne peut pas avoir été publié avant que les résultats de la commission soient annoncés et que la preuve d'une rémunération minimum du traducteur ait été fournie. Un extrait du livre en traduction anglaise doit également être compris dans le dossier, qui fait l'objet d'une évaluation par des spécialistes au sein de la commission. La qualité de cet extrait constitue un critère important de sélection.
- Bourse de voyage du CNL pour les traducteurs
  *Ministère français de la Culture / Bureaux du livre des Ambassades*
  Cette bourse finance des séjours en France à des traducteurs désireux de traduire un ouvrage français dans leur propre langue (toutes les langues étant éligibles). Un projet de publication est requis et le traducteur-candidat doit déjà avoir publié au moins une traduction. La bourse fournit 2 000 euros par mois pour une durée d'un à trois mois, et le tirage prévu du livre dans le pays étranger de publication doit être supérieur à 500 exemplaires.
- Le Fonds d'Alembert
  *Ministère français des Affaires étrangères*

Créé en 2002, le fonds d'Alembert s'inscrit désormais dans le budget de l'Institut Français à Paris. À la différence des aides à la traduction, le Fonds d'Alembert ne peut être sollicité que par les postes du ministère des Affaires étrangères, pour soutenir leurs démarches d'invitation d'auteurs ou de lancement d'ouvrages en traduction, dans le cadre du débat d'idées (voir annexe 4).

- Programme d'Aide à la publication (PAP)
  *Ministère français des Affaires étrangères*
  Ce programme mis en place au début des années 1990 dispense des aides aux éditeurs étrangers pour la publication d'ouvrage traduits du français. Il inclut deux types d'aide :
  1. Une **aide à l'acquisition des droits** : elle finance l'acquisition des droits de traduction des ouvrages français et doit être sollicitée directement par l'éditeur étranger auprès du siège de l'Institut français à Paris. Le montant de l'aide varie de 500 à 7 000 euros et ne peut pas dépasser celui de l'avance reçue par l'éditeur français. Les commissions se réunissent deux fois par an et prennent leur décision en fonction des quatre critères suivants :
     - qualité intrinsèque à l'œuvre et importance au sein de la création et de la pensée françaises ;
     - travail et implication de l'éditeur étranger pour développer à long terme une politique de traduction et de publication d'auteurs français ;
     - respect des engagements de l'éditeur étranger quant à la diffusion et à la promotion de l'ouvrage ;
     - les projets présentés doivent être en cours de réalisation ; aucune aide ne sera apportée à un ouvrage déjà publié.
  2. Une **aide à la publication** accordée par les services culturels des Ambassades de France à l'étranger. En plus de vingt ans, quatre-vingts PAP ont été créés à travers le monde, portant le nom de personnalités locales qui ont œuvré à faire connaître la culture française dans le pays d'accueil et 18 000 ouvrages ont bénéficié d'une aide accordée à ce titre dans plus de 45 pays. Le premier, le PAP « Pouchkine », a été réalisé avec la Russie à une date emblématique où la chute du mur de Berlin marquait la fin de la Guerre froide et le début de nouvelles relations entre l'Est et l'Ouest de l'Europe : 1989-1990.

Le **PAP Hemingway (Hemingway Grant)** prévoit l'attribution d'une aide à un éditeur américain désireux de publier un ouvrage en français. Les demandes sont examinées par le Bureau du livre de l'Ambassade de France à New York deux fois par an. Les aides, qui subventionnent la traduction et/ou la publication, peuvent varier entre 500 dollars et 6 000 dollars et ne sont en principe pas cumulables avec celles du CNL, ni avec les aides du programme *French Voices*. Depuis peu, le Bureau du livre accepte des dossiers avant la signature d'un contrat de cession de droits étrangers. Si une bourse Hemingway lui est accordée, l'éditeur américain dispose d'un délai au cours duquel il doit

signer un contrat avec son correspondant français. À défaut de signature du contrat, l'aide sera accordée à un autre candidat. Ainsi l'Hemingway Grant peut désormais peser dans la décision d'un éditeur pour entreprendre une traduction.

Le **PAP « Burgess », spécifique au Royaume-Uni**, a été créé en 1993 et fête cette année ses vingt ans. Les demandes d'aide à la publication parviennent au Bureau du livre de Londres et sont examinées une fois par an. Elles doivent contenir l'historique de la maison, une présentation du catalogue, une notice concernant la stratégie éditoriale, un contrat signé avec un traducteur et un plan marketing de lancement de l'ouvrage en traduction pour lequel l'aide est sollicitée. Entre 20 et 25 projets de traduction par an sont soutenus, toutes catégories éditoriales confondues, et présentés par des éditeurs britanniques demandeurs d'aide. Jusqu'à 30% du coût total de la traduction est pris en charge au titre du PAP « Burgess ». Entre une quinzaine et une vingtaine d'éditeurs britanniques bénéficie de ce soutien chaque année.

Spécifique à l'Argentine, le **PAP « Victoria Ocampo »** a été créé en 1984 ; ce programme a permis l'édition de plus de 640 ouvrages, dont une majorité de livres de sciences humaines et sociales (depuis 1990, 80% des aides sont destinées aux ouvrages en sciences humaines et sociales). Bien que d'autres pays de l'aire hispano-américaine soient actifs dans la traduction d'ouvrages français et que des programmes d'aides à la publication existent dans de nombreux pays en Amérique Latine (comme le PAP « Pablo Neruda » au Chili, ou le PAP « Lautréamont » en Uruguay), l'Argentine représente avec le Mexique l'un des principaux pôles de l'édition en langue espagnole outre-Atlantique. À ce titre, la présence d'un Bureau du livre de Buenos Aires, déjà fort des robustes et durables relations entre les éditeurs locaux et l'Ambassade, a été confirmée. Le bureau est chargé de gérer les programmes d'aide à la traduction. À signaler aussi une initiative intéressante qui fait le lien entre les aides institutionnelles et le secteur de la vente : depuis 2011, lors d'une semaine du livre français, les ouvrages ayant bénéficié du Programme d'Aide à la Publication « Victoria Ocampo » sont promus dans les principales librairies de Buenos Aires et une visibilité leur est assurée.

- Aides du National Endowment for the Humanities
  *Gouvernement américain*
  Agence indépendante gouvernementale américaine, le National Endowment for the Humanities (NEH) est susceptible de financer de grands projets de traduction tel le Derrida Seminars Translation Project (bourse de trois ans). Un département « Scholarly Editions and Translation Grants » a été créé récemment au sein de la NEH dans le but de financer

des éditions et des traductions actuellement inexistantes ou indisponibles en anglais. La bourse peut financer des projets pour des périodes allant d'un à trois ans.

- Aides du PEN American Center /Heim Translation Fund
  *PEN American Center*
  Ces aides subventionnent la traduction d'ouvrages de fiction, non-fiction « créative », poésie et théâtre, indisponibles en anglais ou disponibles uniquement dans une traduction inadéquate. Le montant de l'aide va de 2 000 à 10 000 dollars. Un des objectifs majeurs de cette aide est de rendre possible la traduction vers l'anglais d'ouvrages peu connus. Les aides existent depuis 2003, année du don de plus de 700 000 dollars de la part de Priscilla et Michael Henry Heim, traducteur littéraire américain décédé en 2012. Des projets de traductions provenant de toutes les langues sont éligibles. Les projets décernés sont très majoritairement littéraires même si la bourse est ouverte à la non-fiction.

## RESIDENCES

- Résidence Villa Gillet-Les Subsistances (Lyon)
  *Services culturels de l'Ambassade (Bureau du livre à New York), la Villa Gillet*
  Deux à quatre traducteurs par an séjournent aux Subsistances, un ancien couvent et base militaire faisant partie de la Villa Gillet, à Lyon, pour travailler sur un projet particulier. Des ouvrages de fiction et de non-fiction sont éligibles, l'accent étant mis sur les ouvrages contemporains. Les droits des livres proposés doivent être disponibles. Les frais de voyage des traducteurs sont remboursés ; une allocation de 500 euros par semaine est également prévue pendant quatre à six semaines. Outre la difficulté et l'intérêt de l'ouvrage à traduire, un des critères de sélection du projet est l'originalité d'une proposition d'événements publics durant le séjour du traducteur (débat, lecture, etc.). Seuls les traducteurs résidant aux États-Unis sont éligibles.
- La Fabrique des traducteurs – Ateliers de traduction à Arles/Collège International des Traducteurs Littéraires
  *Financés par l'Institut français, le Ministère de la Culture, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la ville d'Arles et le conseil général des Bouches-du-Rhône*
  La Fabrique des traducteurs est un programme destiné à former de jeunes traducteurs en leur donnant l'occasion de travailler avec des traducteurs plus expérimentés. Pendant chaque atelier, trois jeunes traducteurs étrangers et trois jeunes traducteurs français travaillent avec plusieurs binômes de traducteurs expérimentés. Les candidats à la participation portent un projet dans le domaine de leur choix (fiction, poésie, sciences humaines et sociales, etc.) ; sa qualité est un critère de sélection déterminant. Chaque candidat reçoit une bourse de résidence de 2 500 euros.

- Prix *French Voices*
  *Services culturels de l'Ambassade française avec le PEN American Center, la Florence Gould Foundation et la Mellon Foundation (les deux derniers depuis 2 ans)*
  Le *French Voices Grant*, devenu Prix *French Voices* en 2013, existe depuis 2006. Il peut distinguer jusqu'à dix titres français par an, tous genres confondus. L'ouvrage doit être paru dans les six ans qui précèdent la candidature. Cette bourse récompense le travail d'auteurs d'expression française ainsi que celui de leurs traducteurs. Un extrait de traduction du livre français doit être joint au dossier de candidature. La bourse s'élève à 6 000 dollars dont 4 000 sont versés à l'éditeur américain et 2 000 au traducteur selon les nouvelles dispositions prises en 2013 (avant cette date, le traducteur ne recevait pas de part de la bourse). Elle est accordée indépendamment d'un engagement contractuel préalable avec un éditeur anglophone. Un des objectifs de la bourse est ainsi d'aider les titres primés à trouver un éditeur. Elle peut aussi être considérée comme une aide en ce sens (voir la liste des lauréats en annexe au chapitre 1).
- Prix de traduction de la French-American Foundation
  *French-American Foundation et la Florence Gould Foundation*
  Depuis 1986, ce prix de 10 000 dollars récompense deux ouvrages par an dont un en fiction et l'autre en non-fiction. Les traductions présentées au concours doivent avoir été publiées aux États-Unis pour la première fois au cours de l'année qui précède celle de la candidature. Parmi les lauréats récents en sciences humaines et sociales : Nora Scott pour sa traduction des *Métamorphoses de la parenté* de Maurice Godelier en 2012, Arthur Goldhammer pour sa traduction de *L'Ancien Régime et la Révolution française* d'Alexis de Tocqueville en 2011, ou encore Jane Marie Todd pour sa traduction de *Lire et écrire à Babylone* de Dominique Charpin en 2010.
- **Prix Scott Moncrieff**
  *Financé par le ministère français de la Culture, l'Ambassade de France au Royaume-Uni et l'Arts Council England*
  Nommé d'après le traducteur littéraire anglais C. K. Scott Moncrieff, ce prix, d'un montant de 2 000 livres, est accordé tous les ans à une traduction du français en anglais d'un ouvrage destiné à être publié au Royaume-Uni. Son « mérite littéraire », qui doit être « suffisant », est jugé par un comité que réunit la Translators Association du Royaume-Uni. La liste des titres primés témoigne d'une évolution. Les sciences humaines y occupaient une place non négligeable : en 1974, *Tristes Tropiques* et *Mythologies II. Du miel aux cendres* de Claude Lévi-Strauss, traduits par John and Doreen Weightman, ont reçu le prix ; en 1984, le *Cours de linguistique générale* de Saussure, traduit par Roy Harris, était lauréat ; en 1986, *La Distinction* de Bourdieu traduit par Richard Nice était à l'honneur ; en 1997, *Par-delà nature et culture* de Philippe Descola dans la traduction de Janet Lloyd l'a

remporté. À partir de cette date, on observe un recentrement sur les romans ayant connu un grand succès en France (Daniel Pennac, Véronique Olmi, Frédéric Beigbeder), même si le prix reste ouvert à tous les genres.

# Annexe 4

# L'action culturelle de la France à l'étranger dans le domaine des sciences humaines et sociales

***Marcella Frisani***

La création de la Direction Générale des relations culturelles et des œuvres françaises à l'étranger au sein du ministère des Affaires étrangères, le 13 avril 1945[165], suivie de celle de l'Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF), placée sous sa tutelle, représentent une étape importante dans le processus d'institutionnalisation de l'action de diffusion du livre et de la pensée française. Si, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Quai d'Orsay continue à jouer un rôle prépondérant dans la direction politique à imprimer concernant du livre français à l'étranger[166], c'est à l'ADPF qu'est confiée la mission de soutenir les activités de coopération culturelle internationale pour l'édition et la diffusion d'ouvrages. Une action en soutien de la traduction, bien qu'existante[167], est pendant

165 Ordonnance n°45-675 du 13 avril 1945, *Journal Officiel* du 14 avril. Elle est suivie du décret du 17 juillet 1945.

166 François Roche fait remonter les premiers liens entre diplomatie et culture à l'Ancien Régime et aux figures d'écrivains-diplomates accompagnant les missions à l'étranger. Les premières aides officielles à la diffusion des livres et des gazettes, remontent aussi à cette époque. Si le service des Œuvres françaises à l'étranger est créé le 15 janvier 1920, des crédits consacrés à l'action culturelle et linguistique extérieure existaient bien avant, mais ils étaient mal identifiés car protégés par une clause de confidentialité. Voir François Roche, Bernard Pignau, *Histoires de diplomatie culturelle des origines à 1995*, Paris, ADPF-ministère des Affaires étrangères et La Documentation française, 1995, p. 9 et p. 14.

167 Une Commission nationale du Livre français à l'étranger est créée par décret le 9 juin 1948, au lendemain de la guerre, à l'initiative du ministère des Affaires étrangères et de l'Éducation Nationale. L'année suivante, cette commission, ayant un statut « très largement représentatif » (comme on lit dans le fonds d'archives conservé à la Courneuve), et dont la mission consistait à « étudier des mesures susceptibles d'améliorer la diffusion du livre français dans le monde », dépose un rapport général, le Rapport Fougère, devenu la base de l'action de l'État dans le domaine du livre. En application des conclusions de la Commission nationale du livre, certains organismes sont créés, destinés à favoriser la politique d'expansion du livre français à l'étranger. Parmi d'autres, le Comité permanent du livre français à l'étranger (décret n°50712 du 20 juin 1950) et l'Association nationale pour le livre français à l'étranger (ANLFE), organisme d'exécution du comité permanent. L'ANLFE, dirigée par Mlle Lebel, sera chargée par le Fonds Culturel de la gestion pour l'affectation de l'aide à la traduction. Voir « Note de l'Association Nationale pour le livre français à l'étranger sur l'aide à la traduction » du 6 février 1967, carton n°30, Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques, 1948-1968, Archives diplomatiques de la Courneuve. Voir aussi note

longtemps demeurée en marge du débat institutionnel en raison d'une priorité donnée à la politique de diffusion de la langue française à l'étranger. Elle commence à être intégrée en tant que stratégie pour approcher le marché extérieur à partir de 1970[168], mais ce n'est qu'à la fin des années 1980, avec la prise de conscience du déclin relatif de la position du français dans le monde, qu'une politique de soutien à la traduction a été mise en place et qu'un instrument spécifique est créé : le Programme d'aide à la publication (PAP). Ce dispositif comprend, d'un côté, la prise en charge des droits d'acquisition des titres à traduire, de l'autre, une aide accordée par les services culturels des Ambassades aux éditeurs désireux d'entreprendre une traduction (voir Annexe 3). Afin de favoriser la diffusion et le rayonnement de la littérature et de la pensée française, ainsi que les échanges éditoriaux, des « bureaux du livre » sont graduellement renforcés ou créés dans une trentaine de pays, considérés comme prescripteurs pour des raisons d'influence ou de marché, parmi lesquels les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Argentine. La Direction Générale de la Coopération Internationale et du développement (DGCID)[169], chargée depuis 1998 de centraliser la stratégie en matière d'action culturelle et artistique et d'exercer un contrôle sur sa mise en œuvre, assure avec sa Division de l'écrit et des médiathèques, la gestion des programmes dans le domaine du livre, ainsi que la supervision de l'ADPF[170].

À partir de 2001[171], une discussion est entamée auprès de l'Assemblée nationale et du Sénat, dans l'effort de dresser un bilan sur l'action culturelle extérieure de la France et d'en examiner la stratégie, l'organisation et les pratiques. Plusieurs rapports se sont succédés, accompagnant une vaste réforme en vue de la mise en cohérence d'un dispositif parfois dispersé et

---

« Éléments pour une politique du livre », rédigée en 1969, carton n°109, Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques, Directeur Général, 1969-1972, Archives diplomatiques de la Courneuve.

168 Voir note « Exportation du livre français » du 16 avril 1970, carton n°109, Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques, Directeur Général, 1969-1972, Archives diplomatiques de la Courneuve. Parmi les mesures d'action avancées, on y lit : « Une véritable politique des traductions doit être élaborée ».

169 Issue de la fusion de l'ancienne Direction générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques (DGRCST, créée en 1956) du ministère des Affaires étrangères et de la Direction du Développement du ministère de la Coopération.

170 L'Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF) éditait *Notre Librairie*, revue des littératures du Sud ; la collection éditoriale « Recherche sur les civilisations » ; la collection « La petite bibliothèque ». Elle disposait également d'un service d'appui au Réseau, permettant à un nombre d'expositions (portant par exemple sur la pensée française) de rejoindre les établissements culturel à l'étranger. Son action présentait aussi un volet consacré à l'Afrique : une cinémathèque Afrique, un plan de formation à distance et une revue.

171 Rapport d'information du député Yves Dauge, XI législature, fait au nom de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur les centres culturels français, n°2924, 2001 ; avis du sénateur Louis Duvernois sur l'action extérieure de l'État, au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat, *Pour une nouvelle stratégie de l'action culturelle extérieure de la France : de l'exception à l'influence*, n°237, 2004 ; trois rapports du sénateur Adrien Gouteyron : *CulturesFrance : des changements nécessaires*, rapport n°61, 2006-2007 ; *CulturesFrance : une gestion assainie dans la perspective de la rénovation de l'action culturelle à l'étranger*, rapport n°465, 2006-2007 ; *Services culturels à l'étranger : face à la mondialisation, une évolution nécessaire*, rapport n° 428, session ordinaire 2007-2008, fait au nom de la commission de finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation du Sénat.

d'une reconfiguration du pilotage du réseau culturel.

Dans le cadre de ce vaste chantier, les compétences de l'ADPF ont été réunies, en 2006, sous une même enseigne quand CulturesFrance succède à l'Association Française d'Action Artistique (AFAA). Celle-ci, fondée en 1922, avait été chargée jusque-là de la promotion de la création française à l'étranger, à l'exclusion du livre. Depuis, l'action dans le domaine du livre et de l'écrit français à l'étranger a été inscrite dans le périmètre de CulturesFrance. Son conseil d'administration est composé de sept représentants du ministère des Affaires étrangères et européennes, trois du ministère de la Culture et de la Communication et douze personnalités qualifiées. Parmi les publications de sciences humaines et sociales, réalisées entre 2003 et 2007 par l'ADPF avec le ministère des Affaires étrangères, rappelons en particulier la revue *Vient de paraître*, publiée quatre fois par an et tirée à 5 800 exemplaires. Les volumes en hors-série de cette revue se présentaient comme des bibliographies raisonnées rassemblant cent titres d'ouvrages de parution récente et dressant un état des lieux sur des questions spécifiques. Mentionnons parmi les autres : *Pour le débat d'idées* (n°1, juillet 2003), volume présenté par Jean-François Dortier, cofondateur du mensuel *Sciences humaines*, Olivier Mongin, de la revue *Esprit* et Eric Vigne, éditeur d'ouvrages en sciences humaines et sociales chez Gallimard. Parmi ses numéros, citons : « Sur la langue française » (n°5, 2005), dirigé et préfacé par Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France ; « Pour la sociologie et l'anthropologie » (n°6, 2006), dirigé par Erwan Dianteill, à l'époque maître de conférences à l'EHESS ; ou encore « Sur les relations internationales » (n° 9, 2007), sous la direction de Pierre Grosser, directeur des études de l'Institut diplomatique du ministère des Affaires étrangères depuis 2001. Cependant, cette revue a été arrêtée au profit d'autres instruments de diffusion.

En 2010, CulturesFrance est passé d'un statut d'association sans but lucratif de la Loi de 1901 à un statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), devenant l'Institut français. Ce changement de statut permet à ce nouvel opérateur de l'État de s'engager dans la levée de fonds, en attirant des financements privés au titre du mécénat ou bien en participant aux appels d'offre de l'Union européenne en matière culturelle. Le décret n°2010-1695, en date du 30 décembre 2010, entré en vigueur le 1er janvier 2011, a ainsi confié à l'Institut français la tâche du développement de l'action culturelle extérieure de l'État.

En ce qui concerne le périmètre relatif au livre, son action consiste à promouvoir la création intellectuelle française à l'étranger en ayant en charge, d'une part, des programmes pionniers déjà existants, et, d'autre part, des projets inédits, dont certains portant sur l'enjeu numérique. Le programme annuel des « Missions Stendhal » d'aide à la création auprès des auteurs, créé en 1989, permet à trente auteurs de voyager pendant un mois dans le monde pour écrire à partir de thématiques qui ont un lien avec une destination particulière. En complément à ce programme, celui d'aide à la publication déjà cité, se révèle tout aussi important en ce qu'il permet chaque année à 700 titres français d'être traduits et édités par des éditeurs

étrangers. L'Institut français met aussi en place, avec le réseau culturel français à l'étranger, des programmes de valorisation de la pensée française contemporaine dans le monde, pour promouvoir le débat d'idées *via* des colloques et des conférences. Il se sert à cet effet du Fonds d'Alembert, conçu en 2002.

Des actions sont également engagées par le biais de revues et de sites internet, en français et en anglais, pour accompagner la production éditoriale française contemporaine à l'étranger (voir encadré « Paris-Londres-New York »), mais aussi pour promouvoir la création littéraire et intellectuelle francophone d'aujourd'hui. Dans ce dernier domaine, l'Institut français assure sa présence lors du Salon du livre de Paris, avec un espace consacré à l'Afrique et aux Caraïbes appelé « Librairie du Sud ». Chaque année cet espace présente une vitrine visant à favoriser les auteurs, la création littéraire et les éditeurs du Sud, avec un fonds réunissant 3 000 titres, édités à 60% au Sud. Il est valorisé par le biais d'invitations d'auteurs, venus d'Afrique sub-saharienne principalement et d'Haïti, pour faire des animations et présenter leurs ouvrages. « C'est le rendez-vous où on peut faire des découvertes, où les éditeurs peuvent venir prendre des informations ; il peut y avoir des rencontres entre éditeurs du Nord et du Sud, entre auteurs du Sud et avec des éditeurs et un public au Nord », affirme en entretien un agent chargé de la promotion du livre. La librairie du Sud a été montée aussi à l'occasion de « Beirut, capitale mondiale du livre » en 2009, ou en 2008 à Québec lors du 400ème anniversaire de la fondation de Québec. Ce volet « Sud » est complété par une revue numérique d'information de la création littéraire[172] et par le programme « Cent titres pour Haïti ». Un programme d'aide à la cession Nord-Sud a aussi été créé afin de permettre à la production d'auteurs d'Afrique et des Caraïbes publiés en France d'atteindre des éditeurs du Sud.

### Paris-Londres-New York

Avant-poste européen du marché de l'anglais, le Bureau du Livre de Londres constitue, avec celui de New York, un axe stratégique « permettant d'accompagner le livre français » dans ces pays « prescripteurs »[173] de l'aire anglophone, ayant réputation d'être « difficilement perméables »[174] (voir chapitres 1 et 2). Des formes de collaboration ponctuelles existent entre les deux postes, mais elles concernent surtout le secteur de la contemporary fiction, alors que dans celui des sciences humaines et sociales, elles ne sont pas structurées autour d'un instrument d'intervention spécifique. La revue *Fiction France*, d'un côté et le site French Book News de l'autre, permettent aux deux postes de travailler en tandem. *Fiction France* est une revue semestrielle, créée en 2007, publiée en septembre et en mars, disponible en version papier et en ligne. Pour chaque numéro les responsables de droits étrangers des maisons d'édition françaises choisissent deux ou trois titres parmi les nouveautés, pour lesquelles les droits pour la langue anglaise

172 http://culturessud.com

173 Entretien avec un conseiller culturel sur poste à Londres. Pour la notion de « pays prescripteur » voir Rapport à la Cours des comptes, p. 124.

174 Entretien avec un responsable de la politique du livre.

sont disponibles. Les postes de Londres, New York et Berlin, avec les comités de lecture qu'ils constituent sur place réunissant des traducteurs, des universitaires et des attachés au livre, réalisent une sélection croisée des 90-100 titres reçus. Chaque bureau en retient vingt, ce qui correspond au choix des trois postes. Cette sélection est enfin finalisée à l'Institut français à Paris sur la base des voix que les textes ont obtenu. Vingt titres sont retenus et présentés en traduction anglaise dans la revue *Fiction France*. Cette dernière est diffusée, *via* le réseau diplomatique français à l'étranger, auprès des éditeurs étrangers, des agents, mais aussi auprès des universitaires qui demandent souvent à être informés sur la création littéraire contemporaine française. Concernant le site French Book News[175], les bureaux de Londres et de New York veillent à recenser et à mettre en commun des informations utiles pour faire communiquer les acteurs des marchés de la langue anglaise, qu'ils soient américains, britanniques, canadiens, ou indiens.

Travaillant en lien étroit avec le réseau culturel français à l'étranger, constitué de 450 établissements (Alliances Françaises, services culturels d'Ambassade, Instituts français et centres culturels français) l'Institut français à Paris met également en place des événements comme des rencontres entre des écrivains étrangers et des écrivains français.

En 2011, le Département livre et promotion des savoirs de l'Institut français disposait à cet effet d'un budget total de 1 000 000 d'euros pour le financement d'opérations *ad hoc*. Sur ce budget, un montant de 100 000 euros est dégagé au profit des partenariats dans le cadre d'événements organisés par les postes sur des questions d'actualités. Un autre montant de 200 000 euros est octroyé pour la promotion des « nouvelles scènes intellectuelles » françaises à l'étranger, initiative récente, qui vise à « renforcer, par ensembles sous-régionaux, l'organisation de colloques et de débats, ou bien la traduction et la diffusion de textes ». Des opérations tels que des invitations d'auteurs, cycles de rencontres et « baromètres SHS » sont ainsi mises en place, parallèlement à des sessions réunissant intellectuels, traducteurs, directeurs de revues, éditeurs et représentants de grandes institutions de recherche françaises. Enfin, 270 000 euros sont destinés aux opérations mises en œuvre au titre du Fonds d'Alembert, un instrument qui constitue une priorité et un point de force de ce budget (voir annexe 3). En 2012, il a apporté un co-financement pour 48 projets (colloques, tables rondes, workshops, etc.) dans le monde, lesquels ont été sélectionnés parmi les 150 demandes de financement sollicitées par les postes[176], sur la base d'avis d'experts nommés par l'Institut français. La procédure prévoit que les postes soumettent leur proposition à un comité réunissant différentes directions au sein du MAEE : la Direction de la prospective au Quai d'Orsay, la Division de la coopération scientifique universitaire (DCSU) et le pôle des industries culturelles et de l'écrit. Sont aussi associés trois experts : en 2011, y figurait le directeur d'une revue, un professeur de relations internationales et un historien. Ces experts donnent leur avis sur le choix opéré par les postes quant aux

175 http://www.frenchbooknews.com

176 Chiffres et données communiqués par l'Institut français.

intervenants préconisés. Suite à cet avis, l'Institut français octroie une aide financière pour le montage de l'opération auprès du poste diplomatique, qui est l'opérateur sur place. Des manifestations d'envergure ont ainsi été réalisées afin d'assurer un impact public plus retentissant et une plus grande visibilité au débat d'idées.

### Nouveaux débats, nouveaux défis

Instruments de « diplomatie publique »[177], les débats d'idées ont pour vocation d'exporter la voix intellectuelle de la France contemporaine et de stimuler des questionnements sur des thématiques spécifiques. Cette ressource permet à l'État français de se tailler une place de choix dans le rapport à la société civile mondiale, en engageant une réflexion avec elle, parfois en concurrence avec d'autres opérateurs, étatiques ou non-institutionnels, locaux ou étrangers. La Direction de la prospective au sein du Quai d'Orsay (désormais devenu CAPS, Centre d'analyse de prospective et de stratégie, guidé par Justin Vaïsse depuis mars 2013) élabore périodiquement des orientations thématiques, visant à encadrer ces débats. En 2012, elles étaient six : aspiration démocratique ; vie durable ; croissance et bien-être ; gouvernance et multipolarité ; numérique et politiques culturelles ; responsabilité. Il appartient aux postes de formuler leurs projets soumis à approbation et de solliciter un financement au titre du Fonds d'Alembert. Une commission d'experts, provenant de plusieurs horizons, évalue ces projets et délibère sur leur validité. Outre la valorisation de ces débats d'idées, le dispositif mis en œuvre par l'Institut français vise à en assurer la mémoire. Plusieurs outils existent déjà et sont exploités par les postes. La plateforme digitale Culturethèque, lancée en 2011 à l'Institut français de Londres, permettant l'accès à distance à des fonds culturels numérisés, en est un exemple. La captation vidéo des débats en format court, la traduction et le sous-titrage offerts en ligne pour toucher les sociétés civiles, constituent d'autres outils, permettant à la formule du débat d'idées de se saisir du défi numérique (voir annexe 6). Des partenariats (conclus ou en cours de conclusion) ont été établis également avec plusieurs agences et institutions dans le but de nourrir les perspectives thématiques : le BnF, l'INA, le Collège de France, l'IHEDN (Institut de Hautes Études de Défense Nationale), l'ENS, IMA, le Mémorial de la Shoah, le Collège International de Philosophie, la Vie des Idées (site rattaché au Centre d'Histoire Contemporaine), les revues Les Annales (EHESS) et Métropolitiques.

L'EPIC constitue ainsi le correspondant d'un réseau qui s'étend sur 161 pays. Toutefois, bien que partageant le même nom et une charte de communication, aucun lien hiérarchique ne lie ce réseau à l'Institut français. En revanche, la tutelle du ministère des Affaires étrangères exercée sur l'Institut français, est assurée par la Direction générale de la mondialisation, du développement et du partenariat qui, créée en 2009, succède à la DGCID.

La carte 2013 des implantations constituant le réseau compte des entités publiques et des entités privées. D'après le texte de l'avis n°1431

177 Traduction française du concept de « *public diplomacy* », d'origine anglo-américaine, qui s'est imposé à la fin des années 1990.

à l'Assemblée nationale formulé par M. François Loncle au nom de la commission des Affaires étrangères[178], le premier groupe comprend 161 services de coopération et d'action culturelle (SCAC), dont : 88 établissements à autonomie financière (EAF) ; 4 établissements spécifiques à autonomie financière ; 146 annexes dans 101 pays ; 12 bureaux locaux de l'EPIC Institut Français (par suite de l'expérimentation du rattachement), dont 8 EAF fusionnés, et 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE), avec leurs 18 antennes. Le deuxième groupe est constitué par les Alliances françaises, associations autonomes de droit local : elles sont 812 dans 135 pays, y compris la France. Près de 400 de ces Alliances françaises sont conventionnées avec le ministère et bénéficient d'un soutien, sous forme de subventions ou (et) de mise à disposition de personnels.

L'Institut français de Londres (IFRU) a fait partie d'une cohorte de treize missions diplomatiques désignées pour expérimenter un processus de rattachement à l'Institut français pendant une période de trois ans[179] ; la Syrie a été retirée de cette liste en raison du conflit interne. L'expérience a pris fin le 1er janvier 2012 et sa non-reconduite a été votée à l'Assemblée nationale le 22 octobre 2013. L'autorité de l'ambassadeur, chef de la mission diplomatique et « préfet de l'extérieur, patron des services de la France à l'étranger »[180], a été réaffirmée. Agissant *via* un conseil d'orientation stratégique local (COSL), il adapte les objectifs de l'Institut français aux circonstances spécifiques du pays d'accueil. L'Institut français continuera d'être en charge de la coordination des activités culturelles et de la formation des agents et des professionnels du réseau ; il aura aussi la tâche de rechercher des fonds privés par le biais du mécénat et d'investir dans le numérique.

178 Avis n° 1431, présenté à l'Assemblée nationale par M. François Loncle, au nom de la commission « Affaires étrangères » sur le projet de loi de finances pour 2014 (n°1395), tome II, diplomatie culturelle et d'influence, du 10 octobre 2013.

179 Art. 11, Loi 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État.

180 Discours de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, à l'Assemblée nationale, commission élargie, examen du vote du crédit du projet de loi de finances pour 2014, consacré à la mission action extérieure de l'État, le 22 octobre 2013, vidéo en ligne, www.video.assemblée-nationale.fr. Voir aussi « L'expérimentation de l'Institut français ne sera pas reconduite », *Le Monde*, 23 octobre 2013.

# Annexe 5

# La French Publishers' Agency

***Hélène Seiler-Juilleret et Gisèle Sapiro***

La French Publishers' Agency (FPA), implantée depuis trente ans à New York, à Union Square, en plein de centre de Manhattan, et rattachée au Bureau international de l'édition française (BIEF), est un sous-agent de statut public/privé. Elle a été créée en 1983 par François Samuelson, avec le soutien de Jack Lang, afin de favoriser la traduction d'ouvrages français sur le marché américain, particulièrement fermé (voir chapitre 1). Se sont succédés à sa tête, après son fondateur, Jean-Marc Salmon, puis Olivier Nora, et enfin Lucinda Karter qui en est l'actuelle directrice. Faisant office de relais mais également de représentantes, les quatre agentes qui composent l'équipe aident à la prospection, et servent d'intermédiaire dans les négociations avec les éditeurs américains, puis dans le suivi du contrat, du versement des avances et des droits sur les ventes. Elles veillent aussi à ce que l'ouvrage soit toujours en vente pendant la durée de la cession. Seuls les éditeurs ayant adhéré au BIEF peuvent faire appel à l'agence. Elle en représente environ soixante par an.

La part des livres de non-fiction, qui représentait à l'origine environ trois quarts du catalogue, a décru au profit de la littérature. Par le passé, la FPA a vendu, en sciences humaines et sociales, des titres de Pierre Bourdieu, Georges Duby, Gilles Deleuze, Alexandre Kojève, Claude Lévi-Strauss. Elle a aussi représenté des ouvrages de recherche, comme le livre de Francine Muel-Dreyfus sur *Vichy et l'éternel féminin* (1998), cédé à Duke UP. Plus récemment, elle a vendu les droits d'essais d'André Compte-Sponville, Henri Atlan, Julia Kristeva et Michel Onfray. L'histoire est la discipline la mieux représentée parmi les titres cédés, suivie de la philosophie, puis des essais et enfin des ouvrages de psychanalyse et de psychologie.

Plusieurs des responsables de droits étrangers des maisons d'édition françaises ont largement recours aux services de la FPA, et cela avant même d'amorcer la constitution d'un catalogue « *Foreign Rights* » ; la FPA consulte le catalogue général de la maison et sélectionne un certain nombre de titres en fonction des chances estimées de les placer chez un éditeur américain. La prospection de ces titres leur est confiée, les autres restant à la charge des responsables des services de cessions.

Si les relations avec les chargé-e-s de cession sont généralement cordiales, elles ne sont pas exemptes de tensions en raison du recouvrement des compétences et du coût du service. C'est pourquoi plusieurs d'entre eux expliquent qu'ils ne prennent contact avec les agentes de la FPA que pour des cas très précis. Soit, lorsqu'ils se trouvent en situation d'échec – leurs propres

recherches n'ayant pas abouti –, lorsque l'étape de prospection n'a pas eu les résultats attendus, ou lorsqu'ils manquent d'informations et de contacts sur le segment éditorial pour lequel se prédestine l'ouvrage. Lorsqu'ils ont « vidé toutes leurs cartouches », ils se tournent vers les agents de la FPA. La raison en est que le recours aux agents de la FPA constitue une prise de risque économique, car quelle que soit l'issue de cette intervention, le prix à payer pour bénéficier de ces services reste le même, comme le laisse entendre cette responsable d'une maison d'édition généraliste :

> *Quand c'est eux qui s'occupent de la prospection et du travail de cession, ça aboutit positivement ?*
> Eh bien… Pas systématiquement, parce que c'est un marché difficile. Ce serait difficile de faire un ratio mais oui, on a quand même fait pas mal de contrats via la FPA mais effectivement elles ont des obligations de moyens mais pas de résultats. Donc … (Entretien n°52)

Les tarifs que doivent payer les éditeurs pour profiter des services de la FPA, quand bien même les prospections n'aboutissent pas, s'élèvent à 183 euros. De plus, une fois le contrat signé, la FPA prélève, d'une part, 15% des *royalties* que l'éditeur français reçoit sur les ventes de la traduction, d'autre part, 15% de l'avance qu'il reçoit. Sachant que le montant des *royalties* est souvent assez faible pour le domaine des sciences humaines et sociales, il ne reste, une fois les 183 euros de départ déboursés, qu'un bénéfice monétaire restreint pour l'éditeur français.

À l'inverse, les agentes de la FPA se plaignent d'avoir été à plusieurs reprises « contournées » après avoir établi le contact entre un éditeur français et étranger, soit dès le premier contact, soit lors de l'établissement d'un nouveau contrat…

# Annexe 6

# Les enjeux du numérique

***Jill A. McCoy et Hélène Seiler-Juilleret***

Nous sommes indubitablement dans l'ère numérique. L'ensemble des éditeurs font face aux questions – souvent complexes et même parfois insolites – de comment, quand et pourquoi publier leurs livres sous format numérique. L'Amérique du Nord, et les États-Unis en particulier, ont fait preuve de ce que les responsables français interviewés ont appelé un « grand engouement » pour le livre électronique. Comme pour en témoigner, la première bibliothèque totalement numérique a ouvert ses portes en septembre 2013 à San Antonio, au Texas. Il y a ainsi un décalage entre le marché du numérique dans les pays anglo-saxons et en France en ce que le premier, implanté depuis une décennie, semble avoir atteint un état de stabilité économique alors que le second, malgré des indices d'un marché en croissance, n'en est qu'à son balbutiement. Selon l'enquête effectuée par GFK[181], les *e-books* ne constituaient en 2011 que 0,3 % des parts du marché du livre français (12 millions d'euros), mais ils sont en croissance avec 0,5 % des parts actuelles (21 millions d'euros). Néanmoins, ces chiffres font piètre figure face à ceux des marchés anglo-saxons. Au premier trimestre de 2011, le livre numérique constituait aux États-Unis 6 % et au Royaume-Uni 2,5 % du marché du livre. En outre, ce segment a connu une croissance fulgurante en représentant, en 2012, 10 % du marché américain et 12,5 % de celui anglais[182].

Cette évolution a-t-elle une incidence sur le marché des traductions en langue anglaise des ouvrages de sciences humaines et sociales français ? Lorsque nous leur avons posé la question, tous les éditeurs de presses universitaires américaines interviewés ont répondu qu'ils tentent de publier autant que possible leurs livres traduits en format numérique. Princeton University Press, par exemple, publie systématiquement ses titres dans les deux formats avec très peu d'exceptions (le *Dictionary of Untranslatables* en est une ; voir annexe du chapitre 1).

Les éditeurs américains voient l'édition numérique comme un besoin, un pas nécessaire en avant, quelque chose qui *doit* être fait pour répondre aux exigences des lecteurs modernes : « Nous *devons* faire les formats numériques, nous *devons* les avoir pour toutes les liseuses diverses et

181 Growth from Knowledge est un organisme de recherche marketing. Voir le site GfK « Recherches & Developpements ».

182 « Dossier le livre numérique » *Livres Hebdo*, n° 924, 5 octobre 2012.

variées », disait une éditrice. Dans ce sens, la publication numérique des traductions est identique à celle des ouvrages en langue anglaise d'origine ; la seule différence étant que pour pouvoir sortir un livre numérique, les droits numériques doivent d'abord être cédés à l'éditeur américain ou anglophone. Dans un contrat de cession idéal, l'éditeur français céderait simultanément les droits traditionnels du livre imprimé et les droits numériques. Néanmoins, cela n'est pas toujours le cas.

Le refus de cession des droits numérique de la part d'un éditeur français ou étranger peut constituer un obstacle pour certains éditeurs américains. Northwestern University Press, par exemple, est partenaire du Project Muse, une grande base de données américaine à but non-lucratif lancée à Johns Hopkins University et constituée de livres et revues électroniques en sciences humaines et sociales. Northwestern UP dépose toutes ses publications dans cette base, mais elle se voit contrainte d'en exclure les traductions dont elle ne possède pas les droits numériques. Toutefois, les ventes de livres numériques ne représentent pas encore une part assez grande des ventes globales pour qu'un éditeur anglo-américain renonce à publier un livre imprimé, quand bien même la version numérique serait impossible. La valeur économique des droits numériques, est, aux yeux des éditeurs interviewés, encore en train d'être mise au clair, et pour le moment il vaut mieux traiter chaque cession de droits numériques comme un cas unique.

Si les ventes de livres imprimés constituent toujours une part considérablement plus grande que les ventes numériques au sein des presses universitaires, il est vrai que les livres numériques sont de plus en plus présents sur ce marché. Un éditeur travaillant au sein d'une grande presse universitaire s'étonnait de voir monter les chiffres de vente des volumes numériques de Paul Ricœur en traduction anglaise :

> It's hard to believe anyone would want to read a difficult philosophical work in electronic form, but I was actually surprised looking at the figures recently, at how healthy the sales are for Ricœur's volumes on Kindle. Something like 20% of all sales (…) I think people who are really devoted to the work will buy both the print and electronic formats so that they can have an electronic version they can search… which can be very useful for certain kinds of work. Especially for books as long as [Ricœur's].

L'éditeur des titres d'économie et de finance à MIT Press a constaté que, depuis l'été 2012, un dixième des revenus des ventes de livres de son catalogue provenait de la vente des livres numériques. On peut donc supposer qu'au fur et à mesure que ce pourcentage va grandir, l'obtention des droits numériques deviendra de plus en plus décisive. Plusieurs éditeurs américains ont fait part d'une certaine appréhension, ce qui ne les a pas empêchés d'être surpris par le refus des éditeurs français de leur accorder les droits numériques. En effet, juridiquement parlant, la traduction en tant que propriété intellectuelle appartient à la maison américaine. L'éditeur français ne pourrait donc pas exploiter le texte. « Ils ne peuvent rien faire avec les droits numériques ! », s'est exclamé un éditeur, s'indignant du refus que lui a opposé à plusieurs reprises une maison française pour l'exploitation des

droits numériques d'un livre. Une éditrice travaillant au sein d'une presse universitaire de taille moyenne a expliqué que le paragraphe sur les droits numériques manque souvent dans les premières versions des contrats qu'on lui envoie :

> One of the things that I've had the hardest time getting accepted by the French is the fact that we do want electronic rights, and that we're not talking about free copies over the Internet. We're talking about sales of electronic books for all the various reading devices ! I think people are starting to catch on everywhere, but still I find many contracts that will come, you know, first drafts, they won't have a clause that covers those kinds of sales.

L'absence de clause sur les droits numériques, loin de se restreindre à la simple expression d'une méfiance ou d'une réticence de la part de l'éditeur français, s'explique en fait par le décalage entre l'état des marchés français et anglo-américains. Il faut ainsi garder à l'esprit que l'évolution et la stabilisation du marché dans sa double dimension juridique et économique aux États-Unis et au Royaume-Uni sont loin de se transposer telles quelles en France. Si jusqu'à récemment, les éditeurs étrangers se sont retrouvés face à un mur, c'est donc surtout en raison d'un vide juridique du côté français, la question des droits d'auteurs numériques ayant été résolue, non sans troubles et débats, il y a peu[183]. Auparavant, non seulement la demande des droits numériques ne concernaient que des cas particuliers, mais rien n'était encore décidé quant à la nature de ces droits : relevaient-ils des droits premiers ou dérivés ? En l'absence de standards économiques et juridiques, plusieurs responsables ont reconnu avoir refusé par précaution de céder les droits.

> Alors au début, il se trouve que les Anglo-saxons, ça fait longtemps qu'ils en vendent, donc c'est normal qu'ils soient en avance là dessus et puis, ils ont un système d'agents qui fait qu'il y a un nouveau format sur lequel on pouvait faire de l'argent. Alors au début, ils les voulaient tous ! Tous ! Tous ! Alors c'est vrai que honnêtement on ne savait pas trop à quoi ça ressemblait. Aujourd'hui ça s'est beaucoup plus assagi parce qu'on sait à quoi ça correspond. Mais toujours la bonne attitude c'est de dire quand il y a un droit nouveau qui arrive, y a un nouveau media qui arrive, toujours se dire… C'est pas dire « non » à l'éditeur mais plutôt « qu'est ce que vous allez me proposer ? ». (entretien n° 58)

Et si les formats numériques commencent à s'imposer comme un segment de marché de plus en plus pérenne, ils continuent de faire l'objet d'enjeux cruciaux, où tout peut se jouer et se déjouer, se construire et se déconstruire.

> Après on n'a pas le droit d'en parler ouvertement [du numérique] et d'avoir des échanges au sein de la commission internationale. Parce qu'il y a des problèmes de … Enfin c'est considéré comme des problèmes de communication, parce que les éditeurs discutent des sujets qui sont sensibles sur le plan commercial. Ce sont ces sujets là que nous abordons, parce qu'ils nous intéressent au plus haut point. (…) Mais, nous, on est sur des conditions standardisées. Ce n'est pas comme il y a trois ou quatre ans quand des éditeurs refusaient de céder les droits pour le numérique. (entretien n °57)

183 Pour plus d'informations sur les droits numériques, nous renvoyons au site de la SGDL.

Cette instabilité du marché numérique et la difficulté à dessiner des prévisions à moyen terme expliquent également pourquoi les responsables français tentent de signer pour des durées se réduisant à trois ans au lieu de sept, laquelle est la durée de cession la plus courante.

> Après c'est vrai qu'on négocie pour deux ou trois ans et on estime… Dans la clause il est normal que souvent on ait les deux parties pour pouvoir rediscuter dans deux ou trois ans parce qu'aujourd'hui, on n'a aucune idée de ce que sera le marché [numérique]. On a un peu des idées mais ce n'est pas une vision suffisamment précise, et puis ça va évoluer. (entretien n° 58)

Il est par ailleurs révélateur que la question du numérique n'ait quasiment jamais été évoquée lors des entretiens réalisés, pour une précédente enquête, avec des responsables de cession en 2010[184], comme si, à l'époque, les droits numériques ne faisaient pas vraiment partie ni de leurs pratiques ni de leurs intérêts.

De plus, pour pouvoir céder les droits numériques à un éditeur étranger, l'éditeur français doit d'abord en être propriétaire. L'éditeur doit ainsi consulter le contrat d'auteur d'origine afin de vérifier que cela est bien le cas. Si le titre en question fait partie du fonds de la maison, c'est-à-dire si le contrat d'auteur a été signé avant l'arrivée du numérique, on peut s'attendre à ce que le paragraphe sur les droits numériques soit absent du contrat. Dans ce cas, l'éditeur français doit contacter l'auteur ou l'ayant-droit de l'auteur pour obtenir la cession de ses droits numériques avant d'entrer dans une négociation avec l'éditeur américain ou anglophone. Ce paragraphe absent des contrats d'auteurs constitue un problème récurrent que les maisons doivent résoudre en amont et de manière systématique pour tous les auteurs plutôt qu'au cas par cas selon les demandes des éditeurs étrangers. La plupart des maisons d'éditions sont en train de numériser les titres de leur fonds et poursuivent la procédure, souvent longue et complexe de rajout d'avenants et parfois de paiement ou de promis de rémunération, pour obtenir la permission de publier d'anciens titres en format numérique.

Par exemple, en 2012-2013, un travail important de réactualisation des contrats en vue du rajout de ce paragraphe a été mené au sein d'une petite maison d'édition savante (moins de 20 salariés) dont le fonds remonte à plus de cinquante ans. Outre le travail long et méticuleux qu'a dû réaliser la secrétaire de direction, en supplément de ses activités quotidiennes, pour « déterrer » des archives ces contrats tapés à la machine et souvent très abîmés, il a fallu contacter l'ensemble des auteurs et des ayants-droits afin d'obtenir leur consentement, une étape qui n'allait pas de soi, en ce que plusieurs auteurs ont refusé d'accéder à sa demande. On peut noter en passant que plusieurs des éditeurs anglo-saxons ont évoqué des procédures semblables engagées pour numériser leur propre fonds ; un éditeur d'une grande presse universitaire se souvient d'une lettre standardisée envoyée à tous les auteurs leur proposant la numérisation de leurs ouvrages : « C'était

184 Gisèle Sapiro (dir.), *Traduire la littérature et les sciences humaines : conditions et obstacles*, Paris, DEPS (ministère de la Culture), 2012.

une énorme entreprise, » dit-il, « heureusement que ce n'était pas mon boulot à moi ! »

Qui plus est, les auteurs d'aujourd'hui, dont les contrats comprennent toujours une clause sur la publication numérique, peuvent choisir de retenir leurs droits numériques s'ils prévoient de publier leur travail ou une partie de leur travail en ligne, indépendamment de la maison, ce qui tend à se développer avec les consignes de plus en plus pressantes des organismes finançant la recherche concernant la nécessité de mettre les résultats à disposition du public en libre accès. Dans tous les cas, si l'accord de l'auteur ou de l'ayant-droit n'est pas obtenu par l'éditeur original, il demeure impossible de vendre les droits électroniques d'un livre à un éditeur étranger.

Encore une fois, avec l'imposition progressive du numérique comme segment de marché inévitable, les droits numériques sont généralement inclus dans la négociation si, et seulement si la maison française les possède et si elle a confiance en la capacité de l'éditeur américain à mener le projet à bien et en retirer un certain profit. Ainsi, selon une responsable de droits, la cession des droits numériques relèverait de la même logique que celle qui régit la cession des droits mondiaux ou nationaux, en étant à la fois tributaire du champ d'action et de distribution de l'éditeur étranger et de la viabilité du projet proposé pour le livre traduit.

> Dans les faits, soit l'éditeur a un projet bien précis et ça ne pose aucun problème, soit il dit « ah je ne sais pas, faut que j'y réfléchisse… » Donc tu dis : « Ce n'est pas grave, on retient dans le contrat que vous avez une option préférentielle. Si jamais j'ai une autre offre entre-temps, je vous préviens et vous vous relevez de l'affaire ». Mais tu ne les donnes pas systématiquement. Il y a toujours… c'est très logique de correspondre à la réalité quand tu cèdes des choses. Il s'agit pas d'être timide, de pas vouloir parce que [imite quelqu'un d'hésitant].. Ce n'est pas la question ! Non c'est juste qu'il faut que ça corresponde à la réalité. Si c'est un grand éditeur qui gère très bien tous les droits, eh bien tu donnes tout. Ça ne pose pas de problème ! C'est comme les territoires, s'ils veulent des droits qui recouvrent le monde entier etc. et qu'ils sont implantés dans les pays où la langue est parlée, ben c'est ok et puis point barre. Par contre, si c'est des Portugais et qu'ils veulent aussi le Brésil, tu dis non ! Parce qu'ils ne vont pas au Brésil. C'est logique.

Les projets d'édition numérique en anglais voient parfois le jour alors que la maison française n'a pas publié, de son côté, de version numérique du titre. Mais l'absence de version numérique peut, aussi rare que cela soit, concerner la totalité du catalogue ; tel est le cas notamment avec le projet de traduction des séminaires de Derrida. Bien que Galilée ne publie aucun livre numérique, les droits numériques de tous les volumes des séminaires ont été cédés à The University of Chicago Press. D'un point de vue financier, un tel arrangement est favorable pour la maison française puisque le montant des *royalties* demandé sur les livres numériques et souvent plus important que celui demandé sur les livres imprimés. En effet, si la vente des droits électroniques est vue le plus souvent comme indissociable de la vente des droits traditionnels et donc est incluse dans le montant total de l'avance au moment de la négociation, le montant des *royalties* est différent. Ce montant s'élève, pour les ventes papier en couverture reliée, entre 5 et 10 % sur les

premiers 2 000 ou 3 000 voire 5 000 exemplaires (selon les ventes attendues, selon qu'il s'agisse d'un livre *paperback* ou *hardcover* et selon qu'ils soient calculés sur le prix affiché au catalogue ou sur le prix net après les remises). Une fois ce seuil atteint, le taux peut s'élever de 1 ou 2 %. Le pourcentage de *royalties* pour la vente d'un livre électronique est, lui, beaucoup plus important, et il ne voit pas d'augmentation au fur et à mesure des ventes. D'habitude, il est question de 25 % des recettes nettes, ce qui pourrait se traduire en d'importants bénéfices pour un éditeur français – bien sûr, si les Américains se révèlent être aussi voraces d'*e-books* qu'on le soupçonne… Mais, comme on l'a vu au chapitre 1, certains éditeurs ont réduit cette part à 15 % voire 10 %.

# Les auteurs

**Alejandro DUJOVNE** est Docteur en Sciences Sociales (Universidad Nacional General Sarmiento-Instituto de Desarrollo Económico y Social, 2010) et chercheur au Conseil National de la Recherche Scientifique de l'Argentine. Il enseigne l'histoire et la sociologie de la culture. Actuellement, il est président de l'Instituto de Desarrollo Económico y Social (IDES) à Buenos Aires. Ses domaines d'intérêt sont l'histoire et la sociologie de l'édition d'une part, et l'histoire culturelle juive européenne moderne et argentine de l'autre. Une version remaniée de sa thèse de doctorat, *Impresiones del judaísmo : una sociología histórica de la producción y circulación transnacional del libro en el colectivo social judío de Buenos Aires, 1919-1979*, sera publiée en août 2014 par la maison Siglo XXI. Il a co-dirigé les ouvrages suivants : Avec Emmanuel Kahan, Damian Setton et Laura Schenquer, *Marginados y Consagrados. Nuevos Estudios sobre la vida judía en la Argentina*, Éd. Lumiere, Buenos Aires ; et avec Daniel Goldman et Dario Sztajnzrajber, *Pensar lo judío*, Éd. Intellectual Capital, Buenos Aires.

**Marcella FRISANI** est doctorante en sociologie des relations culturelles internationales à l'EHESS (Centre européen de sociologie et de science politique). Elle prépare une thèse sur la diplomatie française du livre au Royaume-Uni (1993-2013) et s'intéresse aux enjeux de la traduction entre échanges culturels, marchés éditoriaux et politiques publiques. Elle a publié « L'invisibilité de la *contemporary fiction* de langue française dans le marché britannique de la traduction », dans Gisèle Sapiro (dir.), *Traduire la littérature et les sciences humaines : conditions sociales et obstacles* (DEPS – ministère de la Culture, 2012). Ancienne stagiaire à l'AFAA, elle a été lectrice d'échange à l'Université de Turku (Finlande) et à l'Université de Paris VIII pour le ministère italien des Affaires étrangères. Elle collabore occasionnellement avec des éditeurs britanniques en qualité de lectrice spécialisée.

**Jill Alessandra McCOY** a participé à cette enquête en tant qu'attachée de recherche au Centre européen de sociologie et de science politique. Elle est diplômée de Cornell University, de l'Université de Paris VIII-Saint Denis et de l'EHESS. Son mémoire de Master portait sur les traducteurs de fiction française et américaine. Elle a pris part à l'enquête dirigée par Gisèle Sapiro, *Traduire la littérature et les sciences : conditions et obstacles* (DEPS – ministère de la Culture, 2012). Elle travaille au sein de la Société Européenne des Auteurs (IFVerso, TLHUB) et est musicienne.

**Heber OSTROVIESKY** est enseignant-chercheur à l'UNGS (Université Nationale de Général Sarmiento, Buenos Aires). Il est également traducteur du français vers l'espagnol. Il est diplômé en sciences politiques (UBA) et titulaire d'un DEA en Pensée Politique à l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po). Il prépare actuellement une thèse sur l'impact politique de la concentration éditoriale en Amérique Latine. Entre 2003 et 2008, il a

été chef de projet au Bureau international de l'édition française (BIEF), il y a coordonné la section sciences humaines et sociales. En 2010, il a rédigé le rapport « La circulation du livre en Amérique Latine ». Entre 2009 et 2011, il a été éditeur pour l'Amérique Latine au sein de la maison d'édition Gedisa. Il coordonne actuellement une collection d'ouvrages sur les transformations du système universitaire en Argentine pour les presses de l'UNGS et prépare une collection sur la pensée latino-américaine contemporaine pour la maison d'édition indépendante Futuro Anterior. En 2014, son article « Démocratie et circulation de l'écrit » paraîtra en France dans un ouvrage intitulé *La Diagonale des conflits* sous la direction d'Étienne Tassin et Eduardo Rinesi (Éditions de l'IHEAL).

**Gisèle SAPIRO** est directrice de recherche au CNRS et directrice d'études à l'EHESS (Centre européen de sociologie et de science politique). Spécialiste de sociologie des intellectuels, de la littérature, de la traduction, des échanges culturels internationaux, ainsi que d'épistémologie des sciences sociales, elle est l'auteure de *La Guerre des écrivains, 1940-1953* (Fayard, 1999, traduit en anglais chez Duke UP en 2014) et de *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France XIXe-XXIe siècle* (Seuil, 2011). Elle a également dirigé ou codirigé : *Pour une histoire des sciences sociales* (Fayard, 2004) ; *Pierre Bourdieu, sociologue* (Fayard, 2004) ; *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation* (CNRS Éditions, 2008) ; *Les Contradictions de la globalisation éditoriale* (Nouveau Monde, 2009) ; *L'Espace intellectuel en Europe* (La Découverte, 2009) ; *Traduire la littérature et les sciences humaines : conditions et obstacles* (DEPS-ministère de la Culture, 2012). En 2011, elle a réalisé avec ses étudiants une enquête sur le public du festival Les Correspondances de Manosque (http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/CESSP/Sapiro_Festival_Manosque_Etude.pdf). Elle dirige actuellement le projet « International Cooperation in the Social Sciences and the Humanities Comparative Socio-Historical Perspectives and Future Possibilities » (INTERCO-SSH), financé par la Commission européenne.

**Hélène SEILER-JUILLERET** est doctorante en sociologie des biens symboliques et culturels à l'EHESS (Centre européen de sociologie et de science politique). Son travail porte sur les transformations de l'édition en sciences humaines et sociales à travers l'analyse des marchés du numérique et de la traduction. Elle a participé en 2011 à l'enquête sur le festival de littérature « Les Correspondances » sous la direction de Gisèle Sapiro. Elle est actuellement coordinatrice du projet éditorial « Dictionnaire Pierre Bourdieu » dirigé par Gisèle Sapiro (à paraître chez CNRS Éditions) et chargée de valorisation et édition numérique au Centre européen de sociologie et de science politique.

**Gustavo SORÁ** est docteur en Anthropologie (Museu Nacional de l'Université de Rio de Janeiro). Il est chercheur au Conseil National de la Recherche Scientifique d'Argentine et Professeur Titulaire à l'Université Nationale de Córdoba. Il est également chercheur-associé au Centre européen de sociologie et de science politique). Ses intérêts de recherche concernent la culture écrite, le monde imprimé et le champ intellectuel. Il a mené des études

historiques, ethnographiques et sociologiques sur les pratiques d'édition, de traduction, des sciences sociales au Brésil, en Argentine et au Mexique. Il est partenaire du projet « International Cooperation in the Social Sciences and the Humanities : Comparative Socio-Historical Perspectives and Future Possibilities » (INTERCO-SSH), dirigé par Gisèle Sapiro et financé par la Commission européenne. Gustavo Sorá poursuit également le programme de recherche tracé par Pierre Bourdieu sur les conditions socio-historiques de la circulation internationale des idées, avec notamment ses travaux sur la Foire du Livre de Francfort. Il a publié deux ouvrages : *Brasilianas. José Olympio e a gênese do Mercado editorial brasileiro* (San Pablo, Edusp, 2010), et *Traducir el Brasil. Una Antropologia de la circulación internacional de las Ideas* (Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003).

# Éditeurs cités / liens

Seuls les éditeurs qui disposent d'un site ou sont référencés sur internet figurent ci-dessous.

## Éditeurs français

Actes Sud
Agone
Albin Michel
Armand Colin
Calmann Lévy
Denoël
Éditions Amsterdam
Éditions du Cerf
Éditions Kimé
Payot & Rivages
Fayard
Flammarion
Galilée
Gallimard
Grasset
Hachette
La Découverte
La Fabrique
Lattès
Le Pommier
Lignes
Minuit
Odile Jacob
Perrin
Plon
Les Prairies Ordinaires
Presses de Sciences Po
Presses Universitaires de France
Raisons d'Agir
Le Robert
Robert Laffont
Le Seuil
Stock
Vrin

## Éditeurs étrangers

A&C Black

Abbeville Press
Abrams
Algora Publishing
AmazonCrossing
Amorrortu
Arcade Publishing
Arden Shakespeare
Ariel
Arsenal Pulp Press
Athlone Press
Atlantic Books
AVA Publishing
Bardwell Press
Beacon Press
Berg Publishers
Berghahn Books
Black Coat Press
Bloomsbury Academic
Brill
Bristol Classical Press
C. Hurst & co.
Cambridge University Press
Capital Intelectual
Carnegie Endowment
Casemate Publishers
Cassell
Catholic University of America Press
Chambers
Chatto & Windus
Cherub Press
Chinese University Press
City Lights
Clarendon Press
Clinamen Press
Columbia University Press
Continuum
Cornell University Press
Crítica
Dalkey Archive Press
Dedalus
Duckworth
Duke University Press
Duquesne University Press
Edinburgh University Press
EDUSP
El Cuenco de Plata

Elsevier
Enigma Books
ESKA Publishing
Eudeba
Fairchild Books
Farrar, Strauss & Giroux
Feminist Press
First Second Books
Five Ties Publishing
Fondo de Cultura Economica (FCE)
Fordham University Press
Futuro Anterior
Garnet Publishing
Gedisa
Gestalt Institute Press
Greenhill Books
Grove Press
Harper Collins
Harvard University Press
Hay House
Hesperus Press
Hill and Wang
Hippocrene Books
Holmes & Meier
I.B. Tauris
ICS Publications
Indiana University Press
Inner Traditions
Ivan R. Dee
Johns Hopkins University Press
Jonathan Cape
Katz editores
Knopf
Kogan Page
Ediciones UNGS
Libros del Zorzal
Little Brown and Company
Lumiere
M. E. Sharpe
Manantial
Manchester University Press
Markus Wiener Publishers
Marlowe & Company
Melville House
Merrell Publishers
Methuen

MFA (Museum of Fine Arts) Publications
Michigan State University Press
MIT Press
Mousehold Press
Nation Books
Needham Research Institute
New Press
New York Review of Books
Norma
North Atlantic Books
Northern Illinois University Press
Northwestern University Press
Octopus / Hachette illustrated UK
The Other Press
Otis Books/Seismicity Editions
Overlook Press
Oxford University Press
Paidós
Palgrave MacMillan
Pantheon Books
Park Street Press
Pearson
Pegasus Books
Penguin Books
Penguin USA
Picador
Planeta
Pluto Press
PM Press
Polity
Prickly Paradigm Press
Princeton University Press
Profile Books
Prometeo
Rizzoli International Publications
Routledge
Rowman & Littlefield Publishers
Rutgers University Press
Sage
Santillana
Saqi books
Seagull Books
Seal Press/Avalon publishing group
Semiotext(e)
Sequence Press
Serpent's Tail

Seven Stories
Shambhala Publications
Siglo XXI Editores
Souvenir
Springer
St. Augustine's Press
St. Martin's Press
Stanford University Press
State University of New York Press
Sternberg Press
Suhrkamp Verlag
T&T Clark
Taylor & Francis
Temple University Press
Transnational Publishers
Twelve
University of California Press
University of Chicago Press
University of Exeter Press
University of Hertfordshire Press
University of Illinois Press
University of Minnesota Press
University of Mississipi Press
University of Nebraska Press
University of Pennsylvania Press
University of Virginia Press
University of Wisconsin Press
University Press of America
University Press of Colorado
Univocal Publishing
Urbanomic
Verso Books
Viking Penguin
Wakefield Press
Wesleyan University Press
Wiley-Blackwell
William Heinemann
Wolters Kluwer
World Wisdom
Yale University Press
Zed Books
Zone Books